

مركز الأخبار



Le Monde

DERNIÈRE ÉDITION 3

QUARANTE ET UNIÈME ANNÉE - N° 12365 4 F

Fondateur : Hubert Beuve-Méry

Directeur : André Laurens

SAMEDI 27 OCTOBRE 1984

Les leçons de l'affaire Abouchar

Le dénouement soudain de l'affaire Abouchar est une bonne chose. Il comporte aussi plusieurs leçons qu'il convient de ne pas oublier. La première et la plus importante, c'est qu'on a tout intérêt à s'en tenir à une politique de fermeté - ce qui ne veut pas dire de provocation - lorsque l'on défend une cause juste et fondamentale. Tel était justement le cas Abouchar, qui allait bien au-delà de la défense d'intérêts corporatistes : grâce à la détention puis à la condamnation de notre collègue d'Astembé 2, c'est notre droit de savoir que le Kremlin voulait remettre en cause.

Le Kremlin, bien sûr, et non pas les autorités afghanes, qui ne resteraient pas huit jours au pouvoir à Kaboul sans le soutien combien actif de l'armée rouge. N'en déplaise aux analystes du Parti communiste français, la solution de l'affaire Abouchar était bien à Moscou, pas à Kaboul. C'est d'ailleurs M. Pommeroy qui en a annoncé le dénouement à M. Estier plusieurs heures avant que Kaboul confirme la nouvelle. Moscou, qui comptait exploiter la capture du journaliste français pour renforcer la représentativité du régime afghan, en est donc pour ses frais, même si ce dernier affirme qu'il n'a fait que céder, dans sa magnanimité, à la demande de « clémence » présentée par M. Merzouz.

Reste à savoir pourquoi, finalement, Moscou a préféré faire marche arrière. C'est manifestement la résolution manifestée par les autorités françaises depuis la condamnation de Jacques Abouchar à dix-huit ans de prison qui a été déterminante. En exigeant des informations précises sur le sort du prisonnier avant ce vendredi 26 octobre, M. Estier se parlait pas uniquement en tant que président de la commission des affaires étrangères de l'Assemblée nationale mais aussi en tant que messager du président de la République, avec lequel il s'était entretenu avant de quitter Paris pour Moscou. C'est dire que la maintien en détention de notre confrère se serait soldé par une crise majeure dans les relations franco-soviétiques, déjà bien épuisées depuis l'arrivée de M. Mitterrand à l'Elysée.

La situation des Soviétiques était d'autant plus délicate que la réprobation en France était unanime et qu'il aurait été vain pour eux de chercher à rendre le président de la République seul responsable d'une grave détérioration des relations. Tout s'est passé comme si on avait fait un mauvais calcul à Moscou. Sans doute Jacques Abouchar était-il un trop gros « poison » pour l'opération envisagée : journaliste de télévision connu depuis plus de vingt ans, son affaire a soulevé une énorme indignation qui ne serait pas retombée de sitôt. Il n'en serait malheureusement pas allé de même si les Soviétiques avaient pu mettre la main sur un journaliste moins célèbre, n'appartenant pas à un grand organe d'information ou travaillant pour son propre compte comme le font beaucoup de « voleurs » de frontière, et s'ils avaient réussi à lui extorquer des aveux fantaisistes, ce à quoi Jacques Abouchar s'est refusé.

Quoi qu'il en soit, la guerre d'Afghanistan va se poursuivre, et de nouvelles affaires Abouchar risquent encore de se produire. Il faudra savoir alors être tout aussi vigilant, tant il est vrai qu'une guerre « civile » ne peut pas être « convertie » d'un seul côté et qu'il est légitime que la presse ait accès à tous les camps en présence.

(Lire nos informations page 7.)

Le scandale en RFA : M. Kohl sur la sellette

Après la démission de M. Rainer Barzel, le Parti démocrate-chrétien ouest-allemand a désigné, vendredi 26 octobre, M. Philip Jenninger pour le remplacer à la tête du Bundestag. L'élection a été fixée au 5 novembre. M. Jenninger est connu comme un proche du chancelier Kohl. Agé de 62 ans, il est secrétaire d'Etat à la Chancellerie et est spécialiste des questions est-allemandes.

M. Barzel, qui devait comparaître une deuxième fois jeudi 25 octobre devant la commission d'enquête parlementaire, avait envoyé un certificat médical pour excuser son absence. Il devait donner ensuite sa démission, invoquant la

« pression politique et psychique » qui lui était insupportable. La déposition d'un ancien employé de Flick devant la commission semble avoir été très défavorable au dirigeant chrétien-démocrate, qui avait affirmé la veille n'avoir jamais reçu d'argent du groupe.

Les Verts, qui mènent l'offensive contre la démocratie chrétienne, veulent maintenant obtenir des éclaircissements du chancelier Kohl lui-même. Le chef du gouvernement aurait en effet touché plus de 500 000 Deutschmarks du groupe Flick. Après M. Barzel, M. Kohl va se retrouver au centre du plus grand scandale politico-financier de l'histoire de la RFA.

Bonn n'est pas Weimar

par DANIEL VERNET

Les dominos tombent les uns après les autres. La démission de M. Rainer Barzel laisse maintenant le chancelier Kohl en première ligne. L'affaire Flick fait des ravages dans toute la classe politique de la République fédérale d'Allemagne. Mais ce ne sont pas seulement des hommes, si haut placés soient-ils, qui sont en cause. C'est l'ensemble de la démocratie chrétienne, donc la coalition gouvernementale ; c'est un certain type de rapports entre les élus du suffrage universel et les dirigeants des grandes sociétés industrielles ; c'est la démocratie ouest-allemande.

La malaise est accrue par la maladresse du gouvernement. Comme dans les autres scandales qui ont émaillé l'existence encore brève de son cabinet, M. Helmut Kohl a d'abord choisi de se réfugier dans l'attentisme en espérant que l'ouragan s'apaiserait de lui-même. Il s'est placé discrètement, aux côtés de la

personnalité mise en cause - en l'occurrence le président du Bundestag, c'est-à-dire le deuxième personnage de l'Etat. Puis il a tout mis sur le compte d'une campagne de « diffamation » et enfin il a sacrifié M. Barzel sur l'autel du parti et de l'Etat. Il avait agi de même avec le comte Otto von Lamsdorff, son ministre (libéral) de l'économie, accusé lui aussi d'avoir touché des pots-de-vin de Flick. Nul doute qu'il s'apprête à en faire autant si la retraite sans gloire de M. Barzel ne suffit pas à arrêter le scandale. Entre-temps, le gouvernement avait maladroitement cherché à faire voter une loi d'amnistie pour toutes les infractions concernant le financement des partis politiques et à soustraire les dossiers à la commission d'enquête parlementaire en attendant une hypothétique décision

de justice. On comprend de mieux en mieux les raisons de cet empressement.

Le malheur pour M. Kohl, c'est qu'il est le prochain sur la liste. Devant cette commission parlementaire justement, il va devoir s'expliquer sur les deux points : a-t-il effectivement touché, pour lui personnellement ou pour son parti, de l'argent du groupe Flick ? D'après le petit carnet où le comptable de Flick consignait avec un soin obsessionnel tous les « paiements officieux » aux formations politiques, M. Kohl aurait reçu plus de 500 000 Deutschmarks (1,5 million de francs) entre 1974 et 1980. D'autre part, était-il au courant des tractations qui, en 1973, ont amené M. Barzel à démissionner de la présidence de la CDU pour lui céder la place, moyennant un dédommagement copieux de la part du groupe Flick ?

(Lire la suite page 3.)

HISTOIRES DE FRANCE

Le recours à la terre

De notre envoyé spécial

Saint-Patrice. - Il en avait les yeux tout plissés de malice, José. La modernité, c'est moi. Une drôle de rencontre et un surprenant discours, riche, réconfortant, inattendu d'un gamin agriculteur.

C'était en Val-de-Loire au moment des vendanges. La modernité, pour bien dire, cela n'avait été jusqu'à qu'un raccourci surréaliste dans le ciel tourangeau : là-bas, à l'horizon, la centrale nucléaire de Chinon soufflant, crachant un interminable nuage de vapeur d'eau. Et là-haut, dans le ciel, deux montgolfières dans leur partie de saute-mouton au butane, filant doucement la nostalgie sous le vent d'ouest.

Et cela ne restait sur terre, dans les vignes, qu'une immense querelle, quasi théologique, des anciens et des modernes. Vainqueur à la main ou enragé par la machine, cette énorme bataille qui enjambe la vigne et le secoue le paletot ? Vaste débat dont on a fini par comprendre l'objet essentiel : en somme, boire ou conduire, chacun devra choisir son vin.

Puis il y eut José, rencontré chez des anciens, mais ennemi intérieur de la cause agricole. José coupait les grappes à la main, et rêvait tout haut de la machine. Il y eut ce gamin de vingt-deux ans et, en effet, un bonheur de rencontre. D'abord parce que, coupeur d'élite, il coupait pour deux. Ce qui évitait l'humiliation et devait faciliter la

conversation. Ensuite, surtout, parce que José - pourtant de la race des agriculteurs, de ceux qui, sachant le poids des mots, ne vous disent jamais que ce qu'ils veulent bien vous dire - avait des choses à signifier.

L'une d'abord : que l'éventure est au coin de l'exploitation, qu'en peut encore être pionnier ou colon ou « Jeune Turc » dans un pays bimillénaire, qu'on peut vivre sa vie professionnelle non comme une résignation, une condamnation, une malédiction, mais comme un pari, un défi. L'agriculture métier d'avenir, voilà le message.

José ou le recours à la terre. Car, dans son cas, on ne parlera pas - calamités agricoles - de retour à cette terre. La terre n'a que faire des réverses valétardes, fromages de chèvre, macramé et communautés barbares. Non, recours à la terre. Comme outil de travail, comme, paradoxalement, sécurité de l'emploi.

Ce garçon n'aurait pas dû être agriculteur. Cela était inscrit dans la trajectoire de la famille. Le grand-père fut ouvrier agricole. Le père alla assurer l'essentiel à la SNCF, tout en restant un agriculteur à temps partiel et à revenu complémentaire. Un peu comme ailleurs, dans les Vosges, on était « Bousac » le jour et producteur de lait à l'aube et au coucher.

PIERRE GEORGES.

(Lire la suite page 11.)

L'ENLEVEMENT DU PÈRE POPIELUSZKO EN POLOGNE

Qui provoque qui ?

La dimension qu'est en train de prendre, dans une Pologne apparemment « pacifiée », l'affaire Popieluszko, est tout sauf surprenante. Ce simple prêtre - un vicaire d'une paroisse ouvrière - était devenu, à force d'audace et de témérité, un symbole du refus de la normalisation, de la fidélité à Solidarité. Il illustrait aussi une réalité essentielle de la Pologne d'aujourd'hui : l'abri, précaire, que l'Eglise offre, par la force des choses, à l'opposition morale au régime. Enlever, liquider peut-être cet homme (ses proches, et le cardinal Glemp lui-même, semblent douter de la revoir vivant), ne pouvait être qu'un défi.

A qui profite le crime ? s'est aussitôt interrogé le porte-parole du mouvement. M. Jerzy Urban. Lui, d'ordinaire si prompt à accuser les « extrémistes de Solidarité », a été cette fois beaucoup plus prudent. C'est une « provocation », dirigée « contre nous », contre tout ce qui est « politique de renouveau », les relations avec l'Eglise, la reprise des rapports avec l'Occident.

Qui donc pourrait avoir intérêt à gêner, sur ces trois points, l'équipe au pouvoir ? Comment ne pas penser à ces fameux « durs », censés, selon certains observateurs complaisants, mettre constamment des bâtons dans les roues de l'équipe « modérée », voire « libérale » du général Jaruzelski.

L'ami, c'est que cette politique de « renouveau » n'est depuis bien longtemps rien d'autre qu'un mot, et que les relations du pouvoir avec l'Eglise sont tout sauf harmonieuses. Elles semblaient même particulièrement tendues depuis quelques mois. Ce n'est pas par hasard que les rencontres prévues entre le général

Jaruzelski et le primate, Mgr Glemp, ont été reportées à deux reprises depuis le mois d'août, que les escarmouches entre l'épiscopat et les autorités sont constantes, que le comité central du parti a prévu, à l'occasion du plénum qui s'ouvre ce vendredi 26 octobre à Varsovie, d'évoquer ce lourd contentieux avec l'Eglise : le document préparatoire établi par le bureau politique dénonce en termes menaçants « les phénomènes de politisation du clergé », et « l'utilisation des lieux du culte » à des « fins non confessionnelles », en ajoutant : « L'Eglise ne peut pas être et ne sera pas indifférente à de tels phénomènes. »

Incontestablement, pourtant, l'affaire présente des aspects très gênants pour l'équipe du général Jaruzelski. Passons sur le cas personnel du porte-parole du gouvernement, qui regrette peut-être de s'être déshabillé, dans les articles venant qu'il signe sous pseudonyme, contre ce prêtre devenu héros national, comme il s'en était pris à tant d'autres personnalités en difficulté, y compris la mère d'un jeune homme mort à la suite des coups reçus dans un commissariat.

JAN KRAUZE.

(Lire la suite page 4.)

Le 30^e anniversaire de l'insurrection en Algérie

Le Monde publiera demain (numéro daté 28-29 octobre) un dossier comprenant notamment un article de HOCINE AIT AHMED, un des chefs historiques de la révolution : « Le jour de l'insurrection vu par un combattant », une interview de JEAN VALLOUJOUR, directeur de la sûreté en Algérie à l'époque, et des articles de P.-J. FRANCESCHINI, JACQUES KERGOAT, PAUL BALTA, J.-M. THEOLLE, DANIEL ARMOGATHE et JACQUELINE SUBLET.

Après
SIGMUND
FREUD
et
MOI,
LEONARD
DE VINCI
RALPH
STEADMAN
Se met lui-même
en scène...
AUBIER



M. CHARLES MILLON invité du « Grand Jury RTL-Le Monde »

M. Charles Millon, député UDF de l'Ain, maire de Belley, membre du secrétariat politique du Parti républicain, sera l'invité de l'émission hebdomadaire « Le grand jury RTL-Le Monde », dimanche 28 octobre, de 18 h 15 à 19 h 30.

M. Millon, porte-parole du courant « barrière » au sein du PR, auteur d'un ouvrage sur l'« extravagante histoire des nationalisations », répondra aux questions d'André Passeron et de Serge March, de M. de la Gueule, de RTL, le débat étant dirigé par Henri Marquet.

MICHEL NOBLECOURT.

(Lire la suite page 20, ainsi que le commentaire de Pierre Drouin : « Ceux de l'arrière ».)

AU JOUR LE JOUR

Championnat

Bernard Pivot s'apprête à lancer un championnat de France de l'orthographe. Il y aura des éliminatoires dans les régions, puis des quarts de finale, des demi-finales, une finale...

Il a bien raison notre apostrophe nationale. L'orthographe est un chef-d'œuvre en péril. Il faut inculquer aux enfants le respect de ce code, complexe mais essentiel, que nous ont livré nos ancêtres.

Bravo M. Pivot!

BRUNO FRAPPAT.

commentaires

Le Monde

Algérie : l'héritage

La guerre d'Algérie, qu'est-ce qu'ils peuvent bien y comprendre, les gens de vingt ans ? La décolonisation est terminée depuis longtemps. Les peuples des anciens empires — exception faite de l'empire soviétique — sont sinon toujours libres, du moins formellement indépendants. Pourquoi s'est-on battu pendant sept ans et huit mois en Algérie ? Pourquoi des millions de jeunes Français ont-ils couru les djebels, croupi dans les postes et perdu trente mille des leurs ? Pourquoi des centaines de milliers d'Algériens sont-ils morts, sous nos coups ou ceux de leurs compatriotes ? Et dix mille Européens tués par le FLN ? Et cinq mille personnes par l'OAS ? Pourquoi des militaires français ont-ils été poussés à prendre des engagements qu'ils n'ont pu tenir, à utiliser les pires moyens, sous le regard pudiquement baissé des politiques qui leur avaient délégué la sale besogne ?

Parce qu'un million de Français vivaient, souvent depuis plusieurs générations, en Algérie ? Ils ont été les premiers manipulés et au premier rang des victimes. Parce que Moscou, à travers la résistance algérienne, voulait étendre son bras jusqu'au Maroc et à l'Atlantique ? Une chimère de stratèges mal remis de la réalité indochinoise. Parce que l'adversaire était cruel, d'autant plus maladroît et brutal qu'il était divisé ? Fallait-il, au nom de « valeurs occidentales » qu'en plus d'un siècle nous ne nous étions guère montrés soucieux de lui enseigner ou de lui montrer en exemple, lui répliquer par une autre cruauté et une égale incapacité à définir une politique autre que répressive ?

A moins qu'il se fût agi d'offrir à des frères brusquement découverts l'honneur, jusqu'alors refusé, d'être Français, avec tous les droits qui en découlent. Certains, par générosité ou pour justifier l'horreur des combats, ont ainsi préconisé l'intégration totale. Difficile pour un garçon ou une fille de 1984 de croire que le but assigné à leurs pères en uniforme était de faire entrer de force dans la nation française dix millions de personnes (vingt millions aujourd'hui) qui prenaient une conscience de plus en plus nette de leur identité. Ils ne voient que trop, trente ans après, un racisme croissant se hérissant contre ces mêmes Algériens, ressentis décidément comme « différents », et les mêmes hommes parfois qui voulaient les intégrer réclamaient à grands cris leur renvoi dans leur pays.

Il faudrait aussi expliquer aux Français de vingt ans que la guerre d'Algérie n'était pas une affaire de droite ou de gauche. Lorsque M. François Mitterrand, ministre de l'Intérieur de Pierre Mendès France, proclamait en 1954 : « L'Algérie, c'est la France », tout le monde ou presque en était d'accord. Le président du conseil qui engagea le contingent en Algérie et le conflit dans une longue impasse était le socialiste Guy Mollet. Et le général de Gaulle, qui, non sans hésitations ni machiavélisme, mit fin à la guerre, eut à affronter aussi bien la droite que la gauche.

Si l'opposition, en criant haro sur M. Claude Cheysson, tient à prendre à son seul compte un héritage aussi encombrant, elle est, pour le moins, mal inspirée. La France entière a déjà eu bien du mal à en porter le poids et à oublier tant d'erreurs, tant de passions et tant de sang.

JEAN PLANCHAIS.

Mme Thatcher est-elle « populiste » ?

UNE équipe de la Fondation nationale des sciences politiques, sous la direction de Jacques Leruez, vient de publier une brochure qui tente de faire le tour du « thatcherisme » dans ses retranchements politique, économique, social, culturel, diplomatique, etc. (1). Au-delà des analyses ponctuelles qui fournissent de précieuses bases de réflexion, une question provocante est posée par Mme Monica Charlot : « Le thatcherisme est-il un populisme ? »

M^{me} Thatcher n'est pas Michelet, mais c'est vrai qu'elle aime se référer au « peuple » et que l'on perçoit un certain romantisme dans la façon qu'elle a d'utiliser le « nous » de complicité entre le peuple et elle, « le peuple qui respecte la réussite honnête par le travail » : « Nous devons nous battre pour... disperser les nuages diviseurs du socialisme marxiste. »

Elle n'oublie pas qu'elle est arrivée au pouvoir, en mai 1979, portée notamment par une vague d'électeurs ouvriers, et la tentation d'en appeler directement au peuple est nette, comme celle de renforcer l'exécutif et de sabrer dans les comités interministériels permanents et dans l'appareil du parti conservateur.

Enfin, le « thatcherisme » (il est très rare en Grande-Bretagne qu'une doctrine découle d'un nom) va toujours dans le sens des sentiments populaires : affirmation de la croyance dans l'efficacité de la peine de mort, de la foi dans le destin mondial de la Grande-Bretagne, de la réputation pour le pacifisme.

Deux événements — les Malouines et l'attentat de Brighton — ont servi son image dans l'opinion, du haut en bas de l'échelle sociale, renforçant son aspect messianique. Il y a plusieurs sortes de populisme, du péronisme à la démocratie suisse. Celle de Mme Thatcher est encore différente. Sa moindre prouesse n'a pas été de renforcer l'unité nationale en traînant la masse de chômeurs la plus importante de l'Europe.

PIERRE DROUIN.

(1) La Documentation française, 144 p., 45 F.

INVITÉS

François Guérard, conseiller national du CDS, estime que la famille est redevenue aujourd'hui une idée neuve et que tout projet politique doit en tenir compte

Familles, je vous aime

NOS compatriotes seraient désenchantés, se désintéresseraient de la vie politique ; en particulier, les socialistes se demanderaient où sont aujourd'hui les grands élan économique, social et culturel promis au pays avant et en 1981.

Du côté de l'opposition, les électeurs cherchent des idées nouvelles et fortes qu'ils ne trouvent pas dans les différents programmes ; or nous voici à quelques deux ou quatre années des échéances.

C'est seulement dans cet état de 1984 que l'on a commencé à développer quelques thèmes nouveaux, et bien timidement. Encore n'a-t-il fallu que le pays soit secoué par un événement majeur surgi des profondeurs de notre peuple. Aucun des dirigeants actuels n'en avait perçu les prémices. On ne vit pas tout de suite que ce phénomène allait faire reculer le pouvoir.

A la Bastille, le 24 juin 1984, ce fut à la fois la levée en masse des familles pour leurs libertés et l'expression de toute sorte de mouvement néo-féodal autour d'elle. Cette journée a remis en surface tout à la fois le poids et les promesses pour la cité de la vie associative et familiale. Il est clair aujourd'hui que la collectivité, comme l'individu, peut compter sur la famille et les asso-

ciations qui lui sont liées, et on doit s'interroger sur ce mouvement profond. Le temps est venu, pour les hommes politiques, qui n'ont jamais douté de cela, de le réaffirmer de la bonne manière.

Disons tout net ici que plusieurs générations de responsables de notre société se sont trouvées marquées jusqu'à présent par l'interprétation de l'apostrophe d'André Gide qui datera bientôt d'un siècle : « Familles, je vous aime... » Bon nombre de penseurs et inspirateurs de l'après-libération n'avaient pas davantage de tendresse pour la vie familiale. La voie de la liberté de 1944 — à laquelle s'est ajoutée une prospérité continue et sans précédent — a débouché, vingt ou trente ans plus tard, sur les sentiers de toute sorte de laisser-aller, législatifs ou non. Ne s'enfonçait-on point dans les chemins les plus tortueux de la permissivité et du laxisme le plus trivial ?

Pour les familles d'aujourd'hui, la société apparaît finalement semée de coupe-gorge. Elles ont été fragilisées depuis trente ans par de fausses libertés accordées aux individus. C'est l'un de nos problèmes, dans l'opposition, de réinventer une société et des systèmes qui confortent les familles. Il nous faudra,

sans doute, revoir un à un les éléments qui ont fait jadis une heureuse politique familiale. Il nous faudra retrouver ses finalités. Dès à présent, nous devons entreprendre la définition d'une politique familiale pour notre temps et la proposer clairement au pays.

Familles, je vous aime : dans les rangs de l'opposition, il y a toujours eu une forte tradition de soutien à l'enfant et à la famille. Elle doit remonter d'autant plus fermement au crâne que la gauche ne sait plus porter l'enfant et les valeurs familiales, comme elle sur le faire, par exemple, à l'époque d'un Victor Hugo.

Non, le fil vital de la famille ne s'est pas perdu dans ce peuple. Des idéologies contraires dominaient. Cela n'empêchait pas l'existence de familles heureuses (osant le dire timidement) ni l'existence de parents contents de leurs enfants et d'enfants aimant leurs parents le plus naturellement du monde.

L'irruption d'une grande vulgarité dans la diffusion des thèmes traditionnels a perturbé nos vues de responsables sur la famille. Le poids exorbitant de la vie professionnelle dans nos vies personnelles n'a pas non plus facilité les choses : la famille, l'association, la cité, tendent toujours à être sacrifiées. Il

nous faut retrouver ces centres d'intérêts essentiels.

Les libertés et les intérêts des familles coïncident avec les intérêts du pays et la préservation de ses libertés. Rappelons seulement ici le danger pour l'Europe et la France du vieillissement de leur population. Ajoutons qu'un pays moderne ne peut résister à la concurrence ni se défendre sans une jeunesse bien formée ; éducation et famille sont des éléments incontournables d'une politique de présence de la France dans le monde, c'est-à-dire d'emplois et d'épanouissement futurs pour les jeunes Français. La famille, en ces temps où l'économie change, constitue indéniablement un élément de résistance devant la pauvreté qui revient trop souvent. Enfin, n'y aurait-il pas moins de délinquance si la famille tenait une place plus forte dans nos sociétés ?

Un dernier mot : dans cette politique familiale pour notre temps, l'Etat devra se faire la plus modeste, la moins arrogante possible. Ses principaux outils se trouvent dans les associations familiales et dans les administrations à leurs niveaux les plus décentralisés, les plus proches des enfants, des parents, des problèmes à résoudre. FRANÇOIS GUÉRARD.

COURRIER

Jacques Abouchar et le Festival de Séville

Dans votre numéro du jeudi 11 octobre, vous évoquez avec exactitude l'incident qui a eu lieu lors de la première séance du jury du Festival international de journalisme télévisé de Séville concernant une motion en faveur de Jacques Abouchar présentée par M^{me} Christine Ockrent.

En tant que président de ce jury, je crois devoir vous apporter quelques précisions sur cet incident.

Sous le coup d'une émotion bien compréhensible, dès le début de la séance, M^{me} Christine Ockrent a présenté au jury non exactement une motion, mais un message destiné à être envoyé à un certain nombre de personnalités politiques, dont les ambassadeurs d'URSS et d'Afghanistan. Elle a eu l'imprudence de le faire sans m'en avertir et sans en avoir obtenu l'avis préalable. M. Sean McBride, qui était membre du jury, nous l'avons, bien sûr, et par principe, soumise à la réaction des membres du jury représentant non seulement l'Union soviétique, mais les Etats-Unis, l'Amérique latine, les pays arabes et l'Espagne a été négative, non tellement à cause du contenu de la motion, mais à cause de sa présentation, de sa destination et de la manière comminatoire avec laquelle elle était présentée. Laisant sans doute sa parole dépasser sa pensée, M^{me} Christine Ockrent a dit aux membres du jury qu'ils seraient indignes de juger du journalisme télévisé s'ils ne votaient pas sa motion.

M. Sean McBride et moi-même avons longuement négocié pour trouver un compromis. Cela n'a malheureusement pas été possible. M^{me} Christine Ockrent ayant quitté Séville dès le lendemain. Nous avons cependant obtenu deux choses : le vote d'une motion générale condamnant l'imprudence de leur métier et l'envoi d'un texte très proche de la motion de M^{me} Christine Ockrent signé à titre personnel par les membres du jury qui ont bien voulu s'y associer.

Tout en nous solidarisant avec notre collègue, mais en regrettant peut-être le style qu'elle a cru devoir adopter sous le coup d'une émotion justifiable, il est apparu à M. McBride, à moi-même et à la totalité des membres du jury qu'il serait impardonnable de compromettre les efforts déployés par nos hôtes espagnols pour organiser un festival qui, je dois le dire, a été, déontologiquement et professionnellement, d'une très haute tenue.

ROBERT ESCARFIT.

Les lenteurs de la Bibliothèque nationale

A plusieurs reprises, votre journal a fait état des conditions de plus en plus désastreuses dans lesquelles nous travaillons à la Bibliothèque nationale. Je vous laisse apprécier ce qui m'est arrivé avec le service photographique.

Je devais présenter une communication en juillet de cette année sur trois manuscrits à peintures antiques de la BN. J'ai déposé une commande de vingt-deux diapositives le 1^{er} mai. La facture pro forma m'est

parvenue le 3 octobre. Les travaux ne commencent qu'après règlement de cette facture. Une lettre du service photographique m'informe qu'ils ne peuvent être réalisés que dans un délai de six mois. J'aurai donc, peut-être, des diapositives en avril 1985.

Je dois intervenir en mai 1985, à un colloque, sur ces œuvres ; comme je change naturellement de sujet, j'ai besoin d'autres diapositives. Même en passant commande aujourd'hui, je ne les aurai pas à la date prévue. Qui est capable de savoir très précisément, au bout de l'avance, ce dont il va avoir besoin ? Reste la solution d'acheter les séries complètes, soit environ deux cent trente diapositives à 20 F pièce, payables de ma poche, évidemment.

NOUREDDINE MEZOUH, assistant d'art médiéval (Paris).

Pupille de la nation et pupille de l'Etat

Dans votre numéro daté du 6 septembre 1984, un fait divers intitulé « La comtesse de fer », signé Alain Machefert, fait mention du placement d'un garçon par la DDASS. Il est mentionné comme étant « pupille de la nation ».

Dans le cas en question, cette appellation est impropre, puisque l'Etat n'a pas adopté l'enfant. Cette confusion qui existe souvent dans le public se retrouve également sous la plume des journalistes.

Un pupille de la nation désigne une personne ayant perdu un ou ses parents par le fait de la guerre. Les aides qui peuvent lui être attribuées : bourse d'études, secours, etc., le sont par le ministère des anciens combattants.

Un pupille de l'Etat désigne un enfant qui a été confié à la direction départementale des affaires sanitaires et sociales (DDASS, appellation actuelle de l'ex-Association publique), soit par suite d'abandon, soit par décision judiciaire. C'est cette administration qui en a la tutelle jusqu'à la majorité. Ensuite, des associations d'entraide de pupilles et d'anciens pupilles de l'Etat prennent le relais pour leur venir en aide dans les cas difficiles.

F. GUEGAN, président de l'Association d'anciens pupilles de l'Etat « La Maternelle » (Nantes).

Déjà, Gaston Doumergue...

On a dit et imprimé, ces jours-ci, que Pierre Mendès France avait été le premier homme d'Etat à s'adresser au pays périodiquement, par l'intermédiaire des ondes.

Inexact. Un autre « politique » — qui, pourtant, n'avait rien d'un novateur — s'était servi avant lui de la radio pour parler à la nation : Gaston Doumergue, qui fut chef d'Etat de 1924 à 1931.

A l'automne des émeutes du 6 février 1934, le président de la République, Albert Lebrun, avait brusquement tiré de sa « campagne » de Tournefeuille et l'avait chargé de constituer « un ministère de trêve, d'apaisement et de justice ». Le 24 avril 1934 — vingt années avant Mendès France, cinquante années avant M. Laurent Fabius — Gaston Doumergue inaugura, au micro de la Radio nationale, ce qu'il appelait ses « causeries familiales ».

PIERRE DE SAINT-PRIX, journaliste (Perpignan).

Numéro Spécial Informatique

Novembre 1984

Les logiciels



Les ordinateurs ne pensent pas : nous pensons qu'ils pensent parce que nous leur transférons une partie de notre intelligence. Ce numéro spécial, l'événement de l'année en informatique, décrypte les différents aspects du logiciel, ce prolongement de l'intelligence humaine.

Sommaire :

- Le logiciel
- Algorithmes et structuration des données
- Les langages de programmation
- Les systèmes de commande
- Le logiciel en Biologie
- Le logiciel graphique
- Le logiciel de traitement de l'information
- Le logiciel pour la commande des processus industriels
- Le logiciel en Science et en mathématiques
- Le logiciel des systèmes intelligents
- La structuration des programmes

En vente chez votre marchand de journaux

Le Monde

5, RUE DES ITALIENS, 75007 PARIS CEDEX 09
C.C.P. 4207-23 PARIS - Tél. MONDIPAR 69572 F
Tél. : 246-72-23

PRIX DE VENTE A L'ÉTRANGER

Algérie, 3 DA ; Maroc, 4,20 dr. ; Tunisie, 200 m. ; Allemagne, 1,70 DM ; Autriche, 17 sch. ; Belgique, 28 fr. ; Canada, 1,20 \$; Côte d'Ivoire, 300 F CFA ; Danemark, 7,50 kr. ; Espagne, 110 pes. ; E.-U., 1 \$; Grèce, 50 dr. ; Irlande, 50 p. ; Italie, 1.800 L. ; Liban, 575 P. ; Libye, 0,350 DL ; Luxembourg, 28 fr. ; Norvège, 8,00 kr. ; Pays-Bas, 1,75 fl. ; Portugal, 80 esc. ; Sénégal, 300 F CFA ; Suède, 7,75 kr. ; Suisse, 1,50 S. ; Thaïlande, 110 mt.

Édité par la S.A.R.L. Le Monde

Gérant : André Laurens, directeur de la publication

Anciens directeurs : Hubert Bonnier-Méry (1944-1969)

Jacques Fauvet (1969-1982)

Imprimé en France

S. de l'Industrie

PARIS-XX

Reproduction interdite de tous articles sans l'accord de l'administration

Commission paritaire des journaux et publications, n° 37 437

ISSN : 0395-2037

ABONNEMENTS

3 mois 6 mois 9 mois 12 mois

FRANCE

341 F 685 F 829 F 1080 F

TOUTS PAYS ÉTRANGERS

PAR VOIE NORMALE

661 F 1245 F 1819 F 2360 F

ÉTRANGER

(par mandat)

L. - BELGIQUE-LUXEMBOURG

PAYS-BAS

381 F 685 F 979 F 1240 F

IL - SUISSE, TUNISIE

454 F 830 F 1197 F 1530 F

Par voie aérienne : tarif sur demande.

Les abonnés qui paient par chèque postal (trois virements) voudront bien joindre un chèque à leur demande.

Changements d'adresse difficiles ou provisoires (deux semaines ou plus) : nos abonnés sont invités à formuler leur demande une semaine au moins avant leur départ.

Joindre la dernière bande d'envoi à toute correspondance.

Veuillez avoir l'obligeance de rédiger tous les noms propres en capitales d'imprimerie.

مكتبة الدكتور

Le Monde

étranger

L'AFFAIRE FLICK ET LA DÉMISSION DU PRÉSIDENT DU BUNDESTAG

Les dirigeants chrétiens-démocrates espèrent, sans trop y croire, que le « sacrifice » de M. Barzel mettra fin à la campagne

« Notre démocratie sort renforcée d'avoir pu débattre de telles affaires »

nous déclare le député « vert » Otto Schily

Bonn. — Après la démission du président du Bundestag, M. Barzel, les dirigeants de la majorité au pouvoir en République fédérale ont entrepris, sans perdre une minute, des consultations pour lui trouver un plus vite un successeur. M. Alfred Dreger, le chef du groupe parlementaire CDU-CSU, ayant refusé le poste, le choix s'est porté sur M. Philip Jenninger, secrétaire d'Etat à la chancellerie, l'un des hommes de confiance du chancelier Kohl.

Incapables d'endiguer le flot d'indignation suscité depuis dix jours par l'affaire Barzel, les responsables de la majorité doivent à tout prix donner maintenant l'impression de reprendre les choses en main. Sans doute espèrent-ils de la sorte que le « sacrifice » du président du Bundestag n'aura pas été vain. Accusé d'avoir eu des liens indirects avec le groupe Flick entre 1973 et 1979 et d'avoir perçu par ce biais une somme de 1,6 million de deutschemarks (environ 4,8 millions de francs au cours actuel), M. Rainer Barzel avait dû se résigner, jeudi matin, à l'inevitable et céder aux pressions insistantes de son parti.

Personne ne peut cependant ignorer, dans les allées du pouvoir à Bonn, que de nombreux autres noms, parmi lesquels ceux des plus importants responsables actuels du régime, figurent, eux aussi, sur des listes noires que le tribunal de Bonn a saisies au cours de son enquête sur

les détournements fiscaux du groupe Flick et qu'il a remises à la commission parlementaire chargée de l'affaire.

Les Verts et le Parti social-démocrate ont officiellement indiqué qu'ils seraient leur nouvelle cible : le chancelier Helmut Kohl, lui-même, qui, selon le député « vert » M. Otto Schily, aurait reçu du groupe industriel, dans les années 70, des dons se montant à un total supérieur à 500 000 deutschemarks (cette somme est confirmée par les documents que publie le magazine *Der Spiegel*). (Voir ci-dessous.) Ce dont le chancelier se défend énergiquement. M. Kohl a également été soupçonné, au cours des derniers jours, d'avoir mis en contact M. Barzel avec le groupe Flick, en 1973, pour obtenir son départ de la présidence du Parti démocrate-chrétien. M. Kohl avait alors succédé à M. Barzel, la crise de confiance dans laquelle le groupe Flick et les hommes politiques qui lui étaient liés ont plongé notre démocratie n'est pas terminée », a déclaré jeudi le chef du groupe parlementaire social-démocrate, M. Hans-Jochen Vogel.

Contrairement à ce qu'évoquent jusqu'ici les dirigeants chrétiens-démocrates, M. Barzel avait été incapable, mercredi, de se

défendre de manière crédible des accusations portées contre lui. Dès lors, la partie a été considérée comme perdue. Réunie dès mercredi soir, la direction de la CDU avait fait savoir à M. Barzel ce qu'elle attendait de lui dans un message adressé à sa villa de Bad-Godesberg, la banlieue chic de Bonn. Le président du Bundestag, qui devait être entendu à nouveau jeudi après-midi par la commission d'enquête parlementaire, a apparemment arrêté sa décision au cours de la nuit.

La comparaison du chancelier

A-t-il cru jusqu'au dernier moment pouvoir se tirer d'affaire ? Son cas s'était aggravé jeudi matin au cours des auditions, par la commission parlementaire, de l'ex-secrétaire général du Parti démocrate-chrétien, M. Kurt Biedenkopf, et surtout, d'un des anciens responsables du groupe Flick, M. Günter Max Paeffgen. Celui-ci avait froidement indiqué que la question de l'engagement de M. Barzel par le cabinet d'affaires Albert Paul, en 1973, avait, à l'époque, été discutée par les plus hauts responsables du groupe industriel. Une bonne partie de la défense du président du Bundestag, qui s'était efforcé la veille de nier tout lien

avec Flick, s'effondrait. L'annonce de la démission de M. Barzel commençait alors à circuler dans les couloirs du Parlement. M. Barzel avait, en effet, fait porter au président de la commission d'enquête un message lui indiquant que, sur ordre de son médecin, il se pourrait compromettre comme prévu dans l'après-midi. Une demi-heure plus tard, son retrait était officiellement annoncé.

Si on doit s'attendre maintenant à une mise en sourdine, au moins temporaire, du cas Barzel, la déposition de M. Paeffgen risque encore de faire du bruit. Elle va donner de nouveaux arguments à ceux qui entendent dénoncer les liens existant entre les milieux politiques et industriels. Le chancelier Kohl, qui doit à son tour comparaître devant la commission le 15 novembre prochain, pour y être interrogé sur ses relations avec le groupe Flick et sur l'influence que celui-ci exerçait dans les milieux politiques, ne peut l'ignorer. Il a d'ailleurs pris les devants dès jeudi soir en dénonçant, au cours d'une interview télévisée, la campagne lancée par l'opposition contre le gouvernement. Comme l'écrivait vendredi, la *Süddeutsche Zeitung* : « M. Barzel est tombé parce qu'il avait poussé trop loin (les manipulations entre la politique et la finance). Mais il reste à éclaircir jusqu'où sont allés ceux qui maintiennent de le laisser tomber ».

HENRI DE BRESSON.

Le « tombeur de chanceliers »

De certains accusés on accepte les professions d'innocence. De M. Rainer Barzel, non. Dès que les premiers soupçons se sont portés sur lui à propos de l'affaire Flick, il est apparu très clairement qu'il ne pourrait guère contester la réalité de ses liens politiques. Et pour cause. L'ascension de cet homme au sein de la CDU fut rapide, mais sinistre, faite d'intrigues, d'infidélités, de revirements, dont les autres se souviennent le jour venu, comme ils se souviennent de la mort de ceux qui promettaient dans leurs rangs, de temps de sa splendeur, celui qui vient de déchoir.

Plus jeune député à trente-cinq ans, plus jeune ministre à trente-huit, plus jeune président du Parti chrétien-démocrate à quarante-cinq, il avait l'ambition de devenir sans la plus jeune chancellerie et n'hésitait devant rien pour y parvenir. La période des relations troubles de M. Barzel avec la finance, qui lui est restée attachée jusqu'ici, est précisément celle où il fut le plus en retrait de la scène politique. Elle commence en 1972 quand, président de la CDU, il échoue à renverser par une manœuvre parlementaire le chancelier Willy Brandt et devient son principal adversaire. Mais la statue Brandt est solide ; solide comme cette Allemagne reconstruite et prospère qui sort de la guerre froide et s'engage dans l'Occident. M. Barzel est sommé par certains de ses amis de laisser la place à un autre à la tête du parti. Son échec lui sera fatal, politiquement, pendant dix ans. Ne le laissez pas devenir un « cas social », dit une bonne âme du parti au groupe Flick. On n'obtient pas effectivement sans de très solides arguments — 1,6 million de deutschemarks en six ans — le renoncement d'un homme à ce point acharné à faire carrière.

Rainer McCarthy

Il est né en 1924 en Prusse orientale, a fait ses études à Berlin, une guerre brillante dans la Luftwaffe où il s'était engagé à dix-sept ans, puis des études de droit et d'économie à Cologne. Militant d'abord dans un mouvement chrétien conservateur, il change de tendance et rejoint le courant du catholicisme social en se plaçant sous la protection de Karl Arnold, ministre-président du Land de Rhénanie du Nord-Westphalie, premier des « perriers » qui vont faire la carrière de cet enfant prodige.

Il est déjà député lorsque son protecteur meurt, en 1957. Mais il n'a pas attendu cette mort pour changer son fusil d'épaule. Dès que s'est amorcé le déclin d'Arnold, qui incarnait les courants réformateurs de la CDU, il a commencé à retourner sa veste et à se rapprocher de la tendance conservatrice dure, qui régnait du terrain dans le parti. Ses débuts parlementaires sont bruyants : il proclame à l'envi sa haine du communisme, chante ses origines prussiennes et la nation allemande, attaque avec violence le Parti socialiste et les syndicats. Sur cette lancée, et

avec l'appui de M. Franz-Josef Strauss, il fonde, en 1959, l'association Sauvez la liberté, pour-fenduse des intellectuels de gauche. On commence à parler du « petit McCarthy allemand », jusqu'à ce que cinq cents hommes politiques, professeurs et artistes qu'il a dénoncés, attaquent en justice. Cela suffit pour que M. Barzel fasse machine arrière et se cherche un nouveau cheval de bataille.

Vice-président de la commission défense du Bundestag, M. Barzel est, au début des années 60, un expert du trust d'armement Harndel. Cette fonction, grassement payée, lui vaudra d'être inculpé de détournements de fonds publics quand cette mini-affaire Flick sortira, dix ans plus tard.

Sur le plan politique, M. Rainer Barzel se glisse dans le cercle des amis du « vieux », Konrad Adenauer, qui l'appelle en décembre 1962 dans son dernier gouvernement, au ministère des affaires pen-allemandes. Deux ans plus tard, devenu chef du groupe parlementaire chrétien du Bundestag, il est, à quarante ans, reconnu comme l'un des « barons » de la CDU. Il vise dès lors la chancellerie, et on l'affuble du sobriquet de « candidat », déformation de son second prénom. Candidat, il trouve d'abord sur son chemin Ludwig Erhard, successeur de Konrad Adenauer qui, victime de cabales auxquelles M. Barzel n'est pas resté étranger, a fini par se retirer. En 1966, Ludwig Erhard, qui fut l'homme du miracle économique, a été victime lui aussi d'une conjuration à laquelle M. Barzel est mêlé, se retire. Le président du groupe parlementaire a déjà un autre surnom, celui de « tombeur de chanceliers ». Il s'est pourtant laissé doubler en 1966 par M. Kurt-Gerhard Kiesinger. Puis, après la « grande coalition » entre chrétiens-démocrates et SPD, M. Barzel n'a plus de mal à s'imposer dans les rangs du parti comme le numéro un. Il est élu à la présidence de la CDU en octobre 1971 et donnera l'assaut un an plus tard à la chancellerie.

Mais il a livré, quelques mois avant ces élections de l'automne 1972, une mauvaise bataille. S'opposant violemment à l'Occident, engagé par M. Brandt, il a lancé contre lui une « motion de défiance » dans le but de le renverser. Deux voix lui ont manqué. La CDU est défaite. M. Barzel a laissé passer sa chance. Suit une période politiquement tranquille dont M. Barzel s'émuera qu'en octobre 1982. C'est lui qui est chargé de présenter la motion de défiance parlementaire contre le chancelier Schmidt, qui, elle, réussira. Et c'est lui qui, contre toute attente, est nommé au ministère des affaires inter-allemandes par le nouveau chancelier Kohl. On peut se demander aujourd'hui à quoi correspondait cette nomination de la part d'un chancelier qui prétendait, par ailleurs, poursuivre la politique à l'Est. Mais après les élections de mars 1983, il devient président du Bundestag. Deuxième personnage de l'Est, certes, en droit. Mais en fait ? Une simple compensation sans doute envers un homme qui politiquement était déjà mort plusieurs fois.

CLAIRE TREAN.

Bonn n'est pas Weimar

(Suite de la première page.)

Le Parti libéral, qui a déjà « perdu » dans l'affaire un ministre de l'économie, n'est pas épargné par M. Genscher, ministre des affaires étrangères, figure sur la liste des heureux bénéficiaires des largesses de Flick, ainsi que son secrétaire d'Etat, M. Jürgen Möllemann, impliqué en outre dans une autre histoire de pots-de-vin.

Le Parti social-démocrate aurait tort de se réjouir et, d'ailleurs, il s'en garde bien. Car, si l'on en croit les journaux west-allemands qui rivalisent de révélation croissantes, le SPD aurait également touché, directement ou indirectement, quelque 5 millions de deutschemarks du groupe Flick, qui n'a regardé pas à la dépense pour acheter une influence sur la politique gouvernementale.

Flick avait à Bonn son « bureau des affaires politiques », qui suivait de près la rédaction du programme de la démocratie chrétienne, « achetait » le président de la commission de l'économie au Bundestag, et sélectionnait le président de la CDU et, par ricochet, le candidat de la démocratie chrétienne à la chancellerie. En d'autres termes, le chef du gouvernement fédéral. Ce bureau semble avoir été particulièrement actif dans les années où le SPD était au pouvoir, car même si les sociaux-démocrates n'étaient pas oubliés les jours de distribution, Flick se sentait de toute évidence plus à l'aise avec les conservateurs. Ces hautes ambitions politiques n'empêchaient pas les petits bénéfices. Bien au contraire : cette grande stratégie avait des retombées sonnettes et tributaires sous forme de dépréciations fiscales. Flick maintenait ainsi une vieille tradition de la maison

commencée sous la République de Weimar.

Weimar : la référence effraie la classe politique west-allemande, à tel point que des hommes peu suspects d'avoir profité des largesses de Flick se demandent si tout ce déballage est bien opportun. En jetant le discrédit sur les hommes politiques, sur le thème bien connu « tous des pourris », on révélerait les tendances anti-parlementaires qui font le lit de tous les extrémismes. Les Verts sont particulièrement visés par cette critique. Un de leurs députés, a été suspendu du Bundestag pour avoir mis directement en cause M. Kohl dans l'affaire Flick-Barzel et avoir employé à l'égard du président de séance un qualificatif peu respectueux. Ce député a été suspendu pour ses « méthodes dignes des nazis ».

Une mentalité de libre-service

Qu'est-ce qui représente le plus grave danger pour la démocratie west-allemande, l'acceptation fataliste des compromissions et des trépassages ou le traitement public des manquements aux règles communément admises ? Theo Sommer, directeur du grand hebdomadaire *Die Zeit*, peu suspect d'éprouver une sympathie débordante pour les Verts, écrit : « Le scandale, ce n'est pas les Verts : c'est l'impudente mentalité de libre-service de ceux qui prétendent représenter notre démocratie ».

Mais Bonn n'est pas Weimar. Inposée par les alliés après l'effondrement du Reich, la démocratie west-allemande a acquis ses lettres de

noblesse. Elle n'est pas fondamentalement contestée ; les institutions parlementaires ne sont pas véritablement mises en cause et il est piquant de voir maintenant les héritiers de l'opposition extra-parlementaire des années 60 dénoncer les activités extra-parlementaires, autrement plus puissantes sinon plus dangereuses, des groupes de pression industriels dont Flick est le plus beau mais pas l'unique fleuron. Malgré la crise, le miracle économique a de beaux restes ; le chômage ne représente plus le drame qu'il était entre les deux guerres, terreau de toutes les aventures ; l'inflation, pleite de la République de Weimar, a été maîtrisée. Si le succès des Verts, qui sont seuls épargnés par le discrédit, marque incontestablement une désaffection pour les partis traditionnels, sa pérennité dépend largement de la capacité des contestataires à se couler dans le moule parlementaire. Rien ne serait plus dangereux pour les Allemands eux-mêmes, toujours prompts à l'autoflagellation, comme pour leurs alliés et amis, que d'ignorer de fausses analogies historiques. Quelle démocratie peut se targuer d'être à l'abri des scandales politiques financiers ?

Bonn n'est pas Weimar. Mais pour ne pas donner l'impression — qui serait certes fautive — que la RFA retombe dans les vieux errements, la classe politique se doit de faire le ménage en son propre sein, quel que soit le niveau des responsabilités.

DANIEL VERNET.

Que veulent les Verts ? Changement de Constitution ?

Il n'y a pas besoin de modifier la Constitution, on doit d'abord la respecter. C'est déjà très important. Dans la Constitution, il y a un article 21 qui prévoit que les partis doivent rendre compte publiquement de leurs ressources. La loi sur les partis complète cet article en demandant aux donateurs dont les contributions annuelles dépassent 20 000 deutschemarks de se faire connaître. Cela a été continuellement oublié dans le passé. La deuxième question est de savoir si des partis qui se sont compromis avec la grande industrie méritent toujours la confiance. Et je crois que les succès électoraux croissants des Verts montrent que la crédibilité de la CDU-CSU et du Parti libéral font comme neige au soleil.

Pensez-vous que la démocratie soit en danger ?

Certains parlent déjà d'une crise de l'Etat. On doit, c'est vrai, prendre au sérieux la nervosité qui se manifeste dans une partie de l'industrie. Certaines des choses que l'on peut lire dans les actes (de la commission d'enquête) sont assez inquiétantes. Quand on lit dans le compte rendu d'une réunion d'industriels que le maintien du FDP est décisif pour la démocratie parlementaire, on peut être inquiet. Ces gens pensent apparemment que si le FDP cessait de représenter leurs intérêts, la démocratie parlementaire cesserait de leur être utile.

Mais je crois aussi que la démocratie sort renforcée d'avoir pu faire la lumière sur de telles affaires et en débattre en public. C'est une grande force de notre démocratie parlementaire. Je ne connais pas d'autre système dans lequel ce serait possible. En outre, cela renforce la conscience démocratique.

● Défection d'un colonel du KGB, selon *Die Welt*. — Un colonel du KGB, âgé de quarante-huit ans, a fait défection à la fin de l'été en Allemagne de l'Ouest, après avoir collaboré pendant plus de dix ans avec les services de renseignement de Bonn (BND), a annoncé récemment le quotidien conservateur *Die Welt*, généralement bien informé dans ce type d'affaires. L'agent double, qui bénéficiait d'une couverture diplomatique, aurait effectué une mission à l'étranger cet été, et fait défection à partir d'un pays voisin de la RFA. Il aurait notamment servi dans le passé au siège du KGB à Moscou, et aussi en Afghanistan. Les autorités de Bonn n'ont ni confirmé ni commenté l'information. — (AFP, AP).

PARIS BOUGE NEW YORK EST JALOUSE

PARIS CREATION : Le panorama complet et inédit des tendances, des acteurs et des lieux les plus novateurs de l'art contemporain.



500 illustrations. 140 F. En librairie. **autrement**

PROCHE-ORIENT

LA GUERRE DU GOLFE

Des prisonniers irakiens ont été tués lors d'une émeute dans un camp iranien

Genève (AFP). — Le CICR (Comité international de la Croix-Rouge) a confirmé, jeudi 25 octobre, que des prisonniers irakiens ont été tués lors d'une émeute dans un camp iranien pendant la visite de délégués de cette organisation le 10 octobre. Six prisonniers ont été tués et trente-cinq autres blessés au cours de cette émeute, qui a éclaté dans le camp de Gorgan, au nord-est de Téhéran et à 80 kilomètres au sud de la frontière soviétique, où se trouvent environ mille cinq cents prisonniers de guerre irakiens, a précisé un porte-parole de l'organisation. C'était la première fois que des délégués du CICR effectuaient une visite dans ce camp de prisonniers de guerre.

En revanche, soixante-douze prisonniers de guerre irakiens, grands invalides, ont été libérés jeudi par l'Irak et ont quitté Téhéran pour Ankara, pris en charge par le CICR. Cent invalides de guerre irakiens, détenus en Irak, avaient été libérés par Bagdad la semaine dernière.

D'autre part, à Téhéran, le lieutenant-colonel Esmail Sohrabi, officier d'infanterie attaché à l'état-major, a été nommé, jeudi 25 octobre, chef d'état-major des armées iraniennes par un décret de l'imam

Khomeiny, commandant suprême des forces armées et guide de la révolution. Il remplace le général Ghassem-Ali Zahedi-Nejad qui occupait ce poste depuis octobre 1981. Ce dernier avait été nommé, mardi, par l'imam Khomeiny son second représentant au sein du conseil supérieur de défense, l'organe qui prend toutes les décisions sur la guerre avec l'Irak. Le premier représentant de l'imam Khomeiny à ce conseil est le président du Parlement l'hodjatollah Rafsanjani.

Sur le front, les troupes irakiennes sont toujours installées à environ 7 kilomètres à l'intérieur de l'Irak dans la région de Meymak, au centre du front, théâtre la semaine dernière d'une opération qui a toutefois permis aux forces iraniennes de reprendre 80 kilomètres carrés de leur territoire, ont pu constater quelques journalistes étrangers. Selon Bagdad, la flotte irakienne a attaqué et coulé jeudi matin trois navires « ennemis » qui s'engageaient dans la voie maritime menant au port iranien de Bandar-Khomeiny à l'extrémité nord-est du Golfe. Le porte-parole militaire irakien a précisé qu'un quatrième navire était en feu à la suite de cette attaque.

EUROPE

LA DÉMISSION DU PRÉSIDENT DU BUNDESTAG

DE LA RÉPUBLIQUE DE WEIMAR A NOS JOURS

Les géants du groupe Flick

Correspondance

Et si c'était à refaire ? « Je me méfierais davantage de la manipulation du droit pour des motifs politiques ou émotifs », avait déclaré, en février dernier, M. Eberhard von Brauchitsch devant la commission d'enquête parlementaire chargée de l'affaire Flick. L'homme qui porte, pour le groupe Flick, la responsabilité du plus grand scandale économique-politique allemand de l'après-guerre ne manque pas d'aplomb. Malgré la gravité des faits qui lui sont reprochés, M. von Brauchitsch n'a rien perdu de l'assurance qu'il a prouvée pendant des années dans les milieux d'affaires et le monde politique.

Etant donné la puissance et les moyens quasi illimités du groupe Flick, la tentation est forte pour von Brauchitsch de tirer les ficelles d'un monde politique fasciné par l'argent et avide de remplir les caisses des partis. Les notes qu'il laisse systématiquement derrière lui et qui le conduisent finalement à sa porte révélaient dans le détail ses conversations, ses tractations, pendant près de dix ans avec une bonne partie de ceux qui comptent à Bonn.

Le bâtisseur de l'empire

A-t-il eu trop confiance en lui, est-il victime d'un changement des mœurs, d'une exigence nouvelle de clarté ? Frederick-Karl Flick, qui n'a pas hésité à le sacrifier pour se tirer d'affaire, ne peut pourtant pas ignorer que von Brauchitsch n'a fait que perpétuer une pratique familiale aussi vieille que le groupe.

Les livres de comptes de la maison se lisent comme un précis d'histoire contemporaine. Le vieux Flick, ce self made man qui a bâti son empire sur l'acier entre les deux guerres, avait déjà financé tous les hommes politiques en vue sous la République de Weimar. A l'arrivée des nazis au pouvoir, Himmler puis Goering en profitèrent à leur tour largement. Non par conviction politique, mais par habitude, car seule la réussite du groupe entraînait en ligne de compte. Quelques millions de marks bien placés valent tous les investissements du monde.

En 1943, Frederick Flick se retrouve, grâce à ses industries d'armement, à la tête du plus important groupe industriel allemand, utilisant dans ses usines des millions de travailleurs forcés. Les Américains s'en souviendront à Nuremberg. Condamné à sept ans de prison, Flick, dont les trois quarts des biens ont disparu à l'Est, fait partie de cette race de créateurs d'empire que rien ne saurait abattre. Il peut compter en outre sur ses amis parmi les fondateurs du Parti démocrate-chrétien, notamment sur les sympathies de l'ancien chancelier Adenauer. En dix ans, il reconstitue sa fortune, léguant à sa mort un gigantesque groupe qui va de la construction des chars Léopard 2 au papier, de l'automobile à la chimie. Chiffre d'affaires en 1982 : 18 milliards de deutschmarks (64 milliards de francs), dont la moitié à l'étranger.

Conseiller économique de l'ancien chancelier Schmidt, membre des conseils d'administration de Krupp et de Klöckner, de la Dresdner Bank et de la filiale ouest-allemande de BP, de la société des chemins de fer et d'ITT-Allemagne, il multiplie également les présidences honorifiques : membre du Comité national olympique, président du comité olympique d'équitation, vice-président de l'Association d'aide au sport. Il se trouve, tout naturellement, au carrefour de l'industrie et de la politique.

Ami d'Axel Springer, le magnat de la presse allemande, ancien chef du patronat ouest-allemand après l'assassinat de Hanns-Martin Schleyer par la Fraction armée rouge en 1977, von Brauchitsch est avant tout le prototype de ces grands commis de l'industrie dont le rôle est de gérer la puissance des autres. Chargé, à la mort de Frederick Flick en 1972, d'assister un héritier sans caractère qui préfère utiliser ses millions à oublier avec ses amis l'ombre du père plutôt qu'à diriger son empire, ce géant de 1,96 mètre, forte personnalité, devient tout naturellement l'un des « grands ».

Conseiller économique de l'ancien chancelier Schmidt, membre des conseils d'administration de Krupp et de Klöckner, de la Dresdner Bank et de la filiale ouest-allemande de BP, de la société des chemins de fer et d'ITT-Allemagne, il multiplie également les présidences honorifiques : membre du Comité national olympique, président du comité olympique d'équitation, vice-président de l'Association d'aide au sport. Il se trouve, tout naturellement, au carrefour de l'industrie et de la politique.

Italie

NOUVEAU COUP DE FILET « HISTORIQUE » CONTRE LA MAFIA

Palermo (AFP). - Cinquante-quatre personnes soupçonnées d'appartenir à la Mafia, dont plusieurs personnalités, ont été arrêtées, jeudi 25 octobre, à l'aube, à Palermo, à Bari et à Rome. Il s'agit d'une « opération historique », a déclaré le préfet de police, M. Pietro Montano, en commentant cette opération anti-Mafia qui a mobilisé quelque deux mille policiers.

Selon certaines indiscrétions, ce seraient les aveux d'un second « repa » de Totuccio Contorno, qui, complétant les révélations de l'ancien parrain Tommaso Buscetta, auraient permis la nouvelle offensive anti-Mafia : cent vingt-sept mandats d'arrêt ont été émis, dont cinquante-quatre exécutés et sept communiqués à des milliers de personnes, les soixante-six autres ayant pris le large. Cette deuxième opération anti-Mafia pourrait avoir plus d'importance que celle lancée, le 28 septembre dernier, après les révélations de Buscetta. Trois cent soixante-sept mandats d'arrêt avaient été émis.

Parmi les personnes arrêtées jeudi, figurent trois médecins, dont le gynécologue Francesco Greco, frère de Michele « le pape », chef du clan Greco - le plus puissant de Palermo - actuellement en fuite. S'y ajoutent notamment un avocat, Salvatore Chiarone - déjà assigné à résidence dans le cadre d'une enquête sur le clan de Filippo Marchese - et son père de soixante-seize ans, ainsi que Salvatore Ligio, frère du « parrain » de Corleone près de Palermo. Totuccio (Salvatore) Contorno aurait permis par ses révélations de remplir les blancs laissés par Buscetta. Contorno, qui a vu comme Buscetta sa famille décimée par la guerre des clans, avait été grièvement blessé lors d'un guet-apens tendu par des hommes de main des Greco, avant d'être arrêté et incarcéré.

SERGEI ANTONOV DÉFÉRÉ A LA COUR D'ASSISES POUR L'ATTENTAT CONTRE JEAN-PAUL II

Rome (AFP). - Le juge d'instruction italien Mario Martella a déféré à la cour d'assises le Bulgare Sergei Ivanov Antonov pour complicité dans l'attentat commis contre le pape Jean-Paul II, en mai 1981, apprend-on vendredi 26 octobre. Le magistrat a pris sa décision au terme d'une instruction qui a duré près de deux ans.

M. Sergei Ivanov Antonov, chef d'escorte de la compagnie aérienne bulgare Balkan Air à Rome, avait été arrêté le 25 novembre 1982 sur mandat du juge Martella.

Le nom du ressortissant bulgare avait été indiqué aux enquêteurs italiens par le Turc Ali Agca, arrêté sur la place Saint-Pierre le 13 mai 1981 alors qu'il venait de blesser le souverain pontife.

● **Attentat à Rome contre un diplomate des Emirats arabes unis.** Le consul adjoint des Emirats arabes unis à Rome a été grièvement blessé à coups de feu alors qu'il se rendait en voiture vers le centre de la capitale italienne, dans la nuit de jeudi à vendredi. Apprend-on ce vendredi 26 octobre de source policière. Une étudiante irakienne qui se trouvait avec lui a été tuée. Le consul adjoint, M. Mohamed El-Soudia, vingt-sept ans, touché à la tête, a été transporté dans le coma à l'hôpital San Camillo. Un Jordanien de vingt-deux ans, Jihad Mohamed Osman, qui a tiré les coups de feu, a été arrêté sur les lieux de l'attentat. (AFP.)

Pologne

L'enlèvement du Père Popieluszko

(Suite de la première page.)

Plus gravement, l'affaire Popieluszko est venue gâcher la visite officielle et les agréables propos du premier ministre grec, M. Andreas Papandréou, et d'une manière générale, le bénéfice que le pouvoir pouvait légitimement attendre d'une reprise de ses relations avec l'Occident.

Un pays où on fait « disparaître » un prêtre qui parle un peu trop en faveur de la liberté et de la démocratie, voilà qui rappelle fâcheusement une certaine image « sud-américaine » déjà fréquemment évoquée au moment du coup de force d'apparence « militaire » du 13 décembre 1981.

Là encore, l'affaire tombe bien mal, alors que le comité central

s'apprête à débattre « de la consolidation du respect de la loi, de l'ordre et de la discipline sociale ».

C'est une provocation « également dirigée contre le ministère de l'Intérieur », a déclaré, jeudi, M. Urban, intervenant pour la troisième fois en une semaine pour commenter l'enlèvement. L'arrestation, parmi les trois auteurs présumés du rapt, d'un « fonctionnaire » de ce ministère, dont le rang n'a pas été précisé, signifie-t-elle que le pouvoir est décidé à faire toute la lumière sur les responsabilités réelles ? Pour l'instant, la presse et la télévision prennent grand soin de souligner que tout est fait pour tenter de retrouver le prêtre, que des milliers de policiers participent aux recherches. La voiture ayant servi au rapt a été identifiée, et on a retrouvé dans son coffre une mèche de cheveux du prêtre.

Certains précédents incitent cependant au scepticisme : après le rapt, évoqué plus haut, du jeune Przemyslaw, des policiers mis en cause ont finalement été blanchis au terme d'un procès fleuve où la famille des victimes avait fini par faire figure de véritable accusée.

Cependant, dans ce cas, l'affaire est beaucoup plus grave, et il n'est pas exclu qu'elle se soldé par un certain « ménage » au plus haut niveau des services de sécurité. Le général Milewski, responsable de ce secteur au secrétariat du Comité central, ne passe pas pour un proche du général Jaruzelski, contrairement au général Kleszcz, ministre de l'Intérieur. Mais on entre là dans un domaine aussi mystérieux que miné par une savante « désinformation ».

Les lieux mêmes de l'enlèvement semblent indiquer une piste : la région de Torun, où d'autres rapt, parfois accompagnés de tortures et de menaces de mort, ont déjà été commis contre des sympathisants de Solidarité. Mais surtout, comment oublier que c'est tout près de là, à Bydgoszcz, qu'est lieu, au printemps 1981, une autre « provocation », un très grave incident qui marque, selon beaucoup de militants eux-mêmes, un tournant dans l'histoire de Solidarité : des dirigeants élus du syndicat furent violemment battus à l'issue d'une réunion, par des policiers. C'était un véritable défi aux millions de membres d'un syndicat alors légal. On était au bord d'une grève générale, et il fallut tous les efforts de M. Walesa et de ses conseillers pour l'éviter, par souci de ménager l'avenir. Le fait est que ce syndicat, qu'on croyait si puissant, encaissa le coup presque sans réagir.

Aujourd'hui, alors que la population est largement démobilisée, que l'opposition semble en position de faiblesse, certains ont-ils eu l'idée de réitérer l'opération : choisir une « victime », extrêmement populaire, un prêtre qui plus est, et faire ainsi la preuve de l'impuissance de ce qui reste de Solidarité ? Ou bien même susciter un bref spasme de colère, quelques grèves peut-être, un feu de paille qu'on étouffera sans mal, pour le plus grand profit de la répression et de la normalisation ? Humilier, accabler l'opposition, tout en manifestant au passage sa mauvaise humeur à l'égard d'une équipe dirigeante trop faible (elle a consenti à l'armistice pour obtenir la levée des sanctions occidentales), voilà un scénario a priori séduisant pour certains apprentis sorciers, à Varsovie ou à Moscou.

La réalité peut aussi être plus simple. Quelques gros bras, forcément liés à certains éléments de l'appareil de sécurité, penchent sou-

vement avoir voulu faire la peau à un homme courageux, qui se croyait tout permis. Dans les deux cas, l'impact sur l'opinion ne sera pas très différent.

Dans l'immédiat, la première conséquence de ce rapt est d'avoir « réveillé » les militants de Solidarité, en particulier les anciens prisonniers politiques fraîchement libérés. M. Walesa et les dirigeants clandestins se sont reconstruits, et ils ont d'emblée dénoncé la responsabilité fondamentale d'un pouvoir qui, depuis le péché « original » commis le 13 décembre 1981, n'a, d'après eux, d'autre politique que celle de la force.

Expression d'une indignation sincère, cette réaction vigoureuse est aussi vraisemblablement dictée par un autre souci : contrôler la situation, éviter des flambées spontanées de colère, des actes individuels irréfléchis. Ou d'autres « provocations ».

JAN KRAJZER.

Turquie

Le « scandale des douanes » menace le gouvernement de M. Ozal

De notre correspondant

Ankara. - Crise gouvernementale à Ankara : M. Tansiyar, le ministre de l'Intérieur, mis en cause dans ce qu'il est convenu d'appeler le « scandale des douanes », a finalement été contraint de donner sa démission, le jeudi 25 octobre. En revanche, M. Arkan, le ministre des finances et des douanes, affirmait encore jeudi soir que, « ayant la conscience tranquille », il n'allait pas abandonner son fauteuil, à moins d'être révoqué. C'est un nouveau défi qu'il lance au premier ministre qui avait annoncé, quelques heures auparavant, que le ministre des finances allait lui apporter sa démission ce vendredi matin.

M. Arkan, ancien inspecteur des finances, est devenu un homme d'affaires prospère avant de figurer parmi les fondateurs du Parti de la mère patrie en 1983. Il appartient à l'aile « libérale » de cette formation gouvernementale, tandis que M. Tansiyar, médecin de profession et beau-frère du chef du gouvernement de M. Ozal, est considéré comme un fidèle inconditionnel de ce dernier.

Tout a commencé en juillet dernier par une affaire de corruption.

Plusieurs douaniers accusés d'avoir subtilisé des devises étaient arrêtés à la suite de dénonciations. Plusieurs hauts fonctionnaires du ministère des finances et des douanes furent ensuite interrogés par la police. Les proches alertèrent aussitôt M. Arkan et affirmèrent que ces hauts fonctionnaires étaient soumis, par la police, à des sévices psychologiques, voire corporels. Le ministre indiqua le 30 août dernier qu'il pourrait donner sa démission si le ministre de l'Intérieur continuait à tolérer ces pratiques. D'autres associations des douaniers et des joailliers du Bazar d'Istanbul étaient mises à jour : on découvrait qu'une importante contrebande de pierres précieuses et de perles passait par les douanes moyennant des pots-de-vin.

Lors des débats à l'Assemblée nationale consacrés à cette affaire, M. Arkan, qui est probablement le ministre le plus populaire de Turquie, se désolidarisa du gouvernement qui était partisan de régler l'affaire discrètement. On ignore encore quelles sont exactement au sein même du gouvernement les implications de ces accusations de corruption.

Mais il est clair qu'à l'échelon local une autre division est en train de s'installer dans le Parti de la mère patrie. Deux des tendances que ce parti prétendait rassembler se livrent une lutte d'influence : il s'agit des anciens du Parti du mouvement nationaliste (extrême droite) et de ceux du Parti du salut national (prolétariat), deux formations dissoutes en 1981.

Ces divisions, dangereuses pour l'avenir du Parti de la mère patrie, ont peut-être conduit M. Arkan à se placer en bonne position dans l'hyppothèse d'un départ du premier ministre. Ce qui expliquerait son offensive contre le ministre de l'Intérieur et contre le gouvernement en général.

ARTUR UNSAL.

PROTESTATIONS FRANÇAISES APRÈS L'EXECUTION DE HİDIR ASLAN

Le ministre français des relations extérieures a déploré jeudi 25 octobre l'exécution le même jour du jeune Turc Hidir Aslan, militant d'extrême gauche. « La France, a déclaré le porte-parole du ministère, ne peut que déplorer que pour la seconde fois en quelques semaines la peine capitale ait été appliquée en Turquie à l'issue d'un procès politique, alors qu'un grand nombre de pays occidentaux elle avait entrepris des démarches ».

Le porte-parole n'a pas précisé quels étaient les autres pays occidentaux qui avaient fait ces démarches en faveur de Hidir Aslan. Il a cependant rappelé qu'en 1982 quatre pays membres du Conseil de l'Europe - la France, les Pays-Bas, le Danemark et la Norvège - avaient saisi la Cour européenne des droits de l'homme pour lui demander d'apprecier si la situation en Turquie était conforme à la Déclaration européenne des droits de l'homme, ratifiée par ce pays. L'examen de cette demande est toujours en cours.

D'autre part, le Sénat a observé jeudi matin une minute de silence « en témoignage d'indignation » devant l'exécution du jeune Turc, à l'initiative de Mme Hélène Luc (communiste).

Le PCF a pour sa part dénoncé ce « crime révoltant » perpétré par « la dictature turque ».

PRATIQUER LA MICRO

SOFT & MICRO. C'EST PARFOIS DUR SAUF QUAND C'EST SOFT.

Pratiquer la micro-informatique, c'est parfois dur. Changer ses habitudes, se complexifier la vie. Et pourtant ! La micro-informatique, c'est simple lorsqu'on en parle simplement. Alors, pour tous ceux qui croient aux utilités quotidiennes de la micro-informatique, voici Soft & Micro.

Soft & Micro, c'est un nouveau magazine qui parle de micro-informatique d'un point de vue pratique, donc plus clair.

Applications concrètes, programmes, bases de données, conseils pratiques. Avec Soft & Micro, prenez la micro-informatique du bon côté, le côté soft.

Soft & Micro, mensuel, chez votre marchand de journaux.

NOVEMBRE N°2

TOUJOURS LA GESTION PRIVÉE EN ORDRE

PROGRAMMES POUR LE BUREAU

LES NOUVEAUX PERIPHERIQUES

POURQUOI PAS ?

SOFT & MICRO. CHAQUE MOIS LA MICRO EN ACTION.

AFRIQUE

La violence de la répression dans le Sud compromet les chances d'une « réconciliation nationale »

Tchad

Combien de morts, de villages incendiés, vidés de leur population terrorisée ? La guerre du Tchad ? Au nord bien sûr, et uniquement au nord, contre l'occupant libyen et les « coalisés » ? Les autorités de N'Djamena préfèrent de beaucoup que l'on s'en tienne à cette vérité première. Mais si cette guerre-là, dite de « libération nationale », apparaît presque « propre », il n'en est pas de même de celle qui, depuis deux mois, se généralise dans le sud du pays. Officiellement, les combats meurtriers qui opposent les forces armées nationales tchadiennes (FANT) aux multiples groupes de maquisards - les « codos » (1) - les massacres commis contre les populations civiles par les uns et par les autres, n'existent pas. Aucun journaliste n'a été autorisé, depuis un mois et demi, à se rendre dans les cinq préfectures du sud où un laisser-passer est indispensable, et, à N'Djamena, une stricte censure était appliquée il y a quelques semaines concernant cet autre aspect - peu reluisant - de la guerre civile tchadienne. Si la vérification des faits, sur place, est donc impossible, les multiples témoignages qui parviennent à N'Djamena confirment tous la réalité de la répression sans pitié qui a été organisée et qui peut difficilement l'avoir été sans l'ordre du président Hissène Habré.

La rébellion du Sud contre le pouvoir central n'est pas, en soi, un phénomène nouveau. Un antagonisme historique existe entre un Nord guerrier qui a toujours méprisé les « cultivateurs » du Sud et un Sud « lettré » qui rendait son mépris à des nordistes « amaphabés ». A cette dichotomie d'ordre culturel s'en ajoute une autre, de caractère religieux. Selon une étude récente, les habitants des neuf préfectures du Nord sont musulmans à 95,5 %, alors que le Sud compte 48,2 % de chrétiens, 46,6 % d'animistes et seulement 4,7 % de musulmans. De plus, le traumatisme des massacres intercommunautaires de février 1979, au cours desquels des milliers de musulmans ont été décimés, reste vivace. Cela explique l'aspect indéniablement revanchard de la répression qui a été menée par les unités des FANT dépechées sur place et qui sont composées, pour l'essentiel, de Goranes (l'ethnie du Nord à laquelle appartient le président Habré).

Qui sont les codos ?

Les codos sont présents dans les cinq départements du Sud, bien que le Mayo-Kebbi soit jusqu'à présent le moins touché par les coups de mains organisés par les maquisards : codos « rouges » dans le Moyen-Chari ; codos « verts » dans la Logone orientale ; codos « d'Espoir » dans la Logone occidentale ; codos « Log-Tan » à la fois dans la Tandjilé et la Logone occidentale ; enfin, codos « cocotier » dans le Mayo-Kebbi (2). Cette liste n'est pas limitative, dans la mesure où l'improvisation de nouvelles bandes armées peut, d'un jour au lendemain, se faire connaître par une action violente. C'est dire à quel point il est impossible de déceler, dans les agissements des codos, ce qui relève, d'une part, de la guérilla

à des fins politiques et, d'autre part, du banditisme ; d'autant que les deux motivations ne sont pas exclusives l'une de l'autre. Ces groupes, qui sont faiblement armés, opèrent pour la plupart dans une anarchie totale, hormis peut-être les codos rouges du colonel Alphonse Kotiga, qui sont relativement structurés. Cette absence d'autorité dans les troupes codos, associée à une absence de projet politique, explique le dialogue de sourds qui a été engagé entre N'Djamena et les codos.

Incontrôlables, les codos traduisent néanmoins, par leurs agissements,

Kamougué, qui se sont repliés dans le Sud après la première bataille de N'Djamena, n'ont pas « désarmé » (au propre et au figuré). Mais le colonel Kamougué, de l'avis général, n'a pratiquement plus aucune influence dans le Sud. En outre, les codos sont souvent très jeunes, ce qui exclut qu'ils aient pu appartenir aux FANT.

Leur tactique est basée à la fois sur le modèle des « grandes compagnies » qui, au Moyen Âge, rançonnaient les voyageurs et pillaient les villages des campagnes françaises, et sur la guérilla classique, qui, après l'attaque d'un convoi ou d'une patrouille gouverne-

mentale, à s'évanouir dans la brousse. Jusqu'à présent, ils étaient assez invulnérables, les soldats nordistes étant redoutables dans les étendues désertiques, mais se révélant beaucoup moins à leur aise dans la savane arborée, qui constitue l'essentiel de la végétation soudanoguinéenne du Sud.

A la fin août, les troubles étaient surtout circonscrits aux deux Logone. La contagion a ensuite gagné brusquement le Moyen-Chari, au début du mois de septembre, et, ce, notamment, en raison de la volonté politique manifestée à N'Djamena de « régler » par la force l'ensemble du problème sudiste. Le président Hissène Habré a d'abord tenté de se concilier la neutralité des codos, voire leur ralliement. Cette politique, qui consistait à intégrer les maquisards au sein des FANT moyennant de lourds tributs financiers, a, dans un premier temps, porté ses fruits. A Sahr et Moundou, plusieurs centaines de codos seront « fixés » dans des casernes, à défaut d'être vraiment ralliés. Mais de nombreux groupes codos vont retourner en brousse après avoir bénéficié des largesses du pouvoir central, d'où le surnom de « codos-essadie ». « On leur a donné beaucoup plus d'argent qu'à nos combattants », nous confiait, récemment, un proche conseiller du président Habré, M. Mahamat Nouri.

L'entreprise consistant à monnayer la fin de la rébellion se révélant, dans au moins quatre départements sur cinq, inopérante, les autorités tchadiennes vont changer, début septembre, de tactique : à la politique de la « carotte » va succéder celle du bâton. Entre-temps, dans le Moyen-Chari, les événements se sont précipités, au moment où - curieusement - M. Hissène Habré quittait la capitale pour effectuer un pèlerinage à la Mecque, à la fin du mois d'août. Est-ce l'assassinat, à Danamadji, de soldats gouvernementaux qui a mis le feu aux poudres ? Aujourd'hui encore, la question de savoir pourquoi les codos ont soudainement abandonné toute stratégie de négociation avec le pouvoir central demeure sans réponse.

Dans la nuit du 29 au 30 août, c'est-à-dire à la veille de la conclusion de plusieurs accords de ralliement, les codos - « fixés » ou non - vont quitter les centres urbains et leur périphérie pour s'agglérer dans la brousse. De nombreux témoins parlent d'un mystérieux émissaire venu de Brazzaville avec beaucoup d'argent libyen... mais rien de probant ne permet de conclure avec

certitude à cette hypothèse. Tout au long du mois de septembre, des foyers de troubles vont s'allumer un peu partout. Les unités des FANT, descendues notamment de N'Djamena et de Biltine, vont se livrer à une répression féroce et souvent aveugle, multipliant les exactions. Dans le Moyen-Chari, les opérations de « nettoyage » se sont concentrées dans la région de Sahr, mais aussi à Bedaya, Banda, Danamadji, Maro, Koumra, Moissala, Beboré et Guéré. Dans le Logone oriental, à Doba et Bebedja ; dans le Logone occidental, toute la région de Moundou est en état d'insécurité ; dans la Tandjilé, d'importants massacres auraient été commis à Laï contre des paysans. Partout où des groupes de codos ont été signalés, les Goranes se sont livrés à de véritables chasses à l'homme, arrêtant et exécutant des suspects au cours de rafles systématiques. Il semble bien, à cet égard, que les FANT aient pu mettre la main sur certaines archives codos leur permettant d'établir des listes de gens à arrêter. Très vite, la suspicion est devenue générale, tout paysan travaillant dans un champ étant assimilé à un codo. Des dizaines de villages ont été brûlés, voire pillonnés au mortier, comme à Moissala, afin d'en débarrasser les codos ; ou plus simplement pillés, notamment dans le triangle Danamadji-Moissala-Maré. Terrorisés, les paysans ont quitté leur village, ne sachant pas qui, des codos ou de l'armée « régulière », ils avaient le plus à craindre, et se sont réfugiés en brousse ou, comme les habitants de Maro, de l'autre côté de la frontière, en Centrafrique (où il y aurait actuellement plus de 5 000 réfugiés). Dans plusieurs endroits en effet, les maquisards ont détruits les récoltes, allant même, selon plusieurs témoins, jusqu'à couper les mains des paysans pour les empêcher de cultiver le coton.

Dans le Sud, ce Tchad « utile » si riche en coton, l'aspect économique des troubles est, en effet, déterminant. Véritable empire avec ses 17 usines et ses 5 000 salariés (dont 3 000 saisonniers), la Coton Tchad est devenue le symbole du pouvoir central. La récolte de coton de 1983, avec 162 000 tonnes, a été exceptionnelle (la plus importante du continent, après celle de l'Égypte), et le président Hissène Habré en avait retiré, outre des rentrées substantielles pour les caisses de l'Etat, un argument politique pour conforter l'assise de son pouvoir. Dans le but évident de miner celui-ci, les codos, qui l'année dernière, se contentaient d'attaquer les camions de la Coton Tchad, sont intervenus cette année au niveau de la plantation (en brûlant les engrais et les insecticides) ou à celui de la récolte. Pour cause d'insécurité et, dans une moindre mesure, de faible pluviométrie, la récolte 83-84, selon les experts, ne devrait pas dépasser 80 000-90 000 tonnes.

Ce cycle de la violence est d'autant plus incontrôlable que, au travers des opérations de « ratisage » menées par les FANT ou des embuscades tendues par les maquisards, toutes les vengeance personnelles peuvent avoir libre cours.

Enfin, parmi les raisons expliquant la famine qui sévit - pour la première fois depuis 1935 - dans le Sud (le Monde du 3 octobre), quatre au moins sont directement liées à l'insécurité : d'une part, le fait que les paysans ont abandonné leurs terres au moment des récoltes ; d'autre part, la précipitation avec laquelle ils se sont débarrassés de leurs stocks, de peur d'être pillés ; en outre, les commerçants « arabes » (dans le Sud, le terme désigne un musulman) se sont livrés à la spéculation, ce qui a entraîné la pénurie, puis la famine. Protégés par les Goranes, ces commerçants sont cependant victimes des violences des codos ; enfin, les autorités ont arrêté la distribution de l'aide internationale de peur de la voir tomber aux mains des maquisards.

Des missions pillées

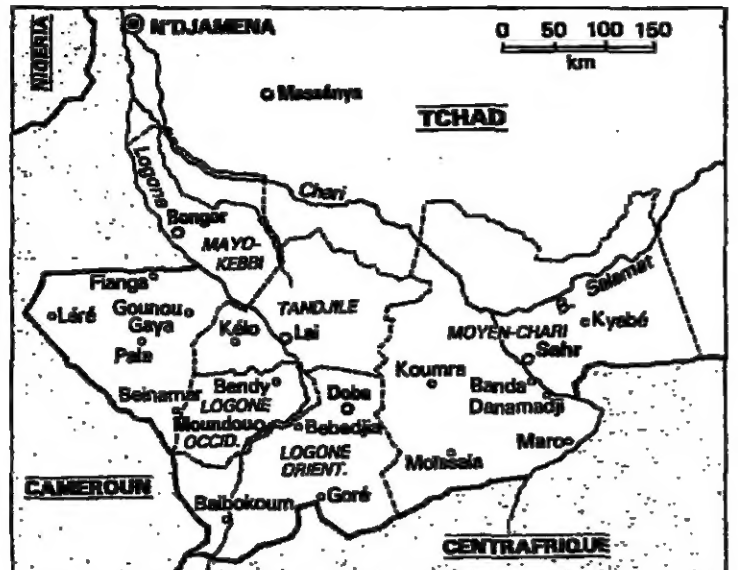
A Sahr, où le couvre-feu officiel est fixé à minuit, plus personne ne sort dans les rues à la tombée de la nuit, de peur d'être victime d'une balle « perdue », tirée par les éléments d'une patrouille FANT. Mais personne ne plus ne prend le risque de s'aventurer seul hors de la ville, de crainte de tomber dans une embuscade des codos. Ceux-ci, en dépit de la répression, n'ont pas quitté la région et se seraient regroupés à une trentaine de kilomètres de Sahr. Sur les axes routiers Sahr-Moundou et Koumra-Laï, les véhicules circulent en convois escortés par l'armée nationale. De nombreuses missions catholiques situées en brousse ont également été pillées par les codos (à Maro, Doba, Bam, Doguindé et Koumou), et les religieuses se sont souvent réfugiées dans les centres urbains. De plus en plus, les autorités administratives (préfets, sous-préfets et chefs de canton) sont relevées de leurs fonctions et remplacées par des militaires, certains fonctionnaires dispa-

raissant mystérieusement. Les cadres sudistes, rapportent plusieurs témoins, sont systématiquement persécutés, comme à Bebedja où 80 personnes, dont plusieurs cadres de l'ONDR (Office national de développement rural), auraient été exécutées, ou à Banda, où 7 responsables de la SONASUT (Société nationale sucrière du Tchad) auraient été fusillés. Des témoins affirment avoir découvert des charniers de plusieurs dizaines de corps dans la région de Sahr, ville où la répression a été confiée à une personnalité de sinistre réputation M. Mahamat Fadil, ancien directeur de la sûreté.

La violence, qui a été institutionnalisée dans le Sud, est lourde de menaces pour l'avenir. Pour deux raisons au moins : le départ de troupes françaises et tchadiennes viendrait à contraindre le président Habré à disputer ses troupes sur trois fronts. Au Nord, à N'Djamena (dont la sécurité était assurée jusque-là par les commandos zairiens), et au Sud d'autre part, les massacres commis contre les populations animistes et chrétiennes vont élargir un peu plus le fossé entre les communautés nordistes et sudistes, ce qui laisse augurer de la « réconciliation entre Tchadiens » que le président Hissène Habré dit rechercher. La thèse de N'Djamena, en ce qui concerne l'origine des troubles qui secouent le Sud, est connue : la Libye, obligée de quitter le nord du territoire tchadien, cherche à déstabiliser le Sud. Le « complot » d'Idriss Debi montre volontiers des messages interceptés par les FANT et prouvant que Tripoli arme et finance les codos (le Monde du 26 septembre). Si l'on retient cette explication, on peut sans doute trouver des raisons à la répression qui a été engagée contre la rébellion. En revanche, on voit mal comment les moyens qui ont été utilisés pourraient être justifiés.

LAURENT ZECCHINI.

(1) Abréviation de « commandos ».
(2) Selon l'Agence tchadienne de presse (ATP), la situation est en voie de normalisation dans le Mayo-Kebbi où 700 « commandos cocotier » se seraient ralliés, samedi 20 octobre, au gouvernement du président Hissène Habré. Ces maquisards, précise l'ATP, ont été intégrés au sein des FANT, au cours d'une cérémonie officielle qui a eu lieu à Bongor, chef-lieu du Mayo-Kebbi. Le ralliement des « commandos cocotier » aurait été précédé par la signature, en mars dernier, d'un « document de paix » entre les autorités tchadiennes et les responsables de ce groupe rebelle.



Une nouvelle constellation dans le ciel de Swissair.

Jusqu'à présent, vous aviez mille raisons de vous rendre à Genève : les lacs en été, les Alpes en hiver, et, bien sûr, la courtoisie traditionnelle des Suisses, et des Savoyards.

Vous en aurez désormais une de plus, et de taille : Swissair vous propose, du 1^{er} novembre 1984 au 31 mars 1985, le billet Paris-Genève aller/retour au tarif week-end Superpex pour seulement 650 F.

Vous pouvez par exemple quitter Paris dès 8h45 le samedi et revenir le jour même ou le dimanche : il y a jusqu'à 7 vols par jour, Swissair Superpex et Air France Vols Vacances réunis.

Et puisque ce billet est valable 8 jours, vous pouvez même faire durer votre plaisir toute une semaine jusqu'au samedi ou au dimanche suivant.

Le tarif week-end Superpex de Swissair : une nouvelle raison de vous rendre à Genève. Consultez vite votre agent de voyages ou Swissair.



ARIA

Le nouveau classique de Christofle

Pavillon Christofle

12, rue Royale Paris 8^e
24, rue de la Paix Paris 2^e
93, rue de Passy Paris 16^e
95, rue de Seine Paris 6^e
17, rue de Sèvres Paris 6^e
Centre Commercial Parly II

PIANOS DAUDE

LOCATION 280 F/mois
VENTE 252 F/mois
CREDIT CREG jusqu'à 60 mois
LIVRAISON GRATUITE GARANTIE 10 ANS
75 bis, av. de Wagram 75017 PARIS
763 34 17 / 227 88 54
(OUVERT LE DIMANCHE)



INTERNATIONAL PROGRESS ORGANIZATION

CONCLUSIONS DU RAPPORT D'UN PANEL DE JURISTES REUNIS A BRUXELLES SUR LA POLITIQUE ETRANGERE DE REAGAN

La Conférence Internationale sur la Politique Extérieure de l'Administration Reagan s'est déroulée à Bruxelles du 28 au 30 septembre 1984, sous les auspices de l'International Progress Organization. A cette occasion, des juristes internationaux et des spécialistes en politique étrangère ont soumis leurs rapports sur divers aspects de la politique étrangère de l'Administration Reagan. Parmi les participants étaient présents M. Jean MacBride (Prix Nobel de la Paix, Irlande), Professeur George Wald (Prix Nobel, Université de Harvard), Général Edgardo Mercado Jarrin (Pérou), Général Nino Pasti (ancien Commandant suprême adjoint de l'OTAN) et Mme Hortensia Bussi de Allende (Chili). Les rapports furent présentés à un Panel de Juristes composé de l'Honorable Farouk Abu-Eissa (Arabes), du Professeur Francis A. Boyle (Etats-Unis), Secrétaire Général de l'Union des Avocats Arabes, du Professeur Francis A. Boyle (Etats-Unis), Professeur de Droit International à l'Université de l'Illinois, Président du Panel; du Dr. Hans Goeran Franck (Suède), Avocat et Membre du Parlement Suédois; de l'Honorable Mirza Gholam Hafiz (Bangladesh), ancien Speaker du Parlement du Bangladesh, et actuellement Avocat (Senior Advocate) à la Cour Suprême du Bangladesh; de l'Hon. Mary Kaufman (Etats-Unis), Avocate, ayant représenté le ministère public lors du procès de I.G. Farben à Nuremberg, pour Crimes de Guerre; du Dr. Jean-Claude Njem (Cameroun), Maître Assistant à la Faculté de Droit de l'Université d'Uppsala, et Expert-Consultant auprès du Gouvernement; du professeur Alberto Ruiz-Eldredge (Pérou), Professeur de Droit, ancien Président du Conseil National de Justice; et du Dr. Muemtaz Soysal (Turquie), Professeur de Droit Constitutionnel à l'Université d'Ankara. Une plainte contre le caractère légal de la politique étrangère de l'Administration Reagan fut déposée par l'Honorable Ramsey Clark, ancien Procureur-Général des Etats-Unis. La défense fut assurée par un expert en droit de l'Administration Reagan.

Le Panel de Juristes de Bruxelles, après avoir examiné tous les rapports, documents et arguments présentés par les plaidants, fait part, dans le document qui suit, de ses conclusions quant à l'adéquation de la politique étrangère mise en oeuvre par l'Administration Reagan aux exigences du droit international:

A. Introduction

1. **Introduction Générale.** La politique étrangère de l'Administration Reagan constitue une violation grossière des principes fondamentaux de droit international énoncés dans la Charte de l'Organisation des Nations-Unies, ainsi que des règles fondamentales de droit international coutumier reprises dans la Déclaration de l'Assemblée Générale des Nations-Unies sur le Caractère Inadmissible de l'Ingérence dans les Affaires Intérieures des Etats et la Protection de leur Indépendance et de leur Souveraineté (1965), la Déclaration de cette même Assemblée Générale sur les Principes de Droit International relatifs aux Relations Amicales et à la Coopération entre Etats conformément à la Charte des Nations-Unies (1970), et sa définition de l'Aggression (1974), pour ne citer que ces sources. En outre, l'Administration Reagan est tenue pour responsable, car complice, de la perpétration de Crimes contre la Paix, Crimes contre l'Humanité, Crimes de Guerre et Infractions Graves aux Troisième et Quatrième Conventions de Genève (1949).

B. Hémisphère Occidental

2. **Grenade.** L'invasion, en 1983, de l'île de la Grenade par l'Administration Reagan a constitué une violation indiscutable des articles 2 (3), 2 (4) et 33 de la Charte des Nations-Unies, ainsi que des articles 18, 20 et 21 de la Charte Révisée de l'OEA ne pouvant trouver aucune excuse ou justification valable dans le droit international. Il s'agissait purement et simplement d'un acte d'agression tombant sous le coup de l'article 39 de la Charte des Nations-Unies.

3. **Menace d'Intervention des Etats-Unis.** L'Administration Reagan a directement violé l'exigence fondamentale du droit international selon laquelle les litiges internationaux doivent trouver un règlement pacifique, en mettant en oeuvre, en Amérique Centrale, une politique extérieure impliquant un danger important d'escalade des hostilités militaires jusqu'à un point où les troupes U.S. pourraient être amenées à intervenir à la fois contre les insurgés du Salvador et le gouvernement légitime du Nicaragua.

4. **El Salvador.** L'intervention illégale de l'Administration Reagan dans la guerre civile du Salvador est en opposition avec le droit légal international d'auto-détermination des peuples énoncé dans l'article 1 (2) de la Charte des Nations-Unies. L'Administration Reagan a fourni une aide militaire colossale à un régime oppressif qui en a fait usage dans le but de perpétrer une série de violations grossières et organisées des droits les plus fondamentaux du peuple du Salvador.

5. **Nicaragua.** La politique de l'Administration Reagan consistant à organiser et à participer aux opérations militaires lancées par les groupes contras d'opposition dans le but de renverser le gouvernement légitime du Nicaragua viole tant les textes de la Charte des Nations-Unies, que de la Charte de l'O.E.A. interdisant la menace ou le recours à la force contre l'indépendance politique d'un Etat.

L'Administration Reagan a fait fi de son obligation de mettre fin, sur l'heure, au soutien qu'elle apporte aux groupes contras d'opposition, obligation qui découle de l'Arrêt Provisoire de Protection rendu par la Cour de Justice le 10 mai 1984.

6. **La Cour Internationale de Justice.** Le Panel dénonce la volonté déclarée de l'Administration Reagan visant à se soustraire à la juridiction obligatoire de la Cour Internationale de Justice dans le cadre de la procédure engagée contre elle par le Nicaragua, et ce dans le but d'éviter un règlement pacifique de ce litige par la Cour Internationale et, au contraire, de poursuivre sa politique basée sur l'intervention militaire, la violence anarchique et la destabilisation de gouvernement légitime du Nicaragua.

7. **Le Minage des Ports Nicaraguais.** Le minage, par l'Administration Reagan, des ports nicaraguais, viole les règles de droit international énoncées dans la Convention de La Haye en 1907 sur la Pose de Mines Sous-marines, dont tant le Nicaragua que les Etats-Unis sont parties.



M. Sean MacBride, Prix Nobel de la Paix, prononçant son discours inaugural à la Conférence Internationale sur la politique étrangère de Reagan (Bruxelles, 28 Septembre 1984)

C. Politiques en matière d'Armement Nucléaire

8. **Les Traités de Limitation des Armements.** L'Administration Reagan a refusé d'apporter son soutien à la ratification du Traité de 1974 relatif à la Limitation des Essais Souterrains d'Armes Nucléaires, du Traité de 1976 sur les Explosions Nucléaires à des Fins Pacifiques, ainsi que du Traité SALT II de 1979; parallèlement à cela, elle a abandonné l'objectif de longue date du gouvernement américain, à savoir, la négociation d'un traité global interdisant les essais nucléaires. L'Administration Reagan en tant que telle n'a pas poursuivi les négociations loyales portant sur des mesures efficaces destinées à mettre un terme à la course aux armements dans un avenir proche, et sur le désarmement nucléaire, comme le demandait l'article 6 du Traité de Non-Prolifération Nucléaire de 1968. De même, l'«Initiative de Défense Stratégique» inaugurée en 1983 par l'Administration Reagan menace d'enfreindre le Traité de 1972 sur les Systèmes de Missiles Anti-Balistiques.

9. **Les Missiles Pershing 2.** Le déploiement, en République Fédérale Allemande, du système d'armements nucléaires stratégiques offensifs de première frappe et de contre-attaque connu sous le nom de Pershing 2 viole la Clause relative au Non-Respect comprise dans l'article 12 du Traité SALT II par lequel chacune des parties s'engage à ne pas éluder les dispositions du Traité par l'intermédiaire d'un ou de plusieurs autres Etats ou de toute autre manière. L'Administration Reagan est tenue de se conformer à cette interdiction aux termes de la règle de droit international coutumier énoncée dans l'article 18 de la Convention de Vienne de 1969 sur le Droit des Traités, et selon laquelle le signataire d'un traité est tenu de s'abstenir de commettre des actes nuisibles à l'objet et au but de ce dernier tant qu'il n'a pas clairement exprimé son intention de ne pas y adhérer.

10. **Le Missile MX.** Le missile MX est un système d'armement nucléaire stratégique offensif, de première frappe, et de contre-attaque, ne pouvant servir aucun but défensif légitime aux termes de l'article 51 de la Charte des Nations-Unies et des lois internationales en matière de conflit armé humanitaire.

11. **Le premier recours.** En accord avec la Résolution 1653 de l'Assemblée Générale des Nations-Unies du 24 novembre 1961, le Panel dénonce le refus exprimé par l'Administration Reagan d'adopter une politique écartant le premier recours aux armes nucléaires dans le cas d'une attaque conventionnelle, comme l'exige pourtant la règle fondamentale de droit international imposant l'usage d'une force proportionnelle même à des fins de légitime défense.

12. **Le Traité ASAT (Anti-Satellite Armaments Treaty).** Le Panel appelle tant les Etats-Unis que l'Union Soviétique à négocier inconditionnellement la conclusion d'un traité portant sur les armements anti-satellite.

D. Le Moyen-Orient

13. **Le Liban.** En participant à la planification, la préparation et la mise en oeuvre de l'invasion du Liban par Israël, en 1982, l'Administration Reagan s'est rendu coupable de Crime contre la Paix aux termes des Principes de Nuremberg. Toujours selon les Principes de Nuremberg, l'Administration Reagan est complice des Crimes contre l'Humanité, Crimes de Guerre et Infractions Graves à la Troisième et la Quatrième Convention de Genève de 1949, commis ou tolérés par Israël et ses alliés au Liban, à savoir les Phalanges et les milices de Haddad. Cette complicité vaut également dans le massacre ignoble, assimilable à un génocide, de centaines de civils libanais et palestiniens innocents, perpétré par des unités organisées des milices phalangiennes dans les camps de réfugiés de Sabra et Shatila situés à Beyrouth-Ouest et placés, au moment des faits, sous le contrôle de l'armée israélienne d'occupation. L'Administration Reagan s'est totalement abstenue de respecter l'obligation qui lui avait été conférée les Résolutions 508 et 509 du Conseil de Sécurité des Nations-Unies (1982), toutes deux contraignantes pour Israël et les Etats-Unis aux termes de l'article 25 de la Charte des Nations-Unies, à savoir, l'obtention du retrait immédiat et inconditionnel d'Israël du territoire libanais dans son ensemble, ce qui suppose également l'évacuation par Israël du Sud-Liban.

14. **La Question Palestinienne.** La politique exercée par l'Administration Reagan vis-à-vis du peuple palestinien, ainsi que le «Plan de Paix» de Reagan du 1er septembre 1982 violent tous deux le droit internationallement reconnu du peuple palestinien à l'auto-détermination, que reconnaît l'article 1 (2) de la Charte des Nations-Unies. De nombreuses Résolutions de l'Assemblée Générale des Nations-Unies reconnaissent au peuple palestinien le droit légal international de se doter d'un Etat indépendant et souverain. L'Assemblée Générale des Nations-Unies et la Ligue des Etats Arabes ont toutes deux désigné l'Organisation de Libération de la Palestine comme représentant légitime du peuple palestinien. La non reconnaissance de l'OLP par l'Administration Reagan, et ses tentatives visant à coller sur l'OLP l'étiquette de groupe «terroriste» nient le droit du peuple palestinien à la libération. Le Panel dénonce la manière négative dont l'Administration Reagan a accueilli l'appel lancé par le Secrétaire Général des Nations-Unies en faveur de l'organisation d'une conférence internationale placée sous les auspices des Nations-Unies et co-présidee par les Etats-Unis et l'Union Soviétique, à laquelle participeraient toutes les parties engagées dans le conflit, l'OLP comprise, et dont le but serait l'obtention d'une paix juste et durable au Moyen-Orient.

15. **Les Colonies de Peuplement Israéliennes.** La position déclarée de l'Administration Reagan, selon laquelle les colonies de peuplement installées dans les Territoires Occupés ne sont «pas illégales» constitue une violation des obligations conférées aux Etats-Unis par l'article 1 de la Quatrième Convention de Genève de 1949, à savoir, assurer le respect des termes de la Convention (dans ce cas-ci, de l'article 49) par les autres Grandes Parties Contractantes, comme Israël.

16. **La Libye.** L'envoi, par l'Administration Reagan, de la Sixième Flotte U.S. dans le Golfe de Sidra, dans le but de précipiter un conflit armé avec le gouvernement libyen, constitue une violation de la paix aux termes de l'article 39 de la Charte des Nations-Unies. La politique de l'Administration Reagan visant à destabiliser le gouvernement de la Libye viole les termes de l'article 2 (4) de la Charte des Nations-Unies, qui interdit le recours à la menace ou à la force contre l'indépendance politique d'un Etat.

E. Afrique, Asie, et Océan Indien

17. **L'Apartheid.** Le Panel dénonce la soi-disant politique «d'engagement constructif» adoptée par l'Admi-

nistration Reagan vis-à-vis du régime d'apartheid en Afrique du Sud. Cette politique trompeuse encourage la discrimination et l'oppression à l'encontre de la majorité du peuple sud-africain; elle s'oppose à une action efficace de la communauté internationale contre l'apartheid, et encourage le comportement agressif du régime sud-africain d'apartheid vis-à-vis des Etats voisins, et ce en violation de la Charte des Nations-Unies. L'Administration Reagan en tant que telle s'est faite complice de la perpétration du crime international d'apartheid reconnu par la Convention Internationale — acceptée de tous — sur la Suppression et le Châtiment du Crime d'Apartheid de 1973. Le Panel dénonce également la coopération entre l'Administration Reagan et l'Afrique du Sud dans les domaines militaire et nucléaire.

18. **La Namibie.** L'Administration Reagan a refusé de répondre aux obligations que lui confère la Résolution 435 (1978) du Conseil de Sécurité, prévoyant l'indépendance de la Namibie, en accord avec l'article 25 de la Charte des Nations-Unies. Le droit du peuple namibien à l'auto-détermination a été solidement établi par le droit international longtemps avant que n'éclate la guerre civile en Angola. L'Administration Reagan n'a pas le droit de faire obstacle à l'avènement de l'indépendance namibienne en la faisant dépendre ou en la «liant» de quelque manière que ce soit au retrait des troupes cubaines d'Angola. Tout l'Assemblée Générale des Nations-Unies que l'Organisation de l'Unité Africaine ont reconnu la SWAPO comme représentante légitime du peuple namibien, et l'Administration Reagan est tenue de négocier avec elle en tant que telle.

19. **L'Angola.** Les troupes cubaines sont présentes en Angola à la demande du gouvernement légitime de ce pays, dans le but de le protéger contre l'agression ouverte ou dissimulée organisée, à partir de la Namibie, par le Régime d'apartheid de l'Afrique du Sud. Il n'existe absolument aucun argument légal international justifiant l'agression orchestrée par l'Afrique du Sud à l'encontre de l'Angola, et visant à maintenir et à consolider son occupation répressive de la Namibie. Le gouvernement angolais a affirmé à plusieurs reprises qu'il demanderait le retrait des troupes cubaines lorsque l'Afrique du Sud quitterait la Namibie, et Cuba s'est déclaré prêt à retirer ses troupes dès que l'Angola en ferait la demande. Selon les règles de droit international appropriées, il s'agit là de la manière de procéder adéquate. Le «lien» établi par l'Administration Reagan entre la présence de troupes cubaines en Angola et l'indépendance de la Namibie encourage l'agression sud-africaine contre l'Angola, ce qui l'amène à assumer la co-responsabilité des actions apparemment au génocide lancées par l'Afrique du Sud à l'encontre du peuple angolais.

20. **L'Océan Indien.** L'occupation militaire persistante, par l'Administration Reagan, de l'île de Diego Garcia viole le droit légal international à l'auto-détermination du peuple de l'île Maurice, droit reconnu par la Charte des Nations-Unies. L'Administration Reagan a accéléré la militarisation rapide de la base navale américaine installée à Diego Garcia, qui fait partie de son plan visant à créer un tremplin facilitant l'intervention, dans le Golfe Persique, de la Force de Déploiement Rapide. La politique extérieure de l'Administration Reagan en tant que telle dans l'Océan Indien a violé les termes de la Déclaration de l'Assemblée Générale des Nations-Unies sur l'Océan Indien, Zone de Paix (1971).

F. Conclusion

21. **L'Action des Nations-Unies.** Il est clair, d'après ce qui précède, que l'Administration Reagan a, dans la conduite de sa politique étrangère à travers le monde, substitué la force aux règles du droit international. Elle se trouve donc à l'origine d'une grave menace au maintien de la paix et de la sécurité internationales aux termes de l'article 39 de la Charte des Nations-Unies qui demande en vertu des articles 41 et 42, que le Conseil de Sécurité des Nations-Unies prenne des mesures d'imposition. Si l'Administration Reagan venait à faire usage de son droit de veto contre l'adoption de telles mesures par le Conseil de Sécurité, le cas serait porté à l'attention de l'Assemblée Générale des Nations-Unies afin qu'une action soit entreprise conformément aux procédures énoncées dans la Résolution d'Unité pour la Paix de 1950. Ainsi, les graves infractions internationales de l'Administration Reagan pourraient être efficacement contrées par tous les membres de la communauté mondiale, et ce en accord avec les exigences du droit international. Le Conseil de Sécurité et l'Assemblée Générale devraient également tenir compte des nombreuses mesures interventionnistes, tant directes qu'indirectes, adoptées par l'Administration Reagan dans le but d'imposer des politiques financières et économiques contraires à l'indépendance souveraine des Etats — en particulier dans les pays du Tiers-Monde — et fortement préjudiciables à la qualité de la vie de tous les peuples.

Farouk Abu Eissa
Mary Kaufman

Francis A. Boyle, Président
Jean-Claude Njem

Hans Goeran Franck
Alberto Ruiz-Eldredge

Mirza Gholam Hafiz
Muemtaz Soysal

Prière de vous adresser à l'International Progress Organization pour tous renseignements complémentaires.
Adresse postale: A-1150 Vienne, Reindorfgasse 5, téléphone (222) 85 61 12, télex 136553.

هكذا من الرجل

مكتبة المجلد

DIPLOMATIE

La libération de Jacques Abouchar

L'annonce de la libération de Jacques Abouchar, faite initialement à Moscou, jeudi après-midi 25 octobre, lors d'un entretien entre M. Claude Estier et M. Boris Ponomarev, a été accueillie avec une vive satisfaction à Paris. Le premier ministre, M. Laurent Fabius, qui avait fait savoir qu'en raison de la détention à Kaboul du journaliste français il ne se rendrait pas à l'anniversaire des relations diplomatiques entre la France et l'URSS, a indiqué qu'il assisterait vendredi soir à cette réception.

Le président de l'Assemblée nationale, M. Louis Mermaz, dont la démarche auprès des présidents so-

viétique et afghan, MM. Tchernenko et Karmal, semble avoir joué un rôle déterminant en faveur de Jacques Abouchar, a annoncé jeudi après-midi qu'il avait demandé à M. Yves Taverrier, député (PS) de l'Eure, président du groupe d'études sur les questions afghanes de l'Assemblée nationale, de « se rendre immédiatement à Kaboul pour y chercher » le journaliste d'Antenne 2. M. Taverrier a quitté Paris dès jeudi soir pour l'Afghanistan à bord d'un avion spécial du GLAM. L'appareil a cependant dû rebrousser chemin pour des raisons techniques et ne devait repartir que vendredi dans l'après-midi.

M. Taverrier devait être accompagné de M. Manriat, membre du cabinet de M. Mermaz, et du directeur adjoint du cabinet de M. Cheysson, M. Petit.

A Kaboul, le chef de l'Etat afghan, M. Karmal, a confirmé dans la soirée que son gouvernement avait « estimé qu'il pouvait accorder la grâce » à Jacques Abouchar. Selon le chargé d'affaires d'Afghanistan à Paris, M. Keshkmand, le journaliste français a pu quitter sa prison dans l'après-midi.

De source afghane, on indique que le chargé d'affaires français à Kaboul, M. Barraux, avait été informé dès jeudi en fin de matinée de l'immunité d'une mesure en faveur de Jacques Abouchar. Il ne

semble pas toutefois que les indications transmises au diplomate français aient été assez précises pour pouvoir être interprétées comme l'annonce d'une libération dans les heures suivantes.

En fin de journée jeudi, M. Keshkmand a de son côté été reçu au Quai d'Orsay où, pour la bonne forme, il a été remis une note lui ayant été demandée « que toute procédure requise par le droit afghan, y compris si nécessaire une décision relevant du président du conseil révolutionnaire et permettant la grâce, soit mise en œuvre afin de permettre à Jacques Abouchar de regagner la France ».

Moscou a voulu éviter une détérioration des rapports avec Paris

De notre correspondant

Moscou. — La libération de Jacques Abouchar, annoncée dans la capitale soviétique avant que M. Babrak Karmal ait eu le temps à Kaboul de faire de même et de préciser qu'il s'agissait d'une « grâce », témoigne à la fois de la volonté de Moscou d'éviter une détérioration des rapports avec Paris et du peu de cas qu'on y fait d'éventuelles insensibilités afghanes. Le film des événements du jeudi 25 octobre est en effet édifiant.

A 8 h 30 du matin, M. Claude Estier, à la tête d'une délégation parlementaire française, rentre par train de Leningrad, où il vient de passer deux jours. Le président de la commission des affaires étrangères de l'Assemblée nationale est en URSS depuis lundi, à l'occasion du sixième anniversaire de l'établissement des relations diplomatiques franco-soviétiques. Avant de quitter Moscou pour Leningrad, il avait fait savoir à M. August Voss, président du Soviet des nationalités (une des deux Chambres du Parlement soviétique), qu'il souhaitait « d'ici jeudi » une réponse sur la date approximative de libération du journaliste d'Antenne 2, fait prisonnier le 17 septembre en Afghanistan.

La menace n'est pas formelle mais elle est implicite. Si aucune assurance ne lui est donnée, il pourrait fort bien — de même que le reste de la délégation — ne pas assister à la cérémonie prévue jeudi en fin d'après-midi à la Maison de l'amitié pour le sixième anniversaire des relations franco-soviétiques. On sait qu'il avait décidé un moment d'y renoncer en raison de la condamnation de Jacques Abouchar à dix-huit ans de prison. Mais aucun responsable soviétique n'a encore manifesté l'intention de se rendre à la réception parallèle organisée le même jour, à peu près à la même heure, à l'ambassade de France à Moscou. Le fait n'a rien de surprenant, les officiels soviétiques ayant pour habitude de ne jamais annoncer leur présence à l'étranger. Le niveau de la représentation soviétique pourrait être cependant révélateur du climat

soviétique, reprend alors au Kremlin dans une atmosphère soudainement apaisée. Peu importe dans ces conditions que M. Ponomarev exprime « son inquiétude devant le fait que la France participe activement à la course aux armements, tant nucléaires que classiques ». L'essentiel des propos est désormais consacré aux « nouvelles possibilités pour une compréhension mutuelle meilleure entre l'Union soviétique et la France et le développement de leur coopération économique, culturelle et technique ».

La délégation française se rend en fin d'après-midi à la Maison de l'amitié où elle a bien failli ne jamais aller — pour y entendre d'autres discours, entièrement positifs cette fois, sur les relations entre les deux pays. Le séjour des parlementaires devrait se poursuivre, jusqu'à dimanche, dans cette sérénité retrouvée. L'orage évité jeudi aura d'ailleurs permis de constater que, à l'étranger du moins, une certaine cohabitation est possible entre le PC (M. Louis Odru), le PS (MM. Claude Estier et Guy Vade-riod), M^{me} Véronique Niertz et Lydie Dupuy), le RPR (M. Claude Gérard Marais) et le PR (M. Jacques Blanc).

Une incertitude pèse cependant sur l'attitude des Soviétiques. M. Laurent Fabius a déclaré qu'il irait finalement, ce vendredi, à l'ambassade d'URSS à Paris pour le sixième anniversaire des relations franco-soviétiques. On sait qu'il avait décidé un moment d'y renoncer en raison de la condamnation de Jacques Abouchar à dix-huit ans de prison. Mais aucun responsable soviétique n'a encore manifesté l'intention de se rendre à la réception parallèle organisée le même jour, à peu près à la même heure, à l'ambassade de France à Moscou. Le fait n'a rien de surprenant, les officiels soviétiques ayant pour habitude de ne jamais annoncer leur présence à l'étranger. Le niveau de la représentation soviétique pourrait être cependant révélateur du climat

conscrit à la fin de l'affaire Abouchar.

La volonté de Moscou d'éviter que les relations entre les deux pays ne s'enveniment est manifeste. En recevant les parlementaires français, M. Ponomarev a d'ailleurs fait référence au voyage accompli en juin dernier en URSS par M. Mitterrand, une mention trop rare pour ne pas être relevée. Alors que les responsables soviétiques ne manquent jamais une occasion de rappeler une visite officielle, celle du président français faisait jusqu'ici l'objet d'un « oubli » qui ne pouvait pas être dû au hasard.

Une presse sévère

La presse soviétique n'a cependant pas été tendre ces dernières semaines envers la France. Les articles sur le chômage, notamment dans l'industrie automobile, se sont multipliés. L'accord franco-libyen de désengagement au Tchad a été présenté de manière très négative, au risque d'englober l'allié libyen dans la critique de l'événement. Paris est accusé de faire seulement « semblant » de se retirer. Tass a donné d'autre part le 19 octobre un compte rendu du congrès constitutif de « Front socialiste de libération des Kanaks » en Nouvelle-Calédonie dans lequel il est dit que la « population autochtone » de l'île « a subi depuis plus de cent trente ans un pouvoir étranger », en l'occurrence français.

Les flèches les plus acérées ont été réservées à M. Fabius, souvent décrit comme le meilleur défenseur du capitalisme. Temps nouveaux a publié le 12 octobre un grand article au titre éloquent, « Critiques à gauche, ovations à droite ». M. Victor Afanassiev, rédacteur en chef de la Pravda, avait été plus radical encore en estimant, le 24 septembre, dans le quotidien de parti, que le gouvernement français « a mené, surtout depuis l'été 1982, une politique manifestement antisopulaire et, au fond, probourgeoise ». Un bilan de

« Problèmes de communication »

Jeudi 25 octobre, peu avant 13 heures, à l'ambassade d'Afghanistan à Paris... Le chargé d'affaires, M. Keshkmand, ne saurait formuler le moindre pronostic quant à une éventuelle libération de Jacques Abouchar. Pour lui, la balle est désormais dans le camp français.

En point où en sont les choses, et si on le comprend bien, M. Keshkmand analyse ainsi la situation. A quel bon « exiger » une « libération immédiate » du journaliste d'Antenne 2 ? Celui-ci a été condamné par un tribunal de Kaboul, seule mesure de grâce du président Karmal pour intervenir en sa faveur, c'est donc en ce sens que le gouvernement français doit agir, en demandant au chef de l'Etat afghan de faire preuve de « clémence ». Mais le président de l'Assemblée nationale, M. Mermaz, n'a-t-il pas déjà adressé une requête, précisément en ces termes, à M. Karmal ? Effectivement, et c'est une démarche qui va dans le bon sens. Il ne semble pas toutefois — à l'heure où s'est l'ouverture — que M. Keshkmand ait été informé par son gouvernement que celui-ci était prêt à s'en satisfaire.

Car le diplomate regrette vivement — et surtout — que Paris n'ait pas considéré l'affaire Abouchar comme strictement franco-afghane et ait préféré s'adresser aux Soviétiques. Certes, Kaboul entretient des relations particulières avec l'URSS. Mais la République populaire et démocratique d'Afghanistan est un Etat souverain, indépendant, et il était de mauvais goût de s'adresser à une tierce puissance pour régler une affaire ne relevant que de sa seule souveraineté. Persister dans cette voie ne pourrait que compliquer la situation, même finalement à Jacques Abouchar.

Le moins qu'on puisse dire est que la suite immédiate des événements n'a pas donné raison à M. Keshkmand puisque c'est à Moscou que M. Claude Estier était informé, deux heures plus tard, de la libération de Jacques Abouchar. « Problèmes de communication », dira plus tard le diplomate afghan, qui se félicite bien sûr de l'heureux dénouement de cette affaire, mais pourrait tout de même conserver un petit goût d'amertume de la manière dont il s'est joué. — A. J.

Un événement

"C'est une aventure que d'écrire ses mémoires. J'ai sauté le pas, guidé par la fidélité à la foi de ma jeunesse."

Michel Debré

MICHEL DEBRE
Trois républiques pour une France

Mémoires

ALBIN MICHEL

La situation absurde du PCF

La libération de Jacques Abouchar, annoncée quasi simultanément, le jeudi 25 octobre, à M. André Billardon, président du groupe socialiste de l'Assemblée nationale, par l'ambassadeur soviétique à Paris, M. Youli Vorontsov, et à M. Claude Estier, président (PS) de la commission des affaires étrangères de l'Assemblée nationale, par M. Boris Ponomarev, chef du département étranger du comité central du PC soviétique, place le PCF dans une situation délicate, autant dire absurde. La preuve en est donnée par l'humanité qu'il, vendredi, ne rend compte que du message des autorités afghanes, lequel a simplement confirmé, jeudi en fin de journée, la décision annoncée par les Soviétiques, et permis d'arrêter les modèles pratiques du retour du journaliste d'Antenne 2 en France.

Les dirigeants du PCF savent parfaitement qu'ils ne peuvent abuser personne en passant sous silence le fait que la décision concernant Abouchar a été annoncée par les Soviétiques, seuls maîtres de ce qui se fait à Kaboul.

Tout le bénéfice du geste fait par les Soviétiques revient ainsi à ceux qui ont préféré « s'adresser

au bon Dieu plutôt qu'à ses saints », à Moscou plutôt qu'à Kaboul, et, au premier chef, aux autorités françaises. Le PCF ne peut prétendre que la « suspension » de ses relations avec le Parti afghan ait contribué en quoi que ce soit à hâter la libération d'Abouchar. Bref, les socialistes savent incontestablement mieux que les communistes comment il faut s'y prendre avec les Soviétiques, et les interventions dont se prévaut le PCF ne lui laissent aucun mérite aux yeux de l'opinion.

Les dirigeants communistes français avaient payé cher leur alignement sur Moscou, en janvier 1980, après l'intervention soviétique en Afghanistan. L'« effet Kaboul » s'était traduit dans les résultats des élections partielles de l'année 1980 et avait eu sa part dans le recul d'avril 1981. Ayant préféré rejeter la responsabilité de ce recul sur leurs lointains prédécesseurs des années 50, les dirigeants du PCF se sont condamnés — l'affaire Abouchar, après la Pologne et les euromissiles, le confirme — à faire montre vis-à-vis des Soviétiques d'une étrange obstination dans l'erreur.

PATRICK JARREAU.

Sérénité retrouvée

A 10 h 30, les parlementaires français déposent une gerbe au monument au Soldat inconnu au pied du mur du Kremlin. Un responsable soviétique indique à M. Estier que « quelque chose » se prépare à Kaboul. Le chef de la délégation française demande à en savoir plus et suggère un tête-à-tête avec M. Ponomarev, son principal interlocuteur soviétique, qu'il ne devait rencontrer, selon le programme initial, qu'en séance plénière.

A 15 h 30, la délégation française arrive au Kremlin. M. Ponomarev, membre suppléant du bureau politique, qui la reçoit en tant que président de la commission des affaires étrangères du Soviet des nationalités, prend à part M. Estier pendant une quinzaine de minutes et lui révèle que « le gouvernement afghan est prêt à relâcher Jacques Abouchar ». Souriant et apparemment très détendu, M. Ponomarev indique que le chargé d'affaires français à Kaboul vient d'être, pour cette raison, convoqué « il y a deux heures » au ministère afghan des affaires étrangères. Le délai réel est, semble-t-il, encore plus court, ce qui montre à tout le moins la rapidité des communications entre Kaboul et Moscou.

M. Ponomarev explique que « le gouvernement afghan » a pris cette décision « pour des raisons humanitaires », étant entendu que le journaliste d'Antenne 2 « s'est rendu coupable d'activités illégales telle la violation de frontière » qui sont « inadmissibles » et « justifient sa condamnation ». Le responsable soviétique, qui joue sans fausse honte son rôle de « petit télégraphiste », ajoute que Kaboul souhaite l'envoi d'un représentant du président de l'Assemblée nationale française à qui Jacques Abouchar sera remis. M. Ponomarev précise en effet que la libération du journaliste a été décidée « compte tenu des différentes démarches entreprises du côté français, au premier rang desquelles figure le message adressé au président Karmal par M. Louis Mermaz, président de l'Assemblée nationale ».

La séance élargie aux membres des deux délégations, française et

● PRÉCISION. — Une regrettable coquille nous a fait écrire, dans le Monde du 26 octobre, que M. Laurent Fabius avait parlé à l'Assemblée nationale de l'« indignation terrible » suscitée en France par l'affaire Abouchar. M. Fabius avait parlé en fait d'« indignation durable ».

GEORGES FILLIOUD

DIMANCHE
28 OCTOBRE
à 19h15

CLUB DE LA PRESSE

EUROPE 1

animé par
Gérard Carreyrou
et Alain Duhamel.

DIPLOMATIE

LA FIN DE LA VISITE DE M. MITTERRAND EN GRANDE-BRETAGNE

Souvenirs de février 1944 à Dartmouth

De notre envoyé spécial

Londres. — Souvenirs, toujours : M. Mitterrand s'est rendu, le jeudi 25 octobre, à Dartmouth (Devon), petit port d'où il avait embarqué à bord d'une vedette rapide dans la nuit du 26 au 27 février 1944 pour regagner la France occupée.

Il a rencontré là le commandant Birkin, père de la comédienne Jane Birkin, qui était officier de navigation à bord du navire. A l'époque, le commandant Birkin racontait à sa femme qu'il effectuait, la nuit, de vagues patrouilles dans la Manche plutôt que d'avancer qu'il quittait son île pour convoier des résistants français et des agents britanniques. Du François Mitterrand de cette nuit sans lune de février 1944, il ne se souvient pas. On n'avait pas éprouvé le besoin de faire les présentations.

M. Mitterrand a encore en mémoire le fond de cale sur lequel il a dormi profondément et le rituel qui consistait à mettre à la disposition des « passagers », à quelques encablures de la côte du Morbihan, une barque et une bousole, avec pour toute consigne cet encouragement : « Ramez jusqu'à ce que vous aperceviez la terre. »

M. Mitterrand a fait, jeudi, un petit tour de vedette touristique dans la rade. Son arrivée a été saluée par vingt et un coups de canon tirés depuis le bord de la frégate Dupérix. A son passage, les marins de la Royale alignés sur le pont ont lancé de vibrants « Vive la République ! » repris par une vieille dame anglaise mêlée à la foule.

M. Mitterrand a gagné ensuite le domaine de Bowood, au sud-ouest de Londres, où il était convié à dîner par le maître des lieux, lord Shelburne. L'occasion était belle de marquer le quatre-vingtième anniversaire de l'Entente cordiale dont le marquis de Lansdowne, ancêtre de lord Shelburne, fut, du côté britannique, l'artisan principal. Il était alors ministre des affaires étrangères, et l'ambassadeur de France, Paul Cambon, a souvent résidé à Bowood lors des négociations qui ont précédé la conclusion de l'Entente.

JEAN-YVES LHOMEAU.

La découverte d'explosifs à la résidence de l'ambassadeur de France

M^{me} Thatcher fait porter à la partie française la responsabilité de l'incident

De notre correspondant

Londres. — M. Mitterrand, dans la conférence de presse qu'il donnait, ce vendredi 26 octobre, n'avait pas la tâche facile, car la veille, devant la Chambre des communes, M^{me} Thatcher, tout en essayant de ramener la portée de l'incident à de justes proportions, a fait porter à la partie française la responsabilité de l'affaire provoquée par la découverte d'explosifs à l'ambassade de France à Londres. Le policier français incriminé a eu « entièrement tort », a-t-elle dit. Le seul fait d'avoir transporté des explosifs « est la cause de la plus grande inquiétude ». « Des discussions urgentes ont commencé » avec le gouvernement français, et elle « se poursuivra » — ce qui est une manière de signifier que l'incident n'est pas clos. Toutefois, le premier ministre, en conclusion, a rendu hommage à M. Mitterrand et a déclaré que cette affaire « ne devait pas altérer le succès de la visite ».

Cette dernière remarque ressemble fort à un vœu pieux, étant donné la virulence des réactions dans la presse et même dans les milieux politiques. La réapparition immédiate de sentiments très nettement anti-français semble avoir réduit à néant tous les effets escomptés de cette visite, qui n'avait d'autre but que de consacrer les relations franco-britanniques.

Une mise au point rapide de la part des autorités françaises aurait vraisemblablement permis de limiter les dégâts. Or ce n'est que vingt-quatre heures après l'interpellation du policier et seize heures après le communiqué de Scotland Yard que l'ambassade de France a fait connaître une réponse. Ce retard a donné l'impression d'un profond embarras.

D'autre part, le texte diffusé par l'ambassade peut difficilement passer pour une véritable mise au point, l'élément essentiel tenant en une seule phrase : « Le matériel d'usage dont était muni un officier français a été à l'origine d'un regrettable malentendu. » Quel est exactement ce malentendu ? On ne le dit pas. Si, à Paris, on a laissé entendre que le « test » auquel se sont livrés les policiers français aurait pu être fait avec l'accord de leurs collègues londoniens, à Scotland Yard on dément formellement.

Certains aspects de la protestation britannique ne sont pas clairs non plus. Les policiers anglais ont

été, semble-t-il, très soupçonneux au moment du débarquement, mardi, de l'équipe de sécurité française. Selon les membres de celle-ci, des vérifications ont été exigées. Sachant qu'il y avait un officier dans le groupe, les policiers britanniques ne devaient-ils pas se douter que celui-ci pouvait disposer d'explosifs (on l'occurrence 150 grammes, selon Scotland Yard) destinés, en cas de besoin, à détruire une bombe qui n'aurait pu être désamorcée ?

Dans cette affaire, la tension qui existe depuis longtemps entre policiers français et britanniques, de même que l'amertume de Scotland Yard à l'égard du gouvernement Thatcher sont des éléments qui paraissent avoir eu un rôle non négligeable. En juin, lors du sommet économique de Londres, les policiers britanniques n'avaient guère apprécié que le cabinet de M^{me} Thatcher accorde, pour la première fois officiellement, une autorisation de port d'armes aux gardes du corps du président Reagan. Deux gardes du corps de M. Mitterrand avaient manifesté quelque mauvaise humeur à cette époque lorsqu'ils avaient été obligés de rendre leur revolver. Deux poids, deux mesures. Ils en avaient conservé certainement de la rancune envers les Britanniques.

Une plaisanterie de mauvais goût

On peut donc imaginer que, d'un côté, on ait voulu répliquer par une « leçon », en organisant la « mise à l'épreuve » qui a eu lieu à l'ambassade de France et que, de l'autre, on ait décidé de rendre l'affaire publique en lui donnant un caractère de gravité. Si des Français ont voulu « jouer un tour » à leurs collègues britanniques, ils ne se sont certainement pas rendu compte que ces derniers ne goûtent pas les plaisanteries de mauvais goût. Leur susceptibilité est grande après l'attentat de Brighton et la fusillade à un lieu à Londres en avril à l'ambassade de Libye, provoquant la mort d'un agent de police.

Cependant, tout cela ne saurait justifier les excès de langage que se sont permis des journaux en tirant sur le « complot » français, ou des parlementaires.

FRANÇOIS CORNU.

A L'OCCASION DU TRENTIÈME ANNIVERSAIRE DES ACCORDS DE PARIS

Paris et Bonn souhaitent relancer les activités de l'UEO

Rome. — Ce vendredi 26 octobre, s'ouvre pour deux jours dans la capitale italienne une réunion exceptionnelle des ministres des affaires étrangères et de la défense des Sept pays de l'Union de l'Europe occidentale (Allemagne fédérale, Belgique, France, Grande-Bretagne, Italie, Luxembourg, Pays-Bas). La rencontre sera suivie, lundi, d'une session également exceptionnelle de l'Assemblée parlementaire de l'UEO à la Chambre des députés italiennes.

Le prétexte de ces retrouvailles des sept est la célébration du trentième anniversaire des accords de Paris qui, le 23 octobre 1954, avaient élargi ceux de Bruxelles et jeté les bases de l'organisation de l'Union. Mais la magie des chiffres ronds n'est pas seule en cause : il existe également chez un certain nombre d'Etats membres de l'UEO la volonté de relancer les activités de cette organisation, seule instance européenne à avoir compétence en matière de défense. Et tout particulièrement dans les pays qui — le hasard faisant décemment bien les choses — occupent actuellement les deux postes clés : la France et la RFA. La première exerce en effet, en la personne de M. Jean-Marie Caro, dé-

puté UDF du Bas-Rhin et « européen » de longue date, la présidence de l'UEO. La seconde détient, depuis le 1^{er} juillet, avec M. Genscher, la présidence tournante du Conseil de l'Union. C'est dire que, pour qui souhaitait donner à l'Union de l'Europe occidentale une nouvelle dynamique, la commémoration de sa fondation ne pouvait mieux tomber.

Sans doute ne peut-il s'agir en l'occurrence que d'un échange d'informations et de réflexions sur la sécurité du continent, et non d'une tentative de résurrection du projet mort-né de Communauté européenne de défense (CED), dont l'échec avait d'ailleurs été à l'origine, il y a trente ans, des accords de Paris (le 4^{ème} du 24 octobre). Si chacun s'accorde à reconnaître, au sein de l'UEO, que la fusion des politiques de défense des Sept, indépendamment du problème posé par les forces nucléaires françaises et britanniques, n'est pas pour demain, jamais la volonté des pays de l'Europe de l'Ouest de réfléchir ensemble à leur sécurité, face au surarmement

soviétique, n'a été aussi grande. Plusieurs Etats, il est vrai, y sont incités par d'anciens liens d'ampleur de manifestations hostiles à l'implantation des armes nucléaires de l'alliance atlantique : leurs dirigeants estiment que le mouvement pacifiste aurait trouvé moins d'écho si les fusions en question n'avaient pas été américaines mais européennes.

A Rome, les travaux devraient donc porter à la fois sur une conception plus spécifiquement européenne de la défense des Sept et sur un certain nombre de propositions précises en matière de coopération militaire. Sur le premier point, on souligne à l'envi, tant au Quai d'Orsay que dans l'entourage de M. Hernu, que l'UEO est la seule organisation qui ne rassemble que des alliés du Vieux Continent, et qu'elle a toujours veillé à ne pas dissocier la réflexion diplomatique de la prospective stratégique. Quant aux propositions précises, on les attend avec autant d'intérêt du côté français qu'allemand qu'on pourrait y trouver quelques nouveaux marchés pour certaines productions nationales ou communes aux deux pays ; les grands sentiments n'excluent pas les bonnes affaires...

Enfin, avant même que fût connue la demande d'adhésion du Portugal à l'UEO, la question d'un possible élargissement de l'organisation à l'Espagne était considérée comme un des points à examiner, fût-ce de façon très officieuse, au cours de la rencontre de Rome. Quel que soient les hésitations de Madrid concernant son appartenance à l'OTAN et le résultat de la consultation populaire qui sera organisée à ce sujet, cette éventualité n'est pas exclue tant du côté espagnol que dans les milieux de l'UEO.

BERNARD BRIGOUDEX.

FORMATION CONTINUE

**Japonais - Russe - Arabe
Chinois - Hébreu - Indonésien
et toutes langues du domaine des Langues O**
STAGES DE 50 ET 100 HEURES

Renseignements et inscriptions auprès de :

FORMATION CONTINUE DES LANGUES O
104-106, quai de Clichy - 92110 CLICHY
Tél. 270-70-40 (posts 227) de 14 à 17 heures

AMÉRIQUES

RENCONTRES AUX ÉTATS-UNIS

La croisade du pasteur Sparrow contre l'avortement

De notre correspondant

Washington. — Les Blancs ne représentent qu'un tiers des habitants de la capitale fédérale, il était après tout logique que le président de l'organisation wagner des chrétiens morales ne le fût pas. N'empêche que, à l'heure dite, le pasteur Cleveland Sparrow, quarante-sept ans, fleur blanche à la boutonnière d'un strict costume bleu, sonne à votre porte et vous réclame qu'il est noir : l'humour, pour un peu, se lit sur votre visage.

La Majorité morale (le qui n'est ni l'un ni l'autre), disent ses adversaires, c'est le courant conservateur du réaganisme, un puissant lobby politique créé en 1979 pour défendre les valeurs traditionnelles et soutenir la première candidature de M. Reagan. Ce groupe de pression exerce aujourd'hui une forte emprise sur le Parti républicain, et le moins qu'on puisse dire est que sa préoccupation première n'est pas la promotion des Noirs.

Tout ancien démocrate qu'il soit, le pasteur Sparrow y a néanmoins adhéré dès sa fondation, lorsqu'il a réalisé, dit-il, que l'avortement n'était pas seulement pratiqué par les Blancs. Cette tardive découverte fut un « choc » pour lui, car ce « péché numéro un de la nation » aurait, à son croire, longtemps épargné sa communauté.

Père de cinq enfants, la conviction sèche mais la taille ronde et l'allure bonhomme, le pasteur n'a rien a priori d'un Savonarole. Cela prouve seulement que ce n'est pas plus l'habit que la couleur qui fait le moine — fût-il baptiste. Pour couper court à toute éventuelle contestation du droit qu'il a le « non né », comme « être humain », au respect de sa vie, il vous dit que c'est là la position du pape, ce qui signifie dans la bouche de ce fondamentaliste protestant qu'il n'y a pas plus expert en démonologie que le diable. D'ailleurs, le pasteur est tout à fait choqué que M. Reagan ait, en janvier dernier, établi des relations diplomatiques avec le Vatican : « Il aurait dû nommer aussi un ambassadeur auprès de mon Église ».

Bref, le pasteur soutient, bien sûr, la proposition d'amendement constitutionnel en faveur du « droit à la vie » que le Parti républicain a inscrit sous l'impulsion de la Majorité morale dans sa plate-forme politique. Concrètement, ferait-il partir d'envoyer en prison une femme pour crime d'avortement ? « Je ne crois pas », répond-il, que celle se justifierait sur le court terme, car on a aujourd'hui mis dans la tête des gens que l'avortement n'était pas un crime. Ce ne serait donc pas juste. Mais, à long terme, quand le travail d'éducation que nous avons entrepris aura été perçue, oui, il faudra appliquer la loi ».

Avant de sévir contre les femmes, le pasteur est partisan de frapper les médecins coupables, qu'il qualifie de « terroristes ».

« Qu'est-ce que le terrorisme, selon vous ? », demande-t-il. Eh bien... disons... tuer des civils innocents. Voilà ! C'est exactement ça ! Vous voyez que ces médecins sont des terroristes ! », s'exclame-t-il, avant de parler d'un « holocauste humain », car les « quinze millions d'assassinats » de « non nés » privés du « droit à la vie » c'est, à ses yeux, « pire que pire » que le génocide des juifs.

Logique, le pasteur est convaincu qu'un jour il y aura un « Nuremberg de l'holocauste humain » car, dit-il, la législation de l'avortement n'est pas plus légale que les lois d'Hitler ne l'étaient et tout comme les nazis, « quiconque aura été impliqué dans le processus terroriste » devra répondre de ses crimes « devant la justice ».

Les instruments de Dieu

Tout cela est dit d'une voix parfaitement calme, et devant votre air de réticence sceptique, le pasteur ajoute : « Regardez, il y a quatre ans encore, le crime se commettait dans le silence. Aujourd'hui, les gens se sont dressés, et c'est devenu le problème politique numéro un. » C'est exagéré, mais, de fait, avec 100 millions de dollars de budget annuel et son leader charismatique, le pasteur Jerry Falwell déclarant à la convention républicaine que MM. Reagan et Bush « sont les instruments choisis par Dieu pour régénérer le pays », la Majorité morale ne saurait être sous-estimée.

Deuxième priorité du mouvement : la suppression de l'interdiction d'organiser des prières dans les écoles publiques. Pour le pasteur Sparrow et son mouvement — comme pour M. Reagan — cette interdiction est une « violation de la liberté d'expression ». N'allez pas lui dire que les lieux de prière ne manquent pas aux États-Unis, que les religions y fleurissent et que l'athéisme y exerce après tout aussi la prière à l'école n'est un besoin pour personne et serait une gêne pour beaucoup. D'abord, répond-il, la majorité est chrétienne aux États-Unis, et c'est n'y a pas de raison que l'école soit la seule institution où la minorité s'empare de la majorité ». Ensuite, les élèves passent le plus clair de leur temps sur les bancs scolaires, alors qu'ils ne sont pas obligés d'aller à l'église. Enfin, « on peut discuter de tout à l'école, du communisme, de la drogue, d'éducation sexuelle, mais pas des Écritures ».

Et s'il vivait dans un pays de fondamentalisme musulman et que ses enfants doivent, pour recevoir une éducation, rééciter le Coran tous les matins ? Malentendu ! La prière n'est pas obligatoire, ni d'un type particulier, et, au demeurant, « nous vi-

vons dans une nation avant tout protestante, qui est ce qu'elle est pour cette raison et qui est tolérante, puisque toutes les Églises y ont droit de cité ».

Troisième priorité : la « liberté religieuse », qui, affirme le pasteur, est menacée aux États-Unis. Il fait état de « sept mille communautés en butte à des poursuites judiciaires ». Les exemples donnés sont aléatoires, mais, dit-il, « l'Église est déterminée à contraindre l'État » en utilisant, pour ce faire — comme on le voit dans l'affaire de la prière à l'école, — le principe de la séparation entre l'Église et l'État. Derrière ce principe, « fondamentalement positif », se cache « l'athéisme, l'athéisme et le laïcisme » et pointent l'influence idéologique du système soviétique, dans lequel « l'État contrôle l'éducation des enfants et choisit les prêtres ».

« Les lois civiles, explique le pasteur, sont faites pour protéger les lois religieuses et doivent les respecter. » Bien, mais n'est-ce pas troublé que ce puisse être la citation de l'ayatollah Khomeiny ? Pas du tout : « il y a des excès en Iran, mais les racines religieuses des États-Unis ont donné naissance à la plus grande démocratie du monde. Avec ses principes religieux, Khomeiny a failli et isolé son pays, alors que les États-Unis ne sont ni l'un ni l'autre ».

En 1981, la Majorité morale avait réussi à empêcher la suppression des lois tombées en désuétude qui prohibaient, dans le district de Columbia (1), la « formation, l'adoption et la sodomie entre adultes consentants ». Le pasteur Sparrow approuve ce combat victorieux, car « l'homosexualité est un des grands maux de la société », qu'elle est « condamnée par la Bible », « répond une maladie mortelle » (le SIDA), « constitue une attaque directe contre les règles morales » et « peut tout détruire ».

Si une adoléscente de sa paroisse se retrouvait enceinte, et quelles que soient les conditions de la conception, il la dirigerait vers un des cent trente-huit centres créés par son mouvement pour que de telles grossesses puissent être menées à terme et que les enfants aient ensuite adoptés. Ces centres ont pour nom Save a baby (Sauver un bébé).

« Nous sommes, dit le pasteur Sparrow, potentiellement assez forts pour que le Parti républicain ne prenne pas notre soutien pour acquis. » En clair : nous posons bientôt nos conditions, et toutes nos conditions.

Dirigeant des Jeunes républicains, Grover Norquist ne croit pas, lui, que cette Majorité morale, qui ne le laisse pas complètement à l'aise, puisse un jour imposer sa loi.

BERNARD GUETTA.

(1) Nom donné à la région administrative de Washington.

Bolivie

ACCUSÉ PAR LE PARLEMENT DE CONTACTS AVEC UN TRAFICANT DE DROGUE

Le président Siles Zuazo a commencé une grève de la faim

La Paz (AFP). — Le président Herman Siles Zuazo a annoncé, dans la soirée du jeudi 25 octobre, qu'il entamait une grève de la faim illimitée pour protester contre la censure prononcée mercredi contre lui par le Parlement. Celui-ci l'accuse d'avoir eu des contacts avec un trafiquant de drogue.

Dans un message à la nation prononcé au siège du gouvernement en présence des ministres et des chefs militaires, le président Siles Zuazo, âgé de soixante-deux ans, a déclaré qu'il suivra avec détermination cette grève de la faim dans son bureau, sans abandonner toutefois ses fonctions présidentielles.

Cette décision de jeûne a été prise pour permettre la coexistence entre Boliviens et le retour à un fonctionnement politique normal du pays, a précisé M. Siles Zuazo.

Les parlementaires de l'Alliance démocratique nationale (ADN), d'extrême droite, dirigée par le général Hugo Banzer, et ceux du mouvement nationaliste révolutionnaire historique (MNR-H, droite), dirigé par M. Victor Paz Estenssoro, ont accusé le président Siles Zuazo d'avoir organisé une rencontre secrète, en juin 1983, entre le président du Conseil national de la lutte anti-drogue, M. Rafael Otazo, et le

« roi de la cocaïne » bolivien, Roberto Suarez.

De son côté, le président bolivien a affirmé qu'il avait la conscience tranquille, qu'il menait une vie austère, et que le Parlement l'avait condamné moralement sans qu'il existe une seule preuve contre lui. Il a également accusé les parlementaires de l'ADN et du MNR-H, ainsi que ceux du Front révolutionnaire de gauche (FRL, maoïste), dirigé par le sénateur Oscar Zamora Medina, d'être liés au trafic de drogue et à d'autres activités illégales. « Les accusés d'aujourd'hui sont devenus les accusés d'aujourd'hui », a-t-il ajouté.

Le commandant en chef des armées, le général Simon Torres, a déclaré jeudi soir que les militaires soutiennent la décision du président Siles Zuazo.

Le général Sejas Torodaya a précisé que « l'attitude du chef de l'Etat est appuyée par les forces armées, car il est aussi leur capitaine général ». Le jeûne du président a pour but la concorde, la paix et la fin des tensions dans le pays. A ajouté le général, avant d'affirmer que le calme et la discipline règnent parmi les militaires.

Peu après l'annonce de la grève de la faim présidentielle, environ

deux mille personnes rassemblées devant le palais du gouvernement ont manifesté leur solidarité avec le chef de l'Etat. De son côté, le dirigeant du parti communiste bolivien (PCB, pro-soviétique), M. Mario Domínguez, a déclaré au nom de l'Union démocratique et populaire (UDP, alliance gouvernementale), que la grève de la faim du président est « un geste historique qui est une leçon de démocratie pour la Bolivie comme pour le monde entier ».

Pour sa part, le groupement des paysans du Mouvement nationaliste révolutionnaire de gauche (MNR-L, centre-gauche), parti du président Siles Zuazo, a décidé de réunir tous ses militants et sympathisants dans les prochaines heures pour s'opposer à la majorité de droite du Parlement bolivien.

C'est la troisième fois que M. Siles Zuazo décide d'entamer une grève de la faim. Président de la République en 1956, il avait commencé à jeûner devant la forte opposition de la Centrale ouvrière bolivienne (COB) à la décision de son gouvernement de dévaluer le peso. Sa seconde grève de la faim date d'août 1979, lorsque le Parlement avait refusé de reconnaître sa victoire aux élections présidentielles.

مكتبة من الكتب

هكزامن الاكبر

teur Sparow
tement

Presbytes, sortez du brouillard.



Verres Varilux
La netteté de 0 à l'infini

Presbytes, vous vivez dans le brouillard, de près sans vos lunettes, de loin quand vous les avez sur le nez. Moralité, pour y voir clair, vous jonglez avec vos montures. Pour vous faciliter la vue, Essilor a inventé Varilux. Des verres qui permettent de voir net de 0 à l'infini sans rupture de vision, des verres esthétiques, d'apparence identique à de simples verres de vue, des verres qui sont l'une des grandes découvertes optiques de ce siècle. Alors ne restez plus dans le brouillard. Voyez votre spécialiste.

ESSILOR
La recherche au service de la vue.



Registre de la propriété intellectuelle

Le PS, M. Fabius et la difficulté d'être socialiste

Trois mois et demi après le départ de M. Pierre Mauroy de l'hôtel Matignon, la « phase d'observation » du PS vis-à-vis de M. Laurent Fabius semble être sur le point de s'achever. Face à des orientations gouvernementales qui satisfont certains socialistes et en inquiètent d'autres, tous les courants et M. Lionel Jospin adoptent un postulat commun : le parti doit maintenant manifester son existence propre jusqu'aux élections de 1986. Mais tous ne ressentent pas de la même manière cette nécessité.

C'est à l'intérieur du courant A (miterrandiste) que cette affirmation pourrait assez rapidement prendre les formes les plus spectaculaires. Outre l'initiative de M. Jean Popere, numéro deux du PS et gardien sourcilieux d'une certaine orthodoxie, qui vient de lancer la lettre de la gauche et devrait d'ici quelques semaines publier un nouvel ouvrage, un mouvement semble s'esquisser autour du trésorier du parti, M. André Laignel, député de l'Indre, maire d'Issoudun, qui fut le porte-parole des faibles au moment de la querelle scolaire.

D'ici la fin de l'année, avec « de nombreux amis », dont plusieurs parlementaires, M. Laignel devrait lancer une initiative publique fondée sur un principe simple : « reprendre le combat idéologique ». S'il se refuse à « juger le langage du gouvernement », M. Laignel affirme aussi que la gauche « n'est plus défendue ses thèmes » et doit « réaffirmer son identité » : au PS donc de rappeler son existence « face à la droite », et aussi « aux côtés du

gouvernement, mais pour se faire entendre ».

Ainsi M. Laignel n'accepte-t-il pas l'idée que « les réformes sont derrière nous ». Dans l'esprit de ce proche de M. Pierre Joxe, il est encore possible, notamment en matière économique, de peser sur les orientations du gouvernement dans la mesure où « le gouvernement n'a pas encore forcément choisi tous ses axes ». Pour M. Laignel, l'un de ces axes, et le plus important, devrait être la lutte contre le chômage, afin que la gauche montre « sa capacité de défendre son idéal à travers des actions concrètes ». Au printemps dernier, M. Laignel avait déjà fait savoir qu'il réclamerait, au moment de la discussion budgétaire, un infléchissement de la politique économique dans le sens d'un soutien accru à l'investissement (le Monde du 13 mars). L'entrée en fonctions du nouveau gouvernement a retardé cette prise de position publique, mais M. Laignel estime toujours qu'il est temps de « remettre progressivement de la voilure ». Bref, de « reformer la parenthèse », celle du recul idéologique et de la politique de rigueur.

Pour M. Laignel, la relance est possible « de manière prudente et sélective ». En tout état de cause, « d'ici au printemps 1985, il faudra avoir complété l'arsenal économique » de lutte contre le chômage.

Pour le député de l'Indre, qui refuse de se ranger dans le camp de ceux qui « intériorisent la défaite » pour 1986, « la gauche peut et doit gagner les prochaines législatives », à condition qu'elle sache « représen-

ter un langage de gauche, mais aussi accomplir des actes de gauche ». De telles préoccupations sont voisines de celles que le CERES exprimait à l'époque du gouvernement de M. Mauroy.

L'arrivée de M. Fabius a été bien accueillie par les amis de M. Jean-Pierre Chevènement, qui s'attendaient que le changement d'homme s'accompagnerait d'une inflexion de la politique. Puis l'entrée de M. Chevènement dans le gouvernement, si elle n'a pas fait l'unanimité chez ses amis, les a réduits au silence, au moment où, de toute façon, l'évolution de la situation économique et du rapport des forces dans le PS imposait au CERES de renoncer à la demande brutale d'une « autre politique ».

Le débat

sur les « valeurs »

Le CERES paraît aujourd'hui de plus en plus sceptique sur la réalité de cet infléchissement et semble désormais soucieux de prendre date, sans rompre pour autant la solidarité gouvernementale. L'entretien que nous a accordé M. Planchou, député de Paris, au moment de l'ouverture de la discussion budgétaire est, à cet égard, significatif (le Monde du 17 octobre). M. Planchou demandait une augmentation du déficit budgétaire, mise au service d'un soutien de l'investissement, notamment public. Quant à M. Georges Sarre, l'un des dirigeants du CERES, il vient de lancer un club, lui aussi destiné à réfléchir sur les valeurs et les thèmes d'une gauche qui juge en plein « désarroi ».

Les amis de M. Michel Rocard veulent, eux aussi, reprendre la parole. Ils vont s'exprimer de plus en plus nettement mais d'une manière progressive à l'occasion de la deuxième phase, « descendante » (étude par la base des textes rédigés par une commission nationale, à partir des questionnaires remplis dans un premier temps par les sections), de la préparation de la convention nationale du PS sur la modernisation. Dans la mesure où ils pensent que les socialistes doivent « coller » au gouvernement, celui-ci devrait leur plaire de leurs critiques.

Quant aux rocardiens dissidents, ils souhaitent depuis longtemps que le PS renforce son « autonomie » vis-à-vis du gouvernement, mais pas pour défendre les mêmes « valeurs » que M. Laignel.

Enfin, certains des amis de M. Pierre Mauroy n'ont jamais été réellement sensibles à « l'effet Fabius ». Lors de la réunion du courant B à Valenciennes, à la fin de l'été (le Monde du 28 août), M. François Gaspard avait prononcé un discours très critique à l'égard des premières orientations du gouvernement de M. Fabius. Cette intervention n'a

pas fait l'unanimité chez les amis de l'ancien premier ministre, dont certains, comme M. Christian Pignatelli, estiment que, sans perdre sa capacité de réflexion et de proposition, le courant B « est le seul courant obligé à la réserve aujourd'hui », s'il veut, le moment venu, tenter de rassembler autour de M. Mauroy.

Ces divers mouvements, s'ils se concrétisent, peuvent créer une situation délicate pour le premier secrétaire du PS. D'un côté, le réveil et l'affirmation du PS sont un impératif pour M. Jospin ; c'est l'un des objectifs de la convention nationale de décembre. De l'autre, il lui faut contrôler celle-ci, pour éviter une tonalité trop critique à l'égard du gouvernement. Lors du bureau exécutif qui a suivi l'ouverture de la discussion budgétaire, M. Jospin a vivement critiqué à la fois le contenu de l'interview de M. Planchou parue dans nos colonnes et les positions prises par M. Christian Goux, président de la commission des finances de l'Assemblée nationale, à l'égard du projet de budget pour 1985.

M. Jospin doit donc naviguer au plus près. Il veut stopper toutes les manœuvres personnelles, alors même que son autorité sur le PS, mieux établie il est vrai, n'est pas sans faille. Ainsi certains socialistes n'ont-ils apprécié que très modérément l'annonce à la dédramatisation d'une éventuelle défaite aux élections législatives de 1986 que le premier secrétaire a lancé dans nos colonnes au début de la semaine.

JEAN-LOUIS ANDRÉANI.

M. PONS (RPR) : M. Fabius ne gouverne pas

A l'occasion de son point de presse hebdomadaire, M. Bernard Pons, secrétaire général du RPR, a déclaré jeudi 25 octobre : « Le premier ministre que le président de la République a donné à la France ne gouverne pas ; il subit. Il utilise des arguments qui ne suffisent pas à masquer toutes ses erreurs ».

M. Pons a cité parmi ces erreurs la grève des fonctionnaires, qui est traditionnellement impopulaire et qui révèle que le gouvernement n'a pas tenu à leur égard les engagements qu'il avait pris en 1981. Il a également cité l'affaire d'Algérie en disant : « C'est pour réparer l'erreur diplomatique commise au Maroc que l'on commet aujourd'hui une autre erreur en Algérie ». A propos de l'« emprunt Giscard », il a souligné que M. Fabius commet l'erreur de s'opposer aux propositions de M. Catherine Lalumière tenus il y a un an. Quant au lot sportif, cette solution, selon M. Pons, ne satisfait ni les partisans ni les adversaires des concours de pronostics.

Enfin M. Pons a ajouté : « En point d'orgue il y a cet incident pitoyable qui s'est produit à Londres et qui fait du président de la République la risée de la presse anglaise, au moment où les forces de l'ordre et les policiers français doivent affronter une nouvelle vague de violence, en Corse et en Nouvelle-Calédonie notamment ».

M. Laurent Fabius reçoit le président du CRIF - M. Théodore Klein, président du Conseil représentatif des institutions juives de France (CRIF), a été reçu, le jeudi 25 octobre, par M. Laurent Fabius. M. Klein a évoqué notamment, avec le premier ministre la position de la France au Proche-Orient. Il a qualifié de « positives » les relations existant entre le gouvernement et la communauté juive.

le journal mensuel de documentation politique

après-demain

(non vendu dans les kiosques)

offre un dossier complet sur :

LES HANDICAPÉS

Envoyer 30 F (timbres à 1 F ou chèque) à APRES-DEMAIN, 27, rue Jean-Dolent, 75014 Paris, en spécifiant le dossier demandé ou 120 F pour l'abonnement annuel (60 F d'économie) qui donne droit à l'envoi gratuit de ce numéro.

Le sang coule en Afrique du Sud

A la population noire qui réclame une vie libre et digne, les dirigeants racistes de Pretoria répondent par une terrible répression. L'apartheid, stigmatisé par l'ONU comme un crime contre l'humanité, appelle une condamnation sans équivoque. En outre, les citoyens français se trouvent directement concernés, dans la mesure où ce sont souvent des armes d'origine française qui servent à la répression et où l'économie sud-africaine s'appuie sur l'apport technologique, industriel, bancaire, nucléaire de firmes françaises.

Nous demandons que le gouvernement de la France poursuive vigoureusement et publiquement la dénonciation de la répression raciale en Afrique du Sud et exige qu'il y soit mis fin sans délai ; réclame la libération de tous les prisonniers politiques, et parmi eux Nelson Mandela, dirigeant de l'ANC - le plus ancien prisonnier politique du monde ; suspende la collaboration avec Pretoria tant que subsistera le régime d'apartheid. Conformément aux recommandations de l'ONU, des sanctions doivent être prises contre la dictature raciste qui écrase l'Afrique du Sud et menace la paix du monde.

La dignité humaine ne se divise pas !

PREMIERS SIGNATAIRES : Joëlle AUDIN, Simone de BEAUVOIR, Claude BOURDET, Christian de CHALONGE, Marie-José et Paul-Henry CHOMBART de LAUWE, Jacques DERRIDA, Guy DUCOLNE, Fernande et Henri FAURE, Sonia et Henri GUEDON, François GREMY, Ghislain HALIMI, Edmond JABES, Jarbo Jovanovic JAGDINO, Jean-Pierre KAHANE, Sargé KRIWOKOSKI, Albert LEVY, Michel LONSDALE, Colette MAGNY, Denis MANUEL, Albert MEMMI, Charles PALANT, George PALLANGEVIN, Gilles PERRAULT, Claude PIEPLU, Pierre SANTI, Jean SURET-CANALE, Alain THERMOIRE, Stanislas TOMKIEWICZ, Victor VASARELY, Georges WOLINSKI.

Adresses signatures et soutien financiers au MRAP (Mouvement contre le racisme et pour l'amitié entre les peuples), 89, rue Oberkampf, 75011 PARIS. Tél. : (1) 806-88-00.

LE CONGRÈS DU CDS S'OUVRE A TOULOUSE

Suivre M. Barre sans se fondre dans le barrisme

Il y a deux ans la bataille pour la présidence du CDS avait été sévère entre M. Pierre Méhaignerie, député de l'Ille-et-Vilaine, et M. Bernard Stasi, député de la Marne. A M. Méhaignerie, qui avait été le plus jeune ministre du précédent septennat, il avait été reproché d'avoir un « fil giscardien à la patte » ; à M. Stasi, de vouloir un CDS trop « dérangeant ».

Cet affrontement avait mobilisé le parti pendant plusieurs semaines et s'était achevé, lors du quatrième congrès centriste, réuni à Versailles à la fin du mois de mai 1982, par l'élection de M. Méhaignerie. Dans l'enthousiasme du moment, les plus farouches partisans du député de l'Ille-et-Vilaine avaient voulu voir en lui un « présidentiable ».

Aujourd'hui, les esprits se sont apaisés, et c'est à nouveau une équipe unie qui se présente devant le cinquième congrès du CDS, réuni les 26, 27 et 28 octobre à Toulouse. M. Méhaignerie sera réélu dans ses fonctions de président. M. Barrot, ancien collègue de secrétaire général : M. René Monory, sénateur de la Vienne, et M. Bernard Stasi deviendront premiers vice-présidents.

Mais avoir à sa tête une équipe unie ne suffit pas à affirmer l'originalité d'un parti. Se dire barriste suffira-t-il ? Pas davantage, répondent les responsables du CDS, qui, sans renier leur « sympathie » pour l'ancien premier ministre, ne veulent pas aujourd'hui « faire du suivisme » ; d'autant que, reconnaît M. Stasi, premier « barriste » déclaré au CDS, « la stratégie de M. Barre n'est pas toujours celle qui convient le mieux à un parti ». « Nous ne sommes pas mariés avec M. Barre, souligne pour sa part M. Méhaignerie, approuvé des deux autres par M. Monory, qui a toujours pensé que le CDS s'était engagé de manière « prématurée » derrière M. Barre.

Un autre modèle

Il reste vrai que si le CDS ne veut pas « se fondre dans le seul barrisme », il ne peut pas non plus se couper d'un courant et d'un homme avec lesquels il se sent « en harmonie » sur bien des points. Il peut aussi considérer que la population, laquelle est parvenue à l'indécision, premier ministre ne peut être un parti, qui souligne ses « convergences de vues » avec M. Barre.

Quoi qu'il en soit, le CDS a beau se féliciter de n'être pas agité par des querelles de personnes, affirmer son indépendance, rappeler qu'il compte dans ses rangs le président du Sénat, le président du Parlement européen (M. Plimlin), vingt-deux députés, cinquante-quatre sénateurs, quatre présidents de conseils régionaux, vingt et un présidents de conseils généraux et quinze maires de villes de plus de trente mille habitants, il n'est pas pour autant convaincu d'avoir su, depuis deux ans, affirmer suffisamment sa personnalité, trouver sa véritable place dans l'opposition.

Il aurait aimé que son président surmonte son peu de goût pour la « politique-spectacle » et ravisse parfois la vedette à M. François Léotard, secrétaire général du PR, qui caracole en tête des sondages consacrés à la personnalité des jeunes chefs de file de l'opposition.

« Nous avons fait des analyses justes, mais nous n'avons pas réussi à les imposer », remarque M. Jacques Barrot, en pensant notamment au refus du CDS de toute alliance avec le Front national dès l'élection municipale de Dreux, à son désir de deux listes de l'opposition aux élections européennes. « Il faut trouver notre style », celui d'hommes de terrain, éloignés de la politique politicienne mais suffisamment attractifs », dit-il.

Ce style, le CDS veut s'enrichir de le préciser tout au long de son congrès en centrant sa réflexion sur les « réponses vraies » à apporter aux questions qui préoccupent les Français. « Nous voulons montrer, dit M. Méhaignerie, que nous avons

des solutions qui permettent de faire mieux qu'aujourd'hui, qu'il existe des chemins et des éléments d'espoir pour réussir le redressement de la France ». Depuis plusieurs mois déjà, le CDS a entrepris de travailler à l'élaboration d'une plateforme. Celle-ci sera présentée au congrès et à nouveau discutée. Mais, parce qu'ils souhaitent avant tout être « concrets », les centristes ont décidé de prendre aussi un certain nombre d'engagements que, dès aujourd'hui, leurs élus devront respecter dans leurs communes, leurs départements, leurs régions.

Ces engagements traduisent le souci du CDS d'être juté sur le « comportement » de ses élus et sur sa capacité à concilier le « libéralisme » et la « démocratie sociale », explique M. Méhaignerie. « Au moment où la droite est marquée d'un côté par le sens de l'individualisme, de l'autre par celui de l'autorité et de la hiérarchie, nous voulons offrir un autre modèle », affirme M. Barrot. Il ajoute : « Nous disons que les batailles de l'avenir, nous les gagnerons par un surcroît de cohésion sociale. Nous sommes des libéraux responsables qui nous défions des idées floues inspirées par un ultra-libéralisme ».

Si le CDS veut se définir comme le parti qui réussit à concilier le libéralisme économique et la « démocratie sociale », il veut aussi apparaître comme le mouvement socialiste d'une certaine « morale » en politique, celle-ci lui interdisant de tomber dans les discours simplificateurs et de participer à la radicalisation du débat politique. Cette morale pourrait l'amener à condamner toute « magouille » au sein de l'opposition, voire toute alliance « de façade » entre deux présidents, au détriment d'un troisième.

Sur ce dernier point, les responsables du CDS se montrent cependant très prudents. Ils craignent que la poignée de main entre M. Jacques Chirac et M. Giscard d'Estaing devant les militants du PR, réunis en conseil national dimanche 21 octobre, ne scelle une alliance objective du PR avec le RPR dirigée contre les barristes et les centristes. Mais ils ne veulent pas se déconcerter, pour l'instant, de peur d'apparaître comme les diviseurs de l'opposition ; et puis, disent-ils, nous ne voulons pas tomber dans la « paranoïa ».

Les rapports entre l'ancien chef de l'Etat et le maire de Paris sont donc classés, pour la durée du congrès, au nombre des « faux débats », comme le sont les rapports des différentes composantes au sein de l'UDF, à partir du moment où le CDS ne craint plus d'être absorbé dans une confédération « giscardienne ».

La cohabitation et la réforme électorale font aussi partie de ces sujets sur lesquels le CDS n'entend pas s'apaiser lors de son congrès. Traditionnellement favorable à la proportionnelle, le CDS, aujourd'hui dans l'opposition, se dit attaché au scrutin majoritaire, qui peut cependant être tempéré d'un « zeste » de proportionnalité. Quant à la cohabitation, les responsables du CDS veulent traiter de cette question avec prudence. Par nature, le CDS serait plutôt favorable à la cohabitation, mais M. Barre, avec lequel il se sent des affinités, y est résolument hostile. M. Méhaignerie préfère donc dire que la réponse à cette question n'appartient qu'au président de la République et aux électeurs. Il pense, toutefois, que « toute politique a besoin de la durée pour susciter la confiance et l'adhésion. Si l'opposition gagne en 1986 et accepte de gouverner, pourra-t-elle en quelques mois susciter l'espoir et la confiance ? La est le vrai problème », souligne-t-il.

CHRISTINE FAUVET-MYCIA.

LES DIFFICULTÉS DE L'OPPOSITION A BREST

(Suite)

Rien ne va plus, semble-t-il, au sein de la municipalité de Brest entre membres du PR et membres du CDS, ces derniers ayant décidé de soutenir le maire de la ville, M. Jacques Berthelot (RPR).

Dans une déclaration le CDS du Finistère, qui vient de se réunir en convention sous la présidence de M. Pierre Méhaignerie, accuse les élus PR de la municipalité brestoise d'« amener le désordre et la division » à la mairie et d'« avoir aggraver violemment et diffamatoirement » M. André Rozec, premier adjoint, président de circonscription du CDS.

MM. Yvon Callec et Yannick Marzin, respectivement délégués départemental de l'UDF et président départemental du PR, tous deux adjoints, avaient de leur côté mis en doute la compétence de M. Rozec et critiqué sévèrement la politique du premier adjoint et du maire M. Berthelot.

ODOUL
Garde-meubles
208 10-30
16, rue de l'Atlas - 75019 Paris

COPIES COULEURS PROFESSIONNELLES
sur papier Ilford Cibachrome ou sur film
Etrave 38, av. DAUMESNIL PARIS 126 ☎ 347.21.32

LA DISCUSSION BUDGÉTAIRE A L'ASSEMBLÉE NATIONALE

0,07 % du budget de l'Etat pour le commerce, l'artisanat et le tourisme

Les députés socialistes ont adopté, le mercredi 24 octobre, les crédits du ministère du commerce, de l'artisanat et du tourisme. Ceux du PC se sont abstenus, ceux du RPR et de l'UDF ont voté contre. Ces crédits sont de 857 millions de francs (44 millions pour le commerce, 511 pour l'artisanat, 275 pour le tourisme) et représentent ainsi 0,07 % du budget de l'Etat.

M. Jean-Paul Charré (RPR, Loiret) a souhaité « une diminution du budget du commerce et de l'artisanat », mais compensée « par une diminution des charges que vous imposez aux commerçants et que vous permettez enfin à ces derniers de travailler librement ».

LES SERVICES DU PREMIER MINISTRE : un effort pour la formation professionnelle

L'Assemblée nationale a examiné, jeudi 25 octobre, plusieurs budgets dépendant du premier ministre.

● **Services généraux.** — Ce budget s'élève à 13,191 milliards de francs. L'augmentation des crédits des interventions publiques résulte pour l'essentiel des crédits affectés à la formation professionnelle (498 millions de francs).

Les trois organes héritiers du Haut Comité de la langue française voient leurs crédits progresser de 161 %.

Le secrétariat à l'économie sociale, créé en juillet dernier, voit les crédits des interventions dans ce domaine passer de 11,9 millions en 1984 à 37,5 millions en 1985.

● **Secrétariat général de la défense nationale.** — Son budget diminue de 8,59 % par rapport à 1984. Si l'on compte les crédits du programme civil de défense, l'ensemble de ses crédits s'élève à 199,25 millions de francs.

L'Assemblée a adopté les crédits du secrétariat général de la défense nationale ainsi que ceux du Conseil économique et social et des journaux officiels. Les crédits des services généraux du premier ministre seront soumis au vote lors de l'examen des crédits de la communication, le mercredi 7 novembre.

M^{me} Adrienne Horvath (PC, Gard) a surtout critiqué « le recul » des crédits de l'artisanat, qui « risque, dit-elle, de créer courant 1985 de nouvelles difficultés ».

Quant aux créateurs socialistes, ils ont beaucoup parlé de la loi Royer, jugée par M. Alain Rodet (PS, Haute-Vienne) « trop rigide ». M. Michel Crépeau, ministre du commerce, de l'artisanat et du tourisme, a expliqué qu'il était arrivé à la conclusion que c'était « la plus mauvaise des lois... à l'exception de toutes les autres ». Toutefois, M. Jean-Marie Bockel, secrétaire d'Etat au commerce, après avoir affirmé que « plus que la réglementation, la modernisation est le meilleur moyen de résoudre les contradictions internes du commerce », a annoncé qu'il envisageait « certaines mesures réglementaires » sur les conditions d'application de cette loi, sans revenir sur ses fondements.

A propos du tourisme, M. Jean de Préaumont (RPR, Paris), rapporteur spécial de la commission des finances, a estimé ces moyens insuffisants et a critiqué « les fluctuations des structures gouvernementales » dont il est l'objet. M. Jean-Pierre Soisson (UDF, Yonne) a affirmé que le chèque vacances « ne marche pas du tout : cinq mille personnes pour toute la France y auraient eu recours l'année dernière ». M. Vincent Borelli (PC, Bouches-du-Rhône) s'est plaint que ne soit pas mise en œuvre « une politique sociale du tourisme et des loisirs ». M. Crépeau a répondu qu'il espérait que « la réserve parlementaire » constituée lors du vote des recettes de l'Etat permettrait, avant la fin de la discussion budgétaire, de compléter les crédits du tourisme social.

LE PROJET DE LOI SUR LA MONTAGNE AU SÉNAT

Les comités de massif seront présidés par des représentants de l'Etat

Les sénateurs, qui ont continué, le jeudi 25 octobre, la discussion — commencée la veille (le Monde du 26 octobre) — des articles du projet de loi sur le développement et la protection de la montagne, ont eu à trancher deux différends qui opposaient la commission des affaires économiques saisie au fond et celle des lois, saisie pour avis.

Le premier portait sur la composition des comités de massif, créés par le texte, et leur présidence. Les divergences entre les deux rapporteurs — tous deux appartenant au même groupe de l'Union centriste, des « montagnards » — se fondaient sur la conception qu'ils ont du rôle de ces comités.

Pour M. Raymond Bouvier (Haute-Savoie), porte-parole de la commission des lois, ces comités devaient comprendre deux tiers d'élus (et non la moitié) et être présidés par un de ces derniers (et non par le représentant de l'Etat) : « Le Sénat ne saurait plus lui-même », s'il ne confiait pas cette présidence à un élu, a-t-il expliqué. En revanche, pour M. Jean Faure (Isère), rapporteur au fond, cet organe « doit demeurer un simple organisme consultatif », où certes les élus seraient en majorité, mais, dit-il, « on ne peut à la fois faire appel à la solidarité nationale et prendre le pouvoir de l'institution en excluant le partenariat privilégié qu'est l'Etat ». Ces arguments, également exposés par M. René Souchon, secrétaire d'Etat chargé de l'agriculture et de la forêt, ont convaincu une majorité de sénateurs.

Partenaires privilégiés, oui... d'autant plus qu'il est le financier : sur proposition du RPR avec l'accord de M. Faure et bien que M. Souchon l'ait jugé « inutile », a été ajouté un amendement qui précise que ces comités de massif, « organismes d'Etat », ont un financement auquel régions et collectivités territoriales « ne seront pas appelées à participer ». Les choses vont sans dire. Pour la Haute Assemblée, elles vont encore mieux en le disant.

Le second différend touchait à « l'innovation importante » — selon la formule de M. Souchon — qui tendait à insérer dans le code

rural la possibilité pour les SAFER de demander à exploiter les terres incultes ou manifestement sous-exploitées après que la commune concernée aurait accordé sa garantie préalable. La commission des lois s'était montrée réservée. A aussi proposé-elle de supprimer cette possibilité pour les SAFER de devenir exploitants agricoles. Celle des affaires économiques l'avait, en revanche, acceptée, tout en marquant son souci de voir les dotations budgétaires aux SAFER être revues pour l'exercice de ces nouvelles missions.

En revanche, pour M. Jean Boyer (Isère), certain de ses collègues R.I. et pour le RPR, mieux valait aller plus loin que la commission des lois et proposer purement et simplement la suppression de cette disposition. Cette solution radicale fut finalement retenue par 178 sénateurs de la majorité sénatoriale, dont quelques-uns (parmi lesquels M. Faure lui-même) se sont abstenus, contre 107 (PS, PC, MRG). M. Souchon ne pouvait que faire part de sa déception et relever le paradoxe qui consiste à demander à un gouvernement « d'aller plus loin » et de refuser ses propositions quand il s'y essaie.

● **Au Sénat, le centenaire de la loi municipale.** — Le Sénat a célébré le centenaire de la loi municipale du 5 avril 1884 en consacrant à son évocation le début de sa séance du jeudi 25 octobre, à laquelle assistaient en tribune de nombreux élus communaux. Ancien président de l'Association des maires de France, qui tient actuellement son sixième congrès, M. Alain Poher a rappelé que le Sénat, « grand conseil des communes de France, composé dans ses rangs deux cent trente-huit conseillers municipaux, dont cent soixante-dix-huit maires ». Le président du Sénat a souhaité que l'ensemble des textes déjà votés et ceux qui seront prochainement débattus pour constituer « finalement la loi de décentralisation » connaissent « le même destin que la loi de 1884 ».

Le recours à la terre

(Suite de la première page.)

Aujourd'hui, les « Boussec » sont à l'ANPE. Et les cheminots ne font plus de petits. Et, dira José : « La sécurité de l'emploi, ça n'existe plus. Alors il faut se l'inventer, se la donner. » José a donc brossé la trajectoire familiale et cette logique, cet inextinguible rituel du départ forcé des jeunes ruraux vers la ville, dans l'absolue condamnation du métier d'agriculteur.

Les jeunes sont là

Du travail sous les pieds, une chance inespérée, l'emploi à la semaine des sœurs. On dira qu'il n'est pas le seul à avoir fait le constat que les jeunes agriculteurs ça existe et pas d'aujourd'hui, bien évidemment. Il n'empêche, José est comme un éclaircie instinctif qui dit : « L'agriculture, pourquoi ce ne serait pas l'avenir ? On a fait partir des gens par tous les moyens. Vous avez vu les quotas laitiers. Ils ne savent plus quoi faire des volontaires. Tous les petits producteurs âgés veulent arrêter. Eux-mêmes ne savent vraiment pas de quoi ils vivent pendant leur retraite. Mais ils arrêtent. Parce qu'ils ne peuvent plus s'adapter. Et moi je me dis : les jeunes sont là. Les mentalités changent. Je connais des fermes de 80 hectares à l'abandon. Et le moment arrive

où l'on va avoir besoin de nous les jeunes pour ne pas laisser ce pays en friche. »

Les mentalités changent ? Mieux, dit José, il faut une mentalité de gagnant. Voilà le grand mot lâché. Gagnant n'est pas gagnant, soit. Mais il se donne une chance. En regardant ce jeune agriculteur, on imagine presque une annonce classée de l'an 2000. « Jeune agriculteur dynamique cherche bonne terre pour créer entreprise agricole de pointe. »

Un rêve ? Alors, le jeune José rêve debout. Et il a « étrangement sauté le palato » à son village. Il n'est pas en France la seule jeune agriculteur. A Saint-Patrice si, premier des pionniers ou dernier des Mohicans.

Avec pour tout bagage un CAP agricole, un stage de cinquante heures d'installations et un autre (deux cents heures) de spécialisation et de formation à la gestion. Avec pour seul financement une dotation d'Etat d'un peu plus de 50 000 F, à condition d'exercer le métier pendant dix ans, et un prêt de 150 000 F à taux réduit (6 %) du Crédit agricole. Et pour seule mais irremplaçable chance de départ un père qui avait à temps partiel modernisé sa micro-exploitation (5 hectares), acheté un tracteur et s'est aujourd'hui de caution pour l'emprunt.

José ne l'ignore pas. Il sait que « rien n'aurait été possible sans son père ». Parce qu'à vingt ans, quand il s'est lancé, on n'achète pas la terre 25 000 F l'hectare. Et que, pour la louer, il lui a fallu vaincre tant et tant de résistances : « Les vieux agriculteurs n'ont jamais connu ça ici, ils ne croient plus être propriétaires de leurs terres s'ils louent. »

Il a loué 15 hectares et demi, plus 4,5 hectares 50 en propriété pour atteindre le minimum réglementaire. Il lui fallait, c'est la loi, 20 hectares 25 centiares pour s'installer. Et il a foncé.

Et la modernité alors ? Elle est dans le discours mais aussi dans les choix. Faire dans la petite agriculture de pointe, à côté du traditionnel, les céréales, les asperges, fonder sur des créneaux prometteurs, le maïs de semence, culture sous contrat parce que sous tutelle, et le tabac, autre culture sous surveillance.

Foncer, se tromper pour un forage, s'entêter, installer en Touraine un gigantesque canon à eau. Dit ainsi, cela n'a l'air de rien, mais ce fut une révolution à Saint-Patrice, 650 mètres de canalisation pour arroser du maïs. Jamais vu.

Foncer, écouter, accepter les conseils des techniciens du maïs de semence, leur présence, leurs sentences ; solliciter l'avis du centre de

recherche de la SEITA à Bergerac. Foncer, s'assujettir à la TVA, s'inscrire dans un centre de gestion, s'informer, lire, apprendre, « sentir » les cultures d'avenir un peu comme les modes ou plutôt les besoins de demain.

Foncer, travailler onze heures par jour, sans vacances, pour à peine le SMIC mais avec le sentiment de créer une entreprise. 27 hectares avant quatre ans, c'est encore la loi. Et la voilà à terme cette entreprise. Grande et belle, 50 à 60 hectares. « Et parce que c'est un métier dur, avoir le moins de mal possible, se mécaniser à outrance. »

Au soir d'une journée de vendanges, José a un parler. Comme un vieux de la vieille : « Vous savez, c'est voter, l'asperge. » Comme un jeune, maintenant : « Je veux faire du virginité. Du bon, on peut le faire meilleur que les Américains, et il y a une demande formidable en France. On pourrait économiser des devises. Et, en plus, ce tabac demande moins de main-d'œuvre, il suffit d'avoir un tour pour le sécher. Mon père n'est pas trop d'accord. Encore investir. Et pourtant je suis sûr. La virginité, c'est bon. »

José a parlé du virginité comme d'autres de la Californie.

PIERRE GEORGES.

La maison des BIBLIOTHEQUES

LE NOUVEAU CATALOGUE VIENT DE PARAITRE!

DEMANDEZ-LE : IL EST GRATUIT!



DES BIBLIOTHEQUES A DES PRIX IMBATTABLES

76 PAGES EN COULEURS
LE PLUS GRAND CHOIX DE BIBLIOTHEQUES
TOUS LES STYLES

450 MODÈLES
VITRÉS OU NON
BIBLIOTHEQUES
JUXTAPOSABLES
SUPERPOSABLES
DÉPLAÇABLES
A VOLONTÉ

A PARIS

81, RUE FROIDEVAUX - 14^e
Magasin ouvert le lundi de 14 h à 19 h, et du mardi au samedi inclus de 9 h à 19 h sans interruption.
Métro : Boulevard-Bichon, Galvi, Edgar-Quinet, Anjalas : 28, 38, 58, 68.
SNCF : gare Montparnasse.

Venez le chercher dans l'un des 18 magasins

BORDEAUX - 10, rue Bouffard, tél. (56) 44.39.42. CLERMONT-FERRAND - 22, rue G.-Clemenceau, tél. (73) 93.97.08. DIJON - 100, rue Monge, tél. (80) 45.02.45. GRENOBLE - 53, rue Saint-Laurent, tél. (76) 42.55.75. LILLE - 88, rue Esquemoise, tél. (20) 55.69.39. LIMOGES - 57, rue Jules-Norac, tél. (55) 79.15.42. LYON - 8, rue de la République, (métro Hôtel-de-Ville - Louis-Pradel), tél. (7) 828.38.51. MARSEILLE - 109, rue Paradis, (métro Estrangin), tél. (91) 37.60.54. MONTPELLIER - 8, rue Sévère (près Gare), tél. (67) 58.19.32. NANCY - 8, rue piétonne St-Michel (face St-Epvre), tél. (8) 332.84.84. NANTES - 16, rue Gambetta (près rue Coulmiers), tél. (40) 74.59.35. NICE - 8, rue de la Boucherie (Vieille Ville), tél. (93) 80.14.89. PARIS - 61, rue Froidevaux 75014, tél. 320.13.00. RENNES - 16, quai E.-Zola (près du Musée), tél. (99) 79.58.33. ROUEN - 43, rue des Charrettes, tél. (35) 71.98.22. STRASBOURG - 11, rue des Bouchers, tél. (88) 36.73.78. TOULOUSE - 1, rue des Trois-Renards (près pl. St-Sémin), tél. (61) 22.92.40. TOURS - 5, rue H.-Barbasse (près des Halles), tél. (47) 61.03.28.

ou retournez le bon ci-dessous

Dans ce catalogue vous trouverez tous les modèles, hauteurs, largeurs, profondeurs et tous les prix pour concevoir et chiffrer votre installation.

M., Mme, Mlle _____ Prénom _____
Adresse _____
Code Postal _____ Ville _____
(facultatif) Tél. _____ Profession _____
Renvoyer ce bon à la MAISON DES BIBLIOTHEQUES
75680 Paris Cedex 14 ou en téléphonant au : **(1) 320.73.33** 24 h sur 24 h

SPECIAL MICRO EN 1 MOIS
formez-vous à la MICRO INFORMATIQUE
cours du soir ou du soir 3 participants par stage
FORMATIQUE 1 rue de Choiseul 75002
(1) 296 65 08

Le Monde

société

A quoi sert l'école ?

Le grand bond en arrière

par LOUIS LEGRAND

M. Louis Legrand, auteur du rapport sur les collèges qui a inspiré les décisions prises par M. Alain Savary, est inquiet. Une nouvelle conception de l'école « nous ramène en France, estime-t-il, cinquante ans en arrière ».

Depuis 1983, le « rapport Legrand », rédigé après une mission de réflexion et d'enquête qui prolongeait plusieurs années de recherche, cristallise les passions, opposant volontiers d'innovateurs et résistants au changement.

Avec le changement de ministre, il semble que nous soyons parvenus à un tournant fondamental en matière d'éducation. Les récentes mesures d'apaisement sur la laïcité, avec la reconnaissance par un gouvernement de gauche du droit des parents à choisir leur école, ne sont pas seules en cause. La récente déclaration au Monde de M. Chevènement sur ses intentions pour l'école publique est tout aussi importante.

En réalité, par-delà les aléas de l'actualité, nous assistons en France comme dans tous les pays occidentaux, à l'expression d'une nouvelle conception de l'école qui nous ramène, en France, à cinquante ans en arrière.

Deux points fondamentaux retiendront mon attention : l'unification du système éducatif et l'évolution des doctrines pédagogiques.

L'unification

La volonté d'unifier le système éducatif pour relever de deux sortes d'objectifs. En premier lieu, unifier les différents écoles dans leurs statuts, leurs finalités, leurs programmes et leurs méthodes : c'est l'objet du débat classique sur l'école laïque. En second lieu, à l'intérieur même d'un système, supprimer des filières parallèles de formation spécifiques avec regard des paliers de sélection en fin de scolarité obligatoire : c'est le problème de l'école unique, tel qu'il a été posé dès 1925 avec la suppression des classes élémentaires des lycées et surtout après 1945 avec la création des CES et pour finir celle du « collège unique » de M. Haby.

Les objectifs de ces deux aspects de l'unification ont pu paraître différents dans les cinquante dernières années. Les tenants de l'école unique laïque ont toujours mis au premier rang de leurs préoccupations l'unification mentale du corps social et, plus précisément, de la nation. C'était l'idée force de Ferry. Les écoles de l'Eglise étaient des foyers de royalisme. L'Etat républicain se devait de veiller à l'unité de la République. Au fil du temps, l'objectif d'unification est resté, mais les principes idéologiques issus du radicalisme positiviste ont peu à peu disparu. Il en est resté, à côté d'une théorie contestée sur la liberté de l'enfant, l'idée d'une nécessaire convivialité dans une école fréquentée par tous les petits Français, quelle que soit leur appartenance politique ou religieuse, et surtout quelle que soit leur origine sociale. C'est pourquoi le recrutement de l'école unique devait être sectorisé. Cette idée était présente il y a quatre ans encore chez les responsables politiques conservateurs, comme en témoignent leurs discours. L'argument est explicite dans le texte de la loi Haby de 1975. Ce qui n'empêchait pas les mêmes responsables de

renforcer l'école privée par les lois Debré et Guéhenneux et de donner ainsi une soupape de sûreté à ceux qui répugnaient à ce mélange officiel des « classes » sociales.

La seconde voie vers l'unification était purement technocratique. Dans les années 60, et ce dans tous les pays occidentaux développés, l'existence de filières précoces était considérée comme une source de gaspillage des compétences. L'unification des filières, au moins jusqu'au niveau de la scolarité obligatoire, devait permettre de briser les enfermements géographiques et sociologiques qui freinent le développement intellectuel et par là l'industrialisation. Dans cette conception, la démocratisation allait de pair avec le développement économique. Ces idées ont dominé jusqu'en 1980. Les projets socialistes et communistes de l'éducation n'étaient finalement que l'achèvement de ces tendances politiques communes avec la suppression de l'école privée, la suppression des filières existantes et les moyens donnés de cette unification. Car, de ce point de vue également, les conceptions étaient restées loin de la réalité. La permanence de filières de formation après onze ans maintenait à ce niveau une homogénéité sociale rendant le système tolérable pour les favorisés et les professeurs. Mais les classes hétérogènes de M. Haby ont mis le feu aux poudres en faisant apparaître au grand jour des tendances latentes présentes dès 1959.

La pédagogie

Le deuxième point d'évolution, annoncé avec netteté par M. Chevènement, concerne la pédagogie. Depuis cinquante ans les réformes politiques, quelle que soit leur appartenance, se sont inspirées, en matière pédagogique, des apports de la psychopédagogie et de l'éducation nouvelle. Dans cette perspective, la culture intellectuelle, le savoir, ne saurait être séparé de la culture sociale. Or cette formation ne relève pas du verbe mais de l'action vécue. De là les recommandations vers le travail autonome et l'ouverture au milieu par les projets d'action éducative.

Ces idées n'ont cessé depuis vingt ans d'inspirer les instructions officielles et les programmes de l'école élémentaire et du collège. Mais elles n'ont pénétré que très difficilement dans le corps professoral, dominé par une formation exclusivement disciplinaire. Par ailleurs, les parents, mal informés, ne connaissent de pédagogie que celle qu'ils ont subie et qui leur a réussi.

Ces réactions spontanées ont trouvé depuis cinq ans une forme d'expression systématique. Nous assistons à un pillonnage sans précédent des conservateurs de tous horizons à propos d'une supposée « baisse de niveau » qu'aucune étude sérieuse ne vérifie (voir l'article de Catherine Arditi dans le Monde du 24 octobre). Ces publications manifestent surtout la hargne de leurs auteurs devant un public scolaire qu'ils ignorent jusqu'ici et que la réforme Haby leur a soudain révéli.

Elles montrent également la mauvaise foi de leurs auteurs, dans la mesure où les orientations officielles qu'ils attaquent n'ont eu qu'un

impact très faible dans les salles de classes, et on peut légitimement se demander si les difficultés actuelles des professeurs ne viennent pas du maintien obstiné d'une tradition radicalement dépassée à laquelle les conservateurs prétendent sous ramper.

Or, notre nouveau ministre semble embêter le pas ! Il faut être simple ! Il faut être sérieux ! Le savoir disciplinaire d'abord : les notions de base à l'école élémentaire, retrouvées ; les disciplines à l'école secondaire. Il est clair que sur ce point encore le reflux est spectaculaire et répond aux tendances profondes d'une opinion publique soucieuse de rentabilité dans la course aux diplômes, gages d'une situation sociale menacée.

Ainsi risque de disparaître le fruit de vingt années d'efforts au service de la démocratisation. Car est-il possible d'ignorer aujourd'hui la psychologie génétique et le poids des déterminismes sociaux dans l'accès au savoir. Les seules disciplines universitaires sont radicalement incapables non seulement de satisfaire les objectifs généraux de l'éducation, mais même de donner aux profes-



seurs les moyens de communiquer le savoir qu'elles recitent aux élèves des écoles et des collèges que la famille n'a point préparés à recevoir. Croire le contraire, c'est révéler son incompetence pédagogique ou conduire tout droit à la sélection ouverte retrouvée et justifiée. La boucle est ainsi bouclée : les établissements d'élite à l'école, le dressage ou le bricolage pédagogique aux enfants du peuple.

Décidément, l'école démocratique n'est pas pour demain.

Mais il y a plus grave encore. La primauté du savoir dans l'éducation nationale nous fait revenir en apparence aux vertus de l'instruction comme vecteur de libération intellectuelle et de cohésion sociale : c'était l'héritage du positivisme. Aujourd'hui, ce retour est présenté comme l'instrument du développement industriel et la condition du succès dans la compétition internationale. La libération de l'homme obéit le pas à la puissance nationale, et le retour au nationalisme est naïvement présenté comme allant de soi dans les temps troublés que nous vivons. Quel gage donné à l'extrême droite ! Mais où sont, dans tout cela, l'humanité et la générosité ? Où est l'Europe ? Où est le socialisme ?

MORT D'UN TRAVESTI

Les lois du bois de Boulogne

Pour la formation permanente, la cour d'assises vaut bien une autre institution. Celle de Paris, qui avait à juger, sous la présidence de M. André Vernet, Sydney Martinho Baltazar, accusé de meurtre, a pu le mesurer. Baltazar est brésilien. Sa victime, Sandra de Cruz, surnommée Virginia, était aussi. Tout s'est passé au bois de Boulogne, par une nuit de juin 1982, dans cet univers très fermé des travestis. Ce procès révélait la dureté de ses lois.

Baltazar n'était pas prédestiné à un état dont il n'a pas, au reste, guère s'émouvoir. C'est le hasard qui lui fit rencontrer, dans son pays, « Régina ». « Régina », un ancien copain d'école à São Paulo, Ronaldo Ramos de Silva. Des traitements hormonaux lui avaient donné les apparences d'une fille. Baltazar s'en était aperçu, ne reconnaissant pas évidemment, du moins au début, l'ancien camarade de classe. Bien sûr, il découvrit la réalité, mais, pour en être ébahi, s'en accommoda. « Régina » l'aimait. Il se laissa aimer. Quand « elle » décida de venir en France en 1979 pour y « travailler », il la suivit.

En 1982, « Régina » était au bois de Boulogne « une ancienne », et du même coup, avait pris rang de chef. A ses débuts, comme les autres, il avait payé 5 000 dollars son droit à un arpent sur l'avenue de l'Hippodrome.

Il entendait en demeurer maître. Mais, dans le secteur, il y avait aussi « Virginia ». Et Virginia, pour avoir accédé de son côté au rang de chef, n'était pas du même camp que « Régina ». Qui ferait la loi ? Qui s'imposerait à l'autre dans ce milieu ? Car il ne suffisait pas, et sans doute ne suffit-il toujours pas, d'avoir payé son droit d'entrée. Pour se maintenir, il faut passer par d'autres exigences : acquiescer des dîmes mensuelles qui, à l'époque, étaient de 2 000 à 3 000 dollars. Les refuser, c'était s'exclure et prendre des risques physiques.

Le 6 mai 1982, « Virginia » l'avait montré : il y avait eu contre des récalcitrants des coups de couteau en forêt de Saint-Germain, autre « territoire de travail ». « Régina » avait même été menacé d'un chalumeau. Elle décida de réagir.

Dans la nuit du 21 au 22 juin, avec Baltazar et deux autres de son camp, après qu'eut été acheté un pistolet 22 long rifle, elle vint au-devant de « Virginia ». « Alors, on veut faire la loi, Virginia ? » Sans autre forme de procès, « Virginia » fut d'abord rossée et, pour finir, Bal-

tazar, qui se retrouvait en possession du pistolet, tira. « Virginia », mortellement blessée, mourut dès son arrivée à l'hôpital. Quelqu'un avait dit : « On va en finir avec ce grand singe noir ».

Le couteau de « Virginia »

Voilà l'histoire. Il reste des personnages. Baltazar, d'abord, qui plaide vaguement la légitime défense, parle d'un couteau que « Virginia » aurait sorti de son « sac de travail ». Baltazar sourit volontiers à toutes ces évocations, parce que, pour lui, les choses sont comme elles sont : il aimait « Régina ». Aujourd'hui, on s'aime moins. Il y a de quoi. « Régina », moulé dans son jeans, le corsage avantageux, petit visage dur sous la crinière épaisse des cheveux frisés, ne sourit pas. A la réflexion, ce grand dadaï de Baltazar lui paraît avoir été surtout jaloux. La jalousie ne va guère avec le métier de protecteur ou, pour parler plus crûment, comme l'accusation, de proxénète. Des autres proxénètes, Gilberto, qui était à sa manière un autre Baltazar, chargé de la protection de « Marcia », et qui se trouvait dans le clan de « Régina », dira : « La seule chose que j'ai remarquée, c'est que, ce soir-là, ils étaient tous à moitié fous, drogués ou je ne sais quoi ».

La drogue, on en a parlé. Baltazar fut le premier à dire qu'il en usait, héroïne, cocaïne. Cela lui coûtait 800 F par jour. « Régina » payait. Ses revenus - 1 000 à 2 000 F par nuit, - complétés par les dîmes de 2 000 à 3 000 dollars, lui lui permettaient. On a vu aussi « Moïsette », dit Mozambique, travesti brésilien lui aussi, « manutentionnaire », pré-cieux et bégayé. Après le crime, Baltazar, « Régina » et leurs amis sont allés chez lui, exigent 2 000 dollars. Ils ont dit : « On en a tué un, on peut en tuer un autre ». « Moïsette » a réussi à filer. Il en demeure encore tout ému.

L'avocat général, M. Gérard Guillemin, devait demander dix ans de réclusion criminelle, regretant que « Régina », ait pu bénéficier d'un non-lieu. En dépit d'une intelligente plaidoirie de M. Augustin Terrin, c'est la peine qu'ont finalement prononcée les jurés - parmi lesquels sept femmes, - partagés, tout au long de ce procès, entre l'intérêt suscité par un univers révolté et la gêne, masquée sous l'ironie, qu'ils en éprouvaient.

JEAN-MARC THÉOLLEYRE.

LA CONSTRUCTION D'UNE PISTE D'ATERRISSAGE EN TERRE ADÉLIE

Des buses pour les manchots

Le brise-glace norvégien Polarbjørn, qui avait été occupé pendant plus de deux jours par des militants du mouvement écologiste Greenpeace protestant contre la construction d'une piste aérienne en Terre Adélie, a finalement quitté Le Havre le 24 octobre. Affrété par les Expéditions polaires françaises, le navire norvégien emporte 300 tonnes de matériel destiné aux hivernants de la base Dumont d'Urville. L'enquête publique lancée par le secrétariat aux DOM-TOM pour autoriser la construction de la piste de Terre Adélie prend fin le 26 octobre.

Le gouvernement français a lancé officiellement la procédure d'enquête publique pour la construction d'une piste d'atterrissage sur l'archipel de Pointe-Géologie, dans l'Antarctique, pour desservir la base de recherches scientifiques Dumont-d'Urville. Après une première étude d'impact, restée confidentielle et, semble-t-il, très incomplète, des travaux avaient été menés pendant l'été austral 1983 (janvier-mars), à la grande indignation des milieux écologistes et de certains scientifiques, inquiets pour l'avenir des oiseaux nichant en Terre Adélie, notamment celui des manchots empereurs.

Une deuxième campagne de travaux a été menée pendant l'été austral de 1984. Des ingénieurs ont fait sauter à l'explosif certains blocs pour préparer le terrain de la piste d'atterrissage (1 100 mètres de long, dont une grande partie à construire sur des aménagements artificiels pris sur le mer, destinée à recevoir les avions Transal venus d'Hubert, en Tasmanie (Australie). Un film de ces travaux, diffusé par le mouvement écologiste Greenpeace (le Monde du 20 janvier 1984), et les protestations de la Fédération française des sociétés de protection de la nature et de la Ligue pour la protection des oiseaux, ont conduit le secrétaire d'Etat chargé des DOM-TOM, responsable de l'administration des Terres australes et antarctiques françaises, à demander un rapport sur le sujet à un comité des sages, présidé par M. Louis Thuiller, président de la section « biologie des populations et des écosystèmes » du CNRS.

Une intense vie animale

Réuni à Paris en mars 1984, ce comité a rédigé un rapport, resté dans un premier temps confidentiel, où il souligne que « le projet technique de piste est insuffisamment précis et définitif » et observe que « l'étude d'impact n'est pas satisfaisante », ni dans son fond ni même dans sa procédure, comme l'a noté de son côté le ministère de l'environnement. Le comité des sages, sans se prononcer sur la faisabilité du projet de piste, observe que « l'activité humaine a des effets biologiques négatifs » à Pointe-Géologie et préconise une réduction générale de l'activité humaine sur l'archipel.

En conclusion, le comité des sages donne « un avis biologique défavorable » et « souhaite voir le projet abandonné ». Il juge « paradoxal que le projet (...) ait pour justification scientifique un programme de recherche devant se dérouler sur le plateau antarctique à grande distance du littoral » (il s'agit de recherches géophysiques et météorologiques).

et regrette « que tous les types de coopération internationale possibles n'aient pas été envisagés ».

En juin 1984 - un an et demi après le début des premiers travaux - l'étude d'impact sur la « piste de Terre Adélie » voit en fin le jour. Elle est fondée sur le rapport de trois biologistes et du directeur des Expéditions polaires françaises, M. Jean Vaugelade, premier intéressé à la construction d'une telle piste. Cette étude, très détaillée (cette fois 176 pages avec cartes, tableaux et graphiques), souligne que, sur une superficie totale de 139 hectares (les îles de l'archipel), la nouvelle base aérienne n'en prendra que 18 dont 4 sur la mer, gelée sept à huit mois par an. Elle note aussi que la faune et la flore sous-marines « ne seront que fort peu affectées par les travaux sous-marins envisagés ». Elle reconnaît cependant que « l'inventaire faunistique de toute la côte de Terre Adélie reste à faire » et que « tous ces affreux manchots rochers sont le siège d'une intense vie animale pendant l'été austral ».

Le déclin de l'empereur

Pour permettre aux manchots empereurs de franchir la digue en enrochement reliant la piste aérienne à l'île des Pétales, l'étude prévoit des « rampes de faible pente » de 3 à 4 mètres de diamètre. Mais ces aménagements risquent de multiplier de plus belle, les pétrels géants et les manchots empereurs se rendent. La colonie de manchots empereurs, qui comptait six mille couples en 1972, n'en compte plus que trois mille aujourd'hui. L'étude reconnaît qu'il existe « des risques réels d'extinction de cette population », surtout si les manchots ne parviennent pas à franchir l'obstacle de la piste, ou à la contourner.

L'étude d'impact souligne que, pour la poursuite des recherches scientifiques en Terre Adélie, il n'y a pas d'autre solution praticable que la construction de cette piste sur l'archipel. (C'est la seule piste que nous sachions faire et exploiter en toute sécurité.) Elle observe que « le paysage général de l'archipel sera très peu modifié » et que « si le choix retenu a un impact certain sur la faune, tout au moins pendant la phase de construction, cet impact sera très faible en période d'exploitation dans la mesure où les effets présents à Dumont-d'Urville ne seront pas augmentés de façon significative ».

De la lecture complète de l'étude, on retire l'impression qu'on ne fera pas attention des avions en Terre Adélie sans dommages mais que cela est impératif pour la recherche scientifique. On prend le risque de l'extinction complète du manchot empereur dans cette partie de l'Antarctique (le plus riche) pour mener des recherches géophysiques beaucoup plus loin. On comprend l'inquiétude des ornithologues. On comprend aussi l'indignation de tous les écologistes - et la surprise du ministère de l'environnement - à voir tous ces risques évalués après le début des travaux.

ROGER CANS.

(Publicité)

UN SEMESTRE aux USA

Pour tous niveaux, bac, Deug, Maîtrise, Doctorat. Immersion linguistique ou préparation d'un B.A., d'un Master ou d'un Ph.D. dans une grande université de France ou de Californie. Formules incluant cours, hébergement, repas. Départ JANVIER. Doc contre 5 timbres.

UNIVERSITY STUDIES IN AMERICA, Inc.

U.S.A.-French-Office: 57, rue Charles-Lafitte, 92200 Neuilly. 722.94.94.

TÉLÉcopieur PARTAGE

ETRAVE SERVICE TÉLEX + TÉLÉCOPIE 347.21.32

Se perfectionner, ou apprendre la langue est possible en suivant

LES COURS D'ANGLAIS DE LA BBC

Cours avec explications en français

Documentation gratuite : ÉDITIONS DISQUES BBCM, 6, rue de Solf - 75008 Paris

Garantie 5 ans - Livraison gratuite (Paris et Région Parisienne - Accès normaux) Autres facilités de paiement Etude personnalisée sur demande

paul beuscher pianos

15-17, boulevard Beaumarchais, 75004 Paris 272.05.41

un bon piano chez vous pour 357,20F* par mois

PIANO ZIMMERMANN III V acajou satiné avec sourdine. Prix promotion: 13.950F

* Pendant 60 mois TEG 21,75 coût total à crédit 22.382 F avec versement comptant 950 F.

مكتبة من الكتب

مكتبة

Objecteurs : M. Hermu en désaccord avec Amnesty International

Les affirmations du rapport d'Amnesty International de 1984 sur les poursuites dont auraient fait l'objet des objecteurs de conscience en France (le Monde du 25 octobre) sont contestées par le ministre français de la défense, M. Charles Hermu, et avec raison : le bénéfice du statut d'objecteur de conscience, depuis la loi du 9 juillet 1983, est accordé « à tous les jeunes gens soumis aux obligations du service national qui, pour des motifs de conscience, se déclarent opposés à l'usage personnel des armes ».

N'importe quel appelé peut accomplir, sur sa demande, un service civil, de deux ans il est vrai : « La libéralisation des conditions d'accès au statut », déclarait M. Hermu le 16 mai 1983 à l'Assemblée nationale, repose sur la conviction qu'il n'est pas possible de sonder les consciences. C'est pourquoi la seule véritable preuve de la sincérité des convictions d'un candidat réside dans son occupation d'effectuer un service d'une durée plus élevée. » Ces facilités expliquent l'accroissement du nombre d'objecteurs, comme le rappelle le dossier très complet *Objection*, mode d'emploi (1) : trois cent quatre-

vingts objecteurs à la visite d'incorporation de mai 1983, sept cent vingt en novembre de la même année, et onze cents en mai 1984.

En fait, Amnesty International a décidé de considérer encore comme prisonniers d'opinion « les objecteurs emprisonnés pour refus des deux services » qu'elle qualifie d'« objecteurs totaux ». Il s'agit là d'un glissement contestable dans la mesure où ceux qui refusent toute forme de service national, civil ou militaire, sont des insoumis ; ceux qui refusent le port des armes et l'uniforme sont seuls des objecteurs.

Les insoumis risquent effectivement en France deux ans d'emprisonnement. S'agit-il d'une peine pour délit d'opinion ? On peut en douter quand on sait que, s'ils avaient accepté d'être objecteurs de conscience, ils pourraient accomplir leur service civil dans une centaine de mouvements les plus divers, de l'Union des consommateurs et de l'Office des forêts jusqu'à... Amnesty International.

NICOLAS BEAU.

(1) Editions Avie de recherche, BP 53, 75861 Paris Cedex 18.

M. Calmat consulte les fédérations sur le « Loto sportif »

Le ministre délégué à la jeunesse et aux sports, M. Alain Calmat, a entrepris, dès le 24 octobre, les consultations pour la mise en forme du projet de Loto sportif dont il a annoncé la création (le Monde des 24 et 25 octobre) pour financer les activités physiques. Il a notamment reçu, le 25 octobre, le président de la Fédération de rugby, M. Albert Ferrasse, qui avait émis des réserves sur ce projet et qui, à l'issue de l'entrevue, a déclaré : « Nous n'avons vu que les inconvénients. Cela nous donnera plus de moyens financiers et cela permettra aussi au public de mieux connaître le sport. Nous n'avons plus de raison de traîner les pieds ».

Les responsables de la Fédération de football, qui étaient très attachés à un système de concours de pronostics analogue au Totocalcio italien, se sont aussi déclarés disposés à évaluer les avantages du jeu qui a été choisi. En fait, si, en majorité, les organisations sportives sont favorables au principe, elles attendent d'en connaître les modalités.

Au reste, ce Loto sportif, qui « fera appel à des connaissances sportives tout en comprenant une part de chance », a été assez bien accueilli par la majorité. Le PS et le

PC souhaitent cependant que toutes les garanties soient prises pour éviter les truccages. Les réserves sont beaucoup plus importantes dans l'opposition : le RPR aurait préféré la création d'un concours de pronostics sur matches de football, et le PR s'inquiète de la complexité de la mise en œuvre.

● **ATHLÉTISME : création d'un grand prix international.** — Le secrétaire général de la Fédération internationale d'athlétisme (IAAF), John Holt, a annoncé, le 25 octobre à Bruxelles, la création, en 1985, d'un grand prix portant sur quinze réunions internationales, du 25 mai au 30 août, et une finale à Rome le 7 septembre. Commandité par une compagnie pétrolière américaine, Mobil, ce Grand Prix sera doté de 500 000 dollars au total, le vainqueur du classement par points dans chaque discipline recevant sur un compte bloqué 10 000 dollars. Trois meetings dans les pays de l'Est — Moscou, Budapest et Prague — et un en France — Nice — ont été retenus pour cette nouvelle épreuve qui est destinée à mettre un terme à la pratique des dessous de table.

ATHLÉTISME

Jean-Claude Perrin ne sera plus entraîneur national des perchistes

Désigné le 6 octobre par les élus de la Fédération d'athlétisme pour succéder à Jean Poozobut à la direction technique (DTN), Alain Godard n'a pas encore fait connaître officiellement l'équipe de cadres sur laquelle il s'appuiera pour développer sa politique sportive. Le poste d'entraîneur national des sauts a néanmoins été proposé à Maurice Houvion, qui devrait s'occuper plus particulièrement de la perche, sa spécialité. Cette décision reviendrait à ne plus utiliser, à l'échelon fédéral, les compétences de Jean-Claude Perrin, qui a été, depuis des années, l'animateur de cette discipline et qui a formé le champion olympique Pierre Quinon et l'ancien recordman du monde Thierry Vigneron.

« Mon contrat d'entraîneur national court jusqu'à la fin de l'année. En rentrant de Los Angeles, j'ai fait reprendre normalement le travail aux sauteurs de niveau international pour préparer la prochaine saison. Depuis qu'il a été nommé, le nouveau

DTN n'a pas pris contact avec moi », nous a déclaré Jean-Claude Perrin, qui a appris sa mise à l'écart par une indiscretion.

« Je suis le premier à dire qu'il ne faut pas créer des postes de sénateurs dans l'encadrement sportif. Toutefois, je trouve que le procédé est particulièrement désobligeant à mon égard. Ce n'est pas ma carrière qui est en cause, puisque le Racing Club de France, qui veut relancer sa section athlétisme, m'a proposé de prendre le poste d'entraîneur général et que je m'occupe, d'ores et déjà, de la préparation physique des rugbymen. On porte néanmoins atteinte à ma crédibilité technique dans le domaine de la perche où il ne me semble pas que j'aie démerité. Je ne demande ni on ne cherche pas à me discréditer pour des raisons politiques », a ajouté l'entraîneur, qui envisage de confier la défense de ses intérêts à un avocat.

A. G.

AUX ÉTATS-UNIS

Juges masqués

A l'exemple des spothicaires du Moyen-Âge qui n'approchaient les pestiférés que revêtus de cagoules, un tribunal new-yorkais a décidé de siéger, depuis le mardi 24 octobre, à Manhattan, le visage recouvert d'un masque chirurgical et les mains gantées de caoutchouc. L'accusé, Eddie Cozzani, trente-quatre ans, qui répond du meurtre d'un ami, est atteint du SIDA (syndrome immuno-déficitaire acquis).

Dès avant l'ouverture de l'audience, M. Matthew O'Reilly, responsable du syndicat des officiers de justice, avait jugé bon d'avertir ses honorables collègues du danger encouru : « Avec le

SIDA, tout tourne mal et les germes naissent de se répandre dans tout le tribunal... » C'est pourquoi les quatre magistrats ont été autorisés à porter masques et gants, tout comme l'accusé lui-même. La cour et les greffiers ont accepté de braver le risque en assistant aux débats, sans s'entourer de précautions particulières.

Le Dr. David Spencer, commissaire à la Santé de la ville de New-York, a eu beau rassurer en début d'audience les cent vingt-cinq jurés potentiels, leur affirmant que « le SIDA ne peut être transmis par l'air qu'on respire »,

le président a autorisé les personnes qui le souhaitent à s'abstenir de siéger. La moitié d'entre elles ont aussitôt quitté les lieux.

Enfin, lors de la première journée d'audience, l'accusé, qui souffre d'une affection des voies respiratoires, a été sujet à plusieurs quintes de toux, ce qui a suscité quelques remous d'inquiétude dans l'assistance. Comme le président proposait alors à nouveau à ceux qui le désiraient de s'en aller, une nouvelle dizaine d'entre eux se sont empressés de gagner la sortie. — (AFP.)

● **Un homme grièvement blessé par des policiers à Paris.** — Un homme, dont l'identité n'a pas été révélée, a été grièvement blessé, vendredi 26 octobre, vers 2 heures, avenue Jean-Jaures à Paris (19^e), lors d'un échange de coups de feu avec des policiers. Selon ces derniers, c'est lors d'un contrôle d'identité que l'homme, qui était au volant d'une voiture, serait sorti du véhicule l'arme au poing et aurait ouvert le feu dans leur direction, blessant légèrement un brigadier à la main.

● **Homonymie.** — Dans notre édition datée 21-22 octobre, nous avons rendu compte du placement en garde à vue d'un inspecteur des impôts. Afin d'éviter les confusions susceptibles de naître d'une homonymie entre plusieurs agents en résidence administrative à Nice, le directeur général des impôts nous demande de préciser que le fonctionnaire en cause est M. Paul Bernard, qui exerce les fonctions de contrôleur et non d'inspecteur à Nice.

● **Des administrateurs provisoires pour les universités de Toulouse-III et de Paris-IX.** — M^{me} Brigitte Berlioz-Houin a été nommée administrateur provisoire de l'université Dauphine (Paris-IX). Elle remplace M. Henri Tezenas du Montcel, qui a décidé, le 8 octobre, d'abréger son mandat de quelques mois pour protester contre la loi sur l'enseignement supérieur (le Monde du 11 octobre). Agée de quarante-deux ans, M^{me} Berlioz-Houin est professeur agrégée de droit privé et spécialiste de droit des affaires. Elle enseigne à Dauphine, dont elle est vice-présidente depuis 1979.

M. Jean Cros vient d'être nommé administrateur provisoire de l'université Paul-Sabatier de Toulouse, en remplacement de son président élu, M. Daniel Bancel, nommé recteur de l'académie de Rouen (le Monde du 12 octobre 1984). Directeur du laboratoire de la pharmacologie et de toxicologie fondamentales,

Trois raisons logiques de passer par New York en voyage d'affaires

Vous aimeriez sans doute passer par New York au cours de votre prochain voyage d'affaires aux Etats-Unis et vous avez probablement vos raisons pour cela : théâtres, musées, monuments, magasins, restaurants... Mais au cas où il faudrait quelques solides raisons supplémentaires pour vous convaincre, vous ou votre firme, en voici trois. Trois raisons pour passer par les aéroports de New York et New Jersey, portes d'entrée des Etats-Unis, qu'il s'agisse de voyages d'affaires ou d'agrément.

- 1. Le plus grand nombre de vols directs en provenance d'Europe**
Tout d'abord, les aéroports de New York et New Jersey accueillent plus de vols d'Europe que tous les autres points d'entrée aux Etats-Unis réunis. Plus de 500 vols directs par semaine vous offrent la souplesse et le choix nécessaires dans les affaires.
Et vous n'ignorez pas que New York possède plus de restaurants (25 000) et vous propose plus de distractions (40 théâtres à Broadway) que toute autre grande ville des Etats-Unis.
- 2. Un très grand nombre de vols de correspondance sur les autres grandes villes américaines**
Lorsque vous arrivez à l'un des aéroports de New York ou New Jersey, les arguments sont plus convaincants encore. Nos trois aéroports, Kennedy, Newark et LaGuardia vous offrent plus de vols sur les grandes villes américaines que n'importe quel autre point d'arrivée (plus de 10 000 vols par semaine sur plus de 160 villes). Quelle que soit donc la destination de votre voyage d'affaires, vous disposerez d'un plus grand choix de vols au départ de nos aéroports.

- 3. Des services plus nombreux pour voyages d'affaires**
Vous serez sans doute d'accord pour dire qu'il ne suffit pas d'arriver à un aéroport, encore faut-il en sortir. C'est précisément pourquoi nous vous offrons tous les moyens possibles de sortir rapidement des nôtres.
Des autobus rapides, fréquents et gratuits, qui vous amèneront d'une aéroport à une autre. Des limousines, autocars, hélicoptères et taxis qui vous déposeront en ville ou à l'aéroport d'où vous voulez repartir.
Vous trouverez aussi, bien sûr, nos guichets de change, notre service téléphonique en cinq langues, nos réceptionnistes multilingues qui vous attendent au Bâtiment des Arrivées Internationales et grâce auxquels vous vous sentirez un peu plus chez vous.
Et si vous n'avez rien à déclarer à la douane, notre nouveau système Rouge/Vert en service à Kennedy vous fera gagner encore davantage de temps.
Donc rappelez-vous : la prochaine fois que les affaires vous amèneront aux Etats-Unis, faites mieux qu'un simple bon voyage. Faites un bon séjour à New York. Après tout, c'est aussi une bonne affaire : parlez-en à votre agent de voyage.

NEW YORK/NEW JERSEY AIRPORTS
Kennedy Newark LaGuardia
THE PORT AUTHORITY

Jacques Poncelet et le nu

Avec ses nus sculpturaux couchés sur des draps savamment chiffonnés, multiples variations sur un seul thème, Jacques Poncelet semble s'essayer. Finalement, les corps libérés par un expressionnisme enflammé. Ceux-là sont puissamment élastiques et précèdent, à notre avis, d'un art plus volontaire que sensible.

Sans doute l'espace où ils s'immobilisent veut-il apporter une respiration nécessaire, et quelques-uns ont l'air de « remonter la pièce » dans un mouvement élastique. Poncelet a-t-il renoncé à l'émotion créatrice ? Les aquarelles, les dessins nous rassurent. — Jean-Marie Dunoyer.

* Galerie Bellini, jusqu'au 17 novembre.

«Zaza», l'opéra de tréteaux

Les maîtres sont venus d'organes blancs et de grandes capelines. Une jeune fille en smoking chante une aria. Coucetta, cheveux tirés, œil analgésique, la rejoint. Un Pierrot joue du tambourin. Les murs sont couverts de chronos, un cortège de mariage s'avance au milieu des spectateurs. La jeune épouse mesure une bonne tête de plus que le mari, et ses bras sont poilus. Une duègne, maquillée comme un camion, en velours rouge et couverte de bijoux, mène le jeu. C'est Zaza. En prologue à la reprise du spectacle qui a révisé l'an dernier et pour le Festival d'automne, il présente à 19 heures, dans le foyer du Théâtre de Paris, Zaza.

Zaza, farce drue, opéra de tréteaux, appartient au folklore napolitain et, nous dit-on, est encore joué en période de carnaval. Affaire de masques et de travestis, jeu de feintes et de caches-cache entre le comique trivial et la beauté. Une gravité vivace et barbare, qui donne les meilleurs moments. — Colette Godard.

* Théâtre de Paris, 19 heures. Jusqu'au 3 novembre.

La musique des Rois fainéants

Un garçon, Bertrand Kili, à la batterie, et deux filles, Pamela Popo (chant et guitare), Tofin Tofin (basse), transforment les Lou's, un groupe exclusivement féminin des années 70 : la formule des Rois fainéants justifie leur présence au quatrième festival de « Femmes et Musique ».

Constitués en trio à l'origine, le groupe a désormais totalement intégré la section de quatre cuivres d'appoint, et tient le pari de jouer un rythme blues directement inspiré des écoles noires américaines, Boax et Tamla Motown.

Les compositions sont enlevées par une voix puissante. La douleur et le feeling, l'entraîne et le caractère « bon vivant », la fonction dansants sont les attributs des Rois fainéants, qui, contrairement au patronyme choisi, travaillent, se donnent de la peine et prennent sur scène une dimension de vie et de chaleur rarement atteinte en France. — Alain Waia.

* Théâtre du Forum des Halles, ce vendredi 26 octobre, 21 heures, avec Juliet Plus Onyx.

Document sur la question basque

Documentaire de montage sur le problème basque. *Euzkadi* n'appare aucune surprise mais pourrait représenter une bonne amorce de discussion sur quelque réseau de télévision. L'Américain Arthur McCraig a réuni consciencieusement des interviews, ramassé des documents d'archives, et il réalise ce qu'on n'avait jamais encore vu pour l'Espagne : la mise bout à bout des plans de la guerre civile filmés au sol par ceux qui sont bombardés, le camp républicain, et des plans correspondants filmés du ciel par ceux qui bombardent, l'aviation germano-italienne.

Ancien élève de l'IDHEC, Arthur McCraig soigne son travail : en même temps qu'il évite de jouer au petit soldat, il vise à une forme d'objectivité amicale. Si l'on reste un peu sur sa soif, c'est peut-être qu'on aimerait voir le réalisateur aller un peu plus loin sur ce sujet, ne plus se contenter de photographier des personnages face à la caméra récitant un texte, même improvisé.

Le programme est complété par un court métrage militant sur les conditions de travail à Usinor en France. Le Saint-Séverin, qui va changer de direction, était un des rares endroits, sinon le dernier à Paris, à projeter en séance régulière ce genre de documents. — Louis Marcorrelles.

* Voir les exclusivités.

MUSIQUE

LA SECONDE «MÉDÉE», DE WILSON, A LYON

Affadie par le compositeur

Si Bob Wilson a accepté de mettre en scène la *Médée* de Marcel Chabrier (le Monde du 24 octobre), c'est que lui-même travaillait depuis 1981 à une *Médée*, directement inspirée d'Euripide, pour laquelle il avait requis le compositeur anglais Gavin Bryars. L'œuvre devait être montée l'an passé en Italie, mais le projet échoua ; sollicité par Jessie Norman, que Louis Erlo et Jean-Pierre Brossmann avaient choisis pour interpréter l'œuvre classique, Wilson fut enchanté de mener de front deux entreprises jumelles, quoique fort différentes.

Pourquoi est-il intéressé par *Médée* ? « Trente ans après la première représentation du *Regard du sourd*, écrit Bernadette Bost, il rejoue ce qui est peut-être la scène fondatrice de son théâtre : le meurtre des enfants par leur mère. »

Il y a loin cependant du *Regard du sourd*, immergé dans le silence, à ce drame lyrique, et même du premier « opéra » qu'était la *Lettre à la reine Victoria*, flux de mots, comme la musique est faite de notes et d'images, charriant toute la vie inconsciente de l'auteur, baignée par les sons subversifs d'Alan Lloyd, à cette *Médée* de Bryars constamment chantée et, la plupart du temps, structurée par le texte même d'Euripide.

La double expérience de Lyon est riche d'enseignements. Paradoxalement, la réalisation est bien moins convaincante dans l'œuvre de Bryars que dans celle de Charpentier. La musique impose inéluctablement sa loi. Celle de Charpentier, par sa force et sa densité, est un vrai support pour les sublimes images de Wilson ; celle de Bryars, tonale, plénière, décorative, bien faite sans doute, mais délavée, molle, répétitive, ne touchant jamais les fibres profondes, vide le temps musical, pourtant déterminé par Wilson, et affaiblit la prodigieuse cristallisation de ses gestes et chorégraphies, sans lui offrir un substrat assez riche sur lequel il puisse s'appuyer.

Le respect du texte (tantôt en grec moderne, tantôt en français) et de la démarche d'Euripide n'est pas

moins contraignant. Après un prologue muet, aux rituels assez beaux, décrivant l'histoire de Médée avant son arrivée à Corinthe, juxtaposé à un texte violent et obscur, parfois scatologique, de Heiner Müller, les deux premiers actes sont un long tunnel d'accablants discours où, malgré quelques traits saisissants, on retrouve rarement la magie de l'imagination wilsonienne.

A la fin du deuxième acte, on quitte la scène éponyme antique dans une scène étonnante où Médée et Jason exposent leurs griefs en présence des « juges », des statues animées de musée Grévin (Gandhi, Confucius, Bouddha, Moïse, Marx, Mao, etc.), qui donnent quelque sel à ce débat chanté sur une musique toujours inodore. Les trois derniers actes sont beaucoup plus forts, comme si Wilson transcendait, enfin, le temps musical en lui imposant ses propres normes visuelles, avec une réécriture du récit en images poétiques plus complexes qui imposent des visions dignes de son art.

Pour la scène du meurtre des enfants par leur mère, cependant, il casse le spectacle de manière assez contestable, en présentant tous les acteurs en costumes de ville, assis en ligne derrière une table, dont les réels entrecroisés relèvent le crime antique aux fait divers les plus sordides.

On retiendra surtout l'extraordinaire incarnation de Médée par Yvonne Kenny, avec cette voix brillante, inébranlable, et pourtant aussi mystérieuse qu'une Médéa, presque toujours immobilisée dans une admirable attitude, bras légèrement écartés, mains cassées vers l'extérieur, qui concentre l'attention et le drame. Le moindre de ses mouvements crée un choc de beauté, tel ce léger mouvement de tête pour dire à Jason : « Donne-moi la robe, car c'est là l'essentiel », qui signe l'arrêt de mort de Créuse.

L'ensemble du spectacle de l'Opéra de Lyon, qui a demandé près de quatre mois de répétitions, est d'une qualité plastique et d'une précision exemplaires, avec une dis-

tribution trop nombreuse pour être détaillée ici (Marie Markou, Louis Ory, Steven Cole, Pierre-Yves Le Maigat, François Le Roux, François Voutsinos, etc.), sous la direction musicale de Richard Bernas.

Paris ne verra malheureusement que cette seconde *Médée*, coproduite avec le Festival d'automne et l'Opéra, qui doit venir au Théâtre des Champs-Élysées du 21 novembre au 2 décembre. On peut craindre qu'après le demi-échec de *Great Day in the Morning* en 1982, ce spectacle n'accroisse le malentendu avec le public parisien, alors que l'art de Bob Wilson, dans cette ouverture vers des mondes de représentation classique, a atteint une nouvelle plénitude, comme en témoigne sa surprenante aventure avec Marcel Chabrier.

JACQUES LONCHAMPT.

* A l'Opéra de Lyon, les 27, 30 octobre, 3, 6 et 9 novembre. Un volumineux programme donne les textes complets des deux *Médées* et un ensemble d'études remarquables sur les œuvres et leurs réalisations. Par ailleurs, l'Avant-Scène publie un numéro spécial consacré au seul opéra de Charpentier (n° 68, 164 pages, 50 F.).

THÉÂTRE

PREMIER FESTIVAL DE LA FRANCOPHONIE A LIMOGES

Le langage de la nouvelle génération

Le premier Festival de la francophonie s'achève le 28 octobre, à Limoges et dans la région. Organisé avec le concours du Centre dramatique national du Limousin (repris depuis peu par le comédien et metteur en scène Pierre Debauche), dirigé par Monique Bliu, la manifestation a réuni pendant quinze jours, sans esprit de compétition, pour le seul plaisir de l'échange, six jeunes compagnies théâtrales venues du Cameroun, de la Côte-d'Ivoire, du Canada, de la France, de la Martinique et de la Réunion.

« Notre travail, enraciné en scène, pas facile... C'est un acte physique extrêmement fragile, extrêmement important... extrêmement rigoureux ! » Pierre Debauche pratique la foi dans le théâtre avec une fougue de jeune homme. En termes lyriques, avec une généralité contagieuse, presque d'un autre temps, il a expliqué, défini, au cours d'une de ces « rencontres » organisées à la fois avec le public, la presse, les comédiens, ce qu'est pour lui justement le travail du comédien (« faire une pensée à voix haute... le mensonge, la vérité, le meurtre à haute voix... »), les enjeux et les nécessités de cet « art de la maladresse », sa mystique, son concret.

L'esprit de Pierre Debauche a dominé ce Festival, lui insufflant une flamme, chacun semblant porté par cette « curiosité naturelle à découvrir l'autre », qu'il souhaitait. L'organisation le favorisait, puisque chaque troupe, qui jouait cinq fois, était invitée à regarder le travail des cinq autres et à en discuter. Des stages, des ateliers, des carrefours, une exposition (« Théâtre d'Afrique noire »), le colloque organisé à l'université ont aidé le public à participer à ce mouvement. A Limoges, on a joué pratiquement à guichets fermés dans les quatre « lieux » : vrais théâtres ou théâtres improvisés pour l'occasion — ouverts en même temps. A Saint-Junien, à Saint-Yrieix, à Eymoutiers, on n'avait jamais vu ça : « Eymoutiers, ville culturelle », a tiré le quotidien régional le *Populaire du Centre*, après avoir constaté que « la totalité de la cité » était allée au théâtre.

En quelques mois, Debauche a réveillé le goût du théâtre chez les Limousins. Sans théâtre pourtant (il en attend un tout neuf prochainement), en jouant dans des granges, des cabarets, des châteaux, des salons, il a rassemblé, sillonné, convaincu. Cette idée (d'un festival comme celui-là), il l'a eue il y a dix ans : « Elle est née dans un train, au cours d'une conversation avec Jean-Marie Serreau, on cherchait une pédagogie Nord-Sud qui se fasse à égalité, enfin. »

Jean-Marie Serreau est mort, l'idée a fait son bonhomme de chemin. Monique Bliu, qui a travaillé plusieurs années avec Debauche, à Nanterre, est partie au Congo-Kinshasa, au Cameroun, en Côte-d'Ivoire, au Canada. Elle a évité les théâtres nationaux, regardé plutôt du côté des « troupes jeunes, celles qui sont le plus près possible de leurs racines, celles qui cherchent des langages ».

Les troupes invitées à Limoges ont de un à quatre ans d'existence. Troupes universitaires, semi-professionnelles, en voie de l'être ou déjà, elles travaillent dans des condi-

CINÉMA

« JOYEUSES PAQUES », de Georges Lautner

Arlequin dupé par les femmes

On dit que Jean-Paul Belmondo ne fait plus que du « belmondisme ». Si le belmondisme, c'est se montrer séducteur et bagarreur triomphant, as des as en toutes occasions, on ne le reconnaît pas dans le film de Georges Lautner, moins spectaculaire que le *Guignolo*, mais supérieur par le comique burlesque.

Lautner a donné des dimensions cinématographiques au vaudeville de Jean Poiret, mécanisme à la Feydeau agrémenté de dialogues cocasses, frisant parfois l'absurde, tout en privilégiant un texte qui permet à Belmondo de manifester son autre aspect de son métier d'acteur. Le prégnant, réalisé à la manière de spots publicitaires, parodie les habilités cascades, puis présente Stéphane Margelle, industriel sur la Côte d'Azur, trompant, à la vie-vite, son épouse légitime, Sophie (Marie Laforêt). On découvre en cet Arlequin habile et pressé, un potron qui a une trouille bleue de perdre Sophie par un divorce. Commence, alors, l'histoire du film.

Héros désarçonné, dupé par les femmes, Belmondo accumule les gaffes et les catastrophes, s'échine à redresser la situation à 24 heures et tombe dans d'autres guéguers. Le comble du délire est atteint au cours

d'une soirée à Saint-Paul-de-Vence, où un homme politique de gauche (Michel Bezuze) s'efface des turpitudes bourgeoises, et où surgit une Rosy Varte déchaînée. Habilement, Lautner a placé au cours du film des courses et des carambolages de voitures comme actes d'événement, de fuite ou de dévouement.

Irresistible de drôlerie dans sa lutte pour sortir de ses coups fourrés, Belmondo n'impose pas sa seule image. Sophie Marceau, Marie Laforêt et Rosy Varte sont, pour lui, de fameuses partenaires, chacune en son genre. Un bel divertissement appelle l'esprit d'équipe. Il y est.

JACQUES SICLIER.

* Voir les films nouveaux.

« SERGE REGGIANI SOUT-FRANT. — Serge Reggiani interrompait définitivement son tour de chant à l'Olympia. Victime d'une dépression nerveuse, et hospitalisé, le chanteur est remplacé par Georges Montolieu, ce vendredi, par Maxime Le Forestier et Karim Kaci (des 27 et 28 octobre). Serge Reggiani avait une première fois annulé une représentation, le 21 octobre, puis avait repris pendant deux semaines, sous le nom de 24 octobre à ce concert tour de chant qu'il avait commencé le 16.

A L'ASSEMBLÉE NATIONALE

M. Jack Lang défend son budget

Paris n'est pas privilégiée

L'Assemblée nationale a adopté, le jeudi 25 octobre, le budget du ministère de la culture, le PC votant pour comme le PS, le RPR et l'UDF votant contre. Les crédits s'élevaient à 8,564 milliards, en augmentation de 6,4 % par rapport à 1984 (voir le Monde du 5 octobre), représentant 0,86 % de l'ensemble des dépenses de l'Etat.

Les grands projets culturels parisiens du président de la République, et notamment le Grand Louvre et l'Opéra de la Bastille, ont été au centre de la discussion sur le budget de la culture. Mais l'opposition n'a pas été aussi virulente que l'année dernière.

M. Jacques Toubon (RPR, Paris) a censuré attaqué les grands projets, mais, curieusement, dans sa première intervention, il a porté le feu contre la faiblesse des dépenses ordinaires par rapport aux dépenses en capital (en forte progression en raison des grands travaux). « Derrière l'augmentation globale de 6,4 % se cache une réduction de vos actions et interventions. (...) Ce pourrait être le signe d'une bonne gestion, et ce serait le cas si nous étions au pouvoir, mais vous y êtes », a-t-il déclaré, laissant le soin à M. Pierre Bes (RPR, Paris) de dénoncer les projets culturels de M. François Mitterrand, « enzymes gloutons budgétaires ».

Pour sa part, M. Jean-Paul Fuchs (UDF, Haut-Rhin) a rendu hommage à l'action du ministre délégué à la culture, M. Jack Lang, depuis 1981, reconnaissant que, « en dépit des controverses inévitables, une politique culturelle dont les voies et les moyens ont été mis en place par André Malraux et ses successeurs » a été poursuivie « avec des moyens accrus ». « Je pense que Paris mérite une deuxième Opéra (...), mais je ne crois pas qu'on puisse tout faire en même temps en période de rigueur. »

Pas de grand duel majorité-opposition donc, mais un débat en demi-teinte entre la majorité socia-

liste et le gouvernement. Le budget, a déclaré M. Planchoy (PS, Paris), rapporteur spécial de la commission des finances, est globalement satisfaisant, mais c'est « un budget contrasté ». Dans son rapport écrit, il relève que les dépenses ordinaires sont en légère baisse (— 0,24 %) alors que les dépenses en capital sont en progression très forte, 23 % pour les crédits de paiement, 30,5 % pour les subventions aux investissements et 36,7 % pour les autorisations de programme. Cela s'explique, selon M. Planchoy, par une « montée en plausance » des dépenses liées aux grands projets culturels.

M. Planchoy et M. Jean-Paul Desgranges (PS, Allier), rapporteur pour avis de la commission des affaires culturelles, n'ont pas du tout remis en cause les grands projets. Cependant, les deux rapporteurs ont déposé, au nom de leurs commissions, des amendements identiques visant à réduire certaines dépenses en capital et notamment les crédits de paiement pour l'Opéra de la Bastille. Ils demandaient que 50 millions de ces crédits de paiement soient « redéployés » au profit des collectivités territoriales.

M. Jack Lang s'est opposé en s'engageant toutefois à rechercher au cours des navettes à des « inflexibilités » peuvent être apportées. Le groupe socialiste l'a suivi afin, a expliqué en substance M. Rodolphe Pesce (PS, Drôme), de ne pas laisser l'opposition profiter politiquement d'une éventuelle réduction des crédits destinés à un grand projet culturel du président de la République.

D'autre part M. Lang, répondant à ceux, à gauche comme à droite, qui lui reprochaient un « recentrage » sur Paris, a souligné qu'en 1981 60 % des crédits étaient destinés à Paris et à sa région alors qu'en 1983 ils ne représentent que 45 %. Quant à l'objectif du gouvernement de porter à 1 % la part du budget de la culture dans le budget de l'Etat, il a déclaré que cela sera fait « sans pouvoir donner de date ».

LETTRES

L'ÉCRIVAIN AMÉRICAIN RICHARD BRAUTIGAN EST MORT

L'écrivain américain Richard Brautigan a été retrouvé mort, le jeudi 25 octobre à son domicile de Bolinas, en Californie. Il était âgé de quarante-neuf ans.

Richard Brautigan (né en 1935 dans l'Etat de Washington), c'était le Karouac de sa génération. Le hippy succédait au beatnik. Il ressemblait à un poster : étrange chapeau à large bord, petites lunettes rondes en métal, moustaches blondes tombantes, badges. Au début des années 60, ses contes à dormir debout séduisaient la jeunesse. On se repassait le Pêche à la truite en Amérique, un livre fraternel, enfantin, presque un manifeste.

D'autres volumes suivirent : le Général sudiste de Big Sur, le Maître des Hawkline, Willard et ses troupes de bowling, Remontées de sombrero. Un privé à Babylone, Mémoires sauvées du vent... Brautigan s'amusait. Il entraînait, comme un vol, dans tous les genres, wes-

tern, polar, roman d'amour, pour en faire autre chose, d'indescriptible. Il était décontracté, inventif, pas si loufoque que ça. La mort le hantait, et entre deux bouchées de hamburger, il citait Rimbaud et Laforgue, ou les classiques américains, Mark Twain, Ambrose Bierce.

« J'aime la vie, toute la vie, j'aime boire, j'aime manger, j'aime pêcher, j'aime faire l'amour, et tout cela, je le dis dans mes livres. » L'Amérique, pourtant, le boudait. En France, au Japon, il avait encore des lecteurs, des fanatiques, exorbités à ce point brutale et raffiné de chanter la vie. Il a inventé un surréalisme mythique, la balade truite, qui rejoint au paradis des poissons la balade blanche de Melville et l'espagnol de Hemingway.

R.S.

* Les livres de Richard Brautigan sont publiés aux éditions Christian Bourgois.

SPECTACLES

cinéma

Les films marqués (*) sont interdits aux moins de treize ans, (**) aux moins de dix-huit ans.

La Cinémathèque

CHAILLOT (704-24-24)
19 h. Soixante-dix ans d'Universal, 1914-1984. Lettre d'introduction, de J.M. Stahl; 21 h. Mara, fille sauvage, de M. Camerini.

BEAUBOURG (778-35-57)
17 h. Gens de bien, de H. Cornil; 19 h. Cap Ashurst de K. Yoshimura.

Les exclusivités

A LA POURSUITE DU DIAMANT VERT (A. v.o.) : George V, 9 (562-41-46); V.F. : UGC Opéra, 9 (574-95-50); Paris, 14 (329-83-11).

AMERIKA RAPPORTS DE CLASSE (A. v.o.) : 14-Juillet Racin, 9 (329-83-11).

AU-DESSOUS DU VOLCAN (A. v.o.) : Forum Orient Express, 10 (233-42-26); Hauteville, 6 (633-79-38); Marignan, 8 (359-92-82); Paris, 14 (329-83-11).

ALSIANO Y EL CONDOR (Nicaragua, v.o.) : Denfert, 14 (321-41-01).

L'AMOUR A MORT (Fr.) : Gaumont-Bell, 10 (297-49-70); Gaumont-Bell, 10 (297-49-70); Saint-Germain Village, 2 (742-60-33); Saint-Germain Village, 2 (742-60-33); Saint-Germain Village, 2 (742-60-33).

L'AMOUR PAR TERRE (Fr.) : Forum Orient Express, 10 (233-42-26); Gaumont-Bell, 10 (297-49-70); Saint-Germain Village, 2 (742-60-33); Saint-Germain Village, 2 (742-60-33); Saint-Germain Village, 2 (742-60-33).

LE BAROUDEUR (A. v.o.) : Maxville, 9 (770-72-86).

BROADWAY DANNY ROSE (A. v.o.) : Maxville, 9 (770-72-86).

LE MOULEUR (A. v.o.) : Maxville, 9 (770-72-86).

LE MOULEUR (A. v.o.) : Maxville, 9 (770-72-86).

LE MOULEUR (A. v.o.) : Maxville, 9 (770-72-86).

LE MOULEUR (A. v.o.) : Maxville, 9 (770-72-86).

LE MOULEUR (A. v.o.) : Maxville, 9 (770-72-86).

LE MOULEUR (A. v.o.) : Maxville, 9 (770-72-86).

LE MOULEUR (A. v.o.) : Maxville, 9 (770-72-86).

LE MOULEUR (A. v.o.) : Maxville, 9 (770-72-86).

LE MOULEUR (A. v.o.) : Maxville, 9 (770-72-86).

LE MOULEUR (A. v.o.) : Maxville, 9 (770-72-86).

LE MOULEUR (A. v.o.) : Maxville, 9 (770-72-86).

LE MOULEUR (A. v.o.) : Maxville, 9 (770-72-86).

LE MOULEUR (A. v.o.) : Maxville, 9 (770-72-86).

LE MOULEUR (A. v.o.) : Maxville, 9 (770-72-86).

LE MOULEUR (A. v.o.) : Maxville, 9 (770-72-86).

LE MOULEUR (A. v.o.) : Maxville, 9 (770-72-86).

LE MOULEUR (A. v.o.) : Maxville, 9 (770-72-86).

LE MOULEUR (A. v.o.) : Maxville, 9 (770-72-86).

LE MOULEUR (A. v.o.) : Maxville, 9 (770-72-86).

LE MOULEUR (A. v.o.) : Maxville, 9 (770-72-86).

LE MOULEUR (A. v.o.) : Maxville, 9 (770-72-86).

LE MOULEUR (A. v.o.) : Maxville, 9 (770-72-86).

LE MOULEUR (A. v.o.) : Maxville, 9 (770-72-86).

LE MOULEUR (A. v.o.) : Maxville, 9 (770-72-86).

LE MOULEUR (A. v.o.) : Maxville, 9 (770-72-86).

LE MOULEUR (A. v.o.) : Maxville, 9 (770-72-86).

LE MOULEUR (A. v.o.) : Maxville, 9 (770-72-86).

LE MOULEUR (A. v.o.) : Maxville, 9 (770-72-86).

LE MOULEUR (A. v.o.) : Maxville, 9 (770-72-86).

LE MOULEUR (A. v.o.) : Maxville, 9 (770-72-86).

LE MOULEUR (A. v.o.) : Maxville, 9 (770-72-86).

LE MOULEUR (A. v.o.) : Maxville, 9 (770-72-86).

LE MOULEUR (A. v.o.) : Maxville, 9 (770-72-86).

LE MOULEUR (A. v.o.) : Maxville, 9 (770-72-86).

LE MOULEUR (A. v.o.) : Maxville, 9 (770-72-86).

LE MOULEUR (A. v.o.) : Maxville, 9 (770-72-86).

LE MOULEUR (A. v.o.) : Maxville, 9 (770-72-86).

LE MOULEUR (A. v.o.) : Maxville, 9 (770-72-86).

LE MOULEUR (A. v.o.) : Maxville, 9 (770-72-86).

LE MOULEUR (A. v.o.) : Maxville, 9 (770-72-86).

LE MOULEUR (A. v.o.) : Maxville, 9 (770-72-86).

LE MOULEUR (A. v.o.) : Maxville, 9 (770-72-86).

LE MOULEUR (A. v.o.) : Maxville, 9 (770-72-86).

LE MOULEUR (A. v.o.) : Maxville, 9 (770-72-86).

LE MOULEUR (A. v.o.) : Maxville, 9 (770-72-86).

LE MOULEUR (A. v.o.) : Maxville, 9 (770-72-86).

LE MOULEUR (A. v.o.) : Maxville, 9 (770-72-86).

LE MOULEUR (A. v.o.) : Maxville, 9 (770-72-86).

LE MOULEUR (A. v.o.) : Maxville, 9 (770-72-86).

LE MOULEUR (A. v.o.) : Maxville, 9 (770-72-86).

LE MOULEUR (A. v.o.) : Maxville, 9 (770-72-86).

LE MOULEUR (A. v.o.) : Maxville, 9 (770-72-86).

LE MOULEUR (A. v.o.) : Maxville, 9 (770-72-86).

LE MOULEUR (A. v.o.) : Maxville, 9 (770-72-86).

LE MOULEUR (A. v.o.) : Maxville, 9 (770-72-86).

LE MOULEUR (A. v.o.) : Maxville, 9 (770-72-86).

LE MOULEUR (A. v.o.) : Maxville, 9 (770-72-86).

LE MOULEUR (A. v.o.) : Maxville, 9 (770-72-86).

LE MOULEUR (A. v.o.) : Maxville, 9 (770-72-86).

LE MOULEUR (A. v.o.) : Maxville, 9 (770-72-86).

LE MOULEUR (A. v.o.) : Maxville, 9 (770-72-86).

LE MOULEUR (A. v.o.) : Maxville, 9 (770-72-86).

LE MOULEUR (A. v.o.) : Maxville, 9 (770-72-86).

LE MOULEUR (A. v.o.) : Maxville, 9 (770-72-86).

LE MOULEUR (A. v.o.) : Maxville, 9 (770-72-86).

LE MOULEUR (A. v.o.) : Maxville, 9 (770-72-86).

LE MOULEUR (A. v.o.) : Maxville, 9 (770-72-86).

LE MOULEUR (A. v.o.) : Maxville, 9 (770-72-86).

LE MOULEUR (A. v.o.) : Maxville, 9 (770-72-86).

LE MOULEUR (A. v.o.) : Maxville, 9 (770-72-86).

LE MOULEUR (A. v.o.) : Maxville, 9 (770-72-86).

LE MOULEUR (A. v.o.) : Maxville, 9 (770-72-86).

LE MOULEUR (A. v.o.) : Maxville, 9 (770-72-86).

LE MOULEUR (A. v.o.) : Maxville, 9 (770-72-86).

LE MOULEUR (A. v.o.) : Maxville, 9 (770-72-86).

LE MOULEUR (A. v.o.) : Maxville, 9 (770-72-86).

LE MOULEUR (A. v.o.) : Maxville, 9 (770-72-86).

LE MOULEUR (A. v.o.) : Maxville, 9 (770-72-86).

56-31) : Paramount Bastille, 12 (343-79-17); Paramount Galaxie, 13 (580-18-03); Paramount Orléans, 14 (540-45-91); Pamy, 16 (238-62-34).

CARMEN (Esp., v.o.) : Calypso, 17 (380-03-11).

CARMEN (Franco-It.) : Vendôme, 2 (742-97-52); Publicis Matignon, 8 (359-92-82).

LA CLASSE (It., v.f.) : Montparnasse Pathé, 14 (320-12-06).

DIVA (Fr.) : Rivoli Beaubourg, 4 (272-63-32).

EMMANUELLE IV (v.o.) (V. Ang., v.f.) : George V, 9 (562-41-46).

ET VOGUE LE NAVIRE (It., v.o.) : Studio Galand, 5 (354-72-71).

L'ETOFFE DES HEROS (A. v.o.) : Cluny Eclat, 5 (354-20-12); UGC Marbeuf, 8 (561-94-95).

LES FAUSSES CONFIDENCES (Fr.) : Bonaparte, 6 (326-12-12).

LA FEMME PUBLIQUE (Fr.) : Denfert, 14 (321-41-01).

LA FILLE EN ROUGE (A. v.o.) : Paramount City, 9 (562-45-45); Paramount Montparnasse, 14 (329-83-11).

LE FUTUR EST FEMME (It., v.o.) : Cluny Eclat, 5 (354-20-12); L'Espresso, 6 (544-57-54).

LA GARCE (Fr.) : Ambassade, 8 (359-19-08); Bergère, 9 (770-77-58).

LES GRANDES VACANCES DE DONALD (A. v.o.) : UGC Opéra, 2 (574-95-50); Gaumont Convention, 15 (828-42-27); George V, 9 (562-41-46).

GREYSTOKE, LA LEGENDE DE TARZAN, SEIGNEUR DES SINGES (A. v.o.) : Gaumont Hall, 10 (297-49-70); Hauteville, 6 (633-79-38); Publicis Matignon, 8 (359-92-82); Gaumont Convention, 15 (828-42-27); George V, 9 (562-41-46).

LA FEMME PUBLIQUE (Fr.) : Denfert, 14 (321-41-01).

LA FILLE EN ROUGE (A. v.o.) : Paramount City, 9 (562-45-45); Paramount Montparnasse, 14 (329-83-11).

LE FUTUR EST FEMME (It., v.o.) : Cluny Eclat, 5 (354-20-12); L'Espresso, 6 (544-57-54).

LA GARCE (Fr.) : Ambassade, 8 (359-19-08); Bergère, 9 (770-77-58).

LES GRANDES VACANCES DE DONALD (A. v.o.) : UGC Opéra, 2 (574-95-50); Gaumont Convention, 15 (828-42-27); George V, 9 (562-41-46).

GREYSTOKE, LA LEGENDE DE TARZAN, SEIGNEUR DES SINGES (A. v.o.) : Gaumont Hall, 10 (297-49-70); Hauteville, 6 (633-79-38); Publicis Matignon, 8 (359-92-82); Gaumont Convention, 15 (828-42-27); George V, 9 (562-41-46).

LA FEMME PUBLIQUE (Fr.) : Denfert, 14 (321-41-01).

LA FILLE EN ROUGE (A. v.o.) : Paramount City, 9 (562-45-45); Paramount Montparnasse, 14 (329-83-11).

LE FUTUR EST FEMME (It., v.o.) : Cluny Eclat, 5 (354-20-12); L'Espresso, 6 (544-57-54).

LA GARCE (Fr.) : Ambassade, 8 (359-19-08); Bergère, 9 (770-77-58).

LES GRANDES VACANCES DE DONALD (A. v.o.) : UGC Opéra, 2 (574-95-50); Gaumont Convention, 15 (828-42-27); George V, 9 (562-41-46).

GREYSTOKE, LA LEGENDE DE TARZAN, SEIGNEUR DES SINGES (A. v.o.) : Gaumont Hall, 10 (297-49-70); Hauteville, 6 (633-79-38); Publicis Matignon, 8 (359-92-82); Gaumont Convention, 15 (828-42-27); George V, 9 (562-41-46).

LA FEMME PUBLIQUE (Fr.) : Denfert, 14 (321-41-01).

LA FILLE EN ROUGE (A. v.o.) : Paramount City, 9 (562-45-45); Paramount Montparnasse, 14 (329-83-11).

LE FUTUR EST FEMME (It., v.o.) : Cluny Eclat, 5 (354-20-12); L'Espresso, 6 (544-57-54).

LA GARCE (Fr.) : Ambassade, 8 (359-19-08); Bergère, 9 (770-77-58).

LES GRANDES VACANCES DE DONALD (A. v.o.) : UGC Opéra, 2 (574-95-50); Gaumont Convention, 15 (828-42-27); George V, 9 (562-41-46).

GREYSTOKE, LA LEGENDE DE TARZAN, SEIGNEUR DES SINGES (A. v.o.) : Gaumont Hall, 10 (297-49-70); Hauteville, 6 (633-79-38); Publicis Matignon, 8 (359-92-82); Gaumont Convention, 15 (828-42-27); George V, 9 (562-41-46).

LA FEMME PUBLIQUE (Fr.) : Denfert, 14 (321-41-01).

LA FILLE EN ROUGE (A. v.o.) : Paramount City, 9 (562-45-45); Paramount Montparnasse, 14 (329-83-11).

LE FUTUR EST FEMME (It., v.o.) : Cluny Eclat, 5 (354-20-12); L'Espresso, 6 (544-57-54).

LA GARCE (Fr.) : Ambassade, 8 (359-19-08); Bergère, 9 (770-77-58).

LES GRANDES VACANCES DE DONALD (A. v.o.) : UGC Opéra, 2 (574-95-50); Gaumont Convention, 15 (828-42-27); George V, 9 (562-41-46).

GREYSTOKE, LA LEGENDE DE TARZAN, SEIGNEUR DES SINGES (A. v.o.) : Gaumont Hall, 10 (297-49-70); Hauteville, 6 (633-79-38); Publicis Matignon, 8 (359-92-82); Gaumont Convention, 15 (828-42-27); George V, 9 (562-41-46).

LA FEMME PUBLIQUE (Fr.) : Denfert, 14 (321-41-01).

LA FILLE EN ROUGE (A. v.o.) : Paramount City, 9 (562-45-45); Paramount Montparnasse, 14 (329-83-11).

LE FUTUR EST FEMME (It., v.o.) : Cluny Eclat, 5 (354-20-12); L'Espresso, 6 (544-57-54).

LA GARCE (Fr.) : Ambassade, 8 (359-19-08); Bergère, 9 (770-77-58).

LES GRANDES VACANCES DE DONALD (A. v.o.) : UGC Opéra, 2 (574-95-50); Gaumont Convention, 15 (828-42-27); George V, 9 (562-41-46).

GREYSTOKE, LA LEGENDE DE TARZAN, SEIGNEUR DES SINGES (A. v.o.) : Gaumont Hall, 10 (297-49-70); Hauteville, 6 (633-79-38); Publicis Matignon, 8 (359-92-82); Gaumont Convention, 15 (828-42-27); George V, 9 (562-41-46).

LA FEMME PUBLIQUE (Fr.) : Denfert, 14 (321-41-01).

LA FILLE EN ROUGE (A. v.o.) : Paramount City, 9 (562-45-45); Paramount Montparnasse, 14 (329-83-11).

LE FUTUR EST FEMME (It., v.o.) : Cluny Eclat, 5 (354-20-12); L'Espresso, 6 (544-57-54).

LA GARCE (Fr.) : Ambassade, 8 (359-19-08); Bergère, 9 (770-77-58).

LES GRANDES VACANCES DE DONALD (A. v.o.) : UGC Opéra, 2 (574-95-50); Gaumont Convention, 15 (828-42-27); George V, 9 (562-41-46).

GREYSTOKE, LA LEGENDE DE TARZAN, SEIGNEUR DES SINGES (A. v.o.) : Gaumont Hall, 10 (297-49-70); Hauteville, 6 (633-79-38); Publicis Matignon, 8 (359-92-82); Gaumont Convention, 15 (828-42-27); George V, 9 (562-41-46).

LA FEMME PUBLIQUE (Fr.) : Denfert, 14 (321-41-01).

LA FILLE EN ROUGE (A. v.o.) : Paramount City, 9 (562-45-45); Paramount Montparnasse, 14 (329-83-11).

LE FUTUR EST FEMME (It., v.o.) : Cluny Eclat, 5 (354-20-12); L'Espresso, 6 (544-57-54).

LA GARCE (Fr.) : Ambassade, 8 (359-19-08); Bergère, 9 (770-77-58).

LES GRANDES VACANCES DE DONALD (A. v.o.) : UGC Opéra, 2 (574-95-50); Gaumont Convention, 15 (828-42-27); George V, 9 (562-41-46).

GREYSTOKE, LA LEGENDE DE TARZAN, SEIGNEUR DES SINGES (A. v.o.) : Gaumont Hall, 10 (297-49-70); Hauteville, 6 (633-79-38); Publicis Matignon, 8 (359-92-82); Gaumont Convention, 15 (828-42-27); George V, 9 (562-41-46).

LA FEMME PUBLIQUE (Fr.) : Denfert, 14 (321-41-01).

LA FILLE EN ROUGE (A. v.o.) : Paramount City, 9 (562-45-45); Paramount Montparnasse, 14 (329-83-11).

LE FUTUR EST FEMME (It., v.o.) : Cluny Eclat, 5 (354-20-12); L'Espresso, 6 (544-57-54).

مكرايم الدين

COMMUNICATION

La France et le Luxembourg confirment leur volonté de promouvoir un espace audiovisuel commun en Europe

M. Georges Fillioz, secrétaire d'Etat chargé des techniques de la communication, et M. Jacques Santer, président du gouvernement du Luxembourg, ont approuvé, ce vendredi 26 octobre dans la capitale du grand-duché, à l'issue d'une ultime séance de travail, une « déclaration » en vue d'une exploitation par les deux pays du système français de télédiffusion par satellite en projet.

Il y a de bonnes chances pour que la déclaration signée par la France et le Luxembourg apparaisse un jour comme l'acte marquant un tournant décisif dans l'histoire de l'audiovisuel en Europe. Pour la première fois depuis l'avènement de la télévision, deux Etats décident de s'associer pour mettre sur pied et exploiter un média en commun. Reconnaissance éclatante de la dimension internationale nécessaire désormais aux développements audiovisuels nationaux, ce texte manifeste aussi - et peut-être surtout - la volonté de conserver la maîtrise de cet effort. La route sera cependant encore longue avant que l'on parvienne à construire l'infrastructure et faire tourner les rouages d'un nouveau « modèle » de télévision sans frontières.

Qualifié par Paris de « cadre politique général », ce texte énonce explicitement ou implicitement plusieurs principes. En premier lieu, le grand-duché du Luxembourg jouera le rôle de pays hôte pour les quatre canaux dont devrait être doté le satellite TDF 1. Cette mise à disposition serait concertée au travers d'un contrat de concession qui devrait être négocié avec la future entité juridique à laquelle on envisage, du côté français, de confier la propriété et la gestion du système de

Ce texte, qui succède à un premier communiqué commun du 2 mai (le Monde du 4 mai), ne représente pas encore un accord intergouvernemental susceptible d'être ratifié par les parlements français et luxembourgeois. Ce dernier reste encore à négocier. Il se fera sur la base de cette déclaration récapitulant les points d'accord auxquels sont parvenus les parties au terme de plus de deux années de

développement, frais financiers, investissements et frais de fonctionnement) à 600 millions de francs par an. Si l'Etat considère qu'il peut abandonner à la future société de gestion son investissement initial, cette somme se ramèderait à quelque 480 millions. Combien peut-on attendre de la CLT lors des premiers exercices ? Au plus entre 100 millions et 150 millions par an, estime-t-on. Resterait donc un peu plus de 300 millions à trouver pour assurer le projet. C'est à la fois beaucoup et peu si l'on ramène ce montant aux quelques 11 milliards du budget du service public de l'audiovisuel.

La question des antennes

Le principal enjeu économique est ailleurs : dans le pari technologique et commercial des satellites lourds et des antennes de réception. Part qui la France n'a pas encore confirmé. Y aura-t-il un TDF 2 et de quoi sera-t-il fait ? En proie au doute - après le rapport Thery en faveur d'un moratoire sur la mise au point de satellites de moyenne puissance et après l'annonce du projet concurrent GDL, actuellement mis en veilleuse, mais non celles qui seraient coadjuvées.

Enfin, les deux gouvernements devront préciser les contours des règles que la CLT sera censée observer dans le cadre du programme français, ainsi que les principes tarifaires dont devront s'inspirer les contractants. Ces deux points sont évidemment les plus délicats.

Le financement de TDF 2

Le principe d'un quota de production européen et de certaines limitations horaires pour les films devrait être affirmé ainsi que le respect des règles françaises en matière de programmation publicitaire. Charge à la CLT et à la société française de gestion de satellites d'en négocier ultérieurement les modalités exactes lors de l'établissement du contrat de concession et du cahier des charges.

A quel prix la CLT et ses partenaires loueront-ils les deux canaux ? La CLT a récusé la somme de 92 millions de francs par an et par canal demandée par la France. Paris et Luxembourg se sont donc mis d'accord sur une autre modalité : la CLT et ses partenaires acquitteront une somme forfaitaire « plancher » et renonceront, au bénéfice du cocontractant, à une part des profits tirés de l'exploitation. Ce principe revient, en fait, à reporter sur la France une partie du risque commercial en allégeant la mise de départ de la CLT.

Pour la France, l'impératif est de présenter le plus pressant est de constituer la société de gestion des satellites. D'une part, afin de négocier avec la CLT, mais surtout afin d'assurer le financement de TDF 2. Outre Télédiffusion de France (TDF) et le Centre national d'études spatiales (CNES), le secrétaire d'Etat chargé des techniques de la communication voudrait y faire entrer des investisseurs privés, à hauteur de 60 % du capital. Une participation nécessaire, tant en raison de l'esprit que l'on souhaite donner au projet - celui d'une entreprise mixte - qu'en raison des réserves de la direction générale des télécommunications (DGT), qui a refusé d'y contribuer précieusement, ou du ministère des finances, qui ne veut plus répandre la même du budget.

A combien se monte la mise ? La rue de Rivoli a estimé le coût global des installations (recherches et

Vendredi 26 octobre

PREMIERE CHAÎNE : TF 1

20 h 35 Variétés : Formule 1. Emission de M. et G. Carpentier. Avec Mireille Darc, Gérard Klein, Bonnie Tyler, Vivien Savage, Michel Sardou...
21 h 50 Téléfilm : Le scénario défendu. De Michel Mitrani, avec J. Rochefort, J.-F. Balmer, P. Le Person, M. Bouquet, B. Fresson...
23 h 25 Journal.
23 h 40 C'est à lire.
23 h 45 Cignotant.

DEUXIEME CHAÎNE : A 2

20 h 35 Feuilleton : Des grèves aux loups. Réal. Philippe Mommier, avec Bruno Devoldère, Maurice Barrier, Sonia Valleriaux, Jean-Jacques Marou. On est en 1930. La crise économique rend la vie des paysans chaque jour plus difficile. Mais la vie a changé à Saint-Libéral. L'électricité a été installée. La micheline a remplacé le train. Chez les Vialhe, les dissensions familiales s'apaisent. Jean-Eduard, devenu trop âgé pour tenir seul son exploitation agricole, demande à son fils Pierre-Eduard et à sa femme Mathilde, qu'il avait refusé d'avoir pour bru, de revenir à la ferme et d'en être désormais les maîtres.
21 h 40 Apostrophes. Magazine littéraire de B. Pivot.
22 h 30 Cinéma : Rebeca. Sur le thème « Paris, Texas », sont invités : Nicole Bernheim (les Années Reagan), Philippe Herzig (l'Economie nouvelle à bras le corps), Alexandre Minkovitch (l'Impertinent), Guy Sorman (la Solution libérale), Georges Sureau (les Nouveaux Cowboys).

22 h 40 Journal.
23 h 45 Cinéma : Rebeca. Sur le thème « Paris, Texas », sont invités : Nicole Bernheim (les Années Reagan), Philippe Herzig (l'Economie nouvelle à bras le corps), Alexandre Minkovitch (l'Impertinent), Guy Sorman (la Solution libérale), Georges Sureau (les Nouveaux Cowboys).

TROISIEME CHAÎNE : FR 3

20 h 35 Vendredi : Les femmes de La Clotat. Magazine d'information d'André Campana. Cinq portraits de ce qu'on appelle des techniciennes de surface, terme administratif qui désigne une femme de ménage : Nathalie, Mireille, Mona, Nadia, Marie, et

lèvent à 3 heures et font le ménage aux chantiers navals de La Clotat. L'une d'entre elles a perdu son fiancé dans un accident de voiture, une autre a été abandonnée avec ses trois enfants. Des témoignages.

21 h 30 Journal.
21 h 55 Dramatique : Le procès des dames de Bordeaux. De J.-J. Sirkis, avec M. Rayer, E. Margoul, Y. Brailville, B. Rousselet...
L'Histoire à travers l'histoire de la peinture. 1884, cette année-là le gouvernement de la Troisième République faisait voter les lois Naves sur le divorce en France. Trois années plus tard, Paul-Emile Salxado faisait entrer le divorce en peinture.
22 h 50 Vidéo à la chaîne.
22 h 55 Prélude à la nuit. Sonate n° 13 en ut majeur, de Mozart, par R. Olég, violon, et P. Dumay, piano.



FR 3 PARIS ILE-DE-FRANCE

17 h 5, Dessin animé : Oum le dauphin ; 17 h 10, L'Amour en noir et blanc ; 17 h 40, Thalassa ; 18 h, La cuisine des Mousquetaires ; 18 h 30, Présence du théâtre ; 19 h, Les Tritons ; 19 h 15, Informations ; 19 h 50, Atout PIC.

FRANCE-CULTURE

20 h 30 Le grand débat : le retour du libéralisme, avec Y. Camus, J.-F. Revel, P. Rosanvallon et A. Lipietz.
21 h 50 Musique : Black and blue - enregistrement du jazz aujourd'hui ; vers 22 h 15, Libre parcours jazz.
22 h 30 Nuits magiques : surimpressions viennoises à Paris 1984.

FRANCE-MUSIQUE

20 h 30 Concert (épis de Stuttgart) : Ouverture Die Braut von Messina, de Schumann ; Concerto pour piano et orchestre, de J. Brahms ; Symphonie n° 2, de Schumann, par l'Orchestre symphonique de la radio de Stuttgart, dir. C. Eschenbach, sol. K. Zimmerman, piano.
22 h 24 Les soirées de France-Musique : œuvres de J. Brahms, R. Strauss, Schumann, Szymanowski, Wagner, Arlen/Gershwin, Kosma/Renard, Weill ; à 1 h, Musique traditionnelle d'Afghanistan.

Les programmes du samedi 27 et du dimanche 28 octobre se trouvent dans « le Monde Loisirs »

M. Lignel quitte le groupe Expansion. M. Jean-Charles Lignel, PDG du Progrès (Lyon) et vice-président du groupe Expansion, a cédé les parts qu'il détenait dans ce dernier à travers une société, soit 40 % du capital, à la Banque privée de gestion financière (BPGF), que dirige M. Gilles Brac de la Perrière. La répartition du capital du groupe Expansion est maintenant la suivante : M. Jean-Louis Servan-Schreiber 52 % ; BPGF 40 % ; M. Jean Boussonat 5 % ; M. Hubert Zienias 3 %.

Cette transaction intervient au moment où M. Lignel traverse une période de difficultés financières avec son groupe du Progrès.



Promotion exceptionnelle sur les Arts de la Table

Les principaux magasins de la Rue de Paradis, la rue la plus célèbre dans le monde entier pour les Arts de la Table (Porcelaine, Cristal, Orfèvrerie, Cadeaux...), vous offrent les plus grandes signatures et les plus prestigieuses collections à des prix particulièrement intéressants.



ERIC RONDE.

TOURISME

LES SKIEURS DE FOND PAIERONT UNE VIGNETTE DE 60 F

Les skieurs de fond français devront acheter à partir du mois de janvier 1985 une vignette de 60 F (30 F pour les enfants). Cette mesure, qui concerne un million de skieurs, environ découlait de la loi « Montagne » en discussion au Sénat.

M. Jean Faure, sénateur (UDF-CDS) et maire d'Aurillac (Isère), a annoncé, le 24 octobre, que les associations des quatre départements des Alpes du Nord et des trois départements du Jura s'étaient mises d'accord à ce sujet et que les négociations se poursuivaient avec les stations d'Auvergne pour parvenir à une carte valable sur toutes les pistes de ski de fond de France.

L'introduction de cette taxe a été rendue nécessaire par le développement du ski nordique qui, tout comme le ski alpin, nécessite l'entretien de ses pistes. En revanche, l'absence de remontées mécaniques empêchait jusqu'à présent la perception de recettes correspondant à ces dépenses d'entretien.

Les skieurs sont partagés à l'égard de la nouvelle vignette. Ceux qui fréquentent régulièrement les foyers et les centres de ski de fond trouvent normal de contribuer au damage et au fichage des pistes. Ceux qui attire l'absence de contraintes techniques du ski nordique rechignent à passer devant un guichet avant de prendre la trace.

« LE MONDE » GAGNE LE PROCÈS INTENTÉ PAR RADIO-SOLIDARITÉ

La station privée parisienne Radio-Solidarité (« la Voix de la position ») avait intenté un procès en diffamation à notre journal pour un article de notre collaborateur Amick Cojean. Celle-ci évoquait notamment, dans notre édition datée 19-20 février, l'intransigence de cette radio locale dans son conflit avec « la Voix du Nord » pour l'occupation d'une fréquence et la puissance d'émission, supérieure à la normale, que Radio-Solidarité avait utilisée.

Sur ces deux points, comme sur d'autres invoqués par la partie civile, la dix-septième chambre correctionnelle de Paris, présidée par M. Emile Cabé, a débouté Radio-Solidarité, estimant que la diffamation n'était pas établie.

TWA «Le Tour d'Amérique» à 999 F.



A vous de choisir. Vous pourrez visiter jusqu'à 8 villes aux USA avec plus de 60 que dessert TWA pour seulement 999F en plus de votre billet transatlantique. (Exemple : Paris-Boston a/r 3.550 F au tarif Super Apex, minimum 14 jours).
Votre vieux rêve de faire le tour d'Amérique est enfin à portée de la main ! Pour bâtir votre itinéraire idéal, faites un tour chez TWA ou chez votre agent de voyages.

Vous plaire nous plaît.

TWA

INFORMATIONS « SERVICES »

WEEK-END D'UN CHINEUR

Samedi 27 octobre
PARIS
Nouveau-Drouot, 14 h 30 : fourrures.

ILE-DE-FRANCE
Chartres, 14 heures : jouets anciens, chemins de fer; Pontolise, 9 heures : véhicules utilitaires; 14 h 30 : tableaux, bijoux, argenterie, meubles.

Dimanche 28 octobre
Dreux, 14 heures : meubles, tableaux, objets d'art, argenterie; L'Esplanade, 14 h 30 : timbres, tableaux modernes, objets d'art, meubles; Meaux, 14 heures : vins et alcools; Provins, 14 heures : timbres; Versailles, 14 heures : chevaux-légers, 14 heures : meubles, objets d'art, tableaux.

Samedi 27 octobre
PLUS LOIN
Avignon, 14 heures : tapis d'Orient; Gien, 14 heures : cartes postales; Marseille, 14 h 30 : objets d'art, bijoux, argenterie, tableaux, meubles; Nogent-le-Rotrou, 14 heures : livres, timbres, affiches; Rodez, 14 h 30 : tableaux, sculptures, meubles; Saumur, 14 h 30 : argenterie, bibelots, dessins, tableaux, meubles; Vervins (Aisne) : meubles, tableaux.

Dimanche 28 octobre
Auxerre, 14 h 30 : archéologie, arts populaires; Avignon, 14 heures : meubles et objets d'art d'Extrême-Orient, bijoux, argenterie; Bressuire, 14 h 15 : meubles, objets d'art; Carcassonne, 14 h 30 : gravures, tableaux, meubles, bijoux, objets d'art; Deauville, 10 heures : objets d'art; 14 heures : tableaux modernes, argenterie, bijoux, meubles; Montargis, 14 heures : meubles; Font-Audessier, 14 h 30 : timbres, monnaie, cartes postales; Reims, 14 heures : objets d'art, sculpture, tableaux, bijoux, argenterie, meubles; Roubaix, 14 heures : céramique, bijoux, argenterie, tableaux, meubles; Rouen, 14 heures : tableaux, bijoux, objets d'art, meubles; Saint-Quentin, 14 h 30 : faïence, violons, argenterie, bijoux, tableaux, meubles; Vervins, 14 h 30 : arts d'Asie, tapis d'Orient.

FOIRES ET SALONS
Arles : Chartres; Guingamp; Marseille; Melun; Parly II; Sannois-Sarcelles (77), seulement dimanche.

RÉTROMANIE

Un oscar pour un bureau de Napoléon

C'est un bureau en acajou offert par la ville de Vienne à Napoléon en 1806 qui a remporté l'oscar du Salon des antiquaires de Marseille. Cette distinction, qui récompense un meuble particulièrement rare et original, a été remise par Jean-Jacques Debout à un jeune antiquaire de Chambéry, Jean-Pierre Pascal. Une mention spéciale a été décernée à Ewa et Yves Develon pour l'ensemble des œuvres d'art africain mises en valeur sur leur stand.

Les journalistes du jury présidé par M. Edmonde Charles-Poux ont particulièrement apprécié l'effort de sélection des meubles et objets accompli par les cent cinquante exposants. De ces ensembles homogènes mais d'une grande diversité d'un stand à l'autre se dégagent souvent des pièces maîtresses d'une qualité exceptionnelle.

Table espagnole du seizième siècle soutenue par des arceaux de fer forgé (Michel d'Istrie);

armoire toscane à incrustations d'ivoire et d'écaille de tortue à colonnes d'Antiquité du Paradou; tapisseries des Flandres du seizième siècle (Jacqueline Boccard); commode provençale sculptée et console en fer forgé, dix-huitième siècle (J.-J. Bacciochi); buffet à deux corps lyonnais (Scuoppo Musso); meuble alsacien avec perspective en marqueterie (Lise Graf); armoire dix-neuvième siècle à incrustations d'ébène (Bacciochi); meubles des meilleurs représentants du Bauhaus et de l'époque Art déco (Georges Morali); statue en bronze d'Ida Chagall, par Chane Orloff (Philippe Cézanne); fontaine en pierre sculptée du dix-huitième siècle (Michel Rozand); vase sacré hindou du seizième siècle (André Pandrial); lion en brocartelle, sans doute venu d'Italie au seizième siècle (Bernard Roussel); kiosque à musique birman du dix-huitième siècle (Nicole Delorme); monumentale balan-

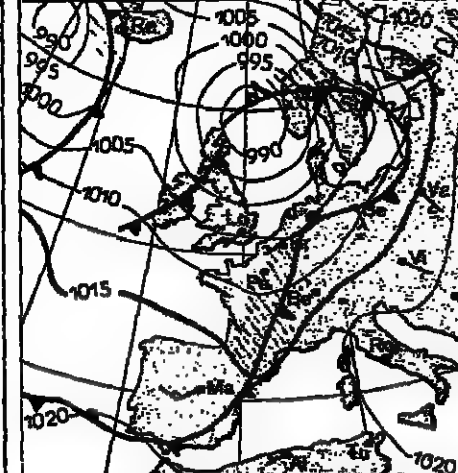
coire de Kristina en teck doré à l'or fin du dix-huitième siècle (Bernard Roussel).

Il faudrait citer d'innombrables trouvailles parmi les objets : faïences de Moustiers, instruments scientifiques, objets d'art populaire et bijoux anciens, sans parler de la somptueuse prestation de la haute joaillerie française, et sans oublier le merveilleux décor composé par Ernest.

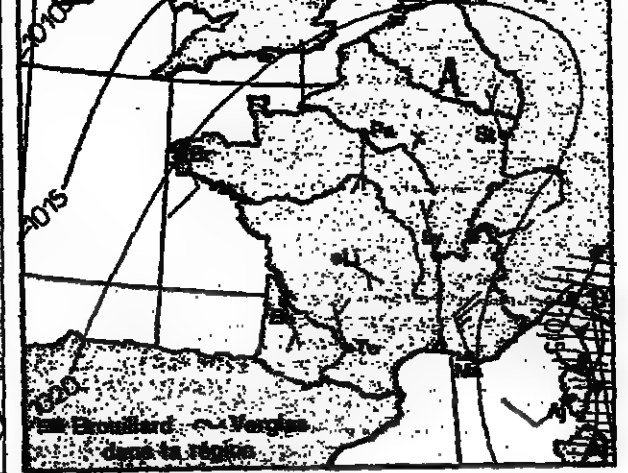
Autre surprise agréable : la modestie relative des prix, loin des sommets atteints récemment à la Biennale des antiquaires parisiens. Les belles armoires régionales sculptées se négocient de 30 000 à 70 000 F, mais on en trouve de plus simples à partir de 12 000 F au hasard des stands de la section Antiquités-brocantes. Les buffets à glissants et les parois à barreaux fuselés se maintiennent à 40 000 F. Mais la brave commode Louis-Philippe plaquée d'acajou est encore accessible à 4 000 F à Marseille, soit 30 % de moins qu'à Paris.

MÉTÉOROLOGIE

SITUATION LE 26.10.84 À 0 h G.M.T.



PRÉVISIONS POUR LE 27.10.84 DÉBUT DE MATINÉE



Evolution probable du temps en France entre le vendredi 26 octobre à 0 heure et le samedi 27 octobre à 24 heures.

La perturbation ayant traversé le pays sera suivie d'une hausse du champ de pression par le sud-ouest.

Samedi matin, le temps sera principalement dominé par les nuages au Nord-Est. En outre, sur les régions du Nord-Ouest, le ciel sera couvert de nuages bas. Sur le Sud-Est, les nuages résiduels laisseront rapidement la place à un beau temps.

Ailleurs, le soleil s'apparaîtra au cours de la journée qu'il favorise de la dissipation, parfois lente, des brumeilles et nuages bas.

Le vent, faible au général, soufflera modérément ou assez fort de secteur nord sur les régions du sud-est.

Les températures, voisines le matin de 5 degrés à 7 degrés dans l'intérieur, 9 degrés à 12 degrés près des côtes, atteindront l'après-midi 11 degrés à 20 degrés du Nord au Sud.

Evolution prévue pour le dimanche 28 octobre.

Les conditions météorologiques prédomineront.

Dimanche matin, les nuages de brouillard risquent d'être nombreux en particulier de l'Aquitaine aux régions du Centre, mais ils se dissiperont au cours de la matinée, et les périodes ensoleillées seront belles.

En revanche, les nuages risquent d'être abondants de la Bretagne au Nord, où les éclaircies seront timides.

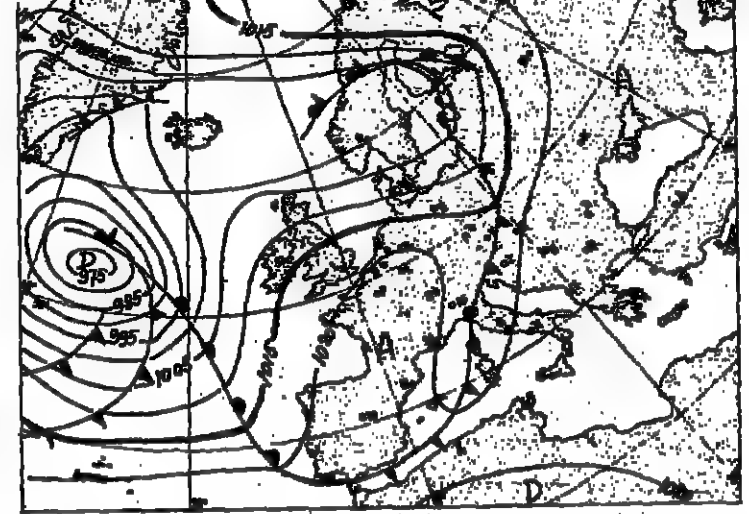
Sur les régions du Sud-Est, le beau temps prédominera, mais le vent d'est risque de souffler assez fort.

Les températures, toujours fraîches le matin, atteindront 13 degrés à 21 degrés du Nord au Sud l'après-midi.

La pression atmosphérique restera au niveau de la mer à Paris, le 26 octobre à 7 heures, de 1012,2 millibars, soit 759,2 millimètres de mercure.

Températures (le premier chiffre indique le maximum enregistré au cours de la journée du 26 octobre; le second, le minimum de la nuit du 26 octobre au 27 octobre) : Alais, 21 et 8 degrés; Biarritz, (n.c.) et 12; Bordeaux, 16 et 11; Bourges, 16 et 10; Brest, 13 (max.); Caen, (n.c.) et 7; Cherbourg, 13 et 8; Clermont-Ferrand, (n.c.); Dijon, 18 et 13; Grenoble-St-M., 24 et 15; Grenoble-St-G., (n.c.) et 11; Lille, 15 et 8; Lyon, 19 et 12; Marseille,

PRÉVISIONS POUR LE 27 OCTOBRE À 0 HEURE (GMT)



Mariannes, (n.c.) et 17; Nancy, 16 et 12; Nantes, (n.c.) et 9; Nice-Côte d'Azur, 20 et 13; Paris-Montsouris, (n.c.) et 10; Paris-Orly, (n.c.); Pau, (n.c.); Perpignan, 18 et 14; Rennes, (n.c.) et 8; Strasbourg, 17 et 13; Tours, 15 et 9; Toulouse, (n.c.) et 12; Poitiers, 17 et 11.

Températures relevées à l'étranger : Alger, 27 et 12; Amsterdam, 16 et 9; Athènes, 24 et 12; Berlin, 15 et 12; Bonn, 18 et 10; Bruxelles, 16 et 10; Le Caire, 27 et 16; Casablanca, 25 et 20; Copenhague, 12 et 11; Dakar, 33 et 25; Djakarta, 25 (max.); Genève, 20 et 11; Hanoï, 21 et 13; Jérusalem, 20 et 10; Lisbonne, 20 et 14; Londres, 15 et 5; Luxembourg, 15 et 9; Madrid, 18 et 10; Montréal, 14 et 4; Moscou, 12 et 1; Nairobi, 23 (max.); New-York, 20 et 12; Palma-de-Majorque, 23 et 10; Rio-de-Janeiro, 25 (max.); Rome, 21 et 11; Stockholm, 9 et 8; Téhéran, 26 (max.); Tunis, 24 (max.).

(Document établi avec le support technique spécial de la Météorologie nationale.)

PARIS EN VISITES

DIMANCHE 28 OCTOBRE

« L'hôtel Sully », 15 heures, 62, rue Saint-Antoine, M^{me} Bouquet des Chaux.

« L'hôtel du Châtelet », 15 heures, 127, rue de Grenelle, M^{me} Dubessy (Caisse nationale des monuments historiques).

« La galerie dorée de la Banque de France », 10 h 30, 2, rue Radziwill (Approche de l'art).

« Salons du ministère de finances », 15 heures, 93, rue de Rivoli (Approche de l'art).

« L'église russe », 12, rue Daru (Arcus).

« Salons du Conseil d'Etat », 15 heures, grilles du Conseil d'Etat (M. Boulo).

« L'Opéra », 15 heures, devant l'Opéra (Connaissance d'ici et d'ailleurs).

« La Mosquée », 15 heures, place du Prince de l'Ermitage (M^{me} Ferrand).

« Montmartre », 14 h 30, métro Abbesses (La Filles).

CONSOUMATION

LES CONTRATS D'AMÉLIORATION DE LA QUALITÉ SERAIENT CONTRAIRES AU TRAITÉ DE ROME

Les « contrats pour l'amélioration de la qualité », qui se traduisent par un label bleu et rouge « Approuvé » (Le Monde du 10 octobre), seraient contraires au traité de Rome dans la mesure où les contrats conclus ne portent que sur des produits ou services français. Le gouvernement français, en incitant les consommateurs à acheter des produits français au détriment des produits importés, n'aurait donc pas respecté les règles communautaires.

M. Karl Heinz Narjes, commissaire des Communautés, a souligné ce problème dans une lettre adressée à M. Claude Cheysson, ministre des relations extérieures, le 2 octobre dernier, soulignant que dans les contrats en question « l'objectif d'amélioration de la qualité des produits est, sinon absent, au moins secondaire par rapport à l'objectif de reconquête du marché ».

Cette réaction de la CEE a été provoquée par le Bureau européen des unions de consommateurs (BEUC), qui a saisi la Commission, et est révélée dans un communiqué par l'Union fédérale des consommateurs (UFC), éditeur de la revue *Que choisir*?, membre du BEUC.

CONFÉRENCES

14 h 30, 60, boulevard de Latour-Maubourg, M. Brumfeld : « La Thaïlande »; 16 h 30, « La bonhomie »; 18 h 30, « Singapour ».

15 h 30, 13-15, rue de la Bûcherie, le prince Paul Mourouy : « Un drame secret en 1900 ».

JOURNAL OFFICIEL

Sont publiés au Journal officiel du jeudi 25 octobre : UNE LOI

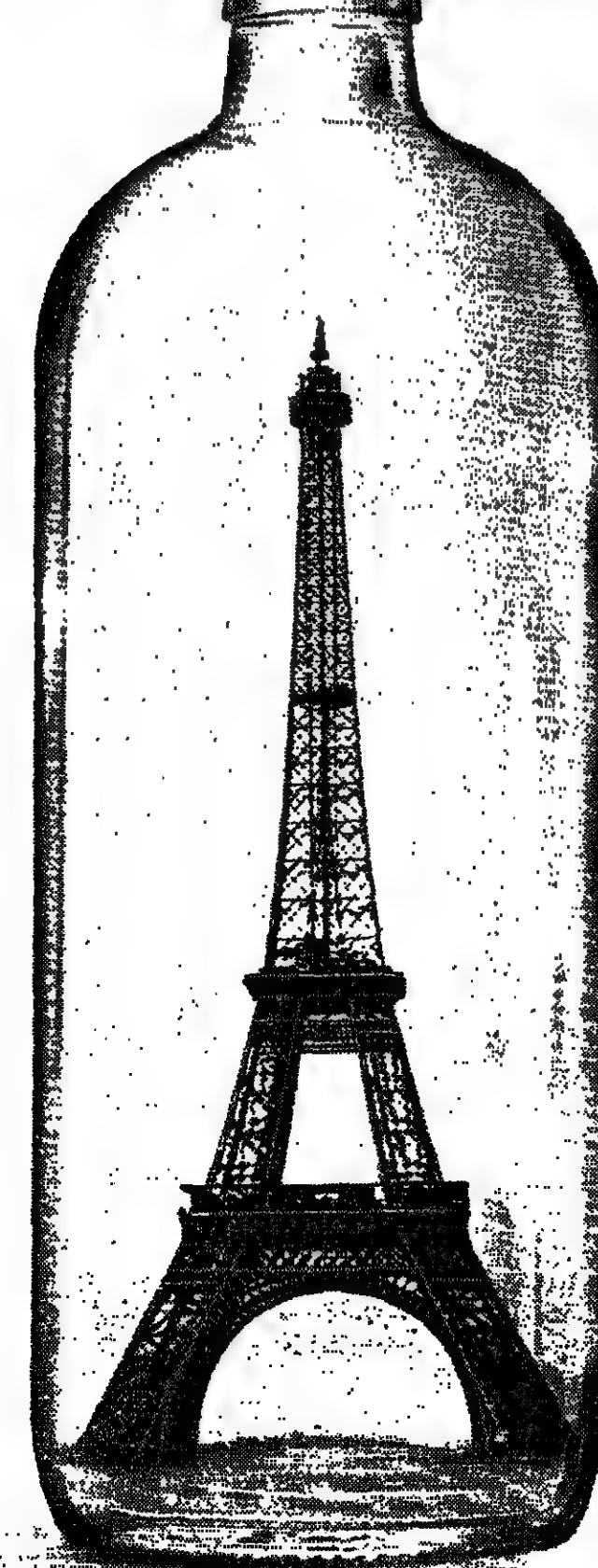
- Relative au service public des télécommunications.

DES DÉCRETS

- Relatif au service public des bases et banques de données juridiques.
- Modifiant le décret du 21 juin 1984 concernant l'octroi de primes aux producteurs qui s'engagent à abandonner définitivement la production laitière.

LOTTO		TRAPÈZE DU MARCHÉ	
25 OCTOBRE 1984		25 OCTOBRE 1984	
3	8 27 39 44 49	19	
PROCHAIN TRAPÈZE : 15 OCTOBRE 1984			
VALIDATION : 15 OCTOBRE 1984			
25 OCTOBRE 1984			
MONTANT DES GAGNÉS			
6 BOULETS	75 470,00 F		
5 BOULETS	60 305,00 F		
4 BOULETS	7 885,00 F		
3 BOULETS	140,00 F		
2 BOULETS	10,00 F		

Vous cherchez un port français. Le voici: Rotterdam.



Rotterdam, Pays-Bas: le plus grand port du monde. Un port "bien de chez soi" pour de nombreux pays et villes d'Europe. Non, ce n'est pas le fait du hasard. Rotterdam se trouve au foyer même du trafic maritime et terrestre. Sur la Mer du Nord: la plus fréquentée des mers mondiales. Vers cette mer, Rotterdam a un accès direct. Pas d'écluses, pas de problèmes de marées.

Rotterdam est en outre riveraine des deux fleuves européens les plus importants: le Rhin et la Meuse, qui permettent de desservir, par le réseau de navigation intérieure, un arrière-pays de dizaines et de dizaines de millions d'habitants. Et il n'y a que bateaux et péniches à transporter vite et avantageusement leurs chargements vers toutes ces routes: un excellent réseau ferroviaire et de remarquables autoroutes assurent des liaisons dans toutes les directions.

Rotterdam, c'est une ville européenne moderne. Où l'on travaille dur et sérieusement. Où les barrières linguistiques sont inexistantes. O.K., Rotterdam est riche de toute une foule d'avantages naturels; mais cela ne suffit pas à en faire le plus grand port. La raison, ce sont aussi les gens: avec les Rotterdamois, on peut s'entendre; ils sont dignes de confiance et s'efforcent de résoudre vos problèmes de transport.

Rotterdam a en outre constamment agrandi ses ports; aussi y trouverez-vous les plus grands terminaux pour conteneurs du monde, ainsi que des firmes qui transborderont vos marchandises en vrac dans les plus brefs délais, des facilités de transit très rapides et d'immenses possibilités d'entreposage.

Le plus grand port, le mieux situé, les équipements les plus modernes, des gens qui travaillent dur: cela permet de travailler efficacement, et d'épargner de l'argent. Cela, vous le remarquerez dès que vous toucherez Rotterdam. Un port sans embouteillages. Le port de chez vous, celui de votre propre pays, l'Europe... c'est Rotterdam.

Port of Rotterdam

Réduit vos problèmes à vos dimensions.

Plus de renseignements? Ecrivez ou télégez: Port of Rotterdam, division Affaires Extérieures et Commerciales, boîte postale 6622, NL-3002 AP Rotterdam, Pays-Bas. Telex 23077.

مكتبة من الكتب

LE CARNET DU Monde

Naissances

— Chantal REMY
et Didier MARMION
ont la joie d'annoncer la naissance de
Cassia,
le 16 octobre 1984.
1, rue Léopold-Robert,
75014 Paris.
20, rue Victor-Bart,
78000 Versailles.

Décès

— M^{me} Albert Bivas,
M^{me} et M^{me} Robert Bivas,
Pierre et Philippe.
Les familles Bivas, Hesson, Farago,
Errera, Covo et Assa,
ont le deuil de faire part du décès de
M. Albert BIVAS,
survenu le 23 octobre 1984.
Les funérailles auront lieu le mardi
30 octobre, dans la plus stricte intimité.
10, avenue Sainte-Marie,
94160 Saint-Mandé.

— M^{me} Bernadette Buch
nous prie d'annoncer la mort de
Paul BUCH.

Discrettement, il est mort comme il a
vécu. Il avait pourvu, durant la pre-
mière guerre mondiale, sauvé toute sa
compagnie : lors de la seconde, de 1940
à 1944, il secourut nombre de compa-
triotes dans le quartier des rues
Lecourbe et de la Croix-Nivert, et il
apporta pendant trois mois de la souve-
rance à deux évadés anglais. Grand
bleu de guerre, Paul Buch avait refusé
toute décoration.
A tous ceux qui l'ont connu et aimé,
ne priez pas pour lui, mais invoquez-le :
il peut encore vous aider.

— M^{me} Marcel Brion,
Patrick et Catherine Brion
et leurs enfants,
Agathe Brion,
ont le deuil de faire part de la mort de

Marcel BRION,
de l'Académie française,
officier de la Légion d'honneur,
grand officier
de l'ordre national du Mérite,
officier des Arts et Lettres,
croix de guerre 1914-1918,
officier de l'ordre
du Mérite de la République italienne,
commandeur de l'ordre allemand
pour le Mérite.

pleinement décédé à son domicile par-
isien, le 23 octobre 1984, dans sa quatre-
vingt-seizième année.

Les obsèques ont lieu le vendredi
26 octobre, à Saint-Thomas-d'Aquin, sa
paroisse, à 14 heures, suivies de l'inhumation
au vieux cimetière de Meudon.
(Le Monde des 25 et 26 octobre.)

— M^{me} veuve Paul Garreau,
sa sœur,
nous prie d'annoncer le décès de

M^{me} Renée FARMER,
veuve de

M. le professeur J. FARMER,
survenu le 23 octobre 1984, dans sa
quatre-vingt-huitième année.

L'inhumation aura lieu au cimetière
de Père-Lachaise, le mercredi 31 octo-
bre, à 15 heures.

28, rue Pierre-Chaulin,
78150 Le Chesnay.

— M^{me} Joseph Van der Meulen,
son épouse,
M^{me} et M^{me} Alexander Schaub-Van der
Meulen,
M^{me} et M^{me} Yves Francis-Van der
Meulen,
ses enfants,
Anne-Catherine, Isabelle et Olivier
Schaub,
Fabian et Nicolas Francis,
ses petits-enfants,
M^{me} Valentine Van der Meulen,
M^{me} et M^{me} Paul Van der Meulen-
Santy,
Le docteur et M^{me} Gilbert Van der
Meulen-Van Roy,
M^{me} et M^{me} Albert de Mol-Hanson,
sa sœur et beaux-frères,
leurs enfants et petits-enfants,
Les familles Van der Meulen, de Mol,
Cools et Mortens,

ont le deuil de faire part de la perte
crnelle en la personne de

Messire baron
Jozef Vital Marie
VAN DER MEULEN,
époux de M^{me} Lucienne de Mol,

ambassadeur extraordinaire
et plénipotentiaire honoraire,
représentant permanent de la Belgique
auprès des Communautés européennes,
inspecteur des finances,
commandeur de la Légion d'honneur,
titulaire
de nombreuses autres décorations
belges et étrangères,

né à Meisele le 1^{er} mars 1914 et pleu-
sement décédé à Berchem, le 24 octobre
1984, réconforté par les sacrements de
notre mère la Sainte Eglise.

Le service funéraire, suivi de l'inhumation
au cimetière de Berchem, sera célé-
bré en toute simplicité en l'église paroissiale
de Berchem Sainte-Agathe, le
samedi 27 octobre, à 11 heures.

Reunion à l'église.

Ni fleurs ni couronnes.

Le présent avis tient lieu de faire-
part.
Avenue R.-Comhaire 89,
1080 Bruxelles.

— Les membres du conseil d'adminis-
tration de la FOL au Maroc (Ligue
française de l'enseignement et de l'édu-
cation permanente)
ont le tristesse de faire part du décès de

Catherine VIELLY,
née Gras,
leur présidente,
professeur honoraire,
chevalier du Mérite de l'ordre national,
survenue à l'âge de quatre-vingt-huit ans.

Les obsèques ont eu lieu dans l'inti-
mité, à Montreuil-Bonin, le 23 octobre
1984.

Remerciements

M^{me} André Pelabon,
profondément émue et touchée par les
témoignages de sympathie exprimés lors
du décès de

M. André PELABON,
adresse ses vifs remerciements et sa gra-
titude à tous ceux qui se sont associés à
sa peine.

— Très touchée par les nombreuses
marques de sympathie qui lui ont été
témoignées lors du décès de

Georges PININGRE,

sa famille adresse ses vifs remercie-
ments à tous ceux qui partagent avec
elle sa grande peine.

Anniversaires

— Il y a onze ans, le 26 octobre 1973,
mourait

Albert HALFEN,
résistant FTP,
militant communiste.

Son combat est toujours vivant.
Ses fils :
Claude Halfen,
733 205 Fresnes,
Nicolas Halfen,
130 575 E Fleury.

Messes anniversaires

— Pour le premier anniversaire de la
mort de

M. Firmin BRUNET,
inspecteur central honoraire des PTT,
une messe sera célébrée le dimanche
28 octobre 1984, à 9 heures, à l'église
Saint-Pierre (Oise).

— Pour le premier anniversaire du
rappel à Dieu de

Stanley CAMPBELL,

une messe sera célébrée par Mgr Perrot,
le mercredi 7 novembre 1984, à
19 heures, dans la crypte Saint-
François-d'Assise de l'église Saint-
Sulpice (tenue sous la tour de la rue
Saint-Sulpice).

ROBLOT S. A.
522-27-22
ORGANISATION D'OBSEQUES

Communications diverses

— Jean-Michel Beaujon, émule du
Père Robert Simon, dit « l'abbé
volant », effectuera, dimanche 28 octo-
bre, à 15 heures, un plongeon de « haut
vol » dans la Seine à partir de la pas-
serelle Debilly, à Paris-16^e, au profit de
l'enfance inadaptée. Les dons sont reçus
à la BNP, 37, avenue Victor-Hugo,
13260 Cassis, n^o de compte : 00739962.

Soutenances de thèses

DOCTORAT D'ÉTAT

— Université Paris-X (Nanterre),
lundi 29 octobre, 17 heures, salle des
Actes, M. Abdou Berbe : « Le régime
juridique des actes d'application du
code des investissements au Mali ».

— Institut d'études politiques de
Paris, mardi 30 octobre, à 9 heures,
salle 106, M. Patrick Moreau : « Le
Parti national-démocrate d'Allemagne
dans la vie politique de la RFA : étude
organisationnelle, sociologique et électo-
rale d'une formation de l'opposition
nationale » 1964-1976 ».

— Université Bordeaux-II, lundi
5 novembre, à 14 h 30, salle des Thèses,
M. Léon Lour : « Pédagogie de l'appro-
priation et essai du mandat de délé-
gué syndical ».

— Université Paris-II, samedi
10 novembre, à 15 heures, salle des
Fêtes, M. Robert Jacob : « Les struc-
tures patrimoniales de la conjugalité au
Moyen Age dans la France du Nord ».

Liseo
St. Mandé par
PHILATÉLISTES
1, rue de la République

OFFRES D'EMPLOI	Le ligne	Le ligne TTC
DEMANDES D'EMPLOI	80,00	106,74
IMMOBILIER	27,00	32,02
AUTOMOBILES	80,00	71,16
AGENDA	80,00	71,16
PROP. COMM. CAPITAUX	177,00	206,92

ANNONCES CLASSEES

ANNONCES ENCADRÉES	Le m ² /an	Le m ² /an TTC
OFFRES D'EMPLOI	51,00	60,48
DEMANDES D'EMPLOI	15,00	17,79
IMMOBILIER	39,00	46,25
AUTOMOBILES	39,00	46,25
AGENDA	39,00	46,25

REPRODUCTION INTERDITE

L'immobilier

appartements ventes

5^e arrdt
Métro MAUBERT
Bon imm. chif. cent. individuel,
grand séjour, 1 petite chambre,
cuisine, salle de bain, WC, bu-
anderie, 45, BD SAINT-GERMAIN.
Samedi, dimanche 14 h à 17 h.

Métro LUXEMBOURG
Pavé de tertiaire, balcon, sur rue
à 10 m. d'entrée, cuisine, sa-
lle de bain, WC, buanderie, por-
celaine, 35, rue GAY-LUSSAC.
Samedi, dimanche 14 h à 17 h.

9^e arrdt
Prix TRUANDS studio confort
5^e étage, asc., grandes baies.
P. 180 000 F. Tél. 285-00-69.

10^e arrdt
URGENT, PART. vds rue de
Maurice Lemaître, 45, 18 m²
à 10 m. d'entrée, cuisine, sa-
lle de bain, WC, buanderie, por-
celaine, 10, rue PORRIER-DE-NARCY
angle 132, av. G. Lemaître.
Samedi, dimanche 14 h à 17 h.

PARC MONTSOURIS
2 P., MAISON 3 P.
5 pièces, entrée 14 m², 17 m²
rue d'Anjou, Paris-14^e.

15^e arrdt
Métro VAUGIRARD
IMM. MAISON DE TAILLE
luxe double, 2 chambres, en-
trée, dressing, cuisine, salle de
bain, WC, agréablement amé-
nagé, chif. cent. individuel,
311, rue Vaugirard, samedi, di-
manche, lundi de 14 h à 17 h.

16^e arrdt
TROCADÈRE CHARMANT
4 p., 2 ch., salle, parait. ap-
part. P. 1 100 000 F. 100-11-11.

19^e arrdt
18^e PLACE DES FÈTES
Studio 27 m² 11 ch. cuis. 45,
bain, entrée, cave, 45, 45, 45,
rue de la République, 230 000 F.
208-61-97 de 8 h à 13 h et
après 18 h 30.

BUTTES CHAUMONT
3 pièces 70 m²
+ TERRASSE PRIVÉE
Rue neuf, confort.
A louer - 450 000 F.
A.S.C. - 208-08-14.

92
Hauts-de-Seine
SURESNES RÉSIDENTIEL
IMMUBLE RÉCENT
110 m² + 25 m² BALCON
à 500 000 F., av. 200 000 F.
Ca jour et dernier 18 h/19 h
25, rue D-Rout ou 504-81-83.

94
Val-de-Marne
NOGENT-SUR-MARNE
Prox. immédiate RER et bus
TRÈS BEAU SÉJOUR, 50 m²,
2 CHAMBRES, étage élevé
TRES BELLES AFFAIRES
BEMICHEL
Tél. 873-50-22/47/71.

Province
VENDRE LES SABLES-
D'OLONNE, face à la mer,
luxe app. 60, 150 m², 80
ch., 3 orientations, cuisine, ge-
rage, Rouille-Cheuvreuil, no-
uveau 85310 SAINT-HEPAIN.
Téléph. : 16 (51) 30-04-22.

Etranger
Les Pous/Châtel-Saint-Denis
(Fribourg-Suisse), à vendre
appartements à 84.870 F., 3 et
4 pièces, cha. 84.870 F., 3 et
4 pièces, vue sur lac Léman.
Pouvez-vous venir aux d'été-
niers. Faire offre sous pli
17-500-236 à Publications SA
17-500-236 Fribourg (Suisse).

locations
non meublées
offres
Paris
504-20-00 Ce numéro de
service vous indique les ad-
resses de locations de la
ASSOCIATION FRANÇAISE
DES PROPRIETAIRES
3, rue Montevideo, PARIS-16^e.
NOMBREUSES LOCATIONS
DISPONIBLES
ENTRE PARTICULIERS
C.L.P. 807-95-46
89, rue du Chemin-Vert,
Paris-11^e. M^{me} St-Ambroise.

locations
meublées
demandes
Paris
Cherchez à louer 2 pièces dans
l'essence de préférence EVRY,
prox. transports et commerces.
Ecrire L'Agence, 3, rue des
Bleuets, 91170 Vry-Chatillon
ou tél. (16-8) 89-06-17.
Pour documents et em-
ploiements mutuels IMPOR-
TANTE BANQUE rech. après
PÈRES. Loyer élevé
accepté ou villa. 504-01-34
COLLABORATEUR JOURNAL
223, rue de la République,
Paris-19^e. Loyer élevé
accepté ou villa. 504-01-34
soirée 20 heures.

Région parisienne
Pour Stés européennes cherche
villes, pavillons pour CADRES.
T. : 888-88-88 / 283-07-02.

terrains
Part. vend à prix. de la Fer-
me-Journe terrain en 2 par-
celles, l'une de 2,71 ans avec
cave et 100 m² de terrain.
de 1,89 m², prix 20 000 F. à
déduire. Tél. : 048-24-94.

villas
VERSAILLES
218 m² utiles (125 m² habita-
bles + 90 m² sous-sol), séjour
30 m², cuisine, 4 chambres,
bains, salle d'eau, chauffage
central, LIBRE DE SUITE. Ven-
dre sur place les 24, 25, 26 et 27
de 14 h à 19 h. 10, Impasse
Saint-Henri. Prix 1 260 000 F.

maisons
de campagne
PARIS SUD 100 KM
FERMETTE
RESTAURÉE
salle comm. 478 m², cheminée,
poutres, 4 ch., s. de bns, w.c.,
chiff. comm. fuel, gar. garage
terr. 2 200 m² avec paysagé
EXCELLENTE AFFAIRE.
ORDRE DES PROPRIETAIRES
IMMO SUD 45808 DORDOISE.
Tél. (16-38) 92-70-73 m. dim.

DEMANDES D'EMPLOIS
CHEFS D'ENTREPRISE
L'Agence Nationale Pour l'emploi
vous propose une sélection de collaborateurs :
• INGENIEURS toutes spécialisations
• CADRES administratifs, commerciaux
• JOURNALISTES (presse écrite et parée)
DIRECTEUR DU PERSONNEL, 47 ans, ani-
mateur de l'organisation humaine en moyenne en-
treprise, au tempérament pragmatique de réalisa-
tion, d'homme de dialogue, sachant motiver, et
aimant persévérer, de gestionnaire et d'organisa-
teur rigoureux avec totale maturité anglaise.
RECHERCHE : poste D.P.R.H. (ou à défaut de
« personnel et administration management »)
d'une entreprise sérieuse, si possible U.S. ou alpi-
pense (section BCO/JCB 567).
CADRE FINANCIER, 40 ans, gestion, forma-
tion EHESS Paris I option économie DECS +
ICG, anglais courant, 9 ans expérience dans PME
+ 300 personnes (finance, compt., contrôle bud-
gétaire) dont 3 ans d'audit interne. Bonne ma-
îtrise du PCR et de l'outil informatique.
RECHERCHE : responsabilité opérationnelle
dans toute entreprise désirant dynamiser son dé-
partement financier, Paris ou étranger (section
BCO/JCB 568).
DIRECTEUR HOTELIERIE classe internatio-
nale, expérience 25 ans France, étranger, trilingue
anglais, allemand, gestion comptabilité et fiscalité
personnel, commercialisation clientèle
individuelle, de groupes, congrès, séminaires.
RECHERCHE : direction générale ou direction
dans : groupe hôtelier, clinique, résidence hôte-
lière, etc. Paris, province, étranger (section
BC/MS 569).

immeubles
Groupe financier sérieux ou im-
meuble Paris 8^e, 9^e, 7^e,
8^e, 9^e, 16^e, intermédiaires ac-
ceptés, 723-01-30 M. DRAY.

L'agenda du Monde

Antiquités
ACHAT meubles, bronzes
linge ancien, etc. Tél. même
dim. 373-38-83 - 282-80-20.
A votre ancien gramophone dé-
but 1900 + nombreux disques.
8.000 F. Tél. 18 (8) 795-51-08.

Artisans
222-22-22
Cade et restauration de tableaux
en gravure, 15 ans de métier.

Carrelages
DIRECT USINES
BOCARÉ 387-08-14
113, av. Fernand, Paris-11^e.

Canapés
COURT CIRCUIT
SUR CANAPÉS
CAP, spécialiste réputé de
canapés haut de gamme, vous
fait profiter du circuit court et
bénéficier de ses prix sur sa
vaste collection.
En tissu : 110 qualité et
coloris, ainsi que les presti-
gieuses collections de Canal
Duoro, Rubell et Lauer...
En cuir : 9 qualités et, 44
coloris différents.
Toutes poss. existant :
3 places, 2 places, fauteuil,
dépoussières, réversibles
(commis à l'essai).
Par exemple : un ravissant
canapé 2 places tissu à partir
de 3.650 F. un canapé 3 places
en cuir véritable à 5.520 F. et
veau pleine fleur à 8.950 F.
Alors mettez le cap sur CAP :
vous venez, c'est direct.
CAP, 37, rue de Cîteaux
75012 Paris. Tél. 307-24-01.
CAP, 27, avenue Rapp, 75007
Paris. Tél. 555-88-22.
CAP, 47, cours de la Liberté
69003 Lyon.
Tél. (7) 860-02-54.

Cours
Part. ch. professeur titulaire
CAPES pour cours de philo-
sophie - Tél. : 903-60-92.
Prof. agr. angl. donne cours
part. la revue, entre, études.
M. THOMSON 270-58-44.
Cours orthographe, grammaire,
lecture, rédaction, trépasse et
soutien. Tél. : 387-05-05.
MATHÉMATIQUE, PHYSIQUE
Toutes classes associatives
MATH. SUP. SPÉCIALE
Prof. expérimenté, 568-11-71.

Papyrus
Papyrus d'Egypte,
peint à la main, gros - 1/2 gros
détail. Exposition permanente
88, r. M.-Ange 75016 - 881-81-87

Moquettes
A SAISIR
MOQUETTE super VELOURS
12 coloris p. posée 65 F/m²
MOQUETTE 100 %
p. laine Woolmark.
Prix posée : 99 F/m².
Tél. : 658-81-12.

Spécialités régionales (vins)
« MONTLOUIS »
c'est aussi
un vin blanc
d'appellation contrôlée
sec, 1/2 sec, moelleux, et
méthode champenoise.
N'attendez pas les fêtes
de fin d'année pour vos
commandes, car sur demande
André CHAPEAU
viticulteur, Housseau
37270 MONTLOUIS-S/LOIRE.

Tapis
TAPIS D'ORIENT
101, avenue La Bourdonnais
Paris-7^e. Tél. 560-40-21
AFRIQUE, 80 X 140 m 300 F.
2 m X 3 m 8 500 F.
ISPAHAN, NAIN, CAUCASE,
NEPAL, CACHEMIRE, TURQUIE
à des prix INCROYABLES.

Troisième âge
A 30 km de PARIS en bordure
de Marne, résidence 3^e âge,
personnes valides, semi-
valides, Grand confort. Tél.
430-08-52 et 007-59-71.
RÉSIDENCE LES GÉORGE
10 m Porte-d'Italie, Paris.
Tous les jours, repas, réveil,
toutes personnes, tous âges,
valides, semi-valides, handi-
capés. Soins, jouets, pour
animaux familiaux acceptés.
33, avenue de Vry, 93400
VILLEJUIF. Tél. (1) 720-
89-53/(1) 638-34-14.
30 km PARIS-NORD
Chambres particulières, inva-
lides, soins, surveillance, sur-
sing. Tél. : (4) 457-00-44.

Vacances
Tourisme
STATION DE SKI
relève ramonte mécanique
avec le Corbier et la Toussure,
chalet Val d'Arven. Studios
et aptes à louer de 3 à 2 pers.
73530 Saint-Jean d'Arves.
Téléphone : (78) 55-70-36.
Montend-Le-Lac, Haute-Savoie -
station des Portes du Soleil. Séjour
hiver : ski fond et piste. Personne et
hôtel de 130 à 180 m. Appart. ou
studio au 4 pièces. Départs sur
demande - Renseignements : Syn-
dicat d'Initiative - (50) 79-12-87.

SKI DE FOND
HAUT-JURA
TGV à 3 HEURES DE PARIS
Yves et Liliane vous accueillent
dans une ancienne ferme du
XVIII^e confortablement rénovée
5 chambres 5 salles de bain,
cuisine et pain maison tout au
feu de bois, linéaire 12 pi-
sonnes calme, rustic. Formule
tout corps (person. accom-
pagnement, matériel de ski).
Prix : de 1 750 F à 2 000 F
selon période.
LE CRET-L'AGNEAU
28550 MONTENOT.
Téléphone : 16 (81) 38-12-51.

emplois internationaux
LA FONDATION
LUMIÈRE, VIE, AMOUR
Fondation d'aide
aux enfants aveugles
ou qui risquent de le devenir)
recherche
UN MÉDECIN
OPHTALMOLOGISTE
pour assurer le poste d'assis-
tant du médecin-chef du ser-
vice d'ophtalmologie de l'hô-
pital national de Nouakchott
(MAURITANIE).
UN MÉDECIN
ANESTHÉSISTE
pour assurer le poste d'assis-
tant du médecin-chef du ser-
vice d'anesthésiologie de l'hô-
pital national de Nouakchott
(MAURITANIE).
Engagement de 6 mois
renouvelable.
Salaire à convenir.
Les candidats doivent faire
preuve d'un grand engagement
personnel et d'un bon sens des
responsabilités et de l'adap-
tation à des conditions difficiles.
Expérience professionnelle de
3 ans souhaitée. Faire offre me-
noscrite avec C.V. et photo à :
Fondation Lumière, Vie,
Amour, Ch. de Gény 3 1012
Lussembourg (Luxembourg).

OFFRES D'EMPLOIS
Le groupe Egor rappelle aux lecteurs du Monde les postes qu'il leur a proposés cette
semaine.
• **INGENIEUR D'AFFAIRES**
Lyon
Electromécanique
R4L VM 21/881 F
• **INGENIEUR**
TECHNICO-COMMERCIAL
R4L VM 10/622 G
Si vous êtes intéressé par l'un des ces postes, nous vous remercions de nous adresser
un dossier de candidature, en précisant la référence choisie.
GROUPE EGOR
8, rue de Ben 75008 Paris.
PARIS LYON NANTES STRASBOURG TOULOUSE
MILANO PERUGIA ROMA VENEZIA VISSOLE D'ORFÈRE LONDON MADRID TOKYO
Etablissement Privé
sous contrat d'association
SURVEILLANT
PLEIN TEMPS
Tél. : 763-46-35
jeudi de 9 h 30 à 12 h 30.

ANPE
Ecrire ou téléphoner :
12, rue Blanche, 75436 PARIS CEDEX 09
Tél. : 285-44-40, postes 33 et 34.
J.H. dégage D.M.
cherche P.E. chauffeur V.L.
Tél. : 252-58-24.
J.F. 22 ans, 6 ans exp. borne
destro, standard, vaiss. tôles,
chauffeur place stable.
Tél. : 248-77-40.

Le Monde

économie

LE MOUVEMENT DE GRÈVE DU 25 OCTOBRE

Faible participation

A l'heure du bilan, le mouvement de grève des fonctionnaires, le 25 octobre, paraît avoir atteint, au mieux, le niveau de la précédente grève du 8 mars. A 18 heures, les informations recueillies par la Direction générale de la fonction publique établissent à 28 % le taux de participation. Seuls les PTT, semble-t-il, ont fait mieux qu'en mars dernier avec 39 % de grévistes, ce dont se félicitent la fédération FO, la fédération unifiée CFDT pour qui la grève a été « largement suivie » par cent cinquante mille postiers en raison du nombre de bas salaires.

Ailleurs, d'autres évaluations ministérielles donnaient 37 % de grévistes aux finances et 36,5 % dans l'enseignement primaire, 31,2 % dans le secondaire, 24,7 % parmi le personnel non enseignant dans vingt-quatre des vingt-sept académies.

L'union fédérale FO, dans un communiqué, a souligné « le succès de cette action » et la CGT a affirmé que deux millions de per-

sonnes s'étaient mobilisées. Si l'on excepte les quelques coupures de courant de courte durée qui sont intervenues à Paris (7^e et 8^e arrondissements) et à Amiens, la participation à la grève de 35 % des agents EDF (selon la direction), à l'appel de la seule CGT, ne s'est pas traduite par des perturbations pour les usagers, tout comme à la RATP où, à encore, seule la CGT appelait à un arrêt de travail de deux heures minimum. En revanche, les transports en commun dans des villes de province et, surtout, le trafic SNCF ou le trafic aérien ont eu à souffrir du mouvement de grève. Un train sur quatre circulait sur les grandes lignes et un train sur trois sur le réseau de banlieue; l'arrêt de travail des contrôleurs aériens a empêché le fonctionnement des aéroports de Roissy et d'Orly, dont les programmes de vols ne reprendront normalement que le 26 octobre.

De leur côté, les manifestations n'ont pas connu l'ampleur habituelle et, surtout, ont rassemblé des troupes bien calmes, y compris dans leurs stades. A Paris, où le cortège unitaire (sauf FO) défilait de 10 heures de matin à 13 heures entre la République et le Palais-Royal, on ne comptait guère plus de dix mille manifestants (cent mille selon la CGT) avec à leur tête, pour seuls dirigeants nationaux, M. Henri Krasucki (CGT) et M. Guy Druilheud (CFDT). En province, où des rassemblements ont également eu lieu, comme à Marseille, on signale surtout le cas particulier de Nantes où toutes les organisations syndicales, y compris FO, appelaient à un défilé. Plusieurs milliers de personnes y participèrent dont de nombreux retraités et pré-retraités qui exigeaient « un rattrapage de leur pouvoir d'achat » pour 1983 et 1984.

A Orléans, le SGEN CFDT a demandé à ses militants de verser le montant de leur journée de travail à l'association Quart-Monde, et, à Niort, des syndicalistes CFDT des services hospitaliers ont fait de même en faveur des infirmières arrivant en fin de contrat.

A l'occasion de cette journée, M. Maire, secrétaire général de la CFDT, invité sur Antenne 2, a condamné le « refus de négociation ». M. Paul Marchelli, président de la CGC, écrit dans l'éditorial de la Lettre confédérale que le responsable de cette grève, « c'est le secrétaire d'Etat à la fonction publique, grâce à son insigne maladresse » et considère qu'elle a eu « trois vedettes » (M. Le Garrec, l'abbé Pierre et M. Krasucki). M. Yvon Chotard, vice-président du CNPF, en visite à Chambéry, s'est demandé « si les fonctionnaires ne se sont pas trompés d'objectif ».

Enfin, la CFDT avait organisé, le 25 octobre, une journée nationale d'action qui s'est traduite par des opérations « portes ouvertes » dans ses unions départementales et locales. Au cours d'une conférence de presse, M. Jean Bédard, président de la CFDT, a déclaré que son syndicat s'inquiétait « du vide contractuel constaté depuis fin août » et du « risque de cumul des mécontentements emploi et pouvoir d'achat ».

Le pari perdu

(Suite de la première page.)

L'échec, on le trouve aussi dans le résultat immédiat de cette grève du 25 octobre qui ne va pas faire bouger d'un iota les pouvoirs publics. Dans les milieux officiels, il était de bon ton ces derniers jours, de souligner que les fonctionnaires français étaient moins mal traités que leurs collègues allemands (baïse de 3 % des traitements bruts au 1^{er} janvier 1984), allemands ou britanniques. Autant d'exemples « étrangers » qui ne pouvaient guère inciter M. Fabius à relâcher la discipline salariale. Au soir du 25 octobre, M. Le Garrec continuait à dire que le dossier salarial 1984 était clos.

Dans les milieux officiels, on ajoutait que les syndicats avaient fait leur travail, qu'ils s'étaient « démarqués » de la politique salariale de l'Etat et qu'il s'agissait de « recoller les morceaux » pour 1985. On affichait le souci de revenir pour 1985 à une pratique contractuelle. Mais sur quelles bases ? Va-t-on étendre les systèmes suggérés à EGF et à la RATP, où les pouvoirs publics ont imposé que la mise en œuvre des propositions salariales 1984 — comprenant des nouvelles formules de « clauses de sauvegarde » — soit subordonnée par un minimum de consensus syndical ?

Pour 1985, M. Le Garrec dispose théoriquement d'une plus grande marge de manœuvre, qui pourrait lui permettre de se montrer — avant les législatives de 1986 — moins rude qu'en 1984. Il pourra ainsi distribuer en masse salariale une hausse d'environ 2,6 % par le jeu de deux ou trois augmentations en niveau (dans la limite de 4,5 % par rapport au glissement des prix). Mais le secrétaire d'Etat ayant pour objectif de se retrouver pour 1986 avec un effet report encore inférieur à celui de 1983 (1,91 %), les fonctionnaires ont peu d'espoir de voir réapparaître le temps des vaches grasses.

On devrait y voir plus clair rapidement, puisque M. Le Garrec entend consulter séparément les syndicats avant les élections du 3 décembre dans l'éducation nationale — autour desquelles se cristallise la rivalité FEN-FO — et ouvrir ensuite la négociation. Face à cette prochaine échéance, les syndicats d'appartenance pas en position de force. Le gouvernement aurait cependant tort de se réjouir d'une telle situation. Intelligemment, M. Le Garrec s'est bien gardé de souligner l'insuccès de la mobilisation du 25 octobre. Cette insuffisance ne doit pas dissimuler en effet une double difficulté pour l'Etat. Tout affaiblissement du syndicalisme est inquiétant, et MM. Fabius et Le Garrec ne peuvent se féliciter d'avoir des interlocuteurs en position difficile. Quand on mobilise mal, on est aussi un mauvais interlocuteur dans les négociations, faute d'avoir la confiance de la base. L'échec du 25 octobre révèle aussi la persistance d'un profond malaise dans la fonction publique, qu'il s'exprime aujourd'hui dans la rue ou demain dans les urnes. Il est urgent de trouver une réponse à ce double problème.

MICHEL NOBLECOURT.

Ceux de l'arrière

par PIERRE DROUIN

Les fonctionnaires et agents des services publics sont remontés dans l'estime de l'opinion. Ils ont clairement manifesté, en refusant au mot d'ordre des syndicats, qu'ils prenaient leur part des difficultés de tous les Français, et qu'ils avaient conscience de ne pas être dans la plus mauvaise des situations en acceptant une baisse du pouvoir d'achat puisqu'ils ont la sécurité de l'emploi.

Ceux du « front », exposés à la concurrence internationale et aux licenciements, auraient-ils compris que ceux de l'« arrière », protégés par leur statut, en rajoutant sur les revendications à l'heure où la France tout entière doit « effiler les voiles », comme disent les marins pour donner moins de prise à la tempête.

On ne peut pour autant assénier, comme le fait l'abbé Pierre (1), les fonctionnaires à des « malheurs », même si, dans sa bouche, il ne s'agit pas d'un jugement mais de faits. Malgré les primes et les coopératives d'achat, les traitements du bas de l'échelle n'ont rien de miraculeux. Cela dit, les circonstances ne portaient pas du tout à l'action. On peut se demander pourquoi les organisations représentatives, déjà déshabillées au mois de mars dernier, n'ont pas mieux fiébré vent. Ne sont-elles pas victimes

d'un rituel, d'une machinerie, d'habitudes prises qu'elles ne peuvent plus vraiment contrôler ? Avec un automatisme qui ne paraît plus guère de mise dans une société si complexe, les grands appareils continuent de mouler leurs mots d'ordre.

Déjà, dans la fonction publique, puisque le patron est l'Etat, il n'est pas très facile de ranger l'action dans la catégorie de la lutte des classes, et depuis longtemps des esprits qui n'étaient pas animés que par le malinisme ou l'idéologie se sont posés la question de savoir quel était le sens d'une lutte qui, finalement, ne pouvait contraindre que les usagers ou les consommateurs.

Le syndicalisme dans son ensemble ne s'agit pas d'un peu plus affaibli de cette décision entre les thèmes de lutte choisis et les réalités ? Rejet de la politique, rejet de la lutte sociale traditionnelle, tous ces phénomènes de société que l'on constate aujourd'hui n'ont pas d'autre cause. Il y a une inadéquation du discours et de l'action des organisations aux problèmes nouveaux posés à la nation du fait de l'emploi et de la durée de la crise. Une extraordinaire loi d'inertie conduit dans la plupart des cas à se référer à des

schémas connus. Ils étaient jadis bien huilés. Les vides qui grèpent et s'accrochent plus que les militants qui ont la foi chevillée au corps, et pensent que, de toute manière, il est bon que de temps en temps la liturgie de la « main » réveille les énergies assoupies.

Vu sous cet angle, le jeu veut peut-être la chandelle. Mais si la chandelle ne brûle pas d'un certain éclair, on ne perçoit plus que les vides dans les rangs.

Le terrain de la fonction publique est l'un des plus difficiles qui soient pour les syndicats. Leurs dirigeants ont le tâche délicate de bien apprécier la vigueur de leurs leviers, les points d'appui sur lesquels ils ont des chances de faire bouger quelque chose. Une mauvaise organisation des temps de travail, une participation plus active aux décisions d'une pesante hiérarchie, la traduction humaine de la décentralisation, la mobilité des tâches, la lutte contre certains privilèges dans la haute administration, etc., seraient peut-être des thèmes mobilisateurs. Il était beaucoup plus difficile de faire passer, en temps de rigueur, le message : « A nous la garantie intégrale du pouvoir d'achat, que le gouvernement ne déroute avec les chômeurs ! »

(1) Paris-Match du 2 novembre.

Dans l'éducation nationale

MOBILISATION OFFICIELLE

Le mot d'ordre de grève a été relativement peu suivi dans l'éducation nationale. Selon le ministère, 36,50 % des instituteurs, 31,26 % des professeurs de second degré (mais seulement un quart dans les lycées) et près de 25 % des personnels non-enseignants ont cessé le travail.

Si le Syndicat général de l'éducation nationale (SGEN-CFDT) fait état d'un taux comparable de grévistes, la Fédération de l'éducation nationale (FEN), pour sa part, avance un chiffre de 31 %. Eternelle polémique que la FEN explique par une différence de mode de calcul. Le ministère compte, en effet, le nombre de grévistes en fonction des postes budgétaires et la FEN par rapport au nombre d'enseignants susceptibles d'être présents ce jour-là dans l'établissement. Les responsables de la FEN reconnaissent cependant qu'ils ont des difficultés à mobiliser leurs adhérents dont la « sensibilité » est en décalage avec le mot d'ordre de l'organisation tant sur les raisons de l'action que sur les modalités. La FEN ayant en définitive appelé à une demi-journée de grève.

Au-delà du pouvoir d'achat proprement dit, c'est sur la réhabilitation des négociations salariales avec le gouvernement que les syndicats d'enseignants voulaient axer leur revendication. Leurs adhérents ont sans doute estimé que ce n'était « pas le moment », ainsi que l'ont expliqué des enseignants dans leurs classes, citant comme arguments la crise économique et le chômage. « Nous sommes tout à fait capables de comprendre qu'il y a des difficultés », répond M. Yves Ripoché, secrétaire national de la FEN, mais à condition que l'on ait exploré toutes les possibilités d'alimenter le budget. « Sans compter, ajoute-t-il, que la diminution du pouvoir d'achat peut être cause d'une augmentation du chômage. »

LA DISCUSSION DU BUDGET DE LA FONCTION PUBLIQUE A L'ASSEMBLÉE NATIONALE

Les socialistes demandent qu'aucun salaire ne soit inférieur à 4 500 francs

Si les syndicats de fonctionnaires avaient donné un ordre de grève pour le 25 octobre, c'était bien parce que, ce jour-là, les députés débattaient du budget du secrétariat d'Etat à la fonction publique. Non pas que ce soit avec les sommes qui y sont inscrites qu'ils sont payés, mais M. Le Garrec est quand même leur « patron », et ils savaient qu'en manifestant ce jour-là ils auraient quelques échos à l'Assemblée nationale. Pari gagné.

D'autant que les députés socialistes eux-mêmes n'ont pas cherché à cacher la difficulté de la situation. M. Douyère (PS-Sarthe), rapporteur spécial de la commission des finances, a ainsi jugé qu'elle s'expliquait, alors que « la fonction publique est depuis longtemps un point d'appui électoral de la gauche » par « la cristallisation d'un ensemble d'interrogations sur les finalités mêmes d'une fonction publique ». Mais, après avoir constaté que, contrairement à une idée reçue, le poids des rémunérations des fon-

ctionnaires dans le budget de l'Etat tend à diminuer, passant de 41,5 % en 1981 à 38,4 % en 1984, il a bien dû admettre que « le principe du maintien du pouvoir d'achat moyen en masse n'implique pas que chaque fonctionnaire soit assuré du maintien de son pouvoir d'achat personnel ». Il a d'ailleurs regretté que l'effet des glissements catégoriels soit compté dans le calcul de l'augmentation de la « masse ».

Le député de la Sarthe a constaté que l'application du principe finé par le gouvernement impliquait, pour 1985, une « revalorisation globale de 5 à 5,5 % en masse » des salaires de la fonction publique. Mais la commission des finances a demandé « une priorité absolue pour les bas salaires de manière qu'aucun traitement ne soit inférieur à 4 500 francs à la fin de l'année », dont elle a suggéré qu'elle soit financée par une « contribution particulière » des fonctionnaires bénéficiant de diverses rémuné-

raisons nécessaires « d'un niveau élevé ».

C'est une autre revendication des socialistes, comme l'a rappelé M. Georges Labazie (PS-Pyrénées-Atlantiques), rapporteur pour avis de la commission, des lois, que soit enfin connu avec précision tout ensemble diffus et mal défini par les syndicats.

Il était facile à l'opposition de s'engouffrer dans le chemin ainsi tracé : elle n'y a pas manqué. M. Jacques Toubon (RPR, Paris), a ainsi affirmé : « Vous payez mal les fonctionnaires car il vous faut exciper l'erreur de recrutement massif ». Il a critiqué « le manque de discussions avec les syndicats ». M. Maurice Ligt (Appareil UDF, Maine-et-Loire) a ajouté : « Les fonctionnaires auxquels vous avez tant promis n'ont jamais été aussi mal traités ». Et M. Bruno Bonny (RPR, Maine) a même prétendu qu'il avait un risque qu'ils commencent « la plus forte régression de leur pouvoir d'achat depuis le gouvernement Laval ».

Les communistes n'ont pas été plus tendres. M. Roland Renard (PC, Aisne) a jugé ce budget « inacceptable ». A cause de l'emploi, car, pour lui, il n'y a pas trop de fonctionnaires et il n'accepte donc pas que le gouvernement en diminue le nombre (moins 5 464 sur un effectif total de 2 586 555 emplois). Surtout à cause des salaires, car « le pouvoir d'achat moyen des fonctionnaires n'est pas maintenu cette année », alors que « la moitié d'entre eux gagnent moins de 6 000 F par mois ».

Face à cela, M. Le Garrec s'est efforcé de calmer au moins les appréhensions de sa majorité. Il a d'abord fait remarquer que la France était « le seul pays d'Europe où, ces trois dernières années, la masse des traitements de la fonction publique avait augmenté au même rythme que les prix ». Après avoir souligné qu'il avait regretté longuement chacune des organisations syndicales, il a déclaré : « Je tiens à dire en ce jour de manifestation, au demeurant normale, que je compte ouvrir dès que possible les négociations avec les organisations syndicales. Qu'il s'agisse de la mensualisation, des bas salaires ou du temps de travail, nous avons déjà préparé les dossiers. »

Pour le reste, le secrétaire d'Etat a assuré que, dans le rapport qui sera publié, « les rémunérations annexes seront analysées par région et par catégorie », que la titularisation sera accélérée « au cours du premier semestre 1985 pour les catégories C et D », et qu'il n'est pas exclu, « les basses catégories bénéficieront d'un effort privilégié en matière de rémunération et de déroulement de carrière ». Enfin, il a estimé que « la modernisation constitue la meilleure réponse aux attaques injustes et dangereuses qui visent la fonction publique ». Il lui reste à en convaincre les fonctionnaires.

LA TOUSSAINT, C'EST AUSSI UN LONG WEEK-END EN ANGLETERRE.



TOWNSEND THORESEN

Le Ferry à l'Anglaise

50% Ferry le Magnifique: 50% de réduction pour vous et votre voiture si vous restez moins de 2 jours 1/2 en Grande-Bretagne, Calais-Douvres en 75 minutes, jusqu'à 58 traversées par jour sur 5 routes différentes. Londres est tout à côté et la campagne est déjà là. Ferry le Magnifique: laissez-vous embarquer pour un long week-end à l'Anglaise et profitez d'un grand moment d'évasion dans un ailleurs tout proche.

Pour tout savoir sur les tarifs «minutours» et nos horaires de traversées, consultez votre agent de voyages ou écrivez à Townsend Thoresen, 41, boulevard des Capucines - 75002 Paris. Tél. (1) 261.51.75.

Nom _____ Adresse _____ Ville _____

هكذا من الأصل

ÉNERGIE

Les contacts se multiplient entre pays producteurs de brut

A quelques jours de la conférence extraordinaire de l'OPEP, prévue le 29 octobre à Genève, au cours de laquelle les pays membres devraient tenter de se mettre d'accord sur une baisse de leur production destinée à enrayer la chute des cours du pétrole (le Monde du 25 octobre), les contacts se multiplient entre les pays producteurs pour persuader les trois pays qui, la semaine passée, ont annoncé une baisse unilatérale de leurs tarifs (Norvège, Grande-Bretagne et Nigéria) de faire machine en arrière.

Après avoir, mercredi 24 octobre, rencontré à Lagos, en compagnie de ses homologues mexicain et vénézuélien, le ministre nigérien du pétrole, Cheikh Yamani, ministre de l'Arabie saoudite, le principal producteur de l'OPEP s'est rendu jeudi 25 octobre au soir à Oslo pour s'entretenir avec le ministre norvégien du pétrole. Le gouvernement norvégien a indiqué jeudi que, bien que la Norvège n'ait pas l'intention, dans l'immédiat, de modifier le prix actuel de son pétrole (28,5 dollars par baril), il se pourrait que ce tarif, désormais fixé en fonction de l'évolution des cours au jour le jour sur le marché international, remonte dans les mois à venir à un niveau supérieur (29, voire 30 dollars) si le marché se redresse.

Le gouvernement du Nigéria avait précisé, après la visite de Cheikh Yamani, que ses tarifs actuels restaient valables. Le ministre saoudien s'est toutefois déclaré confiant que « dans un proche avenir », le gouvernement saoudien relâcherait ses prix. En revanche, le Canada envisage de réduire, à compter du 1^{er} novembre, le prix de son pétrole brut léger exporté vers les États-Unis de 28,80 à 27,47 dollars par baril (- 4,6 %), ce qui devrait accroître les pressions exercées sur l'OPEP.

Comme nous l'indiquait M^{me} Helga Steeg, directrice de l'Agence internationale de l'énergie (AIE), les baisses de prix annoncées la semaine passée reflètent essentiellement l'évolution du marché, et l'OPEP, si elle veut éviter d'être contrainte de réviser à son tour ses tarifs, n'a d'autre chance que d'agir dans un premier temps sur les tendances du marché, en créant un choc psychologique permettant aux cours au jour le jour de rattraper les prix officiels.

M^{me} Helga Steeg estime toutefois que, fondamentalement, le déséquilibre ne provient pas d'un déséquilibre quantitatif entre l'offre et la demande mondiale de pétrole mais d'une inadéquation de la grille des prix relatifs de l'OPEP (différentiels) à la réalité du marché.

« Le prix du pétrole doit absolument refléter la tendance du marché » nous déclare la directrice de l'Agence internationale de l'énergie

« La cause principale de la faiblesse persistante du marché, dans les événements intervenus la semaine passée (baisse des prix britanniques, norvégiens et nigériens) ne sont que le reflet, en la modification structurelle majeure affectant les rapports entre les bruts lourds et les bruts légers comme le brut britannique », nous a déclaré M^{me} Steeg, directrice de l'Agence internationale de l'énergie. L'évolution des structures du raffinage a pour conséquence de gonfler la demande des bruts lourds - de moins bonne qualité - au détriment de celle des bruts légers - de meilleure qualité et dont les prix sont traditionnellement l'objet d'une prime. « C'est pour cette raison qu'on a vu se développer de nombreuses tentatives à la grille des prix relatifs : rabais, facilité de paiement, etc., tout un ensemble de techniques qui, en réalité, ont poussé les prix des bruts légers nettement en dessous de leur prix officiel, ce qui a affecté la Norvège »

et la Grande-Bretagne - producteurs exclusivement de brut léger. Cette situation a été, en outre, selon la directrice de l'AIE, aggravée par deux facteurs : à long terme, par le développement croissant des ventes au jour le jour (spot) au détriment des ventes réalisées sur la base de contrats à terme ; ponctuellement, par le fait que les Saoudiens, principaux producteurs de l'OPEP, ont récemment modifié la composition de leurs « mix » - ventes groupées de pétroles de qualités différentes - en accroissant la part des bruts lourds dans ce mélange. « Ils se sont adaptés aux besoins du marché, car la demande de bruts lourds est beaucoup plus importante que celle de bruts légers, mais cela a rendu la situation des pays producteurs des bruts légers (Grande-Bretagne, Norvège, Nigéria notamment) plus difficile ».

Ainsi, pour M^{me} Helga Steeg, une éventuelle baisse de la production de l'OPEP ne pourra efficacement permettre d'éviter une diminution générale des prix, qu'à la condition qu'elle soit assortie d'une révision de la politique de différentiels de cette organisation, « facteur majeur pour le marché ». Pour juger de la réussite possible d'une telle stratégie, il faut, dit-elle, « voir combien de pays vont réellement y adhérer et s'ils vont complètement réviser leur politique de différentiels ».

L'origine des difficultés actuelles « n'est pas une question de quantité », estime-t-elle, « la surproduction de l'OPEP n'est pas telle qu'elle explique les baisses de prix décidées la semaine passée ». Selon la directrice de l'AIE, l'engorgement du marché constaté est en effet ponctuel, dû notamment au fait que la reconstitution normale des stocks au troisième trimestre n'a pas eu lieu comme cela aurait dû être le cas en prévision de l'hiver, mais la consommation mondiale de pétrole a déjà augmenté tous les trimestres depuis le début de l'année et continuera de le faire au cours du quatrième trimestre. « Les enlèvements vont augmenter », assure M^{me} Steeg, qui estime que la consommation prévue au cours des trois derniers mois de l'année devrait atteindre 44 à 47 millions de barils par jour, pour une capacité de production évaluée à 44 millions de barils par jour. Refusant de se prononcer plus avant sur la politique de l'OPEP, M^{me} Steeg a néanmoins conclu : « Le prix du pétrole doit absolument refléter les tendances du marché. Or les changements observés la semaine dernière comme ceux qui ont eu lieu pendant l'été reflètent les tendances du marché ».

VERONIQUE MAURIS.

● Le Mexique suspend ses exportations de gaz vers les États-Unis. - La Compagnie nationale des pétroles mexicains (PEMEX) a annoncé qu'elle suspendrait, à compter du 1^{er} novembre, ses exportations de gaz naturel vers les États-Unis, du fait d'un différend sur les prix avec ses clients américains, qui souhaitent obtenir une baisse sensible de ces prix.

Les ventes de la PEMEX aux États-Unis avaient déjà été réduites depuis avril dernier de 60 % par rapport aux quantités prévues dans le contrat signé avec la compagnie américaine Border Gas, soit 8,4 millions de mètres cubes par jour. - (AFP.)

Thomson remplace l'état-major de sa filiale ouest-allemande Telefunken

Le groupe Thomson a remplacé l'état-major de sa filiale ouest-allemande Telefunken, rachetée en 1983. M. Bernard Gilliot, directeur des affaires internationales de Thomson et président du conseil de surveillance de Telefunken, a été nommé président du directoire, tandis que M. Konrad Westrick a été nommé président du conseil de surveillance.

L'ancienne équipe à la tête de Telefunken, dont M. Josef Stoffels, président du directoire, a démissionné, le 25 octobre, pour protester contre les projets du groupe français de réorganiser les productions (notamment en ce qui concerne les chaînes de télévision). Pour M. Stoffels il s'agit d'une « perte d'indépendance » de Telefunken contraire aux accords passés lors de la prise de contrôle de l'an passé.

Thomson précise de son côté que les trois usines de Telefunken seront rationalisées mais conservées. Il ne s'agit pas question non plus de bâtir (le Monde du 25 octobre) une usine de composants pour magnétoscopes, affirme le groupe.

Thomson, dont la filiale d'électronique grand public a perdu 80 millions de francs l'an passé - perte qui devrait sensiblement s'accroître en 1984, - doit impérativement rationaliser cette activité. M. Gomez, le PDG du groupe, prépare un plan global, dont il a commencé à discuter les termes avec les pouvoirs publics. Ce plan passe par une déviation de droits de douane de la CEE, une forte dotation budgétaire et une sévère restructuration industrielle. La difficulté tient au fait que le groupe, depuis la rachat de Saba et Nordmende, a une réputation de « tueur d'emplois » en RFA.

Dans les Côtes-du-Nord

LES LICENCIEMENTS DANS L'INDUSTRIE DU TÉLÉPHONE SERONT ACCOMPAGNÉS D'UN PLAN INDUSTRIEL

Les syndicats CGT et CFDT des usines CIT-Alcatel et Thomson Téléphonie ont obtenu, à l'issue d'une réunion avec les industriels et le ministre des PTT, le 24 octobre, que les six cent neuf licenciements prévus dans les Côtes-du-Nord d'ici à juin 1985 soient accompagnés d'un plan social et industriel. Une mission de diversification sera mise en place auprès du commissaire de la République pour atténuer les conséquences de la « mono-industrie » qu'est dans cette région le téléphone.

Les six cent neuf licenciements annoncés, auxquels s'ajoutent la menace sur cent cinquante emplois dans la Câblerie de Lannion, font partie des quelque six mille emplois qui devront être supprimés d'ici à la fin 1985 (le Monde du 26 septembre) dans toute la France.

Dans les Côtes-du-Nord, la difficulté tient à ce que le téléphone est la seule industrie locale. Le groupe nationalisé CGE, propriétaire de CIT-Alcatel et de Thomson Téléphonie, ayant annoncé brutalement et sans plan industriel de substitution d'emplois, des licenciements, les salariés avaient vivement réagi à Paris et sur place, en bloquant notamment des trains.

PLUS DE 900 EMPLOIS VONT ÊTRE CRÉÉS SUR LES SITES DE CREUSOT-LOIRE

Alors que la CFTC, comme la CGT, a refusé d'approuver le plan social de Creusot-Loire, la Délégation à l'aménagement du territoire (Datat) a annoncé le 25 octobre la création de 592 emplois dans le bassin du Creusot. Microfusion, filiale de Howmet Turbine Corp (Pechiney), qui emploie déjà 430 personnes au Creusot, va créer 100 emplois nouveaux (fonderie de cire perdue) ; SIRPA va implanter à Montceau-les-Mines une activité de reconditionnement de pièces de rechange pour automobiles (120 emplois) ; Usiplatinox et Bourgogne Graphique à Torcy, Mapet et Bosch Automotives au Creusot, Brechman Mécanique à Saint-Vallier et Himalaya à Montchanin créeront globalement 172 emplois, qui s'ajoutent aux 200 déjà annoncés par la SNECMA.

Sur les autres sites de Creusot-Loire dans la vallée du Gier et à Saint-Etienne, la Datat annonce aussi la création de 176 emplois, et des négociations sont en cours pour quelques dizaines d'autres. Ce sont donc plus de 900 emplois qui ont été négociés par les pouvoirs publics sur les sites touchés par la restructuration de Creusot-Loire.

Nominations

● M. RÉGIS PARANQUE a été nommé directeur du cabinet de M. Gabriel Ventetol, président du Conseil économique et social, en remplacement de M. Gilles Pasquelloni, qui avait atteint l'âge de la retraite. Né le 19 avril 1935, à Marseille, ancien journaliste (Les Echos, le Croix, l'Express, le Nouvel Economiste), M. Paraque a été, de 1973 à 1977, président de l'AIEF (Association des journalistes économiques et financiers). Devenu, en 1978, conseiller de M. Jacques Chaban-Delmas, président de l'Assemblée nationale, il a été, de 1982 à 1984, chargé de mission auprès de M. Pierre Bérégovoy, ministre des affaires sociales. Professeur d'économie à Paris-V, M. Paraque est l'auteur notamment de la Semaine de trente heures (1967), et du Mésaise française (1970).

E.L.R.

LA COMPAGNIE DES WAGONS-LITS RACHÈTE LA CHAÎNE HOTELIÈRE FRANTEL

Après l'échec des négociations menées entre le groupe libanais Abela et la Banque populaire fédérale de développement (le Monde du 23 août 1984), cette dernière aurait finalement accepté de céder sa chaîne hôtelière Frantel à la Compagnie internationale des wagons-lits et du tourisme (CIWLT). Une réunion du conseil d'administration de la Compagnie des wagons-lits devait s'ouvrir, vendredi 26 octobre, dans la soirée, cette opération menée à l'instigation de la Caisse des dépôts et consignations, qui détiendrait une participation de 30 % dans la CIWLT, au grand dam du groupe Accor (1), qui était également sur les rangs.

Le groupe Frantel, qui emploie quelque 3 000 personnes en France et à l'étranger, a réalisé en 1983 un chiffre d'affaires de 530 millions de francs avec, notamment, un parc hôtelier de 45 hôtels dont 23 en propriété, 27 en France et une vingtaine d'établissements à l'étranger, soit 6 000 chambres. De son côté, la Compagnie des wagons-lits présente dans quatre grands secteurs (tourisme, ferroviaire, restauration et hôtellerie), a pris à la fin de l'année 1982 le contrôle de la chaîne P.M. qui regroupait alors une vingtaine d'hôtels dont une quinzaine en France.

(1) Issu de la fusion de Novotel et de Jacques Borel.

● M. MICHEL VIGER est nommé commissaire à l'industrialisation des régions de Haute et Basse-Normandie en remplacement de M. Robert Branche. Agé de trente-huit ans, né à Cherbourg, M. Viger a consacré l'essentiel de sa carrière à l'établissement public de la ville nouvelle du Val de Vire, dont il était directeur du développement.

● M. PHILIPPE DUVAL a été nommé président de la Société d'exploitation du Palais des congrès de Paris, en remplacement de M. Emile Arthé de Casanova. Né à Paris, âgé de soixante et onze ans, M. Duval est premier vice-président de la chambre de commerce et d'industrie de Paris et vice-président de l'Union des chambres de commerce françaises à l'étranger.

● M. JEAN DELABARRE a été élu secrétaire général de la FGSOA (Fédération générale des salariés des organisations agricoles et de l'agro-alimentaire) en remplacement de M. Bernard Gillot. Né à Paris, âgé de trente-quatre ans, M. Delabarre exerce des responsabilités à la FGSOA depuis 1978.

● M. JEAN-CLAUDE GARRET, cinquante-neuf ans, président du directoire de la société LAW-SECEMA, a pris ses fonctions de président du syndicat général des constructeurs de tracteurs et machines agricoles (SYGMA). Il avait été nommé à ce poste en mai dernier et remplacé M. Daniel Dreyfus, directeur à la Régie Renault. La société LAW-SECEMA construit des matériels d'élevage et de stockage, séchage et conservation de produits agricoles. Le SYGMA rassemble 215 entreprises dont le chiffre d'affaires s'élève à 12 milliards de francs en 1983.

● M. MICHEL FAU a été élu président de la Fédération nationale porcine. Agé de trente-sept ans, ancien président du CNJA de 1978 à 1982, organisation qu'il aura marquée de son empreinte, M. Michel Fau succède à la FNP à M. Jean-Marie Tassart. Il aura, à la tête de cette organisation d'une production qui connaît des crises cycliques, besoin de son sang-froid et de toutes ses qualités d'économiste. M. Michel Fau exploite dans l'Aveyron un élevage porcin et ovien, sur une ferme de 28 hectares.

● Accord franco-belge pour la commercialisation d'un nouveau combustible nucléaire. - La COGEMA (Compagnie générale des matériaux nucléaires) et son homologue belge, la Belgonucléaire ont conclu le 25 octobre un accord prévoyant la création d'un groupement d'intérêt économique (GIE), COM-MOX, pour commercialiser un nou-

veau combustible, à oxydes mixtes d'uranium et de plutonium, mais aussi point en commun. Fruit de trois ans de recherches communes, ce nouveau combustible est destiné à alimenter les réacteurs à eau légère, du modèle de ceux qui sont installés en France. Le GIE commun sera contrôlé à 60 % par la COGEMA, et à 40 % par la Belgonucléaire.

INDUSTRIELS, SONY A CHOISI LES LANDES. POURQUOI PAS VOUS ?



Vue de l'usine SONY, Domaine du Pignada 40180 PONTONX-LEZ-TOURNAI

CONSEIL GENERAL DES LANDES

Service d'Action Economique - B.P. 259 - 40111 MONT-DE-MARSAN Cedex. Tél. (58) 46.40.40.

ÉTRANGER

Succès de la première adjudication du Trésor américain réservée aux étrangers

« La première adjudication de bons du Trésor comportant un volet spécialement réservé aux investisseurs étrangers a été un succès », a déclaré le 24 octobre M. Donald Regan, secrétaire américain au Trésor, en dressant le bilan de cette opération qui portait sur un montant global de 4 milliards de dollars, dont un milliard affecté, à titre d'essai, à des souscripteurs étrangers.

L'adjudication portait sur des bons à trois ans et onze mois. Au total, indiquent les communiqués officiels publiés en fin de journée, les soumissions reçues ont atteint 3,99 milliards de dollars. Le taux d'intérêt moyen auquel les bons ont été adjugés est ressorti à 11,41 %, précise le communiqué en indiquant que 92 % des soumissions acceptées l'ont été à un taux d'intérêt de 11,46 %. Les 8 % restants ont été adjugés à des taux variant entre 11,30 % et 11,46 %.

Initialement, rappelle-t-on, le Trésor américain avait envisagé un montant de 2 milliards de dollars pour cette adjudication « expérimentale ». Selon certains milieux financiers, il en aurait réduit le montant de moitié devant certaines réactions peu encourageantes en provenance de l'étranger, notamment de Suisse.

Rappelons que cette opération est la première du genre depuis la suppression, en juillet dernier, de la retenue à la source (with holding tax) applicable jusque-là aux achats d'obligations effectués par des investisseurs non-résidents, une mesure récemment imitée par la France et l'Allemagne fédérale afin de riposter à l'initiative américaine.

CEE

LE VOTE DU BUDGET SUPPLÉMENTAIRE POUR 1984

A contrecœur

De notre envoyé spécial

Strasbourg. — L'Assemblée européenne a arrêté, le 25 octobre, le budget supplémentaire qui est nécessaire au fonctionnement du Marché commun agricole jusqu'à la fin de 1984. Comme l'ont souligné plusieurs orateurs, elle l'a fait à contrecœur, car ce budget supplémentaire est conçu d'une manière qui, à bien des titres, lui déplaît ; mais elle n'avait pas le choix.

Son souci n'étant assurément pas de pénaliser les agriculteurs, il aurait été irresponsable de bloquer les crédits dont la politique agricole commune (PAC) a absolument besoin pour vivre. Toutefois, le conseil des ministres des Dix, que l'Assemblée soupçonne des intentions les plus perfides à son égard, n'en est pas quitte pour autant. D'ici la fin de l'année, le débat budgétaire et institutionnel promet d'être agité.

Le conseil, faute de disposer des ressources nécessaires, a proposé un budget dont personne ne conteste qu'il sera tout à fait insuffisant pour couvrir les besoins. Le « trou » sera de l'ordre de 3,5 milliards d'ECU (environ 24 milliards de francs). Le conseil s'est engagé à trouver, le moment venu, les ressources nécessaires, mais sans préciser comment. Une telle incertitude paraît tout à fait malsaine à l'Assemblée qui, en réalité, est surtout inquiète du souci manifesté par le conseil de faire respecter une stricte discipline budgétaire.

Le texte sur la discipline budgétaire, mis au point le 2 octobre par les ministres des finances des Dix et qui avait été le même jour vivement critiqué par M. Michel Rocard comme risquant d'être fatal à la PAC, doit être remanié. Dans sa forme actuelle, il prévoit que la progression des « dépenses non obligatoires », c'est-à-dire les dépenses autres qu'agricoles, ne pourra dépasser un « taux maximum », fixé chaque année en fonction de critères objectifs. Ce passage n'est apparemment contesté par aucun des Dix.

« Réaffirmer un tel engagement est un acte de pure autodiscipline qui ne porte pas atteinte au pouvoir de l'Assemblée », dit-on du côté du conseil. « Faux, répond celle-ci, le traité prévoit explicitement que le taux maximum peut être dépassé si l'Assemblée et le conseil en sont d'accord. Ce dernier, en se l'interdisant, exclut la possibilité ouverte par le traité ».

M. Jean-Pierre Cot, le président de la commission des budgets, a poussé plus loin ses investigations. Il fait état d'une prise de position de la Cour européenne de justice, qui permet d'attaquer une décision interne d'une institution si elle risque de porter préjudice à une autre institution. Bref, on affrète les coutures. L'Assemblée comprend la nécessité de modérer les dépenses de l'Europe, mais elle refuse que la politique d'économies et les arbitrages qu'elle suppose soient laissés à la discrétion du seul conseil.

PHILIPPE LEMAITRE.

LES PRÉVISIONS DE LA COMMISSION POUR 1985

La France en dessous de la moyenne

De notre correspondant

Bruxelles (Communauté européenne). — Dans le rapport qu'elle doit adopter, le 26 octobre, sur les perspectives économiques dans la CEE en 1985, la Commission européenne prévoit pour la France une croissance de 1,7 % et une inflation de 5,7 % contre, respectivement, 1,4 % et 7,6 % cette année.

Ces performances se situent en dessous des moyennes communautaires, qui sont respectivement de 2,3 % et 4,2 %, en raison des bons résultats envisagés pour les principaux pays partenaires de la France. Il en est ainsi de l'Allemagne fédérale, du Royaume-Uni et de l'Italie pour l'augmentation du produit intérieur brut (PIB) ; de la RFA et des Pays-Bas pour le coût de la vie.

Toutefois, malgré la confirmation de la reprise, les prévisions sur l'évolution de l'emploi restent pessimistes. La Commission chiffre à 11,5 % de la population active le nombre de chômeurs en 1985 chez les Dix. Stabilisés à 8,5 % en RFA et en légère diminution au Danemark, les pourcentages seront en augmentation pour tous les autres pays.

Pour la France, le taux de chômage est estimé à 11,6 % (10 % en 1984). Ce taux devrait atteindre des niveaux encore plus élevés au Royaume-Uni (11,8 %), en Belgique (13,8 %) et aux Pays-Bas (15,9 %).

S'agissant de la France, la Commission note dans son document que « les progrès accomplis dans la voie du retour aux équilibres n'apparaissent pas encore suffisants pour autoriser le relâchement de la politique de rigueur ». L'effort accompli a entraîné un niveau relativement modéré de la hausse des prix, mais, ajoute-t-elle, « insuffisant pour éviter une certaine dégradation de la compétitivité ».

Le rapport indique la voie à suivre : la politique salariale doit encore viser « la désinflation déli-

rée » ; le déficit public ne doit pas dépasser 3 % du PIB. Pour la Commission, la maîtrise de ces facteurs devrait permettre qu'une libération complète soit rendue aux prix industriels ».

En ce qui concerne l'emploi, le document n'envisage pas d'amélioration avant 1986. Pour 1985, il estime que « des considérations de coût s'opposent à ce qu'on aille beaucoup au-delà du dispositif mis en place pour limiter la progression du chômage, et notamment à ce qu'on prenne à nouveau des mesures tendant à abaisser uniformément la durée du travail ». La Commission conclut sur ce point en estimant qu'il « serait inopportun de différer des suppressions d'emplois nécessaires ».

MARCEL SCOTTO.

LE MARCHÉ INTERBANCAIRE DES DEVISES

	COURS DU JOUR	UN MOIS	DEUX MOIS	TROIS MOIS
	+ base	+ base	+ base	+ base
\$ E.U.	9,2860	9,2890	+ 20	+ 45
\$ Can.	7,0611	7,0620	- 177	- 95
Yen (100)	3,7856	3,7883	+ 125	+ 136
DM	3,0672	3,0692	+ 120	+ 130
Florin	2,7180	2,7201	+ 98	+ 107
F.B. (100)	13,1782	13,1800	+ 120	+ 130
F.S.	3,7344	3,7380	+ 172	+ 188
L. (1 000)	4,9390	4,9420	+ 230	+ 280
£	11,3410	11,3500	+ 47	+ 10

TAUX DES EUROMONNAIES

	91/4	9 5/8	9 5/8	10 1/2	10 1/2	10 3/4	10 3/4	10 3/4
\$ E.U.	91/4	9 5/8	9 5/8	10 1/2	10 1/2	10 3/4	10 3/4	10 3/4
DM	9 5/8	9 5/8	9 5/8	10 1/2	10 1/2	10 3/4	10 3/4	10 3/4
DM (100)	10 3/4	11 3/4	11 3/4	12 1/2	12 1/2	13 1/2	13 1/2	13 1/2
F.S.	10 3/4	11 3/4	11 3/4	12 1/2	12 1/2	13 1/2	13 1/2	13 1/2
£	10 3/4	11 3/4	11 3/4	12 1/2	12 1/2	13 1/2	13 1/2	13 1/2

Ces cours pratiqués sur le marché interbancaire des devises sont sous-entendus au fin de notation par une grande banque de la place.

CONJONCTURE

M. Bérégovoy va assouplir l'encadrement du crédit et peut-être le contrôle des changes

Des décisions seront annoncées dans les prochains jours concernant la politique de l'encadrement du crédit et l'évolution de la masse monétaire en 1985, a laissé entendre, jeudi, M. Pierre Bérégovoy, ministre de l'économie et des finances. Il a indiqué que l'objectif du gouvernement était de « supprimer beaucoup d'obstacles » dans la réglementation régissant l'octroi de crédit par les banques, et dont l'essentiel date de 1972.

Dès son arrivée Rue de Rivoli, en juillet dernier, M. Bérégovoy avait exprimé l'intention d'assouplir un certain nombre de procédures jugées contraignantes et de nature à scléroser l'économie. Il avait d'abord en l'intention d'alléger le contrôle des changes : le rétablissement de la possibilité d'utiliser les cartes de crédit à l'étranger fut, effectivement, réalisé au début du mois d'août. Il était aussi envisagé de permettre aux entreprises d'acheter à terme des devises et les matières premières nécessaires à leurs activités. On parle, également, de faciliter les investissements français à l'étranger, rendus plus difficiles ces dernières années, et même d'autoriser, sous certaines conditions, les résidents français à acquérir des valeurs mobilières étrangères dans des conditions plus avantageuses que celles résultant du régime de la devise-déjà, plus chère de 10 % à 15 % actuellement.

Ces intentions, pour l'instant, n'ont pas été suivies d'effet, mais peuvent l'être dans le cadre communautaire, et à la faveur de la très bonne tenue du franc sur le marché des changes. En ce qui concerne l'encadrement du crédit, rendu inopérant en ce moment du fait du ralentissement de la demande de crédit (les banques se font concurrence pour prêter aux entreprises et consentent même des réductions), le processus s'avère délicat. En septembre dernier devant l'Association française des banques, M. Bérégovoy laissait entendre que la Banque de France désirait ne pas trop hâter les choses, pour ne pas perdre le contrôle de la croissance du crédit bancaire au cas où une reprise économique se manifesterait.

De nombreuses solutions de remplacement sont actuellement étudiées afin de « désencadrer » le crédit : relation entre le montant des prêts bancaires et celui des fonds propres des banques, réserves supplémentaires à constituer par les banques auprès de l'Institut d'émission en cas de dépassement, sur le modèle de ce qui existe déjà, révision et mise à jour plus fréquentes des normes de progression, etc. Une chose est sûre en tout cas : il n'est

pas facile de démanteler une réglementation en vigueur depuis quarante ans, et qui a fini par modeler le comportement des banques. La prudence est donc de règle.

Autre préoccupation de M. Bérégovoy, la croissance de la masse monétaire, dont le rythme de 5,5 % à 6,5 % fixé pour 1984, sera facilement respecté, et devrait être ramené à 5 % en 1985. Ce sera très aidé du fait que la véritable explosion des Sicav de trésorerie investies en obligations (200 milliards de francs en deux ans) ponctionne ladite masse monétaire d'une manière un peu artificielle, ce qui inquiète la Banque de France, qui juge le processus dangereux à la longue.

Il semble, enfin, que M. Bérégovoy, désireux d'accroître la baisse des taux d'intérêt, très rapide en ce moment, se heurte à quelques réticences de la part des autorités monétaires, qui ne voudraient pas trop réduire l'écart des taux entre l'Allemagne et la France afin d'éviter un affaiblissement éventuel du franc si le dollar baissait. Le franc est fort en ce moment, certes, mais c'est surtout grâce à la faiblesse du mark.

F. R.

AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS

OBLISEM
Société d'investissement
à capital variable

Le conseil d'administration d'Oblisem, réuni le 4 octobre 1984, a arrêté les comptes de son sixième exercice clos le 28 septembre 1984.

Il sera proposé à la prochaine assemblée générale des actionnaires la mise en distribution d'un dividende net de F. 12,37 assorti d'un impôt déjà payé au Trésor de F. 0,96, soit un dividende global de F. 13,33 contre F. 14,10 l'an dernier (coupon n° 27).

Au 28 septembre 1984, avec un nombre de 3 273 645 actions en circulation, le montant de l'actif net s'établissait à F. 506,91 millions et la valeur liquidative à F. 154,84 contre F. 156,13 au 30 septembre 1983.

AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS

HAUSSMANN ÉPARGNE

Situation au 28 septembre 1984

Ouverte au public depuis le 23 juillet 1984, la Sicav Haussmann Épargne, créée par la Banque Worms, disposait au 28 septembre 1984 d'un actif net de 439 274 397 F.

A cette même date, la valeur liquidative s'établissait à 1 037,88 F, faisant apparaître une performance de + 3,22 % depuis la date d'ouverture au public, résultat correspondant à un taux équivalent annuel de + 18,85 %.

La répartition de l'actif d'Haussmann Épargne au 28 septembre 1984 était la suivante :

Obligations françaises :
- à taux fixe 34,70 %
- à taux révisable échangeables contre des taux fixes 27,01 %
- à taux variable (TMO) 23,18 %
- à taux variable (TMM) 11,38 %

Liquidités 96,27 %
Total 100,00 %

Les souscriptions et les demandes de rachats sont reçues aux guichets des sièges, succursales et agences des établissements suivants : Banque Worms, 45, boulevard Haussmann, 75009 Paris ; Banque de la Mutuelle Industrielle, 55, rue La Botz, 75008 Paris ; Banque de l'Union occidentale française et canadienne, 47, avenue George-V, 75008 Paris ; Al Soudi Banque, 45, avenue George-V, 75008 Paris.

HAUSSMANN OBLIGATIONS

Situation au 28 septembre 1984

Ouverte au public depuis le 13 décembre 1982, la Sicav Haussmann Obligations, créée par la Banque Worms, disposait au 28 septembre 1984 d'un actif net de 432 700 780,17 F.

A cette même date, la valeur liquidative s'établissait à 1 230,96 F. Compte tenu des revenus versés à chaque action au titre de l'exercice 1983 (116,52 F), la performance obtenue entre la date d'ouverture au public (13 décembre 1982) et le 28 septembre 1984 est de + 35,43 %. Elle s'établit à + 10,86 % depuis le 1^{er} janvier 1984.

Dans le contexte actuel de baisse des taux, Haussmann Obligations continue de privilégier les obligations françaises : à taux fixe dont la durée de vie moyenne dans son portefeuille est de dix ans.

La répartition de l'actif, au 28 septembre 1984, était la suivante :

Obligations françaises :
- Indexées 14,18 %
- A taux fixe 33,27 %
- A taux variable (TMO) 1,66 %
- Convertibles en obligations 6,03 %
- Participations 6,94 %

Obligations étrangères libellées en :
- Florins 1,88 %
- Livres sterling 1,04 %
- Dollars US (« zero coupon ») 6,47 %
- Yens (convertibles) 1,62 %
- Deutschmarks 3,10 %

Liquidités 14,11 %
Total 100,00 %

Les souscriptions et les demandes de rachats sont reçues aux guichets des sièges, succursales et agences des établissements suivants : Banque Worms, 45, boulevard Haussmann, 75009 Paris ; Banque de la Mutuelle Industrielle, 55, rue La Botz, 75008 Paris ; Banque de l'Union occidentale française et canadienne (BOUFC), 47, avenue George-V, 75008 Paris.

Europe Investissement a pour objet la gestion d'un portefeuille de valeurs mobilières diversifiées, principalement orienté vers les marchés européens dans une optique de valorisation du capital investi.

La répartition de son actif, au 28 septembre 1984, s'établissait comme suit :

Obligations françaises :
- Indexées 28,37 %
- A taux fixe 19,18 %
- A taux variable (TMO) 6,85 %
- Convertibles en obligations 6,55 %
- Participations 5,40 %
- Actions étrangères 4,85 %
- R.F.A. 1,57 %
- Norvège 3,05 %
- Suède 4,06 %
- Finlande 0,84 %
- Suisse 3,95 %

Liquidités 61,74 %
Total 100,00 %

Les souscriptions et les demandes de rachats sont reçues aux guichets des sièges, succursales et agences des établissements suivants : Banque Worms, 45, boulevard Haussmann, 75009 Paris ; Banque de la Mutuelle Industrielle, 55, rue La Botz, 75008 Paris ; Banque de l'Union occidentale française et canadienne (BOUFC), 47, avenue George-V, 75008 Paris.

AUTOMOBILES PEUGEOT

Emprunt
à taux variable
de 1 milliard de F.

200 000 OBLIGATIONS DE F. 5 000 NOMINAL



Prix d'émission : 9750 F.
soit F. 4 875 par obligation.
Jouissance : 12 novembre 1984.

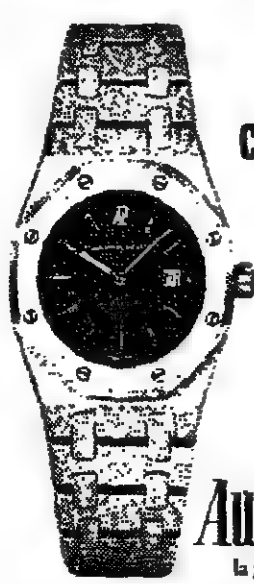
Intérêt :
- égal à 95 % de la moyenne arithmétique des taux moyens mensuels de rendement au règlement des emprunts non indexés garantis par l'Etat et assimilés.
- payable annuellement le 12 novembre de chaque année.
- Intérêt minimum : 6,5 %.

Durée : 10 ans.
Amortissement :
- en totalité à la fin de la 10^e année, le 12 novembre 1994, par remboursement au pair.
- possibilité de rachats en bourse à des prix au plus égaux au prix d'émission, compte non tenu des frais et de la fraction courue d'intérêt, de 10 % des titres en circulation chaque année.

Cotation : Ces obligations ont fait l'objet d'une demande d'admission à la Cote Officielle (Bourse de Paris).



BAO du 22 octobre 1984
Une note d'information (voir C.O.F. n° 84-246 du 8 octobre 1984) est disponible sans frais au siège social de la Société et auprès des établissements chargés du placement.



En avant première
chez **FRED** Joaillier
la nouvelle Royal Oak "Calendrier"

FRED Joaillier

Audemars Piguet
la plus prestigieuse des signatures

11 rue Royale - tel 250 30 05 - 75008 PARIS
11 rue Royale - tel 250 30 05 - 75008 PARIS
11 rue Royale - tel 250 30 05 - 75008 PARIS
11 rue Royale - tel 250 30 05 - 75008 PARIS
11 rue Royale - tel 250 30 05 - 75008 PARIS
11 rue Royale - tel 250 30 05 - 75008 PARIS
11 rue Royale - tel 250 30 05 - 75008 PARIS
11 rue Royale - tel 250 30 05 - 75008 PARIS
11 rue Royale - tel 250 30 05 - 75008 PARIS
11 rue Royale - tel 250 30 05 - 75008 PARIS

مكتبة من الكتب

Le Monde

UN JOUR DANS LE MONDE

COMMENTAIRES

2. « Algérie: l'héritage », par Jean Plan-chais; « M^{re} Thatcher est-elle populiste ? », par Pierre Drouin; « Familles, je vous aime », par François Guérard; Courrier.

ÉTRANGER

- 3-4. L'AFFAIRE FLICK ET LA DÉMISSION DU PRÉSIDENT DU BUNDESTAG

4. EUROPE

- ITALIE: nouveau coup de filet contre la Mafia.
- TURQUIE: protestations françaises contre l'exécution de Hidir Aslan.

5. AFRIQUE

- TCHAD: la violence de la répression dans le sud compromet les chances d'une « réconciliation nationale ».

7-8. DIPLOMATIE

- La libération de Jacques Abouchar.
- La fin de la visite de M. Mitterrand en Grande-Bretagne.

9. AMÉRIQUES

- Rencontres aux États-Unis.

POLITIQUE

10. Le PS, M. Fabius et la difficulté d'être socialiste.
11. Les travaux parlementaires.

SOCIÉTÉ

12. A quel sert l'école ? « Le grand bond en arrière », par Louis Lagrand.

CULTURE

14. CINÉMA: Joyeux Piqueux, de Georges Lautner.
- THÉÂTRE: premier Festival de la francophonie à Limoges.
- M. Lang défend son budget à l'Assemblée nationale.
17. COMMUNICATION: accord en vue entre la France et le Luxembourg pour TDF 1.

ÉCONOMIE

20. SOCIAL: le mouvement de grève dans la fonction publique.
21. ÉNERGIE: une entente avec la directrice de l'Agence internationale de l'énergie.
- AFFAIRES.
22. CEE: le vote du budget supplémentaire pour 1984.
- CONJONCTURE: M. Bénégovoy va réajuster l'encadrement du crédit.

RADIO-TELEVISION (17)
INFORMATIONS
- « SERVICES » (18):
- Week-end d'un chineur: « Loto: Météorologie: « Journal officiel ».
- Annonces classées (19): Car-net (19); Programmes des spectacles (15 et 16); Mots croisés (XII); Marchés financiers (23).

A B C D F G H

UN AN APRÈS

Polémique sur les circonstances de l'attentat contre un poste français de Beyrouth

Un an après le double attentat, à Beyrouth, contre les installations des contingents français et américains, qui provoquèrent la mort de 58 paraculis français en de 225 « marines » américains, le *Figaro* magazine du samedi 27 octobre publie le témoignage du père de l'un des disparus qui met en doute la version officielle selon laquelle les deux bâtiments ont été soufflés par l'explosion d'un camion piégé.

Selon ce témoignage, les autorités françaises auraient menti et n'auraient pas tenu compte d'observations ou d'avertissements que leur aurait adressés dans un rapport sur la lutte antiterroriste au Liban l'un des officiers tués.

Dans un communiqué, le ministre de la défense, M. Charles Hernu, rappelle qu'une enquête de commandement a été effectuée à sa demande. « D'autre part,

explique-t-il, deux enquêtes judiciaires ont été diligentées, l'une par les autorités libanaises, l'autre par les autorités judiciaires françaises. Toutes ces enquêtes ont établi les circonstances de cet acte terroriste, unanimement condamné, qui présentait, comme était pu le constater la presse nationale et internationale, des analogies avec une série d'attentats perpétrés par des véhicules piégés, notamment contre le quartier général du détachement américain à Beyrouth », quelques instants avant l'attaque contre la tour du Drakkar où étaient les Français.

M. CHRISTIAN GRAS VICE-CHANCELIER DES UNIVERSITÉS DE PARIS

M. Christian Gras, recteur de l'académie d'Amiens, est nommé vice-chancelier des universités de Paris par décret du président de la République publié au *Journal officiel* du 25 octobre. Il remplace M. Jacques Georget, appelé à d'autres fonctions.

[Né le 2 avril 1935, à Ouz (Algérie), M. Christian Gras est agrégé d'histoire en 1959 et docteur d'Etat en 1970. Professeur à Tours de 1959 à 1964, il est détaché au CNRS de 1964 à 1968, date à laquelle il devient assistant à la faculté des lettres de Strasbourg. C'est dans cette ville qu'il accomplit la suite de sa carrière universitaire comme maître-assistant de 1969 à 1970, chargé d'enseignement à l'université de Strasbourg-1 de 1970 à 1979, maître de conférence de 1972 à 1979. Depuis cette date, il était professeur dans la même université.

M. Gras avait été, dans le premier gouvernement de M. Pierre Mauroy, chargé de mission auprès du premier ministre pour les questions d'enseignement, jusqu'à sa nomination au restaurant d'Amiens en juillet 1981.]

PASCAL OGIER EST MORT

La comédienne Pascal Ogier est morte subitement, d'une défaillance cardiaque, le 25 octobre, au cours d'une soirée chez des amis. Elle était âgée de vingt-quatre ans.

Fille de l'interprète favorite de Jacques Rivette, Bulle Ogier, Pascal Ogier, avait tenu à ses côtés un rôle dans *Le Pont du nord de Rivette* et joué également avec le philosophe Jacques Derrida, en Grande-Bretagne, dans un film expérimental anglais. Mais c'est *Nuits de la pleine lune*, d'Eric Rohmer, qui devait brusquement la projeter au premier plan de l'actualité et lui valoir le prix d'interprétation féminine de la Mostra de Venise, en septembre dernier.]

Artirec: Ne pas jurer

ÉVITEZ LES revêtements muraux qui jurent avec la moquette.

Pour bien coordonner votre appartement, fiez-vous aux conseils d'Artirec (les Artisans Créateurs) ils ne forcent pas la vente, ils aiment leur métier ils sont diplômés d'une école spécialisée. Tous leurs prix sont au plancher. Ils sont moins chers que partout ailleurs (garanti). (5 % aux lecteurs du *Monde*.)

Artirec vend en entrepôt en vraie largeur sans luxe excessif. Vous y gagnez.

Artirec, 4, Bd de la Bastille 75004 Paris. Tél. 340.72.72.

DÉMISSION DE M. BRUEL DIRECTEUR GÉNÉRAL DE RHÔNE-POULENC

M. Jean-Marc Bruel, directeur général de Rhône-Poulenc, a remis sa démission à M. Lok Le Floch-Prigent, président du groupe chimique. Il quittera son poste à la fin de l'année et entrera, au début de l'année prochaine, au comité exécutif du groupe pharmaceutique Sandoz. Ses fonctions chez Rhône-Poulenc seront reprises, dans l'immédiat, par le président, M. Le Floch-Prigent.

[Né le 18 février 1936 à Albiou (Algérie) et entré chez Rhône-Poulenc en 1962 comme ingénieur, M. Bruel avait gravi tous les échelons avant d'être nommé président-directeur général de Rhône-Poulenc Industries (1981), puis directeur général du groupe (1982) aux côtés de M. Gérard Worms.

Lors du départ de ce dernier (le *Monde* du 25 novembre 1983), M. Bruel avait conservé ses fonctions, mais avait été quelque peu éclipsé par M. Serge Tchouk, l'étoile montante. Déception de se voir coiffé, incompatibilité d'humeur avec le président Le Floch-Prigent, M. Bruel aspirait-il à contempler d'autres horizons ? L'histoire ne le dira pas.

M. Bruel va devenir le premier dirigeant de nationalité étrangère à occuper de hautes fonctions au comité exécutif du groupe Sandoz composé de huit membres, tous suisses jusqu'ici. — A. D.]

Aux États-Unis

LE DÉFICIT BUDGÉTAIRE A REPRÉSENTÉ EN 1984 175 MILLIARDS DE DOLLARS

Washington (AFP). — Le déficit du budget fédéral américain s'est élevé à 175,3 milliards de dollars pour l'année financière de 1984, qui s'est achevée le 30 septembre dernier, a annoncé le 25 octobre le département du Trésor. Ce déficit est inférieur à celui de l'exercice précédent, qui avait atteint le montant record de 195,4 milliards de dollars. Il constitue néanmoins le deuxième plus important déficit budgétaire de l'histoire des États-Unis.

DOLLAR PLUS FERME: 9,30 F

Après quelques variations, le cours du dollar s'est raffermi vendredi 26 octobre, passant de 9,28 DM à 9,33 DM et de 9,28 F à 9,30 F.

La baisse de la monnaie américaine, amorcée les jours derniers, a été stoppée, à la fois par la tension politique provoquée en Allemagne par le scandale Flick et par la dévaluation du « goudron » américain Henry Kaufman, selon laquelle la baisse actuelle des taux aux États-Unis n'était qu'un « agréable interlude ».

A Paris, à la suite des rumeurs d'assouplissement du contrôle des changes, le dollar-titre, qui sert aux transactions sur les valeurs étrangères est tombé de 10,75 F à 10,15 F. Par ailleurs, la Banque de France a maintenu son taux d'intervention à 11 %, contrairement à l'attente générale.

Le numéro du « Monde » daté 26 octobre 1984 a été tiré à 445 585 exemplaires.

Sur le vif

Manif en kit

Vous saviez, vous, que la droite espagnole est venue demander conseil à la droite française ? J'ai vu ça dans *El País*. Deux membres du PPE auraient rencontré secrètement à Paris deux gars du RPR. Objet de la visite: des tuyaux sur l'organisation de la grande manifestation du 24 juin dernier pour l'école privée. Ils veulent faire passer à Madrid le 18 novembre en prélude à l'anniversaire de la mort de Franco le 20.

On leur a expliqué le coup. On leur a fourni la marche à suivre. D'abord, très important, même si on tire les ficelles, il faut donner l'impression qu'il s'agit d'une initiative populaire. Et puis, attention, pas d'armes, pas de slogan agressif. C'est pas des méchants réacs, des revanchards, des militants qui descendent dans la rue, c'est des gentils papes, des braves mamans, soucieux de l'éducation de leurs enfants.

Vu ? Alors essayez de soigner le travail, parce que bien agencé, bien préparé, un défilé de cette taille peut avoir des résultats spectaculaires: possibilité de référendum, chute du gouvernement, changement de cap politique. — Je me demande combien ça peut aller chercher une consultation de ce genre, ça n'a pas de prix, c'est de l'or en barre. Moi, je ne comprends pas ce qu'on attend pour ouvrir un cabinet d'agitateurs conseil. Ça marcherait le tonnerre. Surtout à l'exportation. Le métré, les centrales, tout ça, ça marche le pas. Et puis on est couronné par les Allemands. Alors que ce secteur d'activité est en perte de vitesse en RFA. Minable leur chaîne humaine de la fièvre au Rhin.

Non, je vous dis, la manifestation, c'est l'avenir. Surtout en ce moment. Sauf chez ces fous d'Anglais, les grèves ne font plus recette. Les temps sont durs, même pour les ronds-de-cuir. Alors, perdre une journée de salaire, les gens ont la trouille. Regardez ça qui s'est passé hier, ça a été le bide, la journée d'action des fonctionnaires. Les syndicats, des boîtes complètement obsolètes, sont à la veille du dépôt de bilan. Il y a vraiment une place à prendre sur le marché de la contestation. En relançant la bonne vieille manifestation du dimanche après la messe, un jeune reprenneur d'entreprises en difficulté ferait un malheur.

CLAUDE SARRAUTE.

Nouvel incident devant Fleury-Mérogis

Les forces de l'ordre sont intervenues le vendredi 26 octobre pour faire dégager les accès du centre pénitentiaire de Fleury-Mérogis (Eure) où une vingtaine de surveillants empêchaient l'entrée et la sortie des détenus.

D'autres piquets de grève avaient été installés dans la matinée devant la prison des Baumettes à Marseille et la maison d'arrêt de Bois-d'Arcy, notamment. L'administration projetait de faire appel aux forces de l'ordre pour dégager l'accès de ces établissements.

Jeudi, la CGT, la CFDT, la CFTC et le Syndicat autonome des personnels pénitentiaires avaient décidé de durcir leur mouvement, commencé lundi, afin de protester contre l'intervention des forces de l'ordre et l'absence de réponse de la chancellerie à leurs revendications (voir dernières éditions).

Les trois autres syndicats de surveillants s'étaient joints, le même jour, à ce mouvement, à l'occasion de la journée de revendication des fonctionnaires. Selon l'administra-

tion pénitentiaire, cent soixante-quatre établissements sur cent quatre-vingt-un ont été touchés jeudi par cette grève, destinée à obtenir une revalorisation des traitements et une amélioration des conditions de travail.

« Ajourner des négociations dans les charbonnages en Grande-Bretagne. — Les pourparlers en vue de mettre fin au conflit des houillères britanniques ont été « ajournés » le jeudi 26 octobre, après neuf heures de discussions entre le syndicat des mineurs et la direction des charbonnages. Les deux parties doivent se retrouver « à une date ultérieure ». — (AFP.)

« L'Argentine verse 58 millions de dollars d'intérêts à ses créanciers. — L'Argentine a versé mercredi soir à ses banques créancières étrangères 58 millions de dollars d'intérêts échois sur sa dette extérieure publique, a annoncé jeudi la Citibank dans un communiqué.

POUR BIEN S'ASSEOIR ET BIEN DORMIR

Sans s'éloigner du mur, la banquette-lit

STEINER se transforme en vrai lit pour 2 personnes par un simple basculement.

37. AV. DE LA RÉPUBLIQUE 75011 PARIS • M^o Parmentier

DISTRIBUTEUR TEL. 357.46.35

37. AV. DE LA RÉPUBLIQUE 75011 PARIS • M^o Parmentier

DISTRIBUTEUR TEL. 357.46.35

PIANO: LE BON CHOIX



- Location à partir de 220 F par mois.
- Vente à partir de 329,72 F par mois* (Crédit souple et personnalisé).
- Le plus vaste choix: 25 marques, plus de 200 modèles exposés.
- Service après-vente garanti.

*Prix comptant 11.950 F. Prix total à crédit 19.783,20 F sur 60 mois. T.E.G. 21,25 % C.R.E.G.

Fournisseur du Conservatoire National Supérieur de Musique et du Théâtre de l'Opéra.

La passion de la musique.

135-139 rue de Rennes, 75006 Paris - Tél. 544.38.66. Parking à proximité.

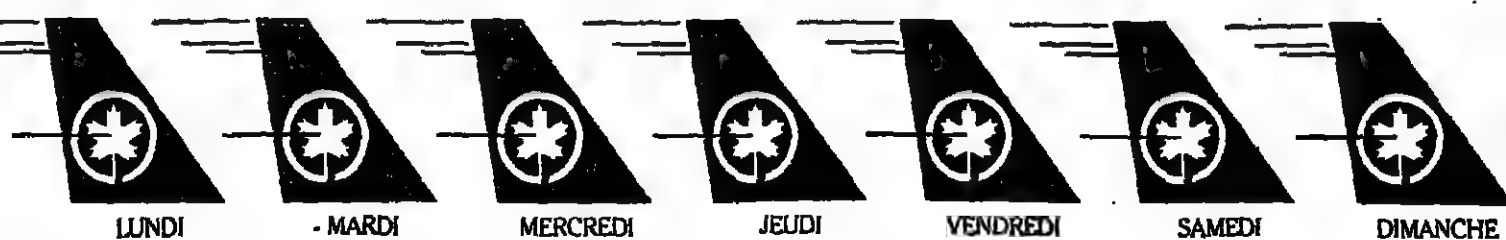
Often irreverent.
Never irrelevant.



VIEW FROM LONDON. OBJECTIVE ANALYSIS. INSIGHTFUL WORLD POLITICS. CURRENT AFFAIRS. INTERNATIONAL BUSINESS. FINANCE. SCIENCE. TECHNOLOGY. ECONOMIC INDICATORS. BUSINESS AFFAIRS. COUNTRY AND INDUSTRY SURVEYS. BOOKS. LETTERS. Translation of the title « The Economist »: « Souvent irrévérencieux. Jamais inapproprié. »

PARIS MONTREAL TORONTO

Air Canada vous reçoit sept sur sept.



A 14 h 25, chaque jour, un avion gros-porteur d'Air Canada décolle vers Montréal (arrivée 16 h 00) et Toronto (arrivée 17 h 55).

Un vol transatlantique parfait dans l'atmosphère unique de la Classe Affaires Intercontinentale Air Canada: fauteuils moelleux espacés de près d'un mètre, délicieux repas de quatre plats, vins

et liqueurs à discrétion, détente à loisir et petits soins à profusion. Vos affaires vous appellent au Canada? Entamez-les et concluez-les avec le meilleur des hôtes: le Service Intercontinental.

Renseignez-vous chez Air Canada ou chez votre agent de voyages.

C'est si bon que vous voudrez rester à bord.

Paris - Givraux - Toronto - 24, rue des Capucines, 75001 Paris - Tél. 21.21.21. Ligne 35, place de la République, 75001 Paris - Tél. 41.43.43.43.

Air Canada est membre du réseau d'opérateurs de transport aérien mondial, et sera à votre service à l'étranger.

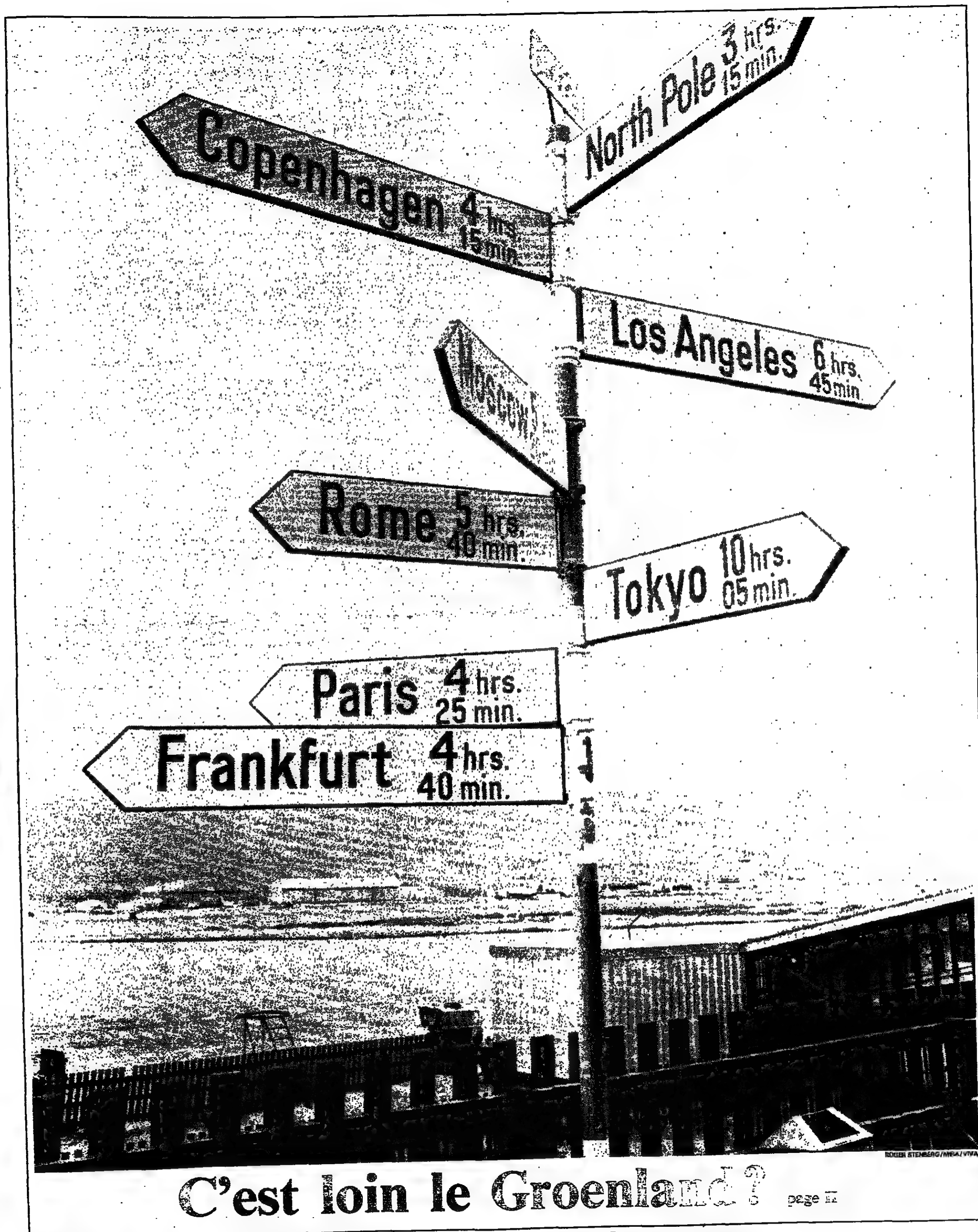
AIR CANADA Intercontinental

هكذا من الذئب

مركز الدليل

Le Monde

Loisirs



Le PMU inquiet de l'arrivée du Loto des sports, page V

Bières d'Europe, page XIII

Panorama des collections du prêt-à-porter, page XIV

Supplément au n° 12365. Ne peut être vendu séparément. Samedi 27 octobre 1984.

Jakobshavn, patrie des icebergs

Un port au Groenland.

De deux choses l'une : ou Erik le Rouge, découvreur du Groenland (1) vers l'an mil était danois, et il a qualifié de vert une terre presque entièrement recouverte de glace. Ou bien c'était un connaisseur en figures de rhétorique et, en une hardie synecdoque, il a désigné la partie (verte) pour le tout. Non, le Groenland n'est pas vert. A part une étroite frange de terre, à l'extrême sud, « la plus grande île du monde » a la couleur de la glace qui la recouvre aux neuf dixièmes et, sur son littoral, des teintes assorties aux saisons : blanche pendant les mois d'hiver, comme la mer prise par les glaces ; rose, jaune ou bleue, lorsque se hâtent d'éclorre les fleurs polaires, le temps d'un bref été ; noire et or à l'automne quand il ne reste plus que les herbes sèches et les moutonnements de granit habillés d'un lichen sombre.

Que ceux qui imaginent le Groenland comme une terre de brumes, pâle et sans relief, viennent y voir. Ils seront surpris par la pureté de l'air, sec et vif, par la lumière qui baigne ces rudes paysages de landes bretonnes, de fjords norvégiens et de glaciers alpins. Certes, l'arrivée par avion manque de charme, car les DC-8 qui assurent la liaison avec Copenhague — quatre heures et demie de vol — sont obligés de se poser à Soendre Stroomfjord, une base américaine qui sert de plaque tournante au trafic aérien groenlandais.

Comme toutes les bases militaires, Soendre Stroomfjord offre des baraquements sans grâce, de tôle ou de béton préfabriqué. Il ne reste plus sur place qu'une centaine d'Américains et quelque quatre cents Danois ou Groenlandais (Esquimaux), occupés à l'entretien de l'aéroport et à l'approvisionnement des stations radar ou météo dispersées



sur l'inlandsis, la calotte glaciaire. Entre deux vols d'hélicoptères lourds de la Groenlandfly, la compagnie aérienne locale, on aperçoit parfois un Hercules C-130 de l'US Air Force, massif sur sa frêle paire de pils, décollant pour un vol quel que soit l'avancé de l'inlandsis, le continent des glaces éternelles.

Seul élément gracieux de l'austère cuvette : de petites boules de poil, noires ou blanches, qui se fauillent dans la bruyère : les renards polaires. La chasse est interdite en terrain militaire. Ils en profitent pour venir fouiner jusque dans les poubelles de la base.

Un Dash-7 à hélices emporte les civils vers leur destination finale : Jakobshavn, que les Groenlandais, en langue esquimaute, appellent Ilulissat. Troisième « ville » du pays après Godthaab, la capitale (dix mille habitants) et Høstingsborg, Jakobshavn compte actuellement quatre mille trois cents âmes, deux cent trente voitures (dont vingt-cinq taxis) pour la circulation « estivale » et plus de six mille chiens pour la circulation hivernale en traîneau. Jusqu'en septembre dernier, la liaison entre la base militaire et Jakobshavn ne pouvait être assurée qu'en hélicoptère. Depuis le 1^{er} octobre

1984, on accède en quarante-cinq minutes d'avion au nouvel aéroport, situé à 300 mètres au nord du cercle polaire. On a juste le temps d'apercevoir par le hublot le gigantesque glacier — une conlée de 50 kilomètres de long — qui pousse ses icebergs dans la mer à deux pas du port de Jakobshavn. Éclatants de blancheur sous le soleil — oui, le soleil, sauf en décembre-janvier, pendant la nuit polaire, — les icebergs dérivent imperceptiblement dans une eau qu'on dirait de piscine californienne, tant elle est transparente. Montagnes de sucre dans une mer couleur

menthe à l'eau. Les appareils photo crépitent.

De l'aéroport flamboyant, neuve, meublée comme il se doit à la scandinave — sièges « design » noirs et roses, coussins violets, — les voyageurs embarquent dans le car qui conduit « en ville ». Le chauffage esquimaut à la tonne caractéristique du Groenlandais de 1984 : sabots danois en hommage à la métropole, bleu-jeans, blouson d'aviateur kaki avec le nom cousu sur la poche (il fait ce jour-là 2^e au-dessus de zéro) et l'inévitable chewing-gum, héritage du grand voisin américain. Le même qui, maré venu, filera

sur la glace avec son traîneau à chiens, emmitouflé dans son anorak en peau de bique...

Le voyageur de passage à Jakobshavn a le choix entre deux hôtels : le Hvide Falk (Faucon blanc), au centre-ville, où l'on boit et danse tous les soirs jusqu'à 11 heures, pas une minute de plus. L'établissement reste ouvert plus tard, mais les garçons ne servent plus d'alcool et les musiciens jettent un drap pudique sur leurs instruments. Il ne vous reste plus qu'à puiser dans vos réserves (les tables disparaissent sous les bouteilles de bière commandées avant l'heure fatidique...) en contemplant l'orchestre devenu iceberg. Aux missionnaires danois, qui avaient totalement proscriit l'alcool de l'île, ont succédé, après la guerre, des fonctionnaires scrupuleux. Après 11 heures, on est prié de boire chez soi ou entre amis.

L'autre hôtel, inauguré en octobre 1984, est campé sur un promontoire en dehors de la ville, avec vue imprenable sur le port et, au-delà, sur le front du glacier qui avance dans la mer. C'est l'Arctic Hotel, véritable balcon sur les icebergs. Malgré ses airs de monastère tibétain, vu de l'extérieur, il offre à l'intérieur un confort scandinave du meilleur aloi. De leurs chambres, les clients contemplent les chalutiers qui rentrent au port, les maisons aux couleurs vives, étagées tout au long du fjord et, surtout, cette étrange masse de glace qui barre l'horizon, avec ses pics, ses crevasses et ses falaises taillées à angle vif. Suivant l'heure et la saison, le glacier vire au rose, au gris, au vert.

VACANCES-VOYAGES

HÔTELS

Côte d'Azur

08500 MENTON-GARAVAN

L'HOTEL-VILLA NEW YORK Ave. Katherine Mansfield, après réservation totale, vous offre chambres avec douche, bain, W.C., téléphone direct, salon TV, jardin exotique, parking clos, à 100 m des plages et du Port, du 15/9 au 15/12 7 jours/7 nuits à partir de : 1 050 F. Demi-pens. Tél. : (93) 35-78-69.

VILLEFRANCHE VOS VACANCES D'HIVER SUR LA CÔTE D'AZUR DANS UN HOTEL *** Restaurant panoramique, bar, terrasse dominant la rade de Villefranche. Forfait 7 jours en 1/2 pens. à part, de 1 540 F de Noël à Pâques. Tél. : (93) 01-89-56

Hôtel VERSAILLES 06230 VILLEFRANCHE-SUR-MER

HOTEL PROVENÇAL *** Côte d'Azur 30 chamb., ba, dches, w.c. TV coul. Jard. Terr. Du 4/11 au 10/12 VILLEFRANCHE/MER. Tarif promo. pour 2 pers. ch + pet. déj. : 175 F/j. Documentation. tél. : (93) 01-71-82.

Mer

(Iles Anglo-Normandes)

ILE DE JERSEY

Zeste de Côte d'Azur flottant sur le Gulf Stream à 20 km des côtes de Normandie, Jersey est un joyeux petit Etat rattaché à la Couronne d'Angleterre. L'automne est une période idéale pour découvrir les charmes de cette ravissante et

passionnante île : 20 km de long, 10 km de large, 75.000 habitants. Les immenses plages de sable fin, les hautes falaises plongeant dans la mer si bleue, les vieux manoirs, les petits ports de pêche, vous appartenent d'avantage. Les suberges, les pubs paraissent encore plus sympathiques et pittoresques. Dans votre palace de grand luxe ou dans votre petite pension, vous êtes soignés au maximum.

Et dans les rues pittoresques de la capitale, Saint-Hélier, ou Londres en miniature, le shopping est toujours roi. Pour recevoir une documentation en couleurs : MAISON DE L'ILE DE JERSEY Département F 13, 19, bd Malesherbes 75008 Paris. Tél. : 442-93-88.

Plus que jamais, l'île de Jersey vous séduit : c'est le dépaysement, la vraie détente et une qualité de vie particulière.

Montagne

05480 ST-VERAN (Hautes-Alpes) LE VILLARD - Tél. : (92) 51-03-31 Ch. + cuisines 2 à 6 pers. Piste - Forêt. Janv. Mars de 370 à 600 F pers./semaine.

Italie

VENISE

HOTEL LA FENICE ET DES ARTISTES (près du Théâtre la Fenice) 5 minutes à pied de la place St-Marc. Atmosphère intime, tout confort. Prix modérés. Réservation : 41-32-333 VENISE. Tél. : 411150 FENICE 1. Directeur : Dante Apollonio.

HAUTE-SAVOIE

MONTRIOND-LE-LAC 74110 MORZINE STATION DES PORTES DU SOLEIL. Meublés, hôtels, collectivités. Prix accessibles. Déplacements sur demande. Renseignements : S.L. (50) 75-12-81

TOURISME

COTE D'AZUR, studios équipés 2 pers., 1 sem., 1020 F ; 4 sem., 2480 F. Parking. Mer 500 m. ROUSSELY, 133, bd Kennedy, 06600 ANTIBES, (93) 61-68-36.

Le CLUB VERT (8) 903-50-80 Séjour et stages sportifs et d'éveil. Enfants, adolescents (mineurs). Tous conseils scolaires. Noël - Février : séj. micro-informatique. Effectifs limités.

le GROENLAND c'est aussi ICELANDAIR via l'ISLANDE

ICELANDAIR 9, Bd des Capucines 75002 PARIS ☎ 742.52.26

TOUSSAINT 4 jours au Caire 3 750 F

Ajout 1000 F 1^{er} séjour en PC + billet. Contacter Voyage Pilote (1) 281-36-00

EXPLORATOR NEPAL

A pied, sans porter de bagages, découvrez les paysages les plus grandioses de l'Everest, de l'Annapurna, et les vallées de la région de Kathmandou.

BROCHURE GRATUITE SUR SIMPLE DEMANDE TELEPHONEZ AU (1) 266.66.24 OU ECRIVEZ A

EXPLORATOR, 16 PLACE DE LA MADELEINE 75003 PARIS - LIC. A 660

Partir

Le grand Sud marocain

Circuit de huit jours en autocar climatisé avec guide parlant français. Visite de Marrakech, Ouarzazate, Boulmane, Erfoud et Ben-Mellal. Parfums, couleurs, casbahs, palmiers et désert à la carte. Prix : à partir de 4 235 F (départ de Paris ou de Lyon).

● République Tours, 1, avenue de la République, 75011 Paris. Téléphone : 355-39-30.

Sur les pas d'Hérodote

Grécogramme, le spécialiste des croisières à thème en Méditerranée, organise, du 13 au 24 décembre, un voyage sur les traces d'Hérodote. Une belle balade de quatorze jours. Au programme : Chypre, le canal de Suez, le mont Sinaï, Louxor, le quartier copte du Caire (et le musée), Jérusalem, Petra et, enfin, Athènes. Un grand tour dans l'Antiquité. Prix (tout compris de Paris à Paris) : 16 500 F.

● Agora grecque, 4, rue de Fleury, 75006 Paris.

Trekking au Népal

Trois semaines au Népal pour découvrir les massifs du Dhaulagiri et de l'Annapurna en passant par la vallée de la Kali-Gandaki. Deux jour-pour visiter

l'inévitable Katmandou, et en route pour l'aventure au pays des caravanes de mules chargées de sel et de riz. Prix : 10 800 F.

● Nouvelles Frontières, 74, rue de la Fédération, 75015 Paris. Tél. : 273-25-25.

Le Mexique colonial

Mexico, San-Miguel et son centre artisanal, et Patzcuaro. A voir aussi l'Etat de Michoacan avec sa capitale, Morelia, construite en pierre rose, les monastères augustins du seizième siècle de Cuicero. Et, naturellement, à Mexico, Notre-Dame de Guadalupe. Un séjour de onze jours dans le Mexique colonial. Prix : 9.700 F.

● Catalogue Jet Tours dans toutes les agences de voyages.

Randonnées en Laponie

Dix jours dans les Tunturi (monts lapons). Randonnées quotidiennes de 15 à 20 kilomètres. Le terrain est facile mais demande quelques notions de ski de fond. Hébergement dans un chalet au bord du lac Inari. Prix, selon la saison : à partir de 5 990 F.

● CGTI, 2, square de l'Opéra, 75009 Paris. Tél. : 742-43-50.

EXPLORATOR RANDONNEES SAHARIENNES

A pied ou à dos de chameau, vivez la fascination de la préhistoire saharienne et la beauté d'un univers minéral préservé, au rythme lent de la randonnée.

BROCHURE GRATUITE SUR SIMPLE DEMANDE TELEPHONEZ AU (1) 266.66.24 OU ECRIVEZ A

EXPLORATOR, 16 PLACE DE LA MADELEINE 75003 PARIS - LIC. A 660

مكتبة من الكتب

Spectacle toujours renouvelé, dont on ne se lasse pas. La nuit venue, parfois, le rideau mouvant d'une aurore boréale prend le relais, comme une voie lactée qui se mettrait à couler sur l'encre du ciel.

Rien ne vaut, cependant, une visite au glacier lui-même. On peut y accéder à pied, à travers la lande. Du haut de la colline de granit qui domine le fjord, le spectacle est grandiose : devant vous s'étendent des montagnes de glaces centenaires, voire millénaires, formées au fil des siècles à mille lieues de là, et poussées irrésistiblement vers la mer par la pression qui s'exerce sur la calotte du plateau continental (épaisse de 3 kilomètres en son centre). La mer de glace de nos Alpes, en regard, fait figure de ruisseau.

On peut aussi survoler l'ensemble en hélicoptère et se poser là où les falaises de glace s'effondrent dans la mer en craquements apocalyptiques (pendant l'été). Mais la visite en bateau permet de longer les icebergs un par un, avec des jeux de lumière et des contre-jours que le photographe, même débutant, ne peut manquer. On s'étonne, à contempler ces murs de glace aux parois lustrées, qu'on dirait de matière plastique. Puis surgissent des dolomites aux formes tourmentées, des pentes douces qui paraissent damées pour le ski et offrir un tremplin vers la mer, des grottes baignées d'eau verte, des falaises crevassées parcourues d'éclairs bleus. On ne sait plus où jeter les yeux. On est submergé.

De retour au port, on peut, selon ses goûts, visiter l'usine à crevettes — la grande spécialité du pays depuis que la morue a disparu — ou bien la plus ancienne église du Groenland (1779), fraîchement repeinte, ou encore la maison natale du grand explorateur danois Knud Rasmussen, une sorte de presbytère-école bâti en 1848 et transformé aujourd'hui en musée esquimaux. Point de boutiques à souvenirs ni de marchands de cartes postales. Seulement un magasin de vêtements où l'on peut acheter — cher — des anoraks en peau de phoque et des vestes de renard. Et aussi une *butik* — c'est du danois et non de l'esquimaux — où l'on achète tout, depuis les sachets de crevettes jusqu'aux rosters de narval, en passant par les dents de cachalot sculptées (hors de prix), les statuettes en os de renne (intéressantes) et les

défenses de morse (plus de 3 000 F la paire).

Il ne faut pas quitter Jakobshavn sans flâner en ville, parmi ces H.M. où les balcons s'ornent, sur le même fil, de poisson ou de linge, où les mobylettes sont remplacées par des traîneaux de bois bleu. Aux fenêtres des maisons peintes en rouge brique, apparaît un foisonnement de plantes vertes à l'abri du double vitrage. Le Groenland « vert » est à l'intérieur, dans l'intimité du foyer. Les chiens, en revanche, restent dehors, par tous les temps. Au petit matin, lorsque pince le vent glacé venu de l'inlandsis, on peut les voir roulés en boule, chacun sur leur rocher, au bout d'une longue chaîne. A défaut de gîte, ils ont le couvert à portée de croc : chaque propriétaire de chiens dispose d'un séchoir à halibut, le poisson qu'on leur distribue deux fois par semaine (hors saison). Il faut vraiment être chien esquimaux pour se contenter ainsi de dormir dans le blizzard et de manger du poisson cartonné.

Jakobshavn s'éloigne : on n'entend que le battement sourd des pistons du diesel dans le cœur des chalutiers, et les hurlements des chiens qui s'interpellent d'un rocher à l'autre. Tout le reste est pris dans le silence de la glace.

ROGER CANE.

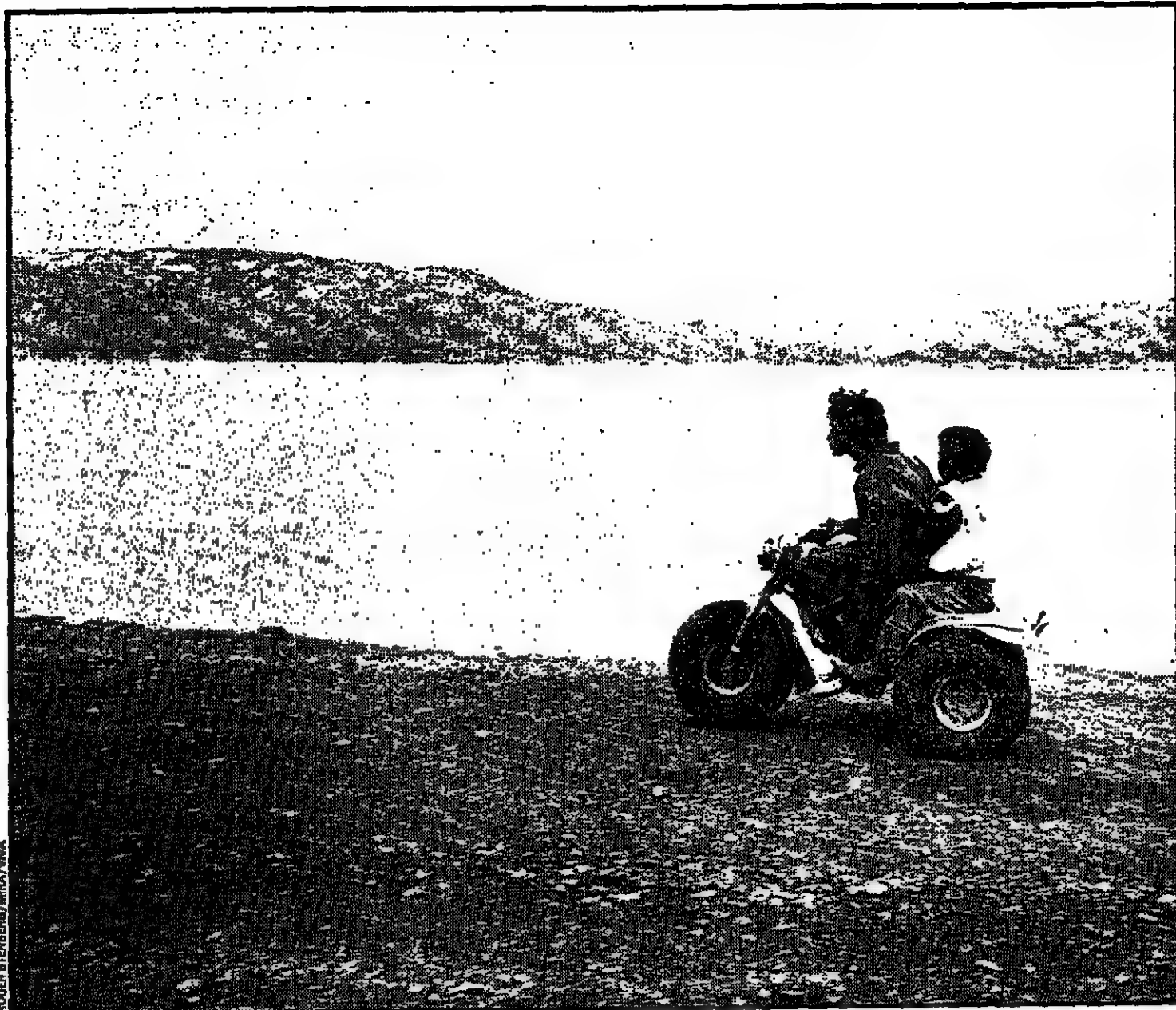
(1) Groenland = « terre verte » en danois.

Le Groenland s'ouvre lentement au tourisme. Le « marché », pour l'instant, est limité, par la capacité hôtelière et les avions, à trois ou quatre mille visiteurs par an, soit environ cinq cents à la fois en haute saison (de mars à août). Plusieurs formes s'offrent au visiteur :

— Des séjours de quatre à sept jours dans les hôtels « Arctic » de Jakobshavn ou Narasarsuaq. De Paris à Paris, pour une semaine, il faut compter un minimum de 8 500 F.

— Des « safaris » où se mêlent des nuits sous la tente, du trekking et du bateau (8 290 F pour dix-sept jours) et des croisières de douze jours en bateau (entre 15 000 F et 16 000 F). Formules offertes par Bennett Voyages, 5, rue Scriba, 75009 Paris. Tél. : 742-91-89.

— Des expéditions en traîneau à chiens de nuit à deux jours, de fin février à avril. On peut s'adresser à Terres d'Aventure, 5, rue Saint-Victor, 75005 Paris. Tél. : 329-90-46 ; à Arctic Adventure, 37, Avenue de la République, 1960 Copenhagen V, Danemark. Tél. : (01) 37-12-33 ; à Bennett Voyages (Cf. ci-dessus) ; à l'Office du tourisme danois, 142, Champs-Élysées, 75008 Paris. Tél. 562-17-02.



EXPÉDITIONS 10 JOURS AU GROENLAND EN TRAÎNEAUX À CHIENS

Une aventure exceptionnelle proposée par Scanditours, le spécialiste des pays nordiques. Demandez le dépliant à votre agence de voyages ou à Scanditours, 10, rue Auber, 75009 Paris (742-80-00).

Wings of Scandinavia **SCANDITOURS** LIC. A58

EXPLORATOR GROENLAND

En hélicoptère, en bateau et en traîneau à chiens, parcourez les labyrinthes de glace et les paysages infinis de l'inlandsis, le grand désert arctique.

BROCHURE GRATUITE SUR SIMPLE DEMANDE
TÉLÉPHONÉZ AU (1) 268.66.24
OU ÉCRIVEZ À

EXPLORATOR, 16 PLACE DE LA MADELEINE
75008 PARIS - LIC. A 690

EXPLORATOR MALI

A pied, en pirogue et en véhicules tous terrains, découvrez du pays d'ignominie, des civilisations du fleuve Niger, et des grands sites naturels de Bamako à Tombouctou.

BROCHURE GRATUITE SUR SIMPLE DEMANDE
TÉLÉPHONÉZ AU (1) 268.66.24
OU ÉCRIVEZ À

EXPLORATOR, 16 PLACE DE LA MADELEINE
75008 PARIS - LIC. A 690

L'Afrique du Sud

C'est l'Afrique.

De prime abord, c'est en Afrique puisque c'est la pointe sud du continent africain. Mais ce n'est pas tout. Comme au cœur de l'Afrique, on y trouve de vastes réserves d'animaux sauvages, des plaines infinies bornées de montagnes grandioses. Des déserts, des savanes arides côtoyant de vertes forêts. Des rivières, un ciel toujours bleu. Une multitude de tribus, de coutumes, de cultures différentes. Une nature absolument vierge. L'Afrique du Sud, c'est l'âme de l'Afrique. Sauvage. Sensuelle. Sompueuse. Comme elle.

Et ce n'est pas l'Afrique.

En 1652, les Hollandais arrivèrent. Avec leur architecture. Puis les Anglais. Avec leurs traditions. Les Allemands, avec leur culture. Les Français, quant à eux, apportèrent l'art du vin. Une civilisation aux multiples facettes se développa. Le Cap était né. En 1871, des diamants furent découverts à Kimberley. Quinze ans plus tard, de l'or à Johannesburg. Avec les chercheurs de fortune, fleurit cette ambiance de prospérité qui est l'un des charmes du pays. Maintenant, fermez les yeux et imaginez. Une contrée qui s'étend de l'Atlantique à l'Océan Indien. Trois mille kilomètres de littoral. Des plages dorées. Des mers de fleurs. De riches métropoles, aux nuits brillantes et animées. De luxueuses boutiques de mode et de nombreux restaurants gastronomiques. Une population cosmopolite. Tout un monde de traditions linguistiques et culturelles. Tout un monde rassemblé dans un pays. Unique. L'Afrique du Sud.

L'Afrique du Sud. Un monde en un seul pays.

Demander le Recueil des Voyages en Afrique du Sud et une documentation générale. South African Tourism Board, 5, rue de la Madeleine, 75001 Paris. Tél. 261-8230, Téléc. 260050.

Nom _____

Adresse _____

Le TRENTINO Italie convient à tout le monde, mais à toi en particulier.

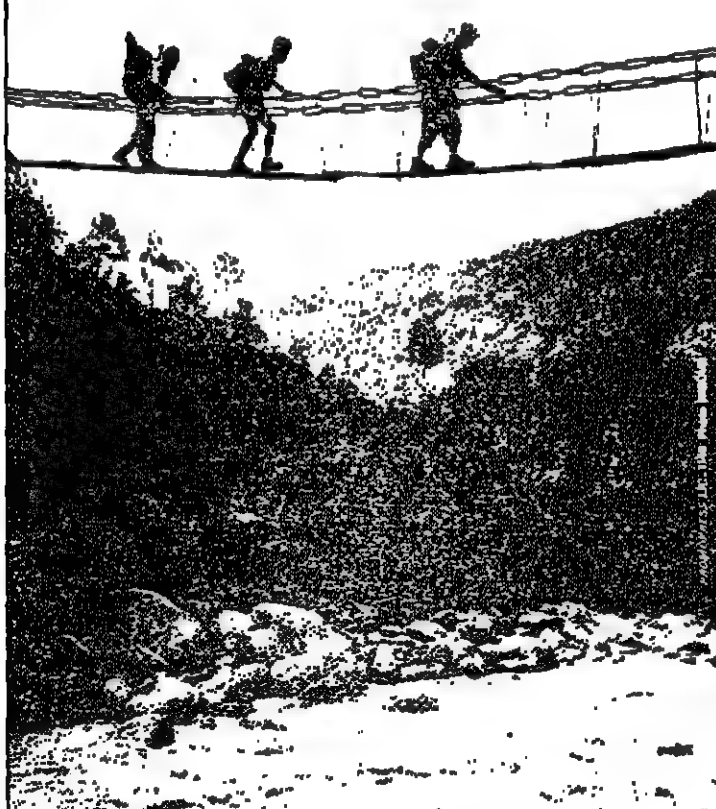
Tous les sports d'hiver et beaucoup de neige. Viens au Trentino. Tu seras d'accord avec ceux qui te l'ont proposé.



Trentino: le nom de tes vacances.

PROVINCIA AUTONOMA DI TRENTO
Comitato Regionale Turistico
38100 Trento - Tel. 0461/21111
OFFICE NATIONAL ITALIEN DE TOURISME (L.N.T.)
2, rue de la Tour - Paris 75001
Tel. 390-02-00

Le Voyage à pied



HIVER 1984 - ANNÉE 1985

SKI DE FOND

(France - Laponie - Islande - Suisse)
STAGE TELEMARK - SKI DE MONTAGNE

RANDONNÉES

SAHARA (Algérie - Niger) - MAROC - SINAI -
YEMEN - SOUDAN - MALI - GROENLAND -
GUINÉE - TANZANIE - NEPAL - RAJASTHAN -
THAILANDE - BIRMANIE - BOLIVIE - COLOMBIE -
PEROU - ARGENTINE - ISLANDE - SUÈDE -
GRÈCE - CRÈTE - TURQUIE - YUGOSLAVIE -
LADAKH - PAKISTAN - INDONÉSIE - FRANCE -
ESPAGNE - CHINE

terres d'aventure

Le spécialiste de la randonnée

Veuillez me faire parvenir votre brochure 1985 □
dépliant Ski de fond □

Nom _____

Adresse _____

TERRES D'AVENTURE
5, rue Saint-Victor 75005 Paris - tél. 329 94 50

La remise des tramways

C'est l'hiver, on ferme !

À quelques dizaines de mètres des trépidations du périphérique, dans une rue calme de Saint-Mandé, sommeille le plus bel ensemble de France consacré aux tramways, trolleybus et autobus.

Installé dans un ancien dépôt de la RATP, le Musée des transports urbains ne connaît qu'un tout petit succès. Injuste. Cette attitude est unique en Europe. Partout, en Belgique, en Allemagne, en Grande-Bretagne et dans les pays de l'Est, les musées qui leur sont consacrés ne manquent pas.

Le musée a été créé à l'initiative d'une association, l'AMTUIR (Association pour le Musée des transports urbains, interurbains et ruraux), née en mars 1967, lors de la suppression à Versailles de la dernière ligne de tramways de l'Île-de-France à laquelle étaient restés attachés un certain nombre de Parisiens ; le réseau de la capitale, lui, avait été supprimé en 1938.

« Ses membres étaient une bande d'amateurs, dont le chef de ligne, M. Robert, est devenu le président », raconte M. Thierry Assa, un fana des transports en commun, dont les vingt-deux ans ne lui ont pas permis de vivre les premiers balbutiements du musée, sinon à travers des récits des anciens.

« On supprimait les tramways français d'une manière inconsciente au nom de l'automobile, alors qu'ils avaient conditionné la vie de chacun pendant des décennies. Plus vite ils allaient à la casse et mieux c'était. On se faisait rire au nez à vouloir en conserver des exemplaires. » Mais l'idée d'un musée était dans l'air, et la sup-



pression du réseau de Versailles en fut le déclin. L'association récupéra la motrice n° 1, et pièce n° 1 du musée. Mise en service en 1936, réformée le 16 mars 1957, elle était restée à peu de chose près dans son état d'origine.

« La RATP, qui nous regardait avec un sourire amusé et

curieux, nous aida en mettant à notre disposition une partie d'un dépôt désaffecté à Malakoff. Au fur et à mesure des suppressions de réseaux de tramways français (trois ou quatre par an), les locaux se sont très vite remplis de pièces achetées souvent pour une somme symbolique ou même données. » Le besoin s'est alors

fait sentir de présenter les collections et, à la rentrée de 1964, le musée ouvrait ses portes à Malakoff. Les collections ne cessaient de croître avec les suppressions de bus à plate-forme par la RATP et le trolleybus en province. En 1972, le dépôt de Malakoff devant être détruit, la Régie proposa un autre dépôt désaffecté depuis un an à Saint-Mandé. Ses 10 000 mètres carrés pouvaient abriter la totalité de la collection telle qu'elle se présentait alors.

Aujourd'hui, la collection, alignée comme un dernier carré de vieux grognards à la parade, témoigne du massacre auquel elle a échappé. Le matériel ferré le plus prestigieux accueille les visiteurs. À gauche, les rames de métro, une voiture en place de 1903 astiquée, vernie, bichonnée. Construite à partir de deux voitures, elle est très représentative du métro de la Belle Époque et resta en service jusqu'en 1930. Derrière, une voiture à deux issues attend une remise en état. Un peu plus loin, une voiture métallique de 1908-1912. Les fameuses Sprague, réformées récemment, survivent au travers de l'un des deux exemplaires conservés. L'autre, en état de marche, joue les derniers mètres pour le cinéma.

Au centre, les tramways, la collection de base, répartis en matériel à voies normales (avec un écartement de 1,435 mètre) comme les voies de chemin de fer, et en matériel à voie métrique (avec un écartement d'1 mètre), selon les sociétés qui les exploitaient. Une automotrice Mékarski à air comprimé, qui roula à Nantes, fait figure de grand ancêtre. Construite en 1879, réformée en 1917, elle est entièrement d'origine. C'est sa génération qui a succédé im-

médiatement aux tramways à chevaux. Des voitures similaires ont roulé à Paris jusqu'en 1914. L'exemplaire conservé à Saint-Mandé est le seul survivant. Une motrice de Marseille, construite en 1949 à partir de deux motrices de série accidentées, est le seul exemple d'une tentative de modernisation du matériel. C'est aussi le seul tramway articulé de conception française. Il a roulé jusqu'en 1960.

À côté, les autobus semblent prêts à reprendre du service. La plus importante collection du monde de bus à plate-forme est rassemblée là. Alignés par ordre chronologique, ils nous font remonter le temps jusqu'en 1916 où un Schneider H nous accueille. En service jusqu'en 1937, il est monté non pas sur pneus, mais sur des bandages de caoutchouc. Il fut fabriqué à 1 269 exemplaires, de 1926 à 1923. Un Renault TN 4 F, rehaussé d'un

énorme carénage sur le toit pour la marche au gaz de ville, nous rappelle les années noires de l'Occupation.

Des trolleybus, des véhicules auxiliaires, comme une voiture-échelle de l'ancienne Compagnie des omnibus de Paris (1920) aux allures d'insectes bizarres, des funiculaires, des omnibus à chevaux, complètent la collection. La plupart des pièces sont françaises, mais quelques-unes viennent de l'étranger. À titre d'exemple, car aucun véhicule de ce type n'a été sauvé chez nous. C'est le cas d'une motrice à impériale venant de Glasgow.

Au total, c'est une centaine de véhicules qui sont présentés à Saint-Mandé.

Ce musée est le fruit de la ténacité, de la combativité. Après vingt-sept ans d'efforts, de démarches, de coups de poing sur la table, de découragement mais aussi d'espoir, l'AMTUIR a reçu cette année sa première subvention. Elle émane de la direction des musées de France. Elle a permis de rendre plus vivant le musée, souci constant de ses animateurs.

Jusqu'à présent, seule l'abnégation de ses deux cents membres a permis de le maintenir en vie. Aucun n'est salarié, ni celui qui tient la caisse, ni ceux qui font visiter, ni ceux qui réparent et entretiennent le matériel ; mieux, ils paient leur cotisation pour pouvoir travailler — ce qui explique qu'en saison Saint-Mandé n'ouvre que les samedis et dimanches après-midi, tous travaillant en semaine. Il serait injuste de ne pas citer la RATP, qui a toujours prêté un local, mais le volume des salles d'exposition et le budget ne permettent pas de les chauffer, ce qui oblige à les fermer d'octobre à avril.

La France aurait donc des musées mais pas assez d'énergie qu'il lui faille en laisser certains sinon à l'abandon du moins interdits aux visiteurs. Curieuse politique de l'apprentissage du passé.

FRANÇOIS GOUGE

• Musée des transports urbains, 60, avenue Saint-Marie, 94160 Saint-Mandé, ouvert d'avril à octobre de 14 h à 17 h 30. Entrée : 12 F, 6 F pour les moins de douze ans.

Qui fait des forfaits* intéressants sur Israël?
PARIS-NATANYA 2.090 F.
PARIS-TEL-AVIV 2.840 F.
PARIS-JERUSALEM 2.990 F.
PARIS-EILAT 3.320 F.

Ces forfaits comprennent l'avion aller-retour, 7 nuits dans un hôtel 3 étoiles en chambre double, petit déjeuner compris. Votre Agent de voyages est au courant... si vous l'appeliez ?

la compagnie qui mérite son étoile.

24 boulevard des Capucines 75009 Paris Tél. 742 45 19

LA BONNE ADRESSE

AL LAUSANNE
HOTEL VICTORIA
100 lits et confort, tranquillité, sit. privilégiée à 200 m de la gare et du centre des affaires. Chèques de radio, TV, ligne téléph. directe. Service 24 h sur 24. Bar et salles de conférence, de 10 à 60 places. 46, rue de la Gare-Tél. 1941/21-20-57-71-Tél. 2944

SAAS-FEE
1 800 m La petite ville d'Alpage 3 000 m
Offices de tourisme, CH-39002 Saas Fee, Tél. 1941/29-14-67
Station sans véhicules ni cour des plus beaux paysages de la Suisse, à 3000 m dans l'Alpe et les Alpes. Abonnement général pour toutes les 55 installations sur 150 km de glaciers. Semblances de ski spéciales en été, hiver et nuit. Nouveaux : Miroir-Alpe, La plus belle installation de ski d'été des Alpes. Centre des sports d'hiver, ski, tennis, escalade, randonnée.

SPÉCIAL NOËL EN ISRAËL
DU 23 AU 30 DÉCEMBRE 1984
BETHLEEM-JERUSALEM
SAINT-JEAN D'ACRE
CESAREE-GALLILEE-JERICHO
Renseignements et inscriptions :
« Les Rendez-Vous du Monde »
81, rue de l'Assomption,
75016 PARIS. Tél. 647-97-01.
Prix par personne : 5 580 F.

L'AVENTURE SAHARIENNE...
Venez vivre l'expérience unique du désert avec les Touaregs... Raids & Randonnées de 11 à 16 jours.
NOMADES/LES AMIS DU SAHARA
49, rue de la Montagne-Saint-Geneviève
75005 Paris - Tél. 329.06.80

Club Aventure

SAHARA — TRANSAFRICAINES — MALI — MEXIQUE
EQUATEUR — YEMEN — Catalogue gratuit sur demande

EXPÉDITIONS-RANDONNÉES

Club Aventure
27 rue Lavoisier-Montparnasse 75007 Paris Tél. (1) 555 02 51

Non Adresse

AMERICAN FARM

CENTRE FRANÇAIS D'EQUITATION AMERICAINE

Grande-Champs, 78113 Condé-sur-Vesgre - Tél. : (3) 485-05-78

STAGE D'EQUITATION
VACANCES ÉQUESTRES
DE LA TOUSSAINT

هكذا من الأصل

Platini sous les couleurs de Saint-Martin

Le bon cheval...

LES chevaux français terminent la saison de galop en beauté.

Dominés presque tout au long de l'année 1984, et presque partout — y compris et surtout à Deauville — par leurs concurrents anglais, ils viennent de redorer leur blason par trois performances internationales retentissantes. *Palade Music* est allé gagner à Newmarket les Champion Stakes, une des quatre ou cinq épreuves les plus prestigieuses du calendrier européen, celle peut-être qui, par son parcours très sélectif (2 000 mètres, ligne droite), confère à un futur étalon les lauriers les plus prisés. *Seattle Song*, un pensionnaire de François Boutin, a gagné, à Laurel Park, un Washington DC qui s'il n'est plus tout à fait ce qu'il était, comme la nostalgie, reste une épreuve convoitée du programme américain. *Grise Mine*, de l'écurie Rothschild a pris, en Californie, derrière une fille de l'ex-français *Lyphard*, la seconde place des Yellow Ribbon Stakes, la plus grande course pour pouliches de la Côte ouest.

A ce florilège majeur, on peut encore ajouter, sans chauvinisme excessif, une victoire de *Reine Mathilde* au Canada, dans les EP Taylor Stakes, et, également à Toronto, une quatrième place de *All Along* dans le « Rothmans ».

C'est la seconde année consécutive que les chevaux français font ainsi moisson de lauriers tardifs. En 1983, les héros avaient été *All Along*, élue « cheval de l'année » aux Etats-Unis, et la « scandaleuse » *Zalaiata* (« scandaleuse » en raison des conditions de son exportation, sur lesquelles, paraît-il, les douanes continuent d'enquêter).

Simple caprice d'une loi des séries ? Probablement pas. Deux spécificités des courses françaises peuvent expliquer qu'elles débouchent sur une gloire plus tardive. D'abord, leur programme, plus progressif, mieux établi, est moins éprouvant que les programmes britannique et américain. Par exemple, *Secreto*, *El Gran Senor*, *Tenoso*, les héros du printemps anglais sont « out ». Certes, chez nous, *Darshaan* n'est guère plus brillant. Mais ce n'est pas la règle que notre champion de juin ait disparu à l'automne ; ce l'est, pratiquement, pour le champion du printemps anglais.

Surtout, les objectifs et la nature des écuries sont différents. En Angleterre, les meilleurs chevaux sont encore entre les mains d'écuries traditionnelles pour qui la finalité est d'essayer de gagner à Epsom ou à Ascot, si possible devant la reine. Les grandes écuries établies en France sont des écuries internationales, à teinte commerciale, dont l'objectif unique est de « faire du dollar ». Le dollar se trouve, de plus en plus, en Californie, où, en raison du climat, la grande saison des courses se situe d'octobre à avril. Voilà donc « nos » écuries commerciales réservant leurs meilleurs éléments pour l'hiver californien et restant seules à l'investir puisque les concurrents britanniques se remettent alors des succès « at home », ou préparent ceux du printemps suivant.

Hélas, pour les *Palade Music*, *Seattle Song* et *Grise Mine* de demain, toute cette astucieuse et fructueuse ordonnance risque d'être sérieusement bousculée par le Loto sportif, dont la création a été annoncée à l'issue du conseil des ministres de mardi passé.

Ce concurrent apparaît à un mauvais moment pour les



Le PMU est prêt à gérer les futurs paris sur les sports contre un prélèvement de 10 %.

courses. Le quarté et le tiercé s'essouffent. Le chiffre d'affaires annuel de ces deux formes de paris progresse seulement d'environ 7 % — la dérive monétaire, — alors qu'on en est arrivé à la semaine des trois dimanches, c'est-à-dire à trois tiercés ou quartés par semaine, au lieu d'un et demi en moyenne voilà quatre ans.

Certes, toutes les voix officielles s'efforcent de rassurer : le Loto sportif ne sera pas un Totocalcio hebdomadaire à

l'anglaise ou à l'italienne. Il ne reposera que sur une vingtaine d'événements par an, rythme insuffisant pour créer une habitude et détourner le public de celle des tiercés et quartés. Mais chacun comprend bien, au passage, que, en dépit de cette assurance et d'autres propos légalisants, c'est une partie vitale pour les courses qui va s'engager. Comment faire front ?

Une première idée consiste à mettre en œuvre très vite de nouvelles formes de paris hip-

piques, susceptibles de « fidéliser » le public des courses. On repart d'un « 5-6 », adapté d'une forme de paris suédois dans laquelle il faut désigner les cinq ou six premiers chevaux d'une course, et d'un jackpot à l'anglaise, où il faut découvrir tous les futurs gagnants d'une réunion. Dans les deux cas, les rapports peuvent être faramineux.

Surtout, les courses sont prêtes à se muer en prestataires de services au profit du futur

Loto sportif : mieux vaut utiliser la dynamique de l'adversaire que lui résister de front...

Le pari est une marchandise qui nécessite de nombreux points de vente. Si le PMU s'est hissé au vingtième rang des grandes affaires françaises, dans le voisinage immédiat de Michelin et d'Esso-France, c'est grâce à son incomparable réseau de 5 000 postes d'enregistrement en France.

Ce réseau est en passe de s'informatiser. Matra, dont le P-DG, Jean-Luc Lagardère, est

le propriétaire d'une importante écurie de courses, construit, avec une subvention indirecte de l'Etat, des terminaux d'ordinateurs qui devraient équiper progressivement tous les guichets à tiercés et quartés.

Quel que soit l'organisme qui les gèrera, les paris sportifs auront besoin d'une telle chaîne de vente.

Alors, les courses disent-elles. Elles ne sont pas seules. L'actuel Loto propose aussi ses services, et c'est au Loto, avec lequel il est en prise directe puisqu'il s'agit d'un simple service du ministère des Finances, que le gouvernement a d'abord pensé. Mais la gestion par le Loto coûte plus cher que celle offerte par le PMU. Des chiffres circulent entre Longchamp, le ministère des sports, les finances, le comité olympique. On étudie des rabais, des variantes de délais. Le Loto a un coût de gestion de 14 % ; les courses, de 5 % seulement.

Alors, officiellement, le PMU a fait savoir qu'il était prêt à gérer les futurs paris sur les sports contre un prélèvement de 10 %. Peut-être même consentirait-il 9 %.

« Ce serait un moyen de nous consentir une compensation puisque, paraît-il, le gouvernement ne veut pas déshabiller Longchamp pour habiller le Parc des princes, dit un dirigeant de la Société d'encouragement. Les 4 ou 5 % de bénéfice brut que nous pourrions réaliser sur la gestion des paris sportifs rattraperaient en partie la perte que nous allions inéluctablement subir. »

Ceux qui essaient de voir loin caressent même un rêve : pourquoi ne pas envisager une association football-courses ? Certes, dans un premier temps — la nouveauté et ses actuels succès internationaux aidant — le football serait probablement le cheval de tête de cet attelage. Mais comme il serait, beaucoup plus que les courses, soumis aux fluctuations de popularité nées de ses résultats internationaux, peut-être serait-il un jour tout heureux de voir Saint-Martin relayer Platini.

Dimanche, Longchamp recevait, à l'occasion du Prix du Conseil de Paris, le président de celui-ci, Jacques Chirac. Il n'était question que des futurs paris sportifs. La Ville de Paris a des intérêts dans les courses. Outre un loyer fixe, elle perçoit un pourcentage sur les jeux enregistrés dans les trois hippodromes intra muros : Longchamp, Auteuil et Vincennes. Il n'est donc pas étonnant que M. le maire ait donné l'assurance que lui et ses amis feraient tout leur possible pour que les sabots ne souffrirent pas trop de la concurrence des chaussures à pointes ou à crampons.

Anecdote : ayant ainsi parlé, le chef du RPR a remis la coupe au propriétaire de *Lashkari*, le vainqueur. Il s'agissait de l'Aga Khan. Peut-être un souvenir a-t-il effleuré celui-ci. Voilà vingt-six ans, alors que, tout jeune homme, il venait d'hériter des écuries de son père et de son grand-père, il avait déjà reçu un trophée d'un chef du RPR : le général de Gaulle lui avait remis la coupe du Grand Prix de Paris, que venait de gagner *Charlottesville*.

Ce fut la seule fois où l'on vit le général aux courses. Les mauvaises langues prétendent qu'il en voulut toujours à celles-ci de ce que, ce jour-là, le jockey du vainqueur (qui, sauf erreur, était George Moore, le père de Gary) eût été d'avantage applaudi que lui-même.

LOUIS DEMEL

Temps nouveaux

Le tourisme associatif en mutation

SUR le marché du tourisme, les collectivités — comités d'entreprise, communes, organismes sociaux — pèsent lourd. Les vacances de millions d'enfants, de salariés, de retraités dépendent de leurs choix, de l'état de leurs finances, de leurs relations avec les professionnels des loisirs. Dans ce domaine aussi la crise économique remet en cause comportements et habitudes. Pour mesurer l'ampleur de ces mouvements, l'Organisation centrale des camps et activités de jeunesse, plus connue sous son sigle d'OCCAJ, un des grands du tourisme associatif (1), a réuni récemment à Ajaccio quelque trois cents représentants de collectivités, des comités d'entreprise en majorité. Dans ce large panel, l'inegalité prospère des comités d'entreprise et la diversité syndicale qu'ils reflètent empêchent de caractériser la « rupture dans les comportements par rapport aux vacances » observée en 1984 par M. Pierre Heslouin, directeur général de l'OCCAJ. Certes, pour des raisons économiques, la durée moyenne des séjours est en

baïsse (dix-sept jours en 1984 au lieu de vingt en 1980 pour cet organisme), et l'hébergement en pension complète cède le pas à la formule du gîte.

Mais les élus de certains comités d'entreprise notent parallèlement — pour le regretter parfois — les exigences accrues des salariés, de plus en plus tentés par les comportements de consommateurs, réclamant toujours plus de confort et mobilisés pour dénoncer toute fausse note dans l'animation ou la nourriture.

Dans ces domaines, les prestations offertes aux clients des organismes commerciaux font figure de références. De nombreux comités d'entreprise ont d'ailleurs déjà franchi le fossé qui sépare le secteur dit « associatif » de son concurrent « commercial ». Le comité d'entreprise de la SNECMA (Corbeil), à majorité CFDT, propose pour la première fois cette année des séjours au Club Méditerranée parmi une quinzaine de formules de vacances et s'étonne du grand succès de cette initiative. D'autres continuent de refuser toute collabo-

ration avec le « commercial » même s'ils ont parfois conscience de ramer à contre-courant. Pour des raisons plus sentimentales qu'idéologiques, le tourisme associatif continue de jouer d'un préjugé favorable dans sa démarche le reflet de leurs propres préoccupations. Mais cet avantage s'étirole. « Associatifs » et « commerciaux » n'en finissent plus de se ressembler à force d'influence mutuelle.

Les premiers tentent de hisser leur image de marque au niveau des seconds qui, de leur côté, reprennent à leur compte les qualités de convivialité et d'ouverture sur l'environnement qui ont participé au succès du tourisme social. Autre facteur d'évolution : l'éclatement progressif des schémas idéologiques qui scellaient des liens souvent ténus entre chaque syndicat et « son » organisme de vacances. Les élus de comités d'entreprise reconnaissent aujourd'hui qu'ils comparent d'abord les prix avant de mesurer leur sympathie. Ils diversifient leurs fournisseurs de

vacances et font jouer la concurrence.

L'OCCAJ, qui traite traditionnellement avec des comités d'entreprise ou FO, s'efforce ainsi d'attirer la clientèle des comités d'entreprise à majorité CGT plus tentée naturellement de s'adresser à son principal concurrent sur le marché du tourisme social, Tourisme et Travail. Les nouvelles préoccupations des organismes de vacances sociales concernent aussi l'émergence de toute la clientèle des préretraités et jeunes retraités qui rechignent à être mêlés aux personnes du « troisième âge » mais qui cohabitent parfois difficilement avec la clientèle des jeunes couples. Coincées entre le refus de toute intégration par l'âge et les exigences toujours plus précises de leurs usagers, les collectivités vivent là encore une profonde mutation.

PHILIPPE BERNARD.

(1) OCCAJ, 93, rue d'Amsterdam, 75009 Paris. Tél. : 536-21-21. L'OCCAJ, spécialiste du séjour familial, gère directement plus de treize mille lits répartis dans quarante-quatre centres de vacances.

Classique

L'« Oratorio de Noël » par Corboz

Il semblerait que Michel Corboz soit engagé dans une intégrale des grandes œuvres chorales de Bach, hors de tout débat musicologique. En tout cas, après la *Passion selon saint Matthieu*, le voici qui nous donne sa lecture de l'*Oratorio de Noël*, au gré d'une vision disant l'importance du symbole dans un monument qui est d'abord liturgie de la parole et enseigne les fidèles un peu à la manière des évangiles de pierre sculptés aux porches de nos cathédrales.

Tout à son travail d'approfondissement spirituel, Corboz confirme ici qu'il est assez peu concerné par les problèmes soulevés par l'approche baroque et le retour aux usages supposés du dix-huitième siècle (effectifs, timbres, disposition spatiale des interprètes). C'est qu'en fait il a commencé sa carrière avant que ne triomphent les thèses actuelles de la « nouvelle musique ancienne », et le conflit des instruments d'époque et modernes reste pour lui secondaire.

Par contre, il dynamise formidablement le message et lui rend une nouvelle jeunesse, une ferveur qui fait totalement oublier les chocs, disons traditionnels, de la présente version, tout pour le style que les sonorités.

Rompus à la manière expressive et rythmique de leur chef, l'ensem-



ble vocal et l'orchestre de chambre de Lausanne, renforcé en la circonstance par la trompette virtuose de Guy Tournon, sont merveilleusement attentifs à la pensée musicale de Bach et à l'idée théologique d'un cycle écrit à Leipzig avec d'évidentes intentions didactiques et édifiantes. Mais ce souci de vie intérieure reste accordé à une dimension festive et populaire qui éclate dès le grand chœur d'ouverture de la première cantate, vibrant de joie naïve et enluminé à la façon d'un vitrail.

Au reste, nous touchons là ce qui me paraît être l'essentiel dans cette version Corboz : la sincérité de la démarche et des accents, le fraîcheur du regard sur le chef-d'œuvre (*Pastorale de la 2^e Cantate*), et cette touche transparente et éblouie, indissociable du climat de Noël, fête des chrétiens comme de l'enfance.

Enfin, il faut se garder d'oublier le chant des voix solistes et leur humilité de ton face au texte, à l'image du soprano radieux de Barbara Schick et surtout de l'évangéliste de Kurt Equiluz, totalement investi par le rôle et sur lequel le temps n'a décidément pas de prise.

ROGER TELLART.

● Trois disques Erato, n° 751373.

Symphonies d'Eduard Tübin
par Neeme Järvi

Il existe encore des compositeurs à découvrir entièrement. C'est le cas de Eduard Tübin, dont le nom même est inconnu chez nous. Il est notamment l'auteur de dix symphonies, dont deux nous sont parvenues coup sur coup grâce à un distributeur français faisant porter une grande partie de son effort sur les catalogues scandinaves.

Né en Estonie en 1905, Tübin se réfugie en 1944 à Stockholm, où il mourut en 1978. Il écrivit sa *Quatrième Symphonie*, dite *Sinfonia lirica*, en 1943, et la révisait l'année de sa mort. En quatre mouvements d'une durée totale de trente-cinq minutes environ, l'œuvre adopte la tonalité claire de la majeure. Ses thèmes sont bien dessinés, son expression est directe mais non simpliste, et elle semble rendre hommage, dans son ultime épisode, au tout début de la *Cinquième* de Sibelius. Mais si l'hommage il y a, il est des plus subtils. Une intéressante

découverte. Neeme Järvi dirige l'Orchestre de Bergen (Norvège).

Sur un autre disque, le même chef, à la tête cette fois de son Orchestre symphonique de Göteborg, présente la *Neuvième Symphonie* (1959), en deux mouvements seulement et plus tragique de climat, une brève *Toccata* de 1937 et une *Suite de danses estoniennes* de 1938 (composée après une rencontre avec Bartók et Kodály à Budapest). Gageons que ceux qui auront apprécié le disque de la *Quatrième Symphonie*, que je recommande en premier lieu, auront à cœur de connaître son frère jumeau. L'un et l'autre sont importants pour notre connaissance de la symphonie nordique.

MARC VIGNAL.

● *Quatrième Symphonie*, 916 (distr. Disco-Snap), LP 227.● *Neuvième Symphonie*, Toccata et Suite, 916 (distr. Disco-Snap), LP 264.

« La Flûte enchantée » par Colin Davis

Un chef-d'œuvre d'équilibre et surtout de musicalité. Se détournant des interprétations de l'œuvre qui insistent sur ses aspects initiatiques (symbolisme frano-maçon et autres enseignements mystagogues), Colin Davis, décidément excellent chez Mozart, s'est concentré sur ses seules richesses musicales et sur ses infinies vertus poétiques. Le résultat appartient au merveilleux : à la fois un conte (*Märchen*) et au théâtre d'enchantement. Les airs sont traités comme des *lieder*, les ensembles comme des concertos et un subtil dosage entre passages parlés (contrés à des comédiens) et parties chantées ajoute à la féerie du tout. Même les arifices de studio (jeux d'acoustique pour l'intervention des *« drei Kneben »* et « effets spéciaux ») sont justifiés dans pareille conception.

La distribution rassemble la Gotha actuel du chant, et sous ses meilleurs auspices : le timbre superbe de Kurt Möll, solide et sonore, servi par une exceptionnelle intelligence musicale de la ligne et des couleurs ; la sensibilité franche et sobre de Peter Schreier dont Tümin est sans doute le plus bel emploi, qui met en valeur son astringent.

que rigoureuse, exempte de tout maniérisme, faisant oublier tout ce que la voix a d'ingrat ; la sagacité de la meilleure mozartienne du temps, Margaret Price, auquel le disque convient parfaitement, ne retenant que les beautés du souffle et du son et estompant une certaine asphétrie dramatique. Sans doute peut-on souhaiter l'absence de la nuit peinte et plus violente que celle de Luciano Serra, quelques son-sopranos virtuoses et aériens répondent assez à l'option choisie par Colin Davis.

Ne pas oublier l'important « *Sprecher* » de Theo Adam qui pile ses moyens wagnériens aux exigences de Mozart, l'excellent Papageno de Mikael Melbye, apportant, outre son excellente technique, tout l'humour après chez Rossini et le délicieux Maria Venuti.

Le tout emporté, enlevé par la miraculeuse Staatskapelle de Dresde, révélateur elle aussi de transparence, de ductilité et d'inspiration, atteignant d'emblée l'essence de l'esprit mozartien.

ALAIN ARNAUD.

● Trois disques Philips 411 459.

Rock

« Cre-Olé »
de Kid Creole
and the Coconuts

Quel bonheur ! Quel ravissement ! Imaginez une compilation des meilleurs titres du combo le plus excitant et le plus fascinant des années 80. Une bénédiction brûlante et dorée sur tranche, un juke-box idéal pour parties tropicales. Quatorze chansons au total, milléimées sur 30 centimètres de circonférence à raison de trente-trois tours ludiques et pétillants à la minute. Le compte est bon. On ne les chiera pas, elles valent toutes leur pesant de pulsions sauvages. Contentons-nous de dire à ceux qui ne sont pas encore familiers des frusques du Grosse Crole et de ses pulpeuses noix de coco que c'est là une introduction au sujet à ne pas manquer.

Qu'on en juge : un rock mêlé de funk, saccadé rythmiquement, secoué sèss et pimenté à la sauce orléane, c'est la rencontre improbable d'Elvis Presley, des Beatles, de James Brown et de Dario Moreno, le tout mené tambour battant par l'auguste Darnell flanqué de son alter ego, le cocasse Costi Mundi. Le feeling affûté sur le pli du pantalon et le vernis des chaussures, le look est à la rescousse, zoot-suit et classe chicanos pour le Kid, formes pétillantes et rondeurs appétissantes pour les Coconuts.

Les mélodies savoureuses tangent avec volupté sur des textes en forme de petits scénarios exotiques. Tout le monde danse, tout le monde est heureux. Et tout le monde tape dans les mains. Une affaire.

ALAIN WAIS.

● Phonogram, 822695-1.

« Deal With It »
des Comateens

Partons d'un paradoxe : à force de luminosité et de limpidité, on réquerait de se méprendre et d'entendre dans cet album de la rengaine là où il y a du génie. A première écoute, on pourra trouver ce troisième 33 tours des Comateens moins pointu que le précédent et fabuleux *Pictures On A String* qui reste comme l'un des plus marquants de la cuvée 1983. C'est la face émergée de l'iceberg : la richesse, la diversité sont dans l'immersion — ce qui est le propre des œuvres importantes — stylée, nuancée, intelligente et jubilatoire.

L'année passée, on se disait que si John Lennon avait leur âge aujourd'hui, il ferait sans doute ce que font les Comateens. Cela reste vrai. Ne serait-ce que la façon d'appréhender le rock non comme un habit mais comme un esprit. L'inspiration est similaire, terrain privilégié du contraste entre trame mélodique hypersophisticquée et énergie ébouillonnée. Ici, on trouve un rock cinquantin et tranchant sur thèmes speedés, lancés à l'emporte-pièce et maîtrisés d'un funk galvanisé et guerrier. Expression urbaine et pressurisée en prise directe avec l'électricité new-yorkaise, interlope, toujours sur la tangente, et méliée.

Les contrastes sont partout, fûtés et affûtés, annoncés déjà par le nom du groupe : Come Adolescents. Contraste entre les synthétiseurs, déliés et éwingants, et les guitares, nerveuses et trépidantes, entre les voix caressantes et les chœurs militants, entre la noire évocation et les colorations pastel, entre le piment du ton et le sucré des harmonies, entre l'attitude rock et farouche, et la fonction dansante. Donc, les Comateens sont trois : une fille, Lyn Byrd au chant et aux synthétiseurs, et deux garçons, Nic North (chant et basse) et Olivier North (chant et guitare). Un trio new-yorkais, jeune pimpant et décadé. Et si, pour une fois, on décidait de faire un succès fulgurant et immédiat à un groupe qui en vaut la peine, tout de suite.

A. W.

● Virgin, 70276.

Philatélie n° 1867

Erariste Galois pour la...
...série des « Personnes célèbres ». Mathématicien, on lui doit les débuts des fonctions algébriques actuelles. Né à Bourg-le-Roi (1811) il périt dans un duel (1832). Vente générale le 12 novembre (54/84).



2,10 + 0,40 F, bleu, noir.
Format 36 x 22 mm. Dessin et gravure de Jacques Combet. Tirage : 3000 000. Taille-douce, Pétrique.
Mise en vente anticipée les :
— 10 et 11 novembre, de 8 h à 18 h, salle municipale, 65, bd du Marchal-Joffre, Bourg-le-Roi.
— 10 novembre, de 8 h à 12 h, au bureau de poste de Bourg-le-Roi.
(Haut-de-Seine), boîte aux lettres pour « P.J. ».

Soultré-Fossy.

...des de pèlerinage annuel, à la Pentecôte, du président de la République, a suscité quelques confusions dans les esprits.

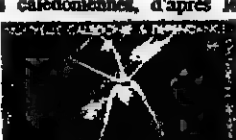
Une information incontrôlée, écrite et diffusée sur les ondes, faisait croire que le timbre de Soultré comportait l'effigie de M. François Mitterrand.

Il s'agit tout simplement d'un timbre prévu dans la « série touristique » de l'année prochaine, (voir le *Monde*, du 14 juillet 1984). Soultré est un site préhistorique, marqué par des traces d'occupation humaine à l'âge du bronze. Il y a quelque 20 000 ans. Il est envisagé d'y édifier un musée de la préhistoire.

Signalez que la règle d'or de la République française est de ne jamais émettre de timbre à l'effigie d'un homme d'Etat de son vivant.

Sous certains régimes anciens ce fut le cas ; il y eut Napoléon III, en 1853, et plus près de nous le maréchal Pétain en 1940. Mais l'effigie du général de Gaulle, sous l'occupation, a remplacé celle de Ph. Pétain — sur de faux timbres — cela est dû à la Résistance.

● NOUVELLES CALÉDONIENNES : deux timbres-poste représentant des coquilles calédoniennes. Après les



quêtes de Veret-Lemarié, ont été imprimés en offset par Cartor ; 16 F.



Diplomatibus ou-hines et 38 F. *Adiantum asplendens*.

● TRISTAN DA CUNHA : 150 anniversaire de Sainte-Elisabeth (colonie), timbre sur timbre, sujets divers d'une série de Sainte-Elisabeth dont les valeurs ont été surchargées « Tristan da Cunha », 10, 15, 25 et 60 pence.

● WALLIS ET FUTUNA : les « danses locales », d'après un tableau de



Joan Michon, sont les sujets d'un timbre postal affranchi de 110 F, polychrome. Héliogravure.

ADALBERT VITALIOS.

Le Monde des
PHILATÉLISTES
L'OFFICIEL DE LA PHILATÉLIE

ABONNEZ-VOUS
— 13 %
FRANCE 1 AN : 105 F

M. _____ Rue _____
Code _____
Ville _____

Désire souscrire
un abonnement d'un an.

Renvoyez ce bulletin au
Monde des Philatélistes,
24, rue Chauchat
75009 Paris
C.C.P. 18382-12 M Paris.

LES MEILLEURES VENTES ET LES RECOMMANDATIONS DES DISQUAIRES							
Nous publions, chaque quinzaine, les meilleures ventes réalisées dans les magasins de la FNAC, ainsi qu'un choix de disques nouveaux recommandés par les disquaires. Nous proposons en outre une sélection de compact-discs.							
POP-ROCK		CLASSIQUE		JAZZ ou FOLKLORE		VARIÉTÉS	
Meilleures ventes	Choix des disquaires	Meilleures ventes	Choix des disquaires	Meilleures ventes	Choix des disquaires	Meilleures ventes	Choix des disquaires
1	U2 <i>The unbreakable live</i> (PHONOGRAM)	GINO VANNELLI <i>Black cats</i> (CBS)	GEORGES THILL <i>L'opéra français</i> (EMI)	J.S. BACH <i>Sonates et partitas pour violon seul</i> Sigiswald Kuijken (EM)	CLANNAD <i>Legend</i> (KELTIA)	TOURE KUNDA <i>Live</i> (CELLULOID)	SERGE GAINSBURG <i>Love on the beat</i> (PHONOGRAM)
2	DAVID BOWIE <i>Tonight</i> (PATHE MARCONI)	XTC <i>The City Express</i> (VIRGIN)	RITA STREICH <i>Parvati</i> (DGG)	M.A. CHARPENTIER <i>Mélie</i> Les arts florissants (EM)	AKENDENGUE <i>Réveil de l'Afrique</i> (MELODIES)	AKENDENGUE <i>Réveil de l'Afrique</i> (MELODIES)	GERARD MANSET <i>Lumière</i> (PATHE MARCONI)
3	SADE <i>Diamond life</i> (CBS)	KAREN KAMON <i>Heart of you</i> (CBS)	PURCELL <i>O Solitude</i> Dolores Costello (HM)	WAGNER <i>Parvati</i> H. Kuiperschmidt (DECCA)	ANGELIQUE IONATOS <i>Maria des hommes</i> (AUVIDIS)	CLANNAD <i>Legend</i> (KELTIA)	ISABELLE ADJANI <i>Full moon</i> (PHONOGRAM)
4	DÉPÊCHE MODE <i>Sans great reward</i> (VOGUE)	BIG COUNTRY <i>Steeltown</i> (PHONOGRAM)	CHARRIER <i>L'Étoile</i> J.E. Gardier (EMI)	F. MENDELSSOHN <i>Élégie</i> Michel Caron (ERATO)	TOURE KUNDA <i>Live</i> (CELLULOID)	BATTEFIELD BAND <i>Autumn for the Common Man</i> (KELTIA)	FRANCE GALL <i>Débardeur</i> (WEA)
5	RICKIE LEE JONES <i>The Mowgli</i> (WEA)	THIS MORTAL COIL <i>It'll end in tears</i> (NEW ROSE)	F. MENDELSSOHN <i>Élégie</i> Michel Caron (ERATO)	RITA STREICH <i>Parvati</i> (DGG)	DIAYAN <i>Live</i> (CBS)	KING SUNNY ADÉ <i>Ann</i> (PHONOGRAM)	BERNARD LAVILLIER <i>Tout est permis, rien n'est possible</i> (BARCLAY)
6	PRINCE <i>Purple Rain</i> (WEA)	CHRIS REA <i>Wired to the moon</i> (RCA)	R. STRAUSS <i>Le chancelier à la robe</i> H. Van Karsyn (DGG)	J. HAYDN <i>Symphonie n° 100 et n° 101</i> Christopher Hogwood (OISEAU LYRE)	ALPHA BLONDY <i>Cowboy rock</i> (PATHE MARCONI)	THE HARMONIC CHOIR <i>Hearing color sounds</i> (EM)	EDDY MITCHELL <i>Rainier</i> (RCA)
							MIL MOUGENOT <i>Harmonies</i> (MADRIGAL)
UNE SÉLECTION DE COMPACT-DISCS							
CLASSIQUE				VARIÉTÉS			
Choix des disquaires		Meilleures ventes		Choix des disquaires		Meilleures ventes	
1	MOZART <i>Don Giovanni</i> Bernard Haitink (EMI)	MOZART <i>Die Zauberflöte</i> Celia Davis (PHILIPS)		BRUCE SPRINGSTEEN <i>Born in the USA</i> (CBS)		OSCAR PETERSON TRIO <i>Nigerian Marketplace</i> (RCA)	
2	HAENDEL <i>Die Domänen</i> J.E. Gardier (ERATO)	HAENDEL <i>Organ Concertos OP.7</i> Trevor Pinnock (ARCHIV)		PINK FLOYD <i>Wish you were here</i> (PATHE MARCONI)		MIKE OLDFIELD <i>Discovery</i> (VIRGIN)	

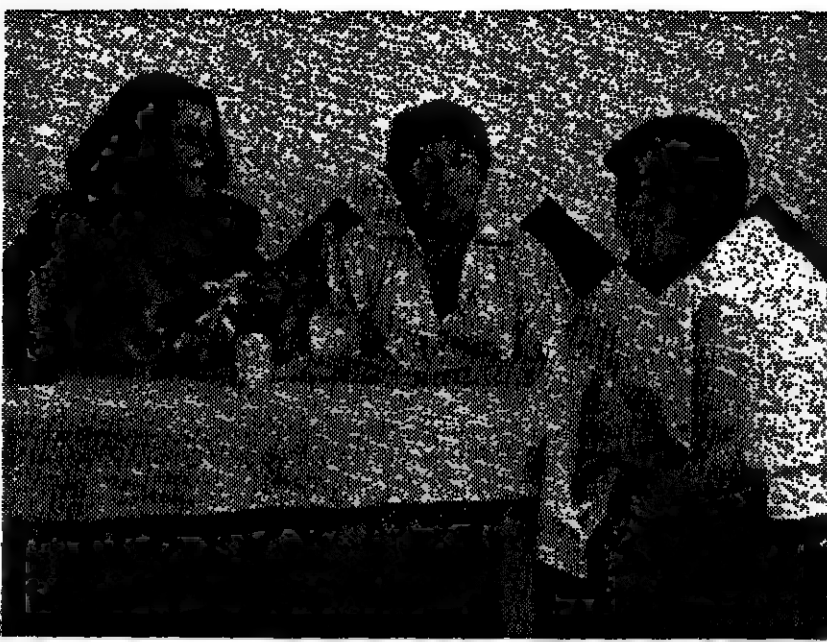
Archéologie d'une interview

L'empreinte de la caméra, sur TF1, par Thierry Nolin.

« **INTERVIEW** : visite à une personne en vue de l'interroger sur ses actes, ses idées, etc., et de divulguer la teneur de l'entretien » (définition du dictionnaire Larousse).

Il faut deux personnes pour une interview, celle qui parle, celle qui fait parler. Entre elles s'établissent des rapports complexes — intérêt, amitié, pouvoir, séduction, — chacune ayant ses raisons, la première pour se dire, l'autre pour faire dire. Il y a risque des deux côtés, mais risque inégal. La télévision n'est pas seulement un « lieu » de communication, c'est aussi un instrument plus diabolique de pouvoir, et l'interview, qui permet à une personne de s'accoucher, de se mettre au clair, d'avancer même, peut être aussi vécue comme un viol, une agression. Celui qui interroge utilise parfois celui qui est interrogé pour son compte personnel (il n'en est pas forcément conscient), soit pour faire dire à l'autre ce qu'il pense — sans se risquer, — soit plus égoïstement pour faire « son » émission, sans peser toujours les conséquences, les suites pour celui qui a osé monter au créneau.

Comment glose-t-on du désir (parfois violent) des gens de s'exprimer à la confiance arrachée sous le coup de l'émotion ? Du témoignage tranquille à différentes sortes de manipulations ? On le voit, rien n'est simple, toute interview n'est pas innocente. Car il y a, en plus de tous ces problèmes, un autre, ce qui n'est prévu par aucun des deux camps, un troisième personnage, les millions de téléspectateurs, « qui ne vont pas se priver de juger, de disséquer, de louer, de condamner », dit Thierry Nolin. Des millions de téléspectateurs qui vont « jurer » l'image transitoire, imparfaite, en une image « définitive ». Les malentendus ne peuvent pas se redresser. Vous (qui êtes l'interviewé) ne pouvez plus vous expliquer. Vous (qui avez couru les dangers) appartenez aux autres. Mais celui qui interroge, qui s'est trompé (peut-être), qui a manipulé, forcé, celui-là n'est pas remis en cause.



« L'empreinte de la caméra », de Thierry Nolin et Philippe Laik. De gauche à droite : Colette Didiot, Monique Lange et Esthi Kasler se retrouvent en 1984.

Ca fait longtemps que Thierry Nolin s'interroge sur cette étrange relation qui s'établit entre deux personnes, sur les risques encourus de part et d'autre, sur les suites possibles de ce « passage » à la caméra, sur l'« empreinte de la caméra », titre donné à l'émission exceptionnelle qu'on verra mercredi soir sur TF1. Cinq ans très exactement qu'il tente de faire non pas une seule émission mais une série, six à huit épisodes, qui seraient autant de lectures, qui constitueraient la première réflexion menée à ce jour par la télévision sur ses pratiques et ses méthodes. La télévision est-elle capable de mener jusqu'au bout cette démarche ? Passer d'un profil « moyen » (émission qui ne pose pas trop de problèmes) à des critiques plus radicales ?

Thierry Nolin n'a pas renoncé à son idée, malgré toutes les difficultés qu'il a rencontrées, et dont le récit mérite une parenthèse tant elles sont révélatrices de l'audiovisuel français.

C'est en 1979 que Thierry Nolin présente pour la première fois son projet à l'INA. Claude Guisard (à qui l'on doit souvent ce qui se fait de bien à la télévision), Manette Bertin et Jean Frappat, enthousiastes, donnent « carte blanche » au réalisateur pour commencer une enquête et préparer une

première émission. Hélas ! l'INA connaît peu après des difficultés financières, les productions sont arrêtées pour plusieurs mois et Nolin avant de poursuivre son projet doit s'assurer la commande d'une chaîne. Refus à TF1 et A2 où l'on trouve le projet sans intérêt ni objet (on est avant 1981).

Thierry Nolin qui tient à son idée profite du changement politique pour revenir à la charge. André Harris, responsable des programmes à TF1, accepte le principe de la série mais veut s'assurer que l'idée, séduisante sur le papier, est praticable. Thierry Nolin se lance à nouveau dans une préparation quasi scientifique (recherche de documents, des gens...), commence le numéro 1. L'émission est très engagée quand André Harris n'en va.

Les discussions continuent avec Claude Otzenberger, responsable d'une unité documentaire sur la première chaîne ; celui-ci, séduit par l'émission, n'est pas prêt à monter une série : pour plusieurs raisons. La première il n'a pas suffisamment d'espace dans ses « créneaux » ; la seconde, qui prime, il n'a pas d'argent ! Lancer une série serait empêcher une autre idée d'arriver à l'écran. Mais surtout il ne « sent » pas la série : « Je n'y crois pas », dit-il.

On ne racontera pas « L'empreinte de la caméra », première émission d'une série que

Thierry Nolin, buté, n'a pas renoncé à faire. Ce serait gâcher le plaisir, l'intensité des échanges vifs où tout est dit (et montré) avec intelligence et émotion. Aller-retour du passé au présent, des interviewés aux interviewers. Thierry Nolin a retrouvé une femme, pasteur, filmée il y a seize ans pour l'émission « Les femmes aussi ». Celle-ci parlait avec beaucoup de sérénité de sa foi, de la grâce, de ses trois fils (athlètes, adolescents) avec une vision ouverte mais peu répandue à l'époque. L'émission a fait scandale. Flot de lettres, d'insultes, de boue sur la famille. Retombées dramatiques et inattendues. Qui est responsable ? Les journalistes sont-ils allés trop loin ? Avec Philippe Laik, Thierry Nolin a repris les personnages de l'époque, ils les a confrontés aux réalisatrices, Colette Didiot et Monique Lange (qui ont joué le jeu avec honnêteté et même avec un certain courage). Ils s'affrontent, tentent de démêler les fils des responsabilités, des complaisances, des manipulations, des séductions. On suit, gorge serrée — c'est violent, — l'histoire d'une interview, son archéologie.

CATHERINE HUMBLLOT.

« L'empreinte de la caméra », mercredi 31 octobre, TF1, à 21 h 25.

Voyage au Siècle des Lumières

Soirée Diderot.

On appellera cette chose bizarre « Une boutique infernale ». Il y a de tout là-dedans, du plus petit au plus grand, un vrai bazar, une caverne d'Ali Baba du savoir. Si vous voulez, ce sera un monde classé le plus minutieusement du monde à l'intérieur d'un dictionnaire, d'une encyclopédie géante. Une précision, une promesse : cette boutique, ou ce dictionnaire, sera ouverte à tous les hommes de bonne volonté ingénieux, et permettra à tous ceux qui le désirent de le visiter, d'y apporter ses objets singuliers. Enorme entreprise, heureusement dirigée par un grand éclaircir des siècles à venir, un « débraillé de génie », Denis Diderot dont on célèbre cette année le mort, il y a deux cents ans. Diderot, éternel contemporain, célébré par une série de manifestations, symposiums, colloques, une exposition à l'Hôtel de la Monnaie à Paris (le Monde des 14 et 15 octobre) et enfin par une soirée produite par l'INA sous la direction de Jérôme Prieur.

Grande soirée costumée, de 20 h 35 à 23 h 15, deuxième du genre après les mémorables feux de « Plaine Lune », l'année dernière. Prêts de trois heures de spectacle télévisé, une émission géante composée d'un enchaînement de récits courts de trois minutes, plus longs de vingt minutes, une douzaine de séquences regroupées en huit articles... pour conter à la manière d'un petit dico en images les thèmes majeurs qui traversent l'œuvre de Diderot. Parallèlement à un sujet global, la voix douce de Marie-Armelle Deguy (alias Marie-Angélique, fille de l'auteur de la Religieuse) raconte la vie et le génie de son divin père. La disposition mise en place offre des milliers de petites choses, un vrai musée animé : des paradoxes, des contradictions, des Bijoux indiscrets à Jacques le fataliste en passant nonchalamment par le Neveu de Rameau ou un le Réve de d'Alembert, sans oublier le Supplément au voyage de Bougainville. Mot d'ordre : remuer ciel et terre, mettre en branle son imagination, consulter les archives de l'INA à la recherche d'extraits de films, de pièces de théâtre, d'interprétations des œuvres.

Huit titres de chapitre pour cette « boutique infernale ». En guise d'introduction : le Grand Branté de la terre, ou la pantomime des gueux, ou encore le

voyage en nacelle d'un homme (Diderot) observant, une longue-vue en main, le menage terrestre des mendicants-valets, courtisans et autres individus. Clair-obscur, théâtre d'ombres de ce qu'on appelle le Siècle des Lumières, et qui ressemble étrangement à un crépuscule.

Première tête de chapitre, délicieusement coquise : celle concernant les bonnes et les mauvaises mœurs. Une jeune fille déshonorée, un immense séducteur, une libertine, un virilisé ou un père agénésiste, autant de personnages censés illustrer le bestiaire de Diderot sur une scène qui n'est autre qu'un lit, champ des dilemmes et des passions, à mi-chemin entre la veille et le sommeil. Si l'on se réfère au texte, cette interprétation est exagérée, mais en fin de compte séduisante. Deuxième volet Lumières : de la soif de savoir à la contestation, la section la plus philosophique. Ensuite une séquence de « La tête et les jambes », où Pierre Bellemare mettait à l'épreuve un jeune candidat énarque, Laurent Fabius, répondant avec une sûreté diabolique à un questionnaire sur Diderot. Les chapitres 5 et 6, consacrés plus spécialement à l'opération de la cataracte, l'éclatement de la science, et au laboratoire du corps et de l'âme, étaient encore en cours de montage et nous n'avons pas eu le plaisir de les voir.

Si les premiers chapitres ne sont pas pleinement convaincants, les deux derniers sont les plus réussis, ce qui est le voyage fabuleux dans le Cabinet des curiosités, ou les poupées mécaniques faisant de l'œil à la science, et au laboratoire du corps et de l'âme, étaient encore en cours de montage et nous n'avons pas eu le plaisir de les voir.

Beau voyage au Siècle des Lumières, dans l'ensemble. Tous les genres, dialogues, théâtre, cinéma, etc. ont été explorés, avec plus ou moins de bonheur. Une seule réserve : les images ne sont pas toujours aussi variées que celles de Diderot.

MARC GIANNESINI.

« La Boutique infernale de Denis Diderot », A2, lundi 29 octobre, de 20 h 35 à 23 h 15.

Les films de la semaine. Le palmarès de Jacques Siclier.

DIMANCHE 28 OCTOBRE

La Femme flic

Film français d'Yves Boisset (1978), avec Miou-Miou, J.-M. Thilliez.
TF1, 20 h 35 (100 mn).

Déceptions et épreuves d'une jeune femme, inspecteur de police, mutée dans une petite ville de la région du Nord, qui enquête de trop près sur une affaire scandaleuse. Lorsqu'il s'agit de démontrer la corruption des notables tenant le pouvoir et les désagréments de la justice de classe, Boisset ne fait pas dans la nuance. Mais il étonne, lui, un flic social qui répugne à tout le monde. Miou-Miou donne une telle vérité à son personnage qu'on passe, à la longue, sur les défauts du film.

Blackmail

Film anglais d'Alfred Hitchcock (1929), avec A. Ondra, J. Longden (v.o. sous-titrée N.).
FR3, 22 h 30 (85 mn).

La fiancée d'un policier est terrorisée par un maître chanteur, à la suite d'un crime accidentel. Hitchcock commençait à manier avec adresse le cinéma sonore, mais les images, la plupart du temps obsessionnelles, parlent d'elles-mêmes. L'ambiguïté des sentiments amoureux, du soupçon, de l'aveu retardé sont déjà des thèmes mis en scène avec un sens aigu de la psychologie des profondeurs.

LUNDI 29 OCTOBRE

Le Mors aux dents

Film français de Laurent Heynemann (1979), avec J. Durrant, M. Piccoli.
TF1, 20 h 35 (100 mn).

Tiercé truqué, magouilles politiques autour d'un industriel auquel il faut reprendre des dossiers com-

promettants. Le scénario est un peu compliqué mais lorsque ses fils sont noués, on est emporté par une machination ténébreuse. Durrant incarne ses diables de jeune loup sur Galabru et Piccoli.

Monsieur St. Ives

Film américain de Jack Lee Thompson (1978), avec C. Bronson, J. Bisset.
FR3, 20 h 35 (90 mn).

Un ancien journaliste dans la dèche accepte une mission de détective privé. Attention, il y a des cadavres, dont un dans une machine à laver ! Charles Bronson promène sa moustache au milieu d'un thriller anémique.

MARDI 30 OCTOBRE

Hetari

Film américain de Howard Hawks (1961), avec J. Wayne, E. Martinelli.
A2, 20 h 40 (150 mn).

Au Tanageriya, un groupe d'hommes capturent des animaux sauvages pour les zoos. L'aventure est un danger perpétuel et aussi l'affirmation de la solidarité masculine. Autre chasse, autre forme de danger : les femmes et l'amour. Hawks — il est là tout entier — est passé des scènes d'action, d'une grande beauté « documentaire », à des scènes façon comédie américaine, réalisant un accord profond entre ces éléments et une fameuse équipe d'acteurs.

La Bohémienne

Film américain de James W. Horne et Charles Roger (1936), avec Laurel et Hardy (N.).
FR3, 20 h 35 (65 mn).

Ce film burlesque, tiré d'un opéra de Michael W. Balfe, composé en 1843 (qui le connaît ?), est

plutôt ennuyeux par ses intermèdes musicaux. Mais on y trouve des gags célèbres : la façon dont Laurel met du vin en bouteille et la sortie des deux compères d'une chambre de torture.

JEUDI 1^{er} NOVEMBRE

Ma chérie

Film français de Charlotte Dubreuil (1979), avec M.-C. Barraud, B. Bruno.
TF1, 23 h 25 (90 mn).

La vie commune d'un femme de trente-cinq ans, divorcée, et de sa fille adolescente. Détails du quotidien, disputes, tendresse, complicité, recherche mutuelle de la liberté. Les hommes n'apparaissent pratiquement pas dans cette chronique intimiste où Marie-Christine Barraud et Béatrice Bruno jouent leur relation affective, leur désir d'indépendance comme si c'était vrai.

Dunderklumpen

Film suédois de Per Ahlin (1974), avec B. Wolgers, J. Wolgers.
A2, 14 h 50 (95 mn).

Un jeune garçon recherche ses jouets, dérobés par un lutin solitaire qui les a rendus vivants. Film d'animation à l'usage des enfants où les personnages dessinés se mêlent à des acteurs. Joli et charmant.

Le Gardien de chevaux

Film chinois de Xie Jin (1981), avec Z. Shimeo, C. Shan (v.o. sous-titrée).
FR3, 20 h 40 (100 mn).

Un instituteur, fils d'un bourgeois émigré aux Etats-Unis, a été condamné comme « droitier ». Devenu gardien de chevaux dans un village de Mongolie-Intérieure, il est pourtant resté fidèle à son

pays. Une nouvelle tendance du cinéma chinois — plus ou moins tolérée par les autorités — pour dire les méfaits d'une idéologie mal comprise et de la révolution culturelle. Un style de mélodrame, efficace.

VENDREDI 2 NOVEMBRE

Brève Rencontre

Film anglais de David Lean (1945), avec C. Johnson, T. Howard (N.).
TF1, 15 h 40 (85 mn).

Une courte passion, sans adultère, d'un homme et d'une femme, mariés chacun de son côté, qui se sont rencontrés dans une gare. Etude psychologique en demi-teintes, d'après une pièce de Noël Coward. Toute une époque du cinéma anglais d'après-guerre, avec la peinture réaliste de la petite bourgeoisie. Prix de la critique internationale au Festival de Cannes 1946. Autres temps, autres mœurs.

Agent X27

Film américain de Josef von Sternberg (1931), avec M. Dietrich, V. Mac Laglen (v.o. sous-titrée, N.).
A2, 23 h (100 mn).

La merveille de la semaine. Veuve de guerre, prostituée viennoise puis espionne pour le compte d'un empire austro-hongrois frappé de décadence et de mort. Marié, parée de costumes-déguisements, livre le fond de son âme en se sacrifiant à l'amour, assume son destin. Elle a assimilé toutes les clés de mise en scène de Sternberg (il y en a de géniales), elle se montre comédienne accomplie dans la lucidité, l'insolence de son personnage, qui n'a peur de rien. La fin du film, bien connue des cinéphiles, c'est le triomphe de l'actrice, et de son mythe.

Vu pour Vous

La galère

- **Série Noire** : Noces de souffre, TF 1, samedi 27 octobre, 20 h 35 (90 minutes).

Où va-t-il ? Letellier, après avoir assassiné sauvagement deux employés et dévalisé une banque, s'enfuit au volant d'un bolide qu'il conduit trop vite. Accident. La voiture brûle et son conducteur aussi — dit-on. Letellier disparu ? Vite dit... Enquête.

L'histoire traîne en longueur, s'étire lamentable-

ment sur une heure et trente minutes. La raison ? Le scénario ne repose sur rien de tangible. On a le sentiment que Noces de souffre, dernier numéro de « Série noire », improvise son histoire à mesure qu'il la joue. Les acteurs : Agnès Soral, Jean-Luc Bideau, Jean Bouise sont là, bien présents, heureusement présents, parfois même étonnants. Mais qu'allait-il donc faire dans cette galère ?

M.-G.

Saga familiale dans l'Allemagne nazie

- **Feuilleton** : Dans la tourmente, chaque dimanche, à partir du 28 octobre, A 2, 19 heures (55 minutes).

Une suite de l'Age d'or en quelque sorte, ce feuilleton qu'on a vu en 1981, et qui retracait derrière l'histoire d'une famille allemande, les Vollmer, une fresque de la vie sociale et politique de l'Allemagne de 1919 à 1933. La saga reprend, cette fois de 1933 à 1944, avec la montée du nazisme, la guerre, l'antisémitisme, la répression féroce, huit épisodes au cours desquels Michaël Braun, le réalisateur, montre la décomposition de la famille Vollmer, prise dans le méliorisme du national-socialisme filmé dans l'intimité du quotidien.

Tandis que le jeune fils de Suzanne s'engage, ses-

ciné, dans le mouvement de la jeunesse hitlérienne, Victoria — la sœur de Suzanne — est contrainte de s'exiler avec son mari Robert (qui est journaliste) en raison de ses origines juives. Le couple n'arrive pas à survivre à Paris et décide de tenter sa chance à Vienne. Une peinture du climat de ces années terribles qui montre le tissu épais d'un pays soumis à l'idéologie dominante avec ses militants (sincères ou salauds), ses opportunistes de toutes sortes, puis les contradictions qui s'accroissent au fur et à mesure que la guerre envahit la vie de chacun. L'atmosphère et la psychologie l'emportent sur l'analyse politique dans cette saga familiale, reflet d'une réalité parfois insoupçonnée des Français.

C. H.

Rétrospective sur le chemin des dames...

- **Série** : Vingt ans après, dimanche 28 octobre, A 2, 21 h 40 (60 minutes).

« Elle n'avait pas de curiosité », dit-elle. Aujourd'hui, avec vingt ans de plus, elle veut « découvrir ». La petite paysanne conventionnelle (l'homme était supérieur à la femme, et le mari quelqu'un qui tient à sa femme...) a changé un peu. Odile, Monique (devenue « patronne-ouvrière »), Christiane (heureuse de ne pas travailler), sa sœur, une Monique encore (amère de s'être effacée des années derrière son mari), Françoise... Elles avaient seize ans en 1964, la télé les

avaient filmées, avait interrogé leurs rêves d'adolescentes. Elles comparent, mesurent, font un bilan. « Le chemin des dames » est le deuxième volet de la série réalisée par Patrick Benquet et Jean Labib. C'est le meilleur des trois.

Est-ce parce que les femmes se livrent avec plus d'honnêteté — et plus de profondeur aussi — que les hommes ? Est-ce parce qu'elles racontent leurs échecs, leurs erreurs, leurs réussites avec plus de franchise et de lucidité ? L'émotion est plus grande, on palpe, on tâte le choc de la vie, des souffrances et des expériences.

C. H.

Les mineurs face à la mort

- **Document** : Soleil noir, mardi 30 octobre, FR 3, 22 h 10 (90 minutes).

« Tout en sachant ce qui m'attend, la mort brutale par accident ou la mort lente par détérioration physique, je reste à la mine. » Dolors d'hôpital, visages de vieux, crispés par la souffrance : « De nuit en nuit, j'entrerais en agonie... ». La vie des mineurs a toujours été marquée par la mort. Doublement d'une nouvelle forme de mort aujourd'hui : ils sont tombés dans l'oubli.

Michel Van Zèle a voulu les réhabiliter, restituer la langue, les images enfouies, l'histoire. Il a réalisé, dit-il, une « geste populaire » sur les mineurs du Nord, ces « gueules noires » dont la vie a été un mythe. Toute une génération qui s'est sacrifiée pour la France, qui a redressé l'économie du pays après la guerre. Les mineurs ont répondu à l'appel, ils ont

gagné la bataille du charbon, puis on les a laissés crever.

La vie dans la mine, les accidents du travail, la maladie (cette silicose qui bête les poumons, cette poussière de charbon qui ramollit le cerveau et rend sourd) : on revoit des images de l'époque, les appels enflammés des officiels à la production, la catastrophe d'Oignies, en 1946, les manifestations, on écoute les interviews d'aujourd'hui — amères, — rythmées par les chansons néo-réalistes de Michèle Bernard. Le document est un peu long, et manque d'intimité. C'est filmé comme on le faisait il y a dix ans. Mais c'est un gros travail, sérieux, assez complet. Le film a obtenu le premier prix du jury océanique (pour sa réalisation brechtienne) au Festival de Nyon. Il sera présenté aux festivals de Berlin, de Florence, et du cinéma réel à Beaubourg.

C. H.

Samedi
27 octobre

- 8.30 Journal.
9.00 Téléforme (et à 10 h 15).
9.20 Concert.
« Les Plantés », suite symphonique de Gustav Holst, par l'Orchestre national de France, dir. L. Maazel. (Redif.)
10.35 Sept jours en Bourse.
10.50 Aventures inattendues.
Trois étoiles sur une plaque (redif.).
11.15 Un métier pour demain.
Orientation scolaire : où, quand, comment s'informer ?
11.30 Pic et Poko et Colegram.
Magazine de l'information.
12.00 Bonjour, bon appétit.
Escalope de dindes au chou croquant.
12.25 Amuse-gueule.
13.00 Journal.
13.35 Télé-foot 1.
14.20 Série : Pour l'amour du risque.
15.15 Dessin animé : Spiderman.
15.25 Dessin animé : Le merveilleux voyage de Nils Holgersson.
15.50 Temps X : la quatrième dimension.
16.35 Coccinelle et bêtises de cuir, le magazine du cheval.
17.05 Série : Madame SOS.
18.05 Trente millions d'amis.
18.35 Magazine auto-moto.
19.05 D'accord pas d'accord (INC).
19.15 Émissions régionales.
19.40 Cocoricocoboy.
20.00 Journal.
20.30 Tirage du Loto.
20.35 Série noire : Noces de souffre.
D'après Jean Amila, réal. Raymond Vuillemin.
Avec Agnès Soral, Claude L. Barbey, Jean-Luc Bideau, J. Bouise.
(Lire notre sélection).
- 22.10 **Droit de réponse.**
Émissions de Michel Polac.
La revue de presse : Avec Thomas Farenzi (Le Monde) ; Guy Claisse (Le Matin) ; Jean-Marcel Bouguereau (Libération) ; Noël Copin (Le Croix) ; Pierre Benichou (Le Nouvel Observateur) ; Alain Lefebvre (Magazine Hebdo) ; Dominique Janet (Le Quotidien de Paris) ; Claude Cabanes (l'Humanité) ; René Vénard (Le Courrier Picard) ; Alain Ayeche (Le Maitre).
- 0.00 Journal.
0.15 Ouvre la nuit.
Alfred Hitchcock présente : « Le Merveilleux Cheval ».
Exécuteur nuit : « A table ».
Un reportage sur les bouillottes de la nuit ; les grands vins.

TÉLÉVISION
FRANÇAISE

1

ANTENNE

2

- 10.00 Journal des sourds et des malentendants.
10.20 Vidéomaton.
10.35 Platine 45.
Gérard Blanchard, Tracey Ullman, Sylvie Vartan, Al Corley, William Sheller...
11.05 Les ornements de l'aventure.
« L'entre du blizzard », de F. Hurley. « Aratityope », de J.-M. Botvin.
12.00 A nous deux.
12.45 Journal.
13.30 Série : L'homme qui tombe à pic.
14.15 Numéro 10.
Le magazine du ballon rond présenté par M. Platini et B. Péro.
14.55 Les jeux du stade.
Basket : Villeurbanne-Orléans ; Cyclisme : championnat de France sur piste à Grenoble.
17.00 Terre des bêtes.
Le Krill : une petite bête qui monte.
17.30 Récré A 2 : Johan et Pirlouit.
17.55 Le magazine.
Magazine d'information de la rédaction, dirigé par M. Thoulouze.
A-Bédé-Cédare : la Bédé et ses techniques.
18.50 Jeu : Des chiffres et des lettres.
19.10 D'accord pas d'accord (INC).
19.15 Émissions régionales.
19.40 Le théâtre de Bourville.
20.00 Journal.
20.30 Variétés : Champs-Élysées.
De Michel Drucker.
Avec de Michèle Torr, Nicolas Peyrac, Adamo, Frédéric François, etc.
22.05 Les enfants du rock.
Sex machine, avec Chaka Khan, Serge Gainsbourg, Dominique, Evelyn Thomas, Philip Bailey... ; Rockin' on, avec les Calamités, Baroque Bordello, Gamine.
23.20 Journal.
23.35 Bonssoir les clips.

FRANCE
RÉGIONS

3

- 13.00 Les rendez-vous d'aujourd'hui.
Emission de l'Office régional de l'Éducation permanente.
13.15 Rapées.
Emission de l'ANACT (Agence nationale pour l'amélioration des conditions de travail). Les risques chimiques.
13.30 Action : Emission de la Mutualité française.
14.00 Entrée libre. Emission du CNDF.
16.15 Liberté 3 : Le magazine des associations.
17.30 Télévision régionale.
Programmes autonomes des douze régions.
19.55 Dessin animé : Les Wombles.
20.05 Les jeux.
20.35 Au nom de l'amour.
Le but de cette émission animée par Pierre Bellanère est de remettre en présence deux personnes qui ont vécu un « bel amour » et que le hasard, le destin, ou simplement la vie ont séparées. Des surprises.
21.30 D'amour et de Kris : De Kris et Inoxydable.
21.45 Journal.
22.05 Feuilleton : Dymatrin.
Kate Torrance, mourante, raconte à son petit-fils Michael, que sa belle-fille, son autre petit-fils et son fils ont été tués dans un accident de voiture. Claudia a disparu de la maison des Carrington.
La vie de châteaux.
Jean-Claude Brialy reçoit Richard Bohringer, Marisa Berenson et Jacques Dufrilho.
23.20 Musiclub.
« Prélude et fugue en la mineur », de J.-S. Bach, par C. Col-lard, piano.


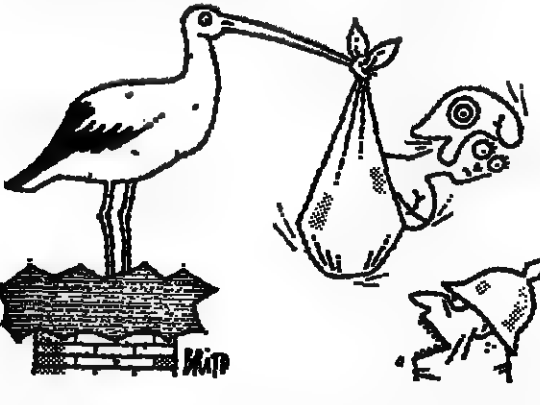
PÉRIPHÉRIE


- RTL 20 h, A vous de choisir : la Chevauchée vers l'Ouest, film de Duccio Tessari, ou les Petites Chéries, film de Ronald F. Maxwell ; 21 h 40, Soap ; 22 h 10, Souvenirs, souvenirs : Ricky Nelson ; 22 h 40, Ciné-club : le Mur, film de Yilmaz Gunay.
● TMC 20 h, Série : la Croisière s'amuse ; 21 h, Cher détective, film de Dean Hargrove ; 22 h 40, Monte-Carlo Magazine ; 22 h 55, Clip 'n' Roll.
● RTB 20 h, Le jardin extraordinaire (le magazine de Boris) ; 20 h 35, Le faux coupable, film de Alfred Hitchcock ; 22 h 20, Cinéscope.
● TSR 20 h 10, Série : Magnum ; 21 h, Marlene Dietrich ; 22 h 10, Sport ; 23 h 10, L'Or de Naples, film de Vittorio de Sica.

Dimanche
28 octobre

- 8.30 Journal.
9.00 Émission islamique.
9.15 Source de vie.
10.00 Présence protestante.
10.30 Le jour du Seigneur.
11.00 Messe au centre de vie communautaire du Val-Martin (Côte-d'Or).
12.02 Midi-press.
Emission de Pierre-Luc Séguillon.
12.30 La séquence du spectateur.
13.00 Journal.
13.25 Série : Starcity et Hatch.
14.20 Sports-dimanche.
Judo : championnat d'Europe par équipes ; volley-ball : championnat de France ; derby : en direct de Longchamp.
16.30 Variétés : La belle vie.
De Sacha Distel.
Avec de Nathalie Baye, avec Johnny Hallyday, Renaud, Bashung...
17.30 Les animaux du monde.
Le rhinocéros ou le mythe de la licorne.
18.10 Série : Les bleus et les gris.
18.00 Magazine : 7 sur 7.
Présenté cette semaine par Jean Luzzi.
Invité : Giorgio Strehler, directeur du théâtre de l'Europe, l'un des grands metteurs en scène européens.
20.00 Journal.
20.35 **Cinéma : la Femme flic.**
Film d'Yves Boisset.
22.15 Sports dimanche soir.
Les résultats de la semaine.
23.00 Journal.
23.20 C'est à lire.
23.25 Cigognant.
- 9.35 Journal et météo.
9.40 Récré A 2.
10.10 Les chevaux du terroir.
10.40 Gym tonic.
11.15 Dimanche Martin.
Entrées les artistes.
12.45 Journal.
13.20 Dimanche Martin (suite). Si j'ai bon souvenir : 14.30, Série : La jupe et le pilote ; 15.15, L'école des fées ; 16.00, Dessin animé : 16.15, Thé d'été.
17.00 Série : Les nouvelles brigades du Tigre.
Dernier épisode : le Complot.
18.00 Stade 2 (et à 20 h 25).
19.00 Série : Dans la tourmente.
De H. Pouchet et H. Pige, réal. M. Bruna.
(Lire notre sélection).
- 20.00 Journal.
20.40 Jeu : La chasse aux trésors.
Au Zaire, avec des candidats français.
21.40 **Série documentaire : 20 ans après.**
De Patrick Benquet et Jean Labib. 2^e partie : le Chemin des Dames.
(Lire notre sélection).
- 22.45 Musique : Opus 84.
Magazine de E. Ruggieri, réal. A. Adriani.
Avec de Mozart, avec « Amadeus », le film de M. Forman, l'opéra « Lucio Silla », au théâtre des Amandiers ; la reprise de « Così fan tutte », à Lille. Les invités d'Eve Ruggieri seront Milos Forman et les pianistes Pascal Rogé, Michael Levinas et Caroline Sageman.
23.25 Journal.
23.40 Bonssoir les clips.
- 10.00 **Musique.** Émission de l'ADRI.
Il est encore loin le printemps : troisième partie du documentaire exceptionnel réalisé sur le problème des immigrés incarcérés.
13.00 Magazine 84. Émission du Groupe mutual des fonctionnaires.
14.30 Objectif entreprise. Émission de l'APHE.
15.00 Musique pour un dimanche.
Emission de Charles Imbert.
Ouverture de « Benvenuto Cellini », de Berlioz ; le mineur Marceau ; « Petrouchka », de Stravinsky.
15.30 Théâtre : Paillasse.
Opéra-comique de R. Leconte interprété par l'Orchestre symphonique et lyrique de Nancy, dir. J. Kallenberg.
L'un des maîtres de l'opéra-comique italien, Ruggero Leoncavallo, né à Naples en 1858, écrit une « Bohème » en 1897 qui, malheureusement, n'eut guère de succès, venant en un après celle, inoubliable, de Puccini.
17.00 Boîte aux lettres.
De Jérôme Garcia.
Spécial Colette. Autour de l'auteur du Blé en herbe récemment consacré par l'édition de « la Pléiade ».
18.00 Émissions pour la jeunesse.
19.40 RFO Hebdo.
20.00 Fraggle Rock.
20.35 Regards sur la France.
Documentaire de Marco Bellocchio. « Impressions d'un Italien sur la corrida en France ».
Les premières impressions d'un étranger plongé par hasard dans l'univers de la corrida. Carnets de notes d'un cinéaste.
21.30 Aspects du court métrage français.
« Trois Balcons pour Juliette », de F. Demont ; « Y'a du taf sur le taf », d'A. Assal ; « l'Ordre ou le juste milieu », d'U. Langier.
22.05 Journal.
22.30 **Cinéma de minuit : Blackmail.**
Film d'Alfred Hitchcock.
23.55 Prélude à la nuit.
« Étude n° 7 », de Debussy, par Béatrice Egnell, piano.

- RTL 20 h, les Hommes du président, film d'Alan J. Pakula ; 22 h 15, Série : la Dictée ; 23 h 15, JTL digest ; 23 h 25, Autour d'un événement : élections américaines.
● TMC 20 h, Série : Allô Béatrice ; 21 h, Dessin animé : Woody Woodpecker ; 21 h 10, les Soeurs Brontë, film de André Téchiné ; 23 h 20, Clip 'n' Roll.
● RTB 20 h 15, Variétés : la Bonne Étoile ; 21 h 25, Téléfilm : Gaspard de la Meije, de B. Choquet.
● TSR 20 h, Série : Le soufflé de la guerre ; 20 h 50, Magazine : Tickets de première (bimensuel des arts et du spectacle) ; 21 h 45, Cadences : Alvin Ailey ; 22 h 35, Table ouverte.

Lundi 29 octobre	Mardi 30 octobre	Mercredi 31 octobre	
<p>11.20 TF1 Vision plus. 11.50 La une chez vous. 12.00 Feuilleton : Gorri le diable. 12.30 La bouteille à la mer. Invité de la semaine : Marie Lafont. 13.00 Journal. 13.45 A pleine vie. 13.50 Série : Frank, chasseur de fauves ; 14.45 Accroche-cœur ; 15.00 Réponse : Sept sur sept (diffusé le 28 octobre) ; 15.55 La maison de TF 1. 17.05 Croque vacances. Dessins animés, bricolage, variétés. 17.55 Mini-journal pour les jeunes. 18.10 Le village dans les nuages. 18.30 Série : Danse avec moi. 19.15 Emissions régionales. 19.35 Expression directe. Séat : groupe communistes ; Assemblée nationale ; groupe socialiste. 20.00 Journal. 20.35 Le Mors aux dents. Film de Laurent Heynemann. 22.10 Éclats et toiles. Émission de Frédéric Mitterrand et Martin Jousado. Une rencontre avec Nastassja Kinski : avec M. Kontchoulovsky, le metteur en scène soviétique de Maria's Lovers ; extraits du dernier film de Milos Forman ; Maria Menzies, réalisatrice d'Adoption. 23.05 Journal. 23.25 C'est à lire. 23.30 Clignotant.</p>	<p>11.20 TF1 Vision plus. 11.50 La une chez vous. 12.00 Feuilleton : Gorri le diable. 12.30 Variétés : La bouteille à la mer. 13.00 Journal. 13.45 A pleine vie. 13.50 Série : Frank, chasseur de fauves ; 14.45 Ces chers disparus : Françoise Rosay ; 15.00 Reprise : chronique d'une famille française ; 15.55 Les chocs du mardi : Et Nicéphore inventa la photographie. 17.05 Croque vacances. Dessins animés ; Les invités d'Isidore et Clémentine ; Variétés ; Infos-magazine. 17.55 Mini-journal pour les jeunes. 18.10 Le village dans les nuages. 18.30 Série : Danse avec moi. Feuilleton italien. 19.15 Emissions régionales. 19.40 Cocorocoboy. 20.00 Journal. 20.30 D'accord pas d'accord (INC). 20.35 Les grandes expéditions de l'équipe Cousteau. Autour des dugongs et des lamantins, mammifères inoffensifs, des herbivores en grande partie massacrés que l'on trouve encore en Floride et à l'embouchure de quelques grands fleuves. 21.35 Saga. Émission proposée par Michel Tréguez. La dimension lumineuse ; Le petit journal ; Matière à réflexion avec la présentation des prix Nobel 1984 de physique. 22.35 Concert. « Partita n° 3 », de Bach, « Duo en sol majeur », de Mozart, par Yehudi Menuhin et les solistes de son école. 23.10 Journal. 23.30 C'est à lire. 23.35 Clignotant.</p>	<p>11.20 TF1 Vision plus. 11.50 La une chez vous. 12.00 Feuilleton : Gorri le diable. 12.30 Variétés : La bouteille à la mer. 13.00 Journal. 13.40 Vlanvian. Les Trois Mousquetaires : Pourquoi/Comment ? : les petits creux de Loula : Dessin animé : Squidly la pieuvre : Vitobour : Jacques Trémolin raconte... et les rendez-vous habituels. 18.25 Microcluc. 16.50 C'est super. Le squash. 17.10 Hip-hop, magazine des nouvelles dames avec Sidney. 17.25 Jack spot. 17.50 Journal. 18.00 Des jouets par milliers. 18.10 Le village dans les nuages. 18.30 Série : Danse avec moi. Feuilleton britannique. 19.15 Emissions régionales. 19.40 Cocorocoboy. 19.53 Tirage du Tac-o-Tac. 20.00 Journal. 20.30 Tirage du toto. 20.35 Série : Dallas. Après mûre réflexion, Sue Ellen décide de rencontrer Peter pour l'empêcher de commettre un geste fatal, etc. 21.25 L'empreinte de la caméra. Émission de Thierry Nolin et Philippe Laik. Les risques d'un témoignage. (Lire notre article) 22.25 Branches musicales, 22 V' la rock. Émission de Gilbert Foucaud. Avec David Bowie, les Rolling Stones, Inx, Dire Straits, Bob Marley... 23.10 Journal. 23.30 C'est à lire. 23.35 Clignotant.</p>	<p>TÉLÉVISION FRANÇAISE 1</p>
<p>12.00 Journal et météo. 12.10 Jeu : l'Académie des neuf. 12.45 Journal. 13.30 Feuilleton : Les amours des années 80. 13.45 Aujourd'hui la vie. Prendre la relève. 14.50 Série : Timide et sans complexe. 15.40 Reprise : Apostrophes, Paris-Texas (diff. le 26 oct.). 16.55 Divertissement : Thé dansant. 17.40 Récit A 2. La Pimpe ; Lulu et Lili ; Johan et Pirlouit ; Tchaou et Grou ; Pae Man. 18.30 C'est la vie. 18.50 Jeu : Des chiffres et des lettres. 19.10 D'accord pas d'accord (INC). 19.15 Emissions régionales. 19.40 Le théâtre de Boulevard. 20.00 Journal. 20.35 Soirée INA : la Boutique infernale de Denis Diderot. Une soirée préparée par Jérôme Priour et réalisée par Henry Gilson, et Philippe Le Guay. (Lire notre article). 23.20 Journal. 23.35 Bonsoir les clips.</p>	<p>10.30 Antiope. 12.00 Journal et météo. 12.10 Jeu : l'Académie des neuf. 12.45 Journal. 13.30 Feuilleton : Les amours des années 80. 13.45 Aujourd'hui la vie. Idées en marche. 14.50 Série : Timide et sans complexe. 15.40 Reprise : La chasse aux trésors. Au Zaire (diffusé le 28 octobre). Le journal d'un siècle. De L. Berio. Édition 1989 : la tour Eiffel à la une. Clou de l'Exposition universelle, pour le centenaire de la Révolution ; la tour Eiffel illustrée à cette époque les capacités technologiques de l'expansion industrielle occidentale. 17.45 Récit A 2. Les dévotions d'Épinal ; La Pimpe ; Les 4 z'amis ; Lulu et Lili ; Terre des bêtes ; C'est chouette. 18.30 C'est la vie. 18.50 Jeu : Des chiffres et des lettres. 19.15 Emissions régionales. 19.40 Le théâtre de Boulevard. 20.00 Journal. 20.30 D'accord pas d'accord (INC). 20.40 Cinéma : Hatari. Film de Howard Hawks. 23.10 Chefs-d'œuvre en péril. Émission de P. de Lagarde. L'art naïf : l'œuvre du facteur Cheval à Hauterives, dans la Drôme, la maison de Raymond Isidore, dit le « Picas-siette », à Chartres. 23.40 Journal. 23.55 Bonsoir les clips.</p>	<p>10.30 Antiope. 12.00 Journal et météo. 12.10 Jeu : l'Académie des neuf. 12.45 Journal. 13.30 Feuilleton : Les amours des années 80. 13.45 Dessins animés : Watoo, Watoo ; X-Or. 14.15 Récit A 2. 16.50 Micro-Kid. 17.25 Les carnets de l'aventure. « Le Cheval bleu », de M. Ebely. 18.00 Musique 45. Gilbert Montagné, David Bowie, Platine Sixties. 18.30 C'est la vie. 18.50 Jeu : Des chiffres et des lettres. 19.15 Emissions régionales. 19.40 Le théâtre de Boulevard. 20.00 Journal. 20.35 Téléfilm : Messeurs les jurés. L'affaire Montagnac, réal. A. Michel. Avec H. Serre. Des vandales démolissent la cave d'un négociant en vin. Albert Montagnac contre-attaque avec trois de ses employés. Un homme est tué. Le procès qui suit permet de traiter la situation des viticulteurs du Languedoc-Roussillon face au marché commun et aux problèmes de l'Occident. 22.40 Édition spéciale : N° 17593. La rédaction d'Antenne 2 avait prévu une édition spéciale consacrée au journaliste Jacques Abouchar qui était détenu en Afghanistan, et dont la libération vient d'être annoncée. Nous ignorons comment l'émission sera modifiée. 23.40 Journal. 23.55 Bonsoir les clips.</p>	<p>ANTENNE 2</p>
<p>17.00 Télévision régionale. Programmes autonomes des douze régions. 18.55 Dessin animé : Lucky Luke. 20.05 Les jeux. 20.35 Cinéma : Monsieur Saint-James. Film de Jack Lee Thompson (cycle le grand frison). 22.10 Journal. 22.35 Théâtre. Magazine de la mer, de G. Pernoud. Le pont aux soupis (le pont qui va relier l'île de Ré à la terre). 23.20 Vidéo à la chaîne. Vidéo-Souvenir. 23.25 Prélude à la nuit. « Passacaille », de Haendel, par les Douze violons de France.</p> 	<p>17.00 Télévision régionale. Programmes autonomes des douze régions. 18.55 Dessin animé : Lucky Luke. 20.05 Les jeux. 20.30 D'accord pas d'accord (INC). 20.35 Cinéma : la Bohémienne Film de James V. Horne. 21.40 Journal. 22.10 Document : Soleil noir. Opéra populaire de Michel Van Zee ; musique de Michèle Bernard. (Lire notre sélection). 23.45 Vidéo à la chaîne. Pressé vidéo. 23.50 Prélude à la nuit. « Une mélodie », de Purcell, par Daniel Delarue, haute-contre.</p>	<p>14.55 Questions au gouvernement à l'Assemblée nationale. 17.00 Télévision régionale. Programmes autonomes des douze régions. 18.55 Dessin animé : Lucky Luke. 20.05 Les jeux. 20.35 Téléfilm : Les Tilleuls de Lautenbach. de Bernard Saint-Jacques ; avec Mario Adorf, Lucas Blegen, Thomas Castan. (Redif.) Après la défaite de Sedan, l'armée française s'effondre. L'Alsace est annexée par l'Allemagne. Les nouveaux maîtres imposent un choix aux Alsaciens : rester et devenir allemands ou l'exil pour demeurer français. Une tragédie avec un oncle glouton, des fils des petits-fils trépassés. Une fresque généreuse de l'Alsace écartelée, qui rappelle les bandes dessinées de Hane. Très réussi. 22.20 Vidéo à la chaîne. Vidéo raison. 22.45 Prélude à la nuit. « Daphnis et Chloé », de Ravel, par l'Orchestre de chambre de Radio-Télé Luxembourg, dir. L. de Froment.</p> 	<p>FRANCE RÉGIONS 3</p>
<p>● RTL 20 h, Série : Dynastie ; 21 h, Chinatown, film de Roman Polanski ; 22 h 50, JTL-digest ; 23 h, La joie de lire ; 23 h 5, La Lanterne magique. ● TMC 20 h, Série : Quincy ; 21 h, un Papillon sur l'épaule, film de Jacques Deray ; 22 h 45, Monte-Carlo Magazine ; 23 h, Clip'n'Roll. ● RTB 20 h 5, Ecran Vidéo : la Chanson, téléfilm d'Yvan Butler, suivi d'un débat sur les compositions génériques. ● RTB-TÉLÉ 2 20 h, Le Temps retrouvé ; les femmes de cinquante ans ; 20 h 35, Théâtre wallon : D'Amalfi trippera ; 22 h, Indépendants à votre service. ● TSR 20 h 15, Spécial cinéma ; 23 h 10, l'Antenne est à vous : le mouvement populaire romand.</p>	<p>● RTL 20 h, Série : Chips ; 21 h, l'Épouvantail, film de Jerry Schatzberg ; 0 h, JTL-digest ; 0 h 10, La joie de lire. ● TMC 20 h, Série : Le bel été ; 21 h, Johnny Guizart, film de Nicholas Ray ; 22 h 55, Monte-Carlo Magazine ; 23 h 10, Clip'n'Roll. ● RTB 20 h 5, Feuilleton : Louisiane, de P. de Broca ; 21 h 10, Vive la science : Paroles, avec Yves Coppens ; 22 h 10, Écratures : le roman d'Élisabeth ; 23 h 25, Tribune économique et sociale. ● RTB-TÉLÉ 2 20 h, Le point de la médecine (l'accouchement) ; 21 h, Cycle Yves Montand : Clair de femme, film de Costa-Gavras. ● TSR 20 h 10, Série : Le souffle de la guerre ; 21 h 5, Face à la mort (n° 1 : la mort, ultime épreuve) ; 22 h 15, Jeux sa vie ; 23 h 15, Hockey sur glace.</p>	<p>● RTL 20 h, Série : La croisière s'arrête ; 21 h, les Arnaud, film de Léo Joannon ; 22 h 40, JTL-digest ; 22 h 50, La joie de lire. ● TMC 20 h, Série : La Bataille des planètes ; 21 h, Téléfilm : Bonbons en gros, de F. Dupont-Midy ; 22 h 35, Monte-Carlo Magazine ; 23 h 50, TMC Sport. ● RTB 20 h, Jeu : Cap 60 ; 21 h 5, Feuilleton : Au nom de tous les miens ; 22 h 5, Histoire : la guerre d'Algérie (n° 1 : les Chemins de la révolution). ● RTB-TÉLÉ 2 20 h, Caméra Sport. ● TSR 20 h 10, le Roi de la Chine, film de Fabrice Cazeneuve ; 22 h, Téléscope.</p>	<p>PÉRIPHÉRIE</p>

	Jeudi 1 ^{er} novembre	Vendredi 2 novembre	Le prochain week-end
TÉLÉVISION FRANÇAISE 1	<p>10.30 TF 1 Vision plus. 11.00 Messe de la Toussaint, à Lannion. 12.00 Feuilletton : Gorri la Giebia. 12.30 La bouteille à la mer. 13.00 Journal. 13.45 A pleine vie. 13.50, Série : Frank, chasseur de fauves ; 14.45, Portes ouvertes, magazine des handicapés ; 15.00, Images d'histoire ; 15.25, Quarté : en direct d'Anteuil ; 15.55, La chance aux chansons : Spécial Linda de Suez.</p> <p>17.05 Croque vacances. 17.55 Mini journal pour les jeunes. 18.10 Le village dans les nuages. 18.30 Série : Danse avec moi. Feuilletton brésilien. 18.35 Court métrage : Le Bouton, de Claude Grimber. 18.40 Cocoricocoboy. 20.00 Journal. 20.35 Série : Bilet doux. D'André Ruellan et Michel Berry. Avec P. Mandy, D. Boccardo... Pour Philippe, le voyage au bout de l'enfer est terminé. Il aime Florence et la veut. Il débarque à Paris après son expérience de voyou à Naples. La loque devient loup.</p> <p>21.30 Infovision. Magazine de la rédaction proposé par Alain Denvers, Roger Pin, Maurice Albert et Jacques Decromoy. Uruguay : Moon contre Marx. Depuis quatre ans, la multinationale Moon met tous ses moyens à la disposition de la Cause, une internationale anticommuniste.</p> <p>22.20 Dossier : 30^e anniversaire de l'insurrection algérienne. Emission de Paul-Marie de La Gorce. Le 1^{er} novembre 1954, début des troubles en Algérie. Les préparatifs de l'insurrection avec neuf des dirigeants algériens qui ont pris la responsabilité de la déclencher. D'autres participants à l'émission diront ce que fut cette année, les conséquences de cet événement.</p> <p>23.00 Journal. 23.20 C'est à lire. 23.25 Ecoles à la une. Présenté par Frédéric Mitterrand.</p> <p>Cinéma : Ma chérie. Film de Charlotte Dubreuil.</p>	<p>11.20 TF 1 Vision plus. 11.50 La une chez vous. 12.00 Feuilletton : Gorri la Giebia. 12.30 Variétés : La bouteille à la mer. 13.00 Journal. 13.45 A pleine vie. 13.50 Série : Enquête en direct ; 14.45 : Temps libres, avec Philippe Labro, Marthe Jobert, Henri Alekan, Noël Simsolo, Eric Moulard.</p> <p>15.40 Cinéma : Brève rencontre. Film de David Lean. Une émission de Pierre Bouillier, réal. J.-C. Averty. 17.05 Croque vacances. Dessins animés : les invités d'Indy et Clémentine ; Variétés : Infos-magazine. 17.55 Mini journal pour les jeunes. 18.10 Le village dans les nuages. 18.30 Série : Danse avec moi. Feuilletton brésilien. 18.35 Emissions régionales. 18.40 Cocoricocoboy. 20.00 Journal. 20.35 Variétés : L'académie des Bas-Arts. Une émission de Pierre Bouillier, réal. J.-C. Averty. Avec Juliette Gréco, Claude Luter, Mireille, Eddy Mitchell, le Grand Orchestre du Soudan, Eddy Loucas. 21.50 Multitout, émission de Thierry Roland. Sports et divertissement. 22.15 Journal. 23.20 C'est à lire. 23.40 Cignotant.</p>	<p>Samedi 3 novembre 8.30 Bonjour la France ; 9.05 Télé-forme (et à 10 h 15) ; 9.20 Concert ; 10.35 Sept jours en Bouise ; 10.50 Aventures inattendues ; 11.15 Un métier pour demain : la productique ; 11.30 Pic et Poke et Colegram ; 12.00 Bonjour, bon appétit ; 12.25 Amuse-gueule ; 13.00 Journal ; 13.35 Télé-foot 1 ; 14.20 Série : Pour l'amour du risque ; 15.15 Dessins animés : Spiderman ; 15.25 Le merveilleux voyage de Nils Holgersson ; 15.50 Temps X ; 16.35 Castiques et bottes de cuir ; 17.05 Série : Madame SOS ; 18.05 Trente millions d'amis ; 18.35 Auto-moto ; 19.05 D'accord, pas d'accord ; 19.15 Emissions régionales ; 19.40 Cocoricocoboy ; 20.00 Journal ; 20.30 Tirage du Loto. 20.35 Téléfilm : Héloïse, Alice est l'ennemi. De Bernard Queysanne avec Jacqueline Paret, Pascal Audret, Marc Michel. 22.10 Droit de réponse. L'esprit de contradiction. Emission de Michel Folac. Sur le thème : les nouveaux penes. 0.00 Journal. 0.15 Ouvert la nuit... Alfred Hitchcock présente : la maison idéale. de Don Taylor. Extérieur nuit.</p> <p>Dimanche 4 novembre 8.30 Journal ; 9.00 Emission islamique ; 9.15 A Bible ouverte ; 9.30 Orthodoxie ; 10.00 Présence protestante ; 10.30 Le Jour du Seigneur ; 10.50 Messe à Notre-Dame-des-Victoires, à Paris ; 12.02 Midi-Press ; 12.30 La séquence du spectateur ; 13.00 Journal ; 13.25 Série : Starsky et Hutch ; 14.20 Sports-dimanche ; 16.30 Variétés : La belle vie ; 17.30 Les animaux du monde ; 18.10 Série : Les bleus et les gris ; 19.00 Sept sur sept, présenté par Anne Stéclat ; 20.00 Journal. 20.35 Cinéma : American, American. Film d'Elia Kazan. 22.25 Sports dimanche soir. 23.20 Journal. 23.40 C'est à lire. 23.45 Cignotant.</p>
ANTENNE 2	<p>10.30 Antiope. 12.00 Journal et météo. 12.10 Jeu : L'académie des neuf. 12.45 Journal. 13.30 Feuilletton : Les amours des années 50. 13.45 Aujourd'hui la vie. Le monde idéal. 14.50 Cinéma : Dunderklumpen. Film d'animation de Per Ahlén. Magazine : Un temps pour tout. De Monique Carr et Alain Valentini. A chacun son idéal, avec J.-L. Lahaye et G. Lemaire. Le comportement du public face à sa vedette. 17.25 Chefs-d'œuvre du musée : Charlot et Mabel au volant. 17.45 Récré A 2. Les devinettes d'Épinal ; Mes mains ont la parole ; La princesse insensible ; Latulu et Liréli ; Les légendes du monde. C'est la vie. 18.50 Jeu : Des chiffres et des lettres. 19.15 Dessin animé : Bugs Bunny. 19.40 Le Théâtre de Boulevard. 20.00 Journal. 20.35 Série : la Mafia. Réal. D. Damiani. Avec M. Pissolito, N. Jamet, F. Poirier... Quatrième épisode : le feuilletton atteint sa vitesse de croisière. La Mafia attaque le policier Corrado dans ce qu'il a de plus cher : sa fille est enlevée. Au même instant un détenu est trouvé mort dans sa cellule. Cifren, le voluptueux aristocrate, est toujours incarcéré et reçoit malgré tout sa dose quotidienne d'héroïne. Sur le bureau de Corrado les preuves contre la Mafia s'accumulent...</p> <p>21.35 Magazine : Résistances. Le magazine de droits de l'homme, de B. Langlois. Au sommaire : Afghanistan, les écoliers de l'Hazaradjet ; Nicaragua, à trois jours des élections générales ; Dossier Afrique : Guinée, Côte d'Ivoire, Afrique du Sud ; coup de colère ; Appel des Cant ; un chanteur gabonais, Pierre Akendengué. 22.50 Histoires courtes. La Fiancée, d'O. Bourbillion. 23.10 Journal. 23.25 Bonsoir les clips.</p>	<p>10.30 ANTIOPE. 12.00 Journal et météo. 12.10 Jeu : L'académie des neuf. 12.45 Journal. 13.30 Feuilletton : Les amours des années 50. 13.45 Aujourd'hui la vie. Avec Chantal Goya. 14.50 Série : Timide et sans complexe. 15.40 La télévision des spectateurs. 16.00 Réponse : Lire, c'est vivre. L'ivrogne dans la brousse. De A. Tutin (diffusé le 4 octobre). 17.00 Jeunesse. De Sophie Richard. La Pérouse, le Pachamama, la terre nourricière des Indiens Quichuas de l'Altiplano. 17.45 Récré A 2. La Pimp : Latulu et Liréli ; Il était une fois le cirque ; les matras de l'univers. 18.30 C'est la vie. 18.50 Jeu : Des chiffres et des lettres. 19.15 Emissions régionales. 19.40 Le théâtre de Boulevard. 20.00 Journal. 20.35 Feuilletton : Des grèves aux loups. D'après Michèle Réal, Philippe Moulard. Avec Bruno Devoldère, Maurice Barrier, Sonia Villermaux, Jean-Jacques Moreau. Il est loin le temps où chez les Vialès on reste paysan de père en fils. Pierre-Edouard et Mathilde en font l'expérience et sont bien obligés d'admettre qu'aucun de leurs fils n'a l'intention de continuer l'exploitation du domaine familial. Et la deuxième guerre mondiale qui éclate bouleverse encore une fois la vie de Saint-Libéral. Les réfugiés affluents dans ce village de Corrèze...</p> <p>21.40 Apogées. Magazine littéraire de B. Pivot. Sur le thème : rencontres aux portraits de quelques grands écrivains français, sont invités : Jean-Paul Aron (les Modernes, Journal de l'esprit du temps) ; Marie-Claire Benquet (Anatole France, les Tarots d'Ulysse) ; Alain Rey (codirecteur de la publication du Dictionnaire des littératures de langue française) ; Roger Stéphane (André Malraux, entretiens et précisions) ; Patrick Thévenon (la Vertu des simples). 22.50 Journal. 23.00 Ciné-club : Agent X 27. Film de Josef von Sternberg (cycle Marlene Dietrich).</p>	<p>Samedi 3 novembre 10.00 Journal des sources et des entendements ; 10.20 Vidéo-magazine ; 10.35 Plateau 45 ; 11.05 Les cornets de l'aventure ; 12.00 A nous deux ; 12.45 Journal ; 13.15 Série : L'homme qui tombe à pic ; 14.15 Numéro dix, magazine du football ; 14.55 Les jeux du stade ; 17.00 Terre des bêtes ; 17.30 Récré A 2 ; 17.55 Le magazine de la rédaction ; 18.50 Jeu : Des chiffres et des lettres ; 19.10 D'accord, pas d'accord ; 19.15 Emissions régionales ; 19.40 Le théâtre de Boulevard ; 20.00 Journal. 20.35 Variétés : Champagne-Elysées, de Michel Drucker. 22.05 Magazine : Les enfants du rock. 23.20 Journal. 23.40 Bonsoir les clips.</p> <p>Dimanche 4 novembre 9.35 Information et météo ; 9.40 Récré A 2 ; 10.10 Les chevaux du désert ; 10.40 Une fois ; 11.15 Dimanche Martin (Entrées les artistes) ; 12.45 Journal ; 13.15 Dimanche Martin (suite) ; Si l'on aime le cinéma ; 14.25 Série : Le juge et le pilote ; 15.15 L'école des fous ; 16.00 Dessin animé ; 16.15 Thé des sons ; 17.00 Série : Théorie Humbert ; 18.00 Stade 2 (et à 20 h 25) ; 19.00 Série : Dans la tourmente ; 20.00 Journal. 20.35 Jeu : La chasse aux trésors. A Carthagène (Colombie). 21.50 Série documentaire : Vingt ans après. de P. Bonquet et J. Labbé. L'avenir est à eux (deuxième volet). 22.50 Magazine : Désirs des arts. de P. Dab, réal. ; P. Collin et P.-A. Bostant. La primitivité et nous (2^e partie). 23.20 Journal. 23.40 Bonsoir les clips.</p>
FRANCE RÉGIONS 3	<p>17.00 Télévision régionale. Programmes autonomes des douze régions. 19.55 Dessin animé : Lucky Luke. 20.05 Les jeux. 20.35 Cinéma sans visa. Emission de Jean Lacouture et Jean-Claude Guillebaud. 20.40 Cinéma : Le Gardien de chevaux. Film chinois de Xie Jia. 22.15 Témoignages. Avec M.M. Régis Bergeron, spécialiste du cinéma chinois, René Dumont et M^{me} Marie Holzman, spécialiste de la vie en Chine. 22.45 Journal. 23.10 Vidéo à la chaîne. Vidéo Art. 23.15 Prélude à la nuit. Concerto harmonico, de Wasserman, par le Festival Strings de Lucerne.</p> 	<p>17.00 Télévision régionale. Programmes autonomes des douze régions. 19.55 Dessin animé : Lucky Luke. 20.05 Les jeux. 20.30 D'accord, pas d'accord (INC). 20.35 Vendredi : Les nouveaux convertis. Magazine d'information d'André Campana. Juifs, chrétiens, ou musulmans... Ils ont changé de religion en changeant radicalement de tradition. Un débat, des témoignages d'écrivains, de philosophes, de journalistes convertis. Avec la participation, notamment, de Roger Garaudy, Nadine de Rothschild, le rabbin José Eisenberg, le cheikh Abbas... 21.30 Une vie au service de la science : Bernard Halpern. A l'occasion du vingtième anniversaire de l'INSERM. Portrait de Bernard Halpern, fils de juif russe issu d'une famille de huit enfants, émigré en Sibérie. Bernard Halpern, né en 1904 et mort en 1978, fut un pionnier de l'allergologie, professeur au Collège de France, membre de l'Académie des sciences en 1964 et de l'Académie nationale de médecine en 1976. 21.45 Journal. 22.10 Téléfilm : Le Brin de muguet. de M. F. Briselance sur une idée de Sim. Un meurtre dans une petite communauté de marins-pêcheurs charentais. Comment le crime a-t-il été commis ? Sim dans son premier rôle dramatique. 23.05 Vidéo à la chaîne. Vidéo clips. 23.10 Prélude à la nuit. « Quatuor à cordes n° 7 » de L. Lajtha par le quatuor Tatrai.</p>	<p>Samedi 3 novembre 13.15 Repère : les transports ; 13.30 Horizon ; 14.00 Entrée libre ; 16.15 Liberté 3 ; 17.30 Emissions régionales ; 19.55 Dessin animé : les Wombles ; 20.05 Les jeux. 20.35 Au vu et de l'écriture. Emission de Pierre Deschamps. 21.30 D'amour et de Krisa, de Kris et Inoxydable. 21.45 Journal. 22.10 Feuilletton : Dynastie. 22.55 La vie de château, de Jean-Claude Boly. 23.25 Musiclub.</p> <p>Dimanche 4 novembre 10.00 Masque ; 12.00 La vie en tête ; 13.00 Magazine 84 ; 14.30 Objectif entreprise ; 15.05 Musique pour un dimanche (et à 17.35) ; 15.15 Théâtre (cycle Shakespeare) : Henri IV ; 18.00 Emission pour la jeunesse ; 19.40 RFO Hebdo ; 20.00 Fraggie rock. 20.35 Tim et De Gaulle. Tim, caricaturiste et administrateur de De Gaulle, témoin de son temps à travers ses dessins. 21.35 Aspects du court métrage français. 22.05 Journal. 22.30 Cinéma de minute : Murder, film d'Alfred Hitchcock. 00.10 Prélude à la nuit.</p>
PÉRIPHÉRIE	<p>● RTL 20 h, Série : Dallas ; 21 h, En route pour la gloire, film de Hal Ashby ; 23 h 35, JTL-digest ; 23 h 45, La joie de lire. ● TMC 20 h, Série : Magnum ; 21 h, La route semée d'étoiles, film de Leo Mac Carey ; 23 h 15, Monte-Carlo Magazine. ● RTB 20 h, Autant savoir : des mines pour y vivre ; 20 h 25, le Cardinal, film de Otto Preminger ; 23 h 10, Carrousel aux images. ● RTB-TELE 2 19 h, Légendes du monde : le fils de Ramohamy ; 20 h, L'ordre nouveau (n° 4 : la grande muette), suivi d'un débat. ● TSR 20 h 15, Temps présent : le patriotisme américain ; 21 h 20, Série : Dynastie ; 22 h 20 Cinéma soviétique : le Nageur, film d'Irakli Kvirkadze.</p>	<p>● RTL 20 h, Lou Grant ; 21 h, Hôtel (retour de flamme) ; 22 h, Numéro Dix, l'actualité du football ; 23 h 5, Un frisson dans la nuit, film de Clint Eastwood. ● TMC 20 h, C'est assez chaud ; 21 h, Série : Dynastie ; 22 h, la Gueule ouverte, film de Maurice Pialat. ● RTB 20 h, Au nom de la loi, magazine de la justice ; 21 h 5, Ciné-club : Stalker, film d'André Tarkovski. ● RTB-TELE 2 20 h 5, Billes de faveur : le Bourgeois gentilhomme, de Molière ; 22 h 10, Propos et confidences : Romain Gary. ● TSR 20 h 15, Tell quel : enfants violés ; 20 h 45, Les Fous de l'espoir, film de Daniel Poirier ; 23 h, Les visiteurs du soir : il n'allait pas cathédrale.</p>	

مكتبة النور

A Ecouter

Le retour de Deep Purple

C'est en direct des studios de la chaîne ABC, à New-York, que se dérouleront les deux prochaines émissions «Wango tango» et «Live» de RTL. Au cours de deux émissions spéciales, relayées par satellite, Francis Zegu et Dominique Farren célébreront un événement dans le monde du rock : le retour de Deep Purple, après sept ans d'absence. Le groupe anglais, en effet, décidé de se reconstruire dans sa formation

initiale et de repartir avec un nouveau disque, *Perfect strangers*, qui sera diffusé en exclusivité sur RTL.

Une première que les animateurs feront suivre d'une longue interview du groupe, et de témoignages de nombreux musiciens américains.

• **Wango tango**, vendredi 26 octobre, de 23 heures à minuit ; **Live**, samedi 27, de 22 h 30 à minuit, sur RTL.

Opéra populaire

Se souvient-on, de nos jours, de Wilhelm Kienzl, ce compositeur autrichien, wagnérien fervent, qui créa avec son opéra *Der Evangelist* (L'Évangéliste), une nouvelle forme d'opéra, celle de l'opéra populaire ?

L'action est tirée d'une histoire authentique qui se déroule à Vienne, dans la première moitié du dix-neuvième siècle. Elle

raconte la vie d'un homme pieux, vêtu de noir, qui, en échange d'une lecture de la Bible, demandait des aumônes les vendredis, samedis et dimanches dans les cours de Vienne. Heike Schikatzki présente cette œuvre dont le livret a été traduit en plus de treize langues.

• **Opéra : Der Evangelist**, samedi 27 octobre à 11 heures, France-Musique.

Malher en feuilleton

Dix années de la vie de Gustav Mahler (de 1897 à 1907) revécues à travers un feuilleton musical qui ne comportera pas moins de vingt-deux épisodes. C'est la nouvelle série d'émissions que proposent Henri-Louis de la Grange et Dominique Jamsus.

Au programme : une saison de l'Opéra de Vienne en alternance avec l'éché que la suite et l'évocation, dans le contexte viennois de l'époque, des grandes créations de Mahler

(ses 4^e, 5^e, 6^e et 7^e symphonies) ainsi que le rappel des mises en scène des principaux ouvrages du répertoire : *Tristan et Isolde*, *Die Meistersinger*, *Fidelio* ou les *Contes d'Hoffmann*.

La guerre des étoiles

Tous les jours, Marie-Odile Monchiolucci raconte l'univers aux enfants. Une aventure fabuleuse, une histoire en mouvement perpétuel, dont les auteurs s'appellent étoiles et galaxies, et où chacun vit, se bouscule et disparaît, dans l'indifférence générale.

Maia les étoiles ne fabriquent-elles pas, pourtant, les éléments nécessaires à notre vie, et le soleil — qui fait le tour

de la galaxie en 200 millions d'années, à une allure de 1 million de kilomètres à l'heure — n'est-il pas également indispensable à l'existence terrestre ? Les petits se passionneront, la narratrice a du talent. Pour tous ceux qui ont 15 milliards d'années entre les oreilles...

• **Poussière d'étoiles**, du lundi au vendredi, à 17 h 40, France-Inter.

Poésie

Un mardi par mois, l'actualité d'une activité vivace, que l'on dit pourtant impossible : la traduction poétique. La magazine «Pour ainsi dire», amplifie les échos de tous les poètes du monde, pour peu qu'un sismiste ait su, en français, les

transmuer. Pour cette première émission, André Vetter reçoit Jacques Dars, spécialiste des littératures chinoises.

• **Pour ainsi dire**, les poètes du monde, mardi 30 octobre, de 20 h à 20 h 30, France-Culture.

Magazine Caraïbes

Dans ce nouveau magazine consacré aux Caraïbes, Daniel Maximin s'entretient avec René Méné, l'un des intellectuels qui ont le plus marqué, depuis cinquante ans, la vie culturelle dans le monde noir francophone : il a fondé, avec son ami Aimé Césaire, poète et député de la Martinique, la revue *Tropiques*. Professeur de philosophie à Fort-de-France pendant quarante ans, il a contribué — avec une grande discrétion, mais de manière décisive — à la formation intellectuelle de plusieurs générations, de Frantz Fanon à Edouard Glissant.

A cinquante-seize ans, il a fait pour «Antipodes» un bilan des espoirs et des échecs, des naissances et des stratégies de la vie culturelle aux Antilles et dans le tiers-monde.

• **Antipodes : 50 ans de vie culturelle aux Antilles**, mercredi 31 octobre, de 20 h 30 à 21 h 30, France-Culture.

Les mystères du rythme

Le rythme est partout. Donnée essentielle de l'activité humaine, le rythme n'en est pas moins une des plus mystérieuses. Thème passionnant et controversé, dans la mesure où l'un des débats en histoire économique est de savoir si ces rythmes se réduisent en cycles périodiques.

L'émission de Jean Bouvier, Jacques Marseille et Alain Plessier sera plus particulièrement consacrée aux plus longs de ces mouvements, ceux qui s'étendent sur des décennies, voire des siècles. Avec Michel Morineau et Jean-Yves Grenier.

• **Le temps qui change**, vendredi 2 novembre, de 9 h 5 à 10 h 30, France-Culture.

Radio-France internationale

PARMI LES MAGAZINES :
• **Cinéma d'aujourd'hui**, cinéma sans frontières, le dimanche à 12 heures. Au sommaire : Les 1^{er} Rencontres du cinéma rural à Aurillac, un bilan du Festival de cinéma méditerranéen à Bastia et une approche du nouveau cinéma britannique.

• **Priorité santé**, le jeudi 1^{er} novembre, à 10 heures (rediffusé le samedi 3 à 17 heures), fait le point sur les derniers progrès de la médecine tropicale avec la participation du professeur J.-P. Coulaud et du docteur Ogrizek.

France-Culture

SAMEDI 27 OCTOBRE

- 7.03 Fréquences buissonnières.
- 8.04 Littérature pour tous : «Audessus du volcan», de Malcolm Lowry.
- 8.30 Voix du silence : le Chili.
- 9.05 Mémoires du monde contemporain.
- 10.30 Musique : Passion op. 7.
- 11.00 Grand théâtre : troisième resour de Chine, par E. Lammier.
- 12.00 Panorama.
- 14.00 Entretien, avec Henri Atlan ; Fets divers.
- 15.30 La bon plaisir de... Joris Ivens : la minuscule d'un regard ; la documentation est la conscience du cinéma. (Des témoignages de J. Dreville, Costa-Gavras, P. Lhomme, H. Strick, T. de Vries, D. Dulorme, M. Loridan, et des archives.)
- 15.15 Passage du témoin, par T. Ferenczi. Avec Jacques Dars et Jean-François Lyotard.
- 20.00 Musique : Maintenance. L'électronique hors circuit ?
- 20.30 Nouvelles rétrospectives dramatiques : Cordillères, de Jean-Paul Fargue. Avec J. Callard, A. Capria, A. Weber... et entretiens avec l'auteur.
- 22.10 Dénarçhes... avec J.-C. Vauquet.
- 22.30 Musique du Moyen-Âge marocain, avec le groupe Alt Salid.

DIMANCHE 28 OCTOBRE

- 7.03 Chasseurs de son.
- 7.15 Horizon, magazine religieux.
- 7.25 La fenêtre ouverte.
- 7.30 Littérature pour tous, avec Dino Buzzati.
- 7.45 Dits et récits : Vent d'ouest, d'A. Drot.
- 8.00 Ode au théâtre.
- 8.25 Protestantisme.
- 9.05 Écoute terribile.
- 9.35 Divers aspects de la pensée contemporaine : l'Union rationnelle.
- 10.00 Messe à Notre-Dame de Paris.
- 11.00 Chronique de la langue parlée : apostrophe pour François Maspéro.
- 12.00 Des papous dans le tite.
- 13.40 L'exposition du dimanche : exposition Mac Avo, galerie Guigou.
- 14.00 Le temps de se parler.
- 14.30 Le testament du jour, de L.-M. Segouin. Avec M. Nerval, J. Zabor, M. Schütz.
- 16.30 La tasse de thé, par B. Delanoy, C. Dupuy et P. Descargues : actualité de la musique ; historique ; un livre, le livre en face.
- 19.10 Le cinéma des cinéastes.
- 20.00 Musique : collection de timbres, par D. Joss.
- 20.30 Atelier de création radiophonique : sons et couleurs de Karol Appel.

SAMEDI 27 OCTOBRE

- 2.00 Les nuits de France-Musique : Musique du divertissement.
- 7.03 Avis de recherche.
- 8.05 Carnets de notes.
- 11.05 Opéra : «L'Évangéliste», de Kienzl. Le chœur et l'Orchestre de la radio bavaroise dir. Lothar Zagrosek.
- 14.04 Le temps du jazz : Jazz s'il vous plaît ; Hespéride.
- 16.03 Désaccord parfait : un débat sur la musique ou le défaut des femmes ; à 17 h, Concert : œuvres de Mendelssohn, Schumann.
- 18.02 Les singles du muséum.
- 19.05 Concert : musique traditionnelle des îles Hébrides.
- 20.04 Avant-concert.
- 20.30 Concert (en direct de la salle Pleyel) : Concerto pour violon et orchestre n° 1, Concerto pour trompette et orchestre en mi-bémol majeur de Haydn ; deux concertos pour violon et orchestre extraits de la «Stravangaza» de Vivaldi ; Concerto pour trompette et orchestre à cordes et m. maj. de Tartin, par l'Ensemble orchestral de Paris, dir. J.-P. Waller, sol. : Maurice André, trompette, J.-P. Waller, violon.
- 22.34 Les soirées de France-Musique : le club des archives ; Bruno Walter à Paris.

DIMANCHE 28 OCTOBRE

- 2.00 Les nuits de France-Musique : œuvres de Busoni, Prokofiev, Chopin, Ravel, Schubert, Enesco, Roussel.
- 7.03 Concert-promenade : musique viennoise et musique légère.
- 8.05 Carnets : BWV 79 de Bach.
- 9.05 Feuilleton : Gustav Mahler à Vienne ; œuvres de Beethoven, Schumann, Mahler.
- 12.05 Magazine international.
- 14.04 Programme musical proposé en disques compacts.
- 17.00 Présentation de la soirée lyrique : idem à la salle Pleyel le 28 octobre.
- 18.00 Concert : «La Walkyrie», de Wagner, par le Nouvel Orchestre philharmonique, dir. Marek Janowski.
- 23.00 Les soirées de France-Musique : Ex-libris ; œuvres de Wagner, Mozart, Boulez, Ravel ; à 1 h, les mots de François Xenakis.

LUNDI 29 OCTOBRE

- 7.00 Le goût du jour.
- 8.15 Les enjeux internationaux.
- 8.30 Les chemins de la connaissance : le vin dans sa gloire. (Et à 10 h 50 : le Bauhaus, une école d'art allemande de l'entre-deux guerres.)
- 9.05 Les tentes de l'histoire : l'image et la lettre ; cinq siècles d'illustrations de l'imprimé.
- 10.30 Musique : Miroirs (Baumgartner). (Et à 17 h.)
- 11.10 Passaport pour l'avenir : la décentralisation.
- 11.30 Feuilleton : La San-Felice.
- 12.00 Le quatrième coup.
- 13.40 Un livre, des voix : «Necropolis», de H. Montfort.
- 14.30 Grande documents : les Kiptomans.
- 15.30 Les arts et les gens : mises au point de l'histoire d'art moderne de Bruxelles ; à 16 h : l'actualité ; à 16 h 20, enquête : l'histoire de l'art.
- 17.10 Ile-de-France, chef-lieu Paris : les fouilles archéologiques du Louvre.
- 18.00 Subjectif : Agora, avec C. Delanoy ; à 18 h 35, Tire la langue ; la surprise du texte : espace libre ; Ariety ; à 19 h 15, Rétro ; à 19 h 25, Jazz à l'ancienne.
- 19.30 Perspectives scientifiques : préhistoire (le mésothèque).
- 20.00 Musique, mode d'emploi : mixer «Jelly Roll» Morton.
- 20.30 La ressource à Mayenne avec le mort, de H. Kasper, avec G. Tréjean, C. Salers, J.-P. Laroux et C. Sempun-Mours.
- 21.45 L'actualité : musiques traditionnelles.
- 22.30 Nuits magnétiques : magazine «Ce qui sonne».

MARDI 30 OCTOBRE

- 7.00 Le goût du jour.
- 8.15 Les enjeux internationaux.
- 8.30 Les chemins de la connaissance : le vin dans sa gloire. (Et à 10 h 50 : le Bauhaus.)
- 9.05 La marche des autres : relation de voyage chez les Ma et Mocho.
- 10.30 Musique : miroirs (Baumgartner). (Et à 17 h.)
- 11.10 L'école des parents et des éducateurs : Les parents et l'école, une consultation nationale.
- 12.00 Panorama.
- 14.00 Instantané, magazine musical.
- 14.00 Un livre, des voix : «La gloire de Dina», de Michel de Castille.

France-Musique

LUNDI 29 OCTOBRE

- 2.00 Les nuits de France-Musique : autour de la «Nouvelle Symphonie» de Debussy.
- 7.10 Actualité du disque.
- 9.06 Le matin des musiciens : l'âme à la corde. Les grandes familles : œuvres de Simpson, Copland, Abel, Martin, Gabrieli, Marais ; le violon des italiens : œuvres de Turini, Corelli, Vivaldi, le violon des autres : œuvres de Bach, Telemann, Vivaldi-Ferrari.
- 12.05 Concert : œuvres d'Indie, Ward, Dowland, Danyel par The consort of musicks, dir. Anthony Rooley.
- 13.32 Équivalences : œuvres de Vienne, Litvise, par Dominique Breda, orgue.
- 14.02 Répères contemporains : œuvre de Kalkel, Capdenat, Marietta.
- 15.00 Les après-midi de France-Musique : Verdi ou le drame du pouvoir.
- 18.00 L'imprévu.
- 19.15 Le temps du jazz : Actualité ; Interim ; Feuilleton : le blues urbain.
- 20.00 Les musées en dialogue.
- 20.30 Musique de chambre — Concert (en direct du Grand Auditorium de Radio France) : «Suite persane», de Capria, «Ocrusse», de Mendelssohn, «Dixie» à voix, op. 14 d'Enesco, «Suite pour vent», en si bémol majeur de Strauss, par l'Ensemble d'instruments à vent Maurice Bourges.
- 22.34 Les soirées de France-Musique : Darius Milhaud ; à 23 h 5, le musicien de minuit : œuvres de Bach, Parker, Stockhausen, Mozart, Vivaldi, par Jean-Claude Veillon, flûte.

MARDI 30 OCTOBRE

- 6.00 Musique légère : œuvres de Metten, Beck, Rauter, Ries.
- 7.10 Actualité du disque.
- 9.06 Le matin des musiciens : l'âme à la corde : de l'évolution de l'espace ; œuvres de Telemann, Bach, Haydn, Boccherini, Mozart, Haydn, Byrd.
- 12.05 Concert : œuvres de Bach, Mozart, par Edgar Krapp, orgue.
- 13.32 Répères contemporains : œuvres de Casanova, Bondon, Kramsky.
- 14.30 Les enfants d'Orphée : l'école brésilienne.

- 15.00 Les après-midi de France-Musique : Verdi ou le drame du pouvoir — l'Église, le clergé et l'État.
- 18.00 L'imprévu.
- 19.15 Le temps du jazz : portrait d'un jazzman ; Interim ; Feuilleton : le blues urbain.
- 20.00 Premières loges : œuvres de Massenet, Tchaïkovski, Puccini, Duparc, Hahn, par Grace Moore, soprano américaine (1901-1947).
- 20.30 Concert : Tollerant Domine meum à huit voix de Des Prés, «Salve Regina» à huit voix de De Victoria, «Magnificat» à huit voix de Aguilera, Grand et Gloria à sept voix de Monteverdi, «Requiem» de Biber, par l'Ensemble vocal du studio de musique ancienne de Montréal, dir. Christopher Jackson.
- 22.34 Les soirées de France-Musique : Darius Milhaud ; à 23 h 5, Jazz club : le Gary Burton Quartet.

MERCREDI 31 OCTOBRE

- 2.00 Les nuits de France-Musique : musique de chambre.
- 7.10 Actualité du disque.
- 9.08 Le matin des musiciens : l'âme à la corde : du Nouveau Monde ; œuvres de Geminiani, Beethoven, Mozart.
- 12.05 Concert : œuvres de R. Strauss, Morlacchi, Haydn, Mozart, par l'Orchestre de la Staatskapelle de Dresde, dir. H. Blomstedt, sol. : P. Darné cor, G. Eschbach, trompette.
- 13.32 Les chants de la terre.
- 14.02 Journées solistes : œuvres de Mathieu, Liszt, par François Leroux, baryton, Louis Lange, piano ; de Chateaubert, Paris-Alvares, Respighi, Croft, Faras, par Pierre-Michel Vigneau, harpe.
- 15.00 Les après-midi de France-Musique : Verdi ou le drame du pouvoir — Pire et fils.
- 17.00 Héroïne de la musique.
- 18.00 L'imprévu.
- 19.15 Le temps du jazz : Où jouent-ils ? ; Interim ; Feuilleton : Le blues urbain.
- 20.30 Concert : «La Perle», de Bailly, par les chœurs et l'Orchestre de Lyon, dir. C. Bardon, chef des chœurs B. Tott.
- 23.00 Les soirées de France-Musique : Verveine-Scotch : œuvres de Vetter, Schoenberg, Hyles, Frisell ; à 1 h, Passions d'or.

- 15.00 Les après-midi de France-Musique : Verdi ou le drame du pouvoir — l'Église, le clergé et l'État.
- 18.00 L'imprévu.
- 19.15 Le temps du jazz : portrait d'un jazzman ; Interim ; Feuilleton : le blues urbain.
- 20.00 Premières loges : œuvres de Massenet, Tchaïkovski, Puccini, Duparc, Hahn, par Grace Moore, soprano américaine (1901-1947).
- 20.30 Concert : Tollerant Domine meum à huit voix de Des Prés, «Salve Regina» à huit voix de De Victoria, «Magnificat» à huit voix de Aguilera, Grand et Gloria à sept voix de Monteverdi, «Requiem» de Biber, par l'Ensemble vocal du studio de musique ancienne de Montréal, dir. Christopher Jackson.
- 22.34 Les soirées de France-Musique : Darius Milhaud ; à 23 h 5, Jazz club : le Gary Burton Quartet.

JEUDI 1^{er} NOVEMBRE

- 2.00 Les nuits de France-Musique. 7.10 Actualité du disque.
- 9.08 L'oreille en collapçon.
- 9.20 Le matin des musiciens : l'âme à la corde : les débris du XIX^e siècle ; œuvres de Paganini, Seuss, Joachim, Sarasate, Brahms...
- 12.05 Concert : œuvres de Reger, Hindemith, Schoenberg, par l'ORF Sinfonietta, dir. Lothar Zagrosek, sol. C. Goischlich, alto.
- 13.32 Opérac-Magazine.
- 14.02 Répères contemporains : œuvres de Dutilleul, Le Fien.
- 15.00 Les après-midi de France-Musique : Verdi ou le drame du pouvoir : peut-on vivre en dehors des lois ?
- 18.00 L'imprévu.
- 19.15 Le temps du jazz : le bloc-notes ; Interim ; Feuilleton : Le blues urbain.
- 20.00 27 concerts internationaux de guitare.
- 21.00 Concert (cycle acoustique) : «La tentation de Saint-Antoine», de Clodion.
- 22.34 Les soirées de France-Musique : Darius Milhaud ; vers 23 h 5, Quatre livres pour une communauté ; à 0 h, Boreales.

VENDREDI 2 NOVEMBRE

- 2.00 Les nuits de France-Musique. 7.10 Actualité du disque.
- 9.08 Le matin des musiciens : l'âme à la corde : la fin d'un monde ; œuvres de Ravel, Hindemith, Guita, Bartok, R. Strauss.
- 12.05 Concert : œuvres de Brahms, de Palestrina, par les Chœurs de femmes du Gächinger Kantorei.
- 13.32 Les chants de la terre.
- 14.02 Répères contemporains : œuvres de Reger, Wyschnegradsky.
- 14.30 Les enfants d'Orphée.
- 15.00 Les après-midi de France-Musique : Verdi ou le drame du pouvoir : Pire et fils.
- 18.00 L'imprévu : vers 18 h 30, l'Actualité lyrique.
- 19.15 Le temps du jazz : le clavier bien tempéré ; Interim ; Feuilleton : Le blues urbain (Chicago).
- 20.00 Avant-concert.
- 20.30 Concert : Léonore II, ouverture en ut majeur, «Concerto pour piano et orchestre n° 2 en si bémol majeur», de Beethoven, «Ainsi parlait Zarathoustra», «Symphonie n° 9 de R. Strauss», par l'Orchestre radio-symphonique de Sarabuck, dir. M. Janowski, sol. R. Buchbinder, piano.
- 22.34 Les soirées de France-Musique : Darius Milhaud ; à 23 h 5, Boreales ; à 1 h musique traditionnelle : contes de l'Orient.

échecs

N° 1096

Un roi en cavale

(Tournoi international de Dortmund, 1984)

Blancs : Lebus
Noirs : Spangol

Défense sicilienne. Attaque Keres.

1. d4 c5
2. Cf3 d6
3. d4 c5
4. Cxd4 Cxd4
5. Cg3 d6
6. g4 (a) h6 (b) 34. e3
7. h4 (a) f7 (b) 35. Dxd7
8. f3 (a) 36. Dd8+
9. g5 h6 (b) 37. Dd7+
10. h5 (a) 38. Dd8+
11. f4 (a) 39. Dd6+
12. f5 (a) 40. Dd5+
13. Dxd4 41. Dd8+
14. Dd5 42. Dd7+
15. f6 (a) 43. Dd6+
16. f7 (a) 44. Dd5+
17. Dd3 (a) 45. e5
18. Dd4 46. e7
19. Dd5 47. Dd2
20. Dd6 48. a8
21. Tg1 49. a8
22. Rf2 (a) 50. Rf1 (a)
23. d7+ 51. a8
24. Dxd7 52. e6 (v)
25. Cb5 53. Rg3
26. Cb6 54. Rg4
27. Dd6 55. Rg4
28. Rf2 56. Rg4
29. Rf3 57. Rg4
30. Rf4 58. Rg4

NOTES

a) D'autres idées sont 6. f2; 6. g3; 6. f4; 6. f5; 6. f6. L'avance du pion g2 de deux pas est une idée trouvée par

Keres lors de sa partie contre Bogoljubov à Salzbourg en 1943. Cette attaque brillante ne consiste pas seulement en une extension du flancetto R mais en renforçant le contrôle des cases centrales d5 et e4 grâce à la manœuvre g4-g5 obligeant le C-R à battre en retraite et évitant déjà d'attaquer l'aile R via f4-f5-h4-h5 etc. L'un des plus grands experts de cette attaque est aujourd'hui le champion du monde, A. Karpov.

b) 6... d5 et 6... e5 sont douteux. Les réponses usuelles demeurent 6... h6; 6... e6; 6... Cg6 et 6... f6.

c) Cette continuation, à la mode depuis deux ans, est moins analysée que les suites 7. g5; 7. f2 et 7. Tg1.

d) Ou 7... Cg6; 8. Tg1, h5; 9. g4, Cxh5; 10. f5, Cxg6; 11. Dd2 (Glek-Sokolov, 1983) ou bien 8. Tg1, h5; 9. g4, Cxh5; 10. f5, Cxg6 (Matalov-Jansz, 1983).

e) 8. Tg1 est jouable: 8... d5; 9. f4 ou 9. f5; 8... e6; 9. f5, Cg6; 9. f6 ou 9. Tg1.

f) Après 10. f6, a6; 11. Dd2, Dd6; 12. Cb3, Dd7; 13. 0-0, f6; 14. f4, 0-0; 15. f5, Rb8; 16. f6, f6; 17. f3, Cb5; 18. Cb4, Dd8 les deux sont égaux (Kraic - Jansa, Vrnjacka Banja, 1983).

g) Meilleur que 11... Cxd4, 45; 13. Dd1, Ch7; 14. Dd5, Cxg5;

15. Cb5! (ou aussi 13. Dd4, Cb7 - si 13... f6; 14. Dd3 - si 14. g6).

h) Dans la partie Tal - Jansa (Tallinn, 1983), les Noirs jouèrent faiblement 12... Cb8. Après 13. Cb4, Dd6; 14. a3 suivi de Dd3 et de f6 les Blancs pouvaient prendre un net avantage.

i) Meilleur que 14... dxe5; 15. Dxd6+, Rf8; 16. Cb3, f6; 17. f6, Dxd7; 18. Dd6+, Rg8; 19. Cb7+ et qu'il y a 15. f6; 15. f6; 16. Dxd6, Cb6; 17. Dd4+, f6; 17. Dxd7, Dxd7; f6; 16. Dxd6, f6; 17. Dd4+, f6; 18. Rb3 avec avantage aux Blancs, selon une analyse de Jansa.

j) Après 15. Dxd6, f6; 16. Rb1 rien n'est bien clair.

k) Un R qui n'est pas froid aux yeux et qui est prêt à se promener.

l) Menace 21... Tg4+.

m) Une réplique spirituelle.

n) En effet, après 22. Dxd6, les Noirs gagnent par 22... Dxd6+; 23. Dd5, e5+; 24. Rb5, f6; 25. Rg4, h5+; 26. Cxh5, f6+; une variante incroyable mais réelle.

o) Renonçant à la suite par échec perpétuel: 26... Dxb2+; 27. Rxd4, Dxd2+ etc.

p) Si 27... Tg7+; 28. Ra5.

q) Encore une jolie réplique, les Noirs souhaitant maintenant l'échec perpétuel après 29. Rxd4, Dxd2+.

r) Une partie extraordinairement vivante. Maintenant les Blancs recherchent le gain et sacrifient leur R.

s) Une fin de partie complexe; les Noirs qui menacent 30... Dxd6 vont-ils gagner?

t) Un échange qui repose sur un calcul d'une précision fantastique.

u) Si 30... Dxd6; 31... g6=D et si 30... Dd8; 31. d7.

v) Une pointe digne d'une étude artistique. A noter que 33. Rb3, Cg8; 34. f4, Rf6; 35. e5, Rg7; 36. b6, Rd7; 37. Rb4, f5; 38. Rb5, f4; 39. e6+Rd6 donnerait le gain aux Noirs. D'autre part, si 32. b6, Cg4+ et 33... Cxb6.

w) Ou 33... Cb6; 34. Rb4, Rf6; 35. Rg5.

SOLUTION DE L'ÉTUDE N° 1095

V. Bress, 1977

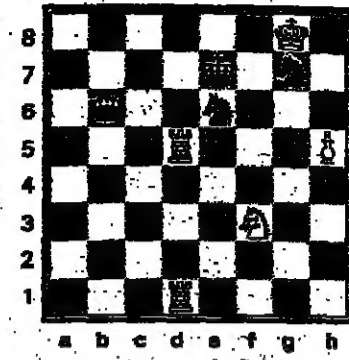
(Blancs: Rb3, f4 et b5, Cg2 et h3. Noirs: Rb3, Dd4, f6, f5 et g5).

1. f6+; Rb7; 2. f6+; Rb8 (2... Rb7; 3. Cxb4, f6; 4. f6+ suivi de 5. Cb3); 3. f6+; Rb7; 4. Cxb4, f6; 5. Cg6+; Rb8; 6. f6+; Rb8; 7. Rb3, f6; 8. f6+; Rb8; 9. f6+ mat.

a. noter que si 1. Cxb4, f6; 2. f6+; Rb8; 3. f6+; Rb8; 4. Cb3, f6+ suivi de 5... f6+.

ÉTUDE

D. PETROV
(1988)



Blancs (5): Rg8, Td1 et d5, Cb3 et f5.

Noirs (4): Rb7, Dd6, Cc6, et g7.

Les Blancs jouent et font nulle.

CLAUDE LEMOINE.

bridge

N° 1094

Oswald Jacoby

Il y a un demi-siècle, certains champions comme Oswald Jacoby, qui vient de nous quitter, jouaient la carte aussi bien que les meilleurs experts actuels, comme le prouve cette défense qui a contribué à la victoire de Jacoby, Watson, Lightner et Gottlieb au Championnat d'Amérique de 1932.

4. RDV987
5. AV3
6. 765
7. RD1097
8. 1052
9. R98
10. D3
11. A8653
12. 4
13. ARV2
14. 1074

Ann. : N. don. Tous vain.

Ouest Nord Est Sud
Jacoby V. Zedwitz Watson Stearns
1 1 1 1
2 2 2 2
3 3 3 3

Ouest a entamé le Valet de Pique pour le 4 et le 7 que Sud a laissé passer en fournissant le 3. Comme Jacoby en Ouest a-t-il tenu à jouer pour faire chanter TROIS SANS ATOUT?

Réponse :

Que va-t-il se passer si Ouest continue Pique ? Sud va prendre et va franchir les Cœurs. Après avoir fait l'As de Cœur, Ouest n'aura plus de Pique à rejouer et, si Est n'a pas l'As de Pique et deux Piques maîtres, le déclarant réussira facilement son contrat grâce aux Cœurs du mort. Et, même si Est avait l'As de Trèfle, encore faudrait-il que Sud n'ait pas un double arrêt à Pique avec l'As et le 10.

An lieu de se retrancher sur ce faible espoir de chute, Jacoby comprit qu'il suffisait qu'Est ait le Roi de Carreau pour que les Cœurs

soient inutilisables et que le contrat soit battu. Après le Valet de Pique, il a donc contre-attaqué la Dame de Carreau ! Si le déclarant prend avec l'As du mort, il n'aura plus de reprise et, s'il laisse passer la Dame de Carreau, Ouest n'aura qu'à commander Carreau. On notera que, si Jacoby avait joué un petit Carreau au lieu de la Dame, l'effet aurait été tout différent.

Il s'agit du fameux coup de Merminas qui sacrifie un honneur non accompagné afin de faire sauter la reprise de main d'un adversaire. A l'époque, on l'assimilait à tout au coup de Deschapelles dont le mécanisme est le même, mais dont le but est de créer une maîtrise chez le partenaire.

« BRIDGE A LA CARTE »

C'est le titre d'un des livres du fameux écrivain anglais Victor

Mello (édit. Pelham). On y trouve de très jolis coups. Voici l'un d'eux.

♠ A83
♥ 5
♦ AD642
♣ R852
N
O
E
S
♠ 97
♥ D10
♦ V975
♣ D18643
RDV2
V8642
OR3
A7

Ann. : S. don. Pers. vain.

Sud Ouest Nord Est
1 1 2 2
2 2 3 3
3 3 4 4
4 4 5 5
5 5 6 6

Quest ayant entamé le 4 de Pique, comment Sud doit-il jouer pour gagner le PETIT CHELEM A PIQUE contre toute défense ?

Notes sur les enchères :

Ces annonces sont correctes. Connaissant l'As de Pique troisième et la coupe à Cœur, Sud a préféré le chelem à Pique plutôt qu'à Carreau où il risquait d'avoir un atout perdant.

Olympiades de Seattle

Elles débutent aujourd'hui avec la participation d'une cinquantaine de pays qui seront répartis en deux poules éliminatoires. Les deux demi-finales et la finale auront lieu du 6 au 10 novembre.

PHILIPPE BRUGNON.

scrabble®

N° 201

L'écolo (tout) contre la dioxine

(Suite de La nouvelle look du PLI, du 29 septembre 1984.) Quatre abréviations font leur entrée : deux anciennes, FAC (anagramme CAF, Coll. Assurance Fret) et HEBDO, et deux récentes : SPI, abréviation de spinnaker, grand foc très creux et ECOLO; le hasard alphabétique veut que, dans la liste des nouveaux mots, ECOLO suive immédiatement DIOXINE, sous-produit du phénol qui n'a rien d'ATOXIQUE. Autres mots scientifiques : CYTOSINE (ana. CITOYENS), une des quatre bases azotées responsables du code génétique (les trois autres, l'ADENINE, la GUANINE et la THYMINE ont été intronisées dès 1981); PENTRITTE, explosif, dont la nouvelle graphie est plus conforme à l'étymologie que PENTHRITE, l'ancienne; le SIDA, acronyme de Syndrome Immuno-Déficientaire Acquis; l'ECOMUSEE, dérivé d'économie et non d'écologie, qui se consacre aux biens naturels et culturels;

N°	TIRAGE	SOLUTION RETENUE	RÉF.	PTS
1	CDEOSTU	CUSTODE	H 4	76
2	AAENKRT	KARATES	6 B	38
3	N+ABEIMS	BINAMES (a)	11 B	81
4	EEHLENU	HUNE	12 A	32
5	ELR+ANRY	RAYE	7 A	57
6	LNR+EOIP	CLOPINER	4 H	76
7	EEGISTZ	SIEGEREZ	D 1	28
8	T+DEHTW	WITOST	1 A	28
9	DET+BOVX	VIDEOTEX (b)	13	72
10	CTQRIUW	RECU	5 C	34
11	FQGU+AAE	FRIQUE	03	48
12	AA+FILNS	FLANAIS	13 D	68
13	BDEORSV	BREVES	9 J	32
14	DO+GNOTU	HOTU (c)	A 12	21
15	DGNO+ASU	ANONS	M 3	30
16	DGU+EJO?	U (d)EZ	8 A	66
17	DGO+AEI	DEIA	N 8	31
18	EGLO+INP	LEGION	14 T	24
19	P+ALIMET	TREMPA	3 B	28
20	IL+ELIM	MILLE	15 E	21
				933

(a) L'anagramme RETANES, disparue en 1982, reste jouable.
(b) Tétéxte, texte transmis à distance.
(c) Poisson d'est d'eau.
(d) DEJUGE(R), N 8, 65.
1) P. Vigroux, 921; 2) E. Peyre, 854; 3) J. Lory, 859; 18) -731; 20) -604.

enfin, le CLANISME (ana. MENISCAL et MANICLES), organisation ethnique qui repose sur le clan, on, péjorativement, connotation raciste d'un groupe (le clanisme du Ku-Klux-Klan ?).

Montpellier Scrabble, collège de la Croix-d'Argent. Tournoi: lundi à 20 h 30, mercredi et samedi à 14 h 30, 6 octobre 1984.

Utilisez un cache afin de ne voir que le 1^{er} tirage. En baissant le cache d'un cran, vous découvrirez la solution et le tirage suivant.

Sur la grille, les cases des rangées horizontales sont désignées par un numéro de 1 à 15; celles des colonnes par une lettre de A à O. Lorsque la référence d'un mot commence par une lettre, ce mot est horizontal; par un chiffre, il est vertical. Le tiret qui précède parfois un tirage signifie que le reliquat du tirage précédent a été rejeté, faute de voyelles ou de consonnes.

Le dictionnaire en vigueur est le Petit Larousse illustré (PLI) de l'année.

• Tournoi homologable régional de Montpellier, 9 décembre. Tél. : (07) 75-14-26.

• Contre les incursions. - Dans la partie du PLI (le Monde du 29 septembre), on joue VS en 2 J, mot qui, étant une abréviation, ne me paraît pas acceptable. M. Rangier, La Rochelle. Certes, mais VS est cité par le FLI comme préposition, non comme abréviation; par ailleurs, il n'est pas suivi en accompagnement de points comme SOS. Rappelons pourtant que l'adoption de VS en 1981 a déclenché les passions, et que les fans de ce mot ont été bien punis: ils l'ont manqué un nombre incalculable de fois.

MICHEL CHARLEMAGNE.

* Prière d'adresser toute correspondance concernant cette rubrique à M. Charlemagne, FPSG, 96, boulevard Péreire, 75017 Paris.

MOTS CROISÉS

N° 325

Horizontalement

I. S'ils se reconnaissent facilement, ils devraient être plus que d'autres capables d'une certaine reconnaissance. - II. Donne toujours exactement la forme et la cote. Fourni qu'il tienne. - III. Pour le trouver, c'est une difficulté extrême. Il était là en août 44. - IV. S'il l'est bien, cela impressionne. Un amateur qui n'est pas forcément obscurantiste. - V. Col. Précède un Paul. Dans la place. - VI. Ainsi sont les L. Présente de l'air. - VII. P.C. mais plus pour le P.C. Le propre du revers c'est de l'être. - VIII. Utile en Chine. Par la fraude et par les trompeurs. Mis en tête. - IX. C'est

Verticalement

1. Ça peut se trouver quand on prend un bouillon. - 2. Manque vraiment d'intuition. Un exil bien désordonné. - 3. Petit état pour les petits. En lice. - 4. Force à choisir. C'est un choix. - 5. Restent après la fin. - 6. Emprunte des détours. - 7. Il n'est pas essentiel ni pour le I ni pour le II du VI. En tambourinant. - 8. Leurs ailes ne sont plus dans Paris. En esprit. - 9. Il y restera. - 10. Voyelles. Recouvrés. - 11. Saint. Suit sa pente. Ne pourrait pas la remonter. - 12. Il y en a encore dans certaines villes. - 13. Entre-tiennent une liaison.

SOLUTION DU N° 324

Horizontalement

1. Folies Bergère. - II. Oranger. Argus. - III. Ut. Familier. - IV. Rivalise. Aéra. - V. Reines. Sonnet. - VI. Ste. Pistre. - VII. Talc. Aine. Spa. - VIII. Outrage. Ag. - IX. Urède. Narine. - X. Térébenthine.

Verticalement

1. Fourre-tout. - 2. Ortie. Auro. - 3. La. Visiter. - 4. Infanterie. - 5. Egalée. Adb. - 6. Semis. Agée. - 7. Bris. Pie. - 8. Lésinent. - 9. Rai. Ose. Ab. - 10. Gréant. Cri. - 11. Egrés. In. - 12. Ruera. Pant. - 13. Essaimages.

FRANÇOIS DORLET.

ANACROISÉS®

N° 325

Horizontalement

1. ADFILMNO. - 2. ACMRSU. - 3. DEINOSU. - 4. ABEIMN. - 5. AACIRST (+2). - 6. ENOORS (+1). - 7. AEINNS. - 8. AEINOR. - 9. EEEILMMZ. - 10. ABEIORS (+4). - 11. CEEHIS. - 12. EEPQRUU. - 13. REINRSU. - 14. EEMNRTU (+1). - 15. AAEIILS.

Verticalement

16. EIMOPRR (+1). - 17. AAB. DELOR. - 18. CEILNOS (+1). - 19. EERRRU. - 20. AAEIMPRU (+1). - 21. EIMOSIU. - 22. ABEILORS (+1). - 23. ABEILNRS (+1). - 24. CEEHINST (+1). - 25. CDEEIPR. - 26. AEEHMTU. - 27. ABEOTU (+1). - 28. AIM. NOSS.

Horizontalement

1. FENAISSON. - 2. IMAMAT. - 3. RAFFUTE, écarte (au rugby) (AFFUTER). - 4. NAPHOT. - 5. EDICULE (ELUCIDE). - 6. ANACRUSES (ASSURANCE). - 7. RUPESTRE (PRETEURS, PRETRES). - 8. IONAMES (GAMINES, GEMINAS, MINAGES). - 9. TOLLES. - 10. NIOBIUM. - 11. SECOURU (RECOUSU, COURUES). - 12. SAYNETE (SEYANTE). - 13. AIMATES (AMATIES, ETAMATS). - 14. JAU-MIERE, tube pour un gouvernail (MIAUREE).

Verticalement

15. FENIANE, concerne un mouvement d'indépendance irlandais. - 16.

SOLUTION DU N° 324

IONISAT. - 17. NURAGHI, pl. - 18. NAPPALIS. - 19. NEODYME, métal. - 20. INTERIM (INTIMER). - 21. VETUSTE. - 22. ASSUMES (MASSEUSE). - 23. FRISURE. - 24. PASTIQUE. - 25. MUTELES (MUTUELS). - 26. ATELES (ETALES, SALETTE, TALEES). - 27. FLENEU, flambant (pour du charbon). - 28. MENESTREL. - 29. ZELATEUR. - 30. TREPID (DEPERIT, TREPID, DEPTER, DITERE). - 31. SALETTE, nettoie (AETTES, SATIETE). - 32. ETATISE. - 33. ETATIS, SATIETE.

MICHEL CHARLEMAGNE et MICHEL DUGUET.

Les mousses du vin d'orge

Bières d'Europe.

La multiplication des cafés et brasseries proposant une carte plus ou moins fournie en bières de qualité, la création ou l'extension de rayons bière spécialisés dans tous les hyper et supermarchés prouvent l'intérêt nouveau du consommateur pour ce « vin d'orge ».

Toutefois, notre manque de culture brassicole nous entraîne à commettre nombre de bévues qui dénaturent le goût et la délicatesse de cette boisson beaucoup mieux connue de nos voisins. A tout seigneur, tout honneur : le bœck germanique dont la réputation n'est plus à faire.

L'Allemagne possède encore un nombre impressionnant de petites brasseries. Chaque ville ou chaque région revendique une spécialité. Les bières du Nord sont souvent fortement houblonnées, bien amères et sèches. La Jever en est le type même. La Beck's de Brême, très maltée, est aussi très caractéristique. La Einbecker en reste très proche. C'est d'ailleurs cette dernière qui a donné son nom au bœck allemand : Einbecker devenu ein bœck.

Les bières de la région de Dortmund, la Dab et la Dortmunder Kronen sont ambrées et très bien équilibrées. De type moyen, elles sont un compromis entre les pils bien houblonnées et les bières maltées. Mais certaines n'ont rien de déterminé. La Kölsch, de Cologne comme son nom l'indique, est une bière de fermentation haute, pale comme la pils mais légèrement acide. Assez amère et légère, elle est très appréciée. Près de Dusseldorf, on brasse l'ALT-bier assez proche des ales anglaises ; bien houblonnée et très aromatisée, elle est agréablement fruitée. A déguster fraîche mais non glacée. On en trouve quelques-unes assez difficilement et seules Hannen Alt et Schlosser Alt, produites par deux grandes brasseries, sont courantes en France.

Toutefois, les plus célèbres mais aussi les plus nombreuses sont les bavaroises. On en trouve de toutes sortes : pales, brunes ou blanches, faiblement ou très alcooliques. Spaten, Paulaner, Löwenbräu, faciles à trouver, et Hacker-Pschorr sont dignes représentants des bières de Munich. L'Eck-Kulmbacher, la plus forte bière allemande (12° en volume

d'alcool), est brassée à Kulmbach comme la Kloster Schwarz pour autant beaucoup plus douce (4,9°). Si la majorité des spécialités allemandes sont de fermentation basse, il ne faut pas oublier que cette technique est originaire de Bohême, où elle fut exploitée commercialement vers 1842.

Une tradition bien plus ancienne a donné naissance aux bières de fermentation haute. La plus noire de toutes, le stout Guinness, d'origine irlandaise, doit sa réputation au remarquable équilibre entre son goût mi-caramel brûlé, mi-régisse et son amertume due à un fort houblonnage. Les deux autres stouts irlandais, le Beamish et le Murphy, beaucoup plus difficile à trouver, sont aussi remarquables.

La mode du pub anglais que connaît notre pays, tant en province qu'à Paris, ne saurait faire oublier qu'un joli cadre ne fait pas obligatoirement une bonne bière. Tout bon pub se doit de posséder dans sa cave quelques grandes ales. De fermentation haute, colorée par du malt ambré, sèche et bien houblonnée, l'ale (ou plutôt la pale-ale, sa version en bouteille), la plus célèbre vient de Burton-on-Trent. Nous ne saurions trop conseiller la Bass au goût riche et nuancé, la Worthington, fruitée et relativement plate, la Bulldog, très alcoolique et légèrement acide. Ne pas oublier non plus la Newcastle, très originale au bon arôme de malt caramel, sa rivale la Double Maxin, typique des bières du nord de l'Angleterre, et enfin la Thomas Hardy, la plus forte bière britannique. Brassée pour la première fois en 1968 pour le centenaire du célèbre auteur anglais qui vanta la qualité des ales de Rochester. Chaque bouteille est numérotée, datée et peut se conserver vingt-cinq ans.

S'il est un pays où la diversité et l'originalité des bières ne sont plus à vanter, c'est bien la Belgique. Ce petit pays possède une palette des plus riches : tous les grands types, pils, munich, stout, ale, y côtoient des bières qui font la réputation de nos voisins : trappistes, abbayes, gueuzes, lambics, blanches...

Par contre, cette diversité entraîne avec elle certains abus. Le terme abbaye, par exemple, peut laisser croire

que la bière y est brassée par des moines. En fait, il recouvre bien d'autres significations : commercialement très rentable, il laisse entendre que la bière était brassée autrefois par les moines, ou qu'une abbaye n'est pas très loin, ou qu'elle est brassée à la manière des moines ou tout simplement qu'il y a un moine sur l'étiquette. En fait, un jugement rendu à Gand, le 28 février 1962, en faveur de l'abbaye d'Orval permet de s'y retrouver : le mot trappiste désigne désormais une bière brassée et vendue par des religieux appartenant à l'ordre des trappistes ou par des personnes qui auraient obtenu à cet effet



l'autorisation de cet ordre. Il n'existe donc que cinq bières trappistes. De couleur foncée, assez fortes et nourrissantes, elles ne sont pas mises en vente avant un temps de garde important en chambre tempérée (de deux semaines à deux mois).

Au moment de la mise en bouteille, la bière limpide et filtrée, oxygénée puis refroidie, contient encore un certain pourcentage de sucre. Le brasseur en rajoute et injecte une dose de levure fraîche dans chaque bouteille : ainsi la bière va fermenter, acquérir son bouquet définitif et se saturer naturellement. Le trouble peut être provoqué par le dépôt de levures, d'où la nécessité de

conserver les bouteilles debout une à deux semaines et de les verser doucement (les amateurs boivent séparément le fond des levures avec un peu de bière).

Toutes les cinq sont remarquables. La moins alcoolique des trois Chimay, la bleue (6,2°), possède un bouquet puissant et riche, une saveur corsée et une gamme de nuances épicées étonnantes. L'Orval, de couleur acajou, doit sa renommée à une mousse très vivante, un arôme très puissant et une amertume prononcée. La Rochefort (6°) est plus houblonnée, de rondeur caractéristique, et la Saint-

très particulière par son arôme fort et vineux et sa saveur acide et piquante ; la Saint-Feuillien sèche mais fruitée ; la Prior, ambrée et peu houblonnée ; la Grimbergen moelleuse, saveur caramel ; l'Aulne, limpide et douce...

D'autres grandes bières spéciales sont dignes d'éloges bien qu'elles soient difficiles à trouver chez nous. La Goudenband, conservée un an en fût de chêne avant d'être commercialisée, fait aussi une excellente kriel. Liefmans, douce et un peu acide par addition de cerises laissées à macérer sept à huit mois. La Wittekop, bière blanche de fermentation haute, très originale, parfum de cannelle et rondeur du froment. La Hoegaarden, autre blanche au goût suret très fruitée : à découvrir absolument.

La Belgique reste le seul pays européen à produire encore industriellement des bières à fermentation spontanée : le moût n'est pas additionné de levures, mais il se charge lui-même, au contact de l'air, des germes responsables de la fermentation. Curieusement, ceux-ci n'apparaissent à l'état naturel que dans la région de Bruxelles. Le produit obtenu, le lambic, se caractérise par une forte acidité et un bouquet très spécifique. Bière plate, il peut se boire tel quel, son goût variant du « lactique » prononcé au moelleux parfait. Edulcoré au sucre candi et quelquefois coupé avec de l'eau pour atténuer sa teneur en alcool, c'est le réputé faro très doux et fruité. Mais le produit le plus célèbre dérivé du lambic, c'est la gueuze. On la trouve maintenant partout : toute bonne brasserie connaît ce mélange de trois lambics d'âge différent. Sa garde très longue (douze mois) et donc l'immobilisation du produit dans les caves du brasseur en font une bière de luxe. Malheureusement, la méconnaissance de cette bière, nouvelle pour nous, entraîne nombre d'erreurs, si ce n'est gâchis. Une gueuze doit reposer sur lie, à température de cave (7° à 10°), deux à trois semaines minimum avant la dégustation. Eviter de trop « bousculer » la bouteille afin que le dépôt reste au fond et ne vienne pas troubler la bière. Elle peut se conserver ainsi plusieurs années.

CHRISTIAN BERGER
PHILIPPE DUBOIS-LAURENCE

Les Tables

de la Semaine

A la grille

Restaurée, cette maison du Vieux Paris (les « grilles » datent du temps de Cartouche et protégeaient des larrons les voiles embrochées) est tout aimable, avec un jeune chef, Daniel Cassagne, qui sait préparer quelques plats, dont un haché Pommeroy (lundi), un coq au vin (mardi), une blanquette d'agneau safranée (mercredi), un civet au beurre de genévris (jeudi) et le cassoulet du vendredi. A la carte aussi, un pot au feu (69 F), le cabillaud aux deux cuissons (69 F), de bons desserts et quelques vins entre 55 et 90 F (que l'on vend aussi au verre). Prix nets. On peut toute la journée venir goûter d'un plat chaud, et la maison est fermée samedi et dimanche. Bon rapport qualité-prix.

15, place du Marché-Saint-Hippolyte (1^{er}). Tél. : 261-99-93.

Salut l'artiste

La formule une entrée, un plat ne manque pas d'intérêt pour les petites bourses. La carte mérite attention, et le soir, dans ce quartier scholastique mais sans attrait gourmand, cette petite maison doit séduire, des œufs cocotte à la friture d'éperlans, du confit pommes persillées à l'entrecôte béarnaise, sans oublier les beignets de brandade, qui signalent que la fille du bon Paul Chénas est ici chez elle. Petits vins, blanc d'Alsace, Gascogne et sorbets de 15 à 20 F. Fermé dimanche et lundi soir.

22, rue Cojean (5^e). Tél. : 354-91-16.

L. R.

LE SAVOIR FAIRE PLAISIR

A chaque saison sa spécialité ! COQUELIN vous propose sa célèbre Bombe aux marrons, l'une de ses plus anciennes spécialités dont le secret de fabrication est jalousement gardé depuis 1911.

COQUELIN
1 PL. DE PASSY 75016 PARIS
Tél. : 288.21.74

Rive gauche

Le Sybarite
Menu gastronomique 130 F S.C.
SALON PARTICULIER 30 COUVERTS
8, rue du Sabot - PARIS 6^e - 222.21.56
Saint-Germain-des-Près

LE MODULE
MONTMARTRE
La plateaux de fruits de mer, charcuterie, sandwiches et salades, moules, frites, légumes, desserts, boissons, etc...
106 BOULEVARD DU MONTMARTRE, MÉTRO VIVIAN. Tél. 326.54.52.
TOUS LES JOURS, SERVICE PERMANENT DE MIDI À 3 HEURES DU MATIN.

Rive droite

CHARLOT
ROI DES COQUILLAGES
BOULABASSES - VIVIER D'EAU DE MER
32, PLACE CLICHY PARIS 8^e - 574.84.84
ACCUEIL JOURNA 24 HOURS

SPECIALITES MAROCAINES
« TIMAG » 21, rue Brand (17^e)
574-23-70 - 23-96
CADRE TYPIQUE LUXUEUX
TAPAS - CORDONS « grand méli méli »
PATISSERIES MAISON
DE JENNER 12/15 - DIM 16 à 20/23 h

L'OIE CENDRÉE
51, rue Labrousse - 15^e
- 531-91-91 -
DÉGUSTATION
DE PRODUITS
DU SUD-OUEST
(fermé dim. et lundi)

CHORIZO goût ARGENTIN
LA PATRIA GRANDE®
705-79-35

AUX ROSES DE BLIDA
Sur commande spécialités pieds-noirs
COCAS, MOUTAS
SOUBRESSAIDE, COUSCOUS
PAILLA, PASTILLA, TAGINE
A emporter ou livré à domicile
dans Paris à partir de 200 F.
29, rue de Chaulieu, 75017 PARIS
622-43-96
Ouvert le dimanche matin.

Il y a des femmes qui vous servent à dîner jusqu'à 3 heures du matin.
Rôtisseries, fruits de mer, coquillages toute l'année, chouchous de la mer, chouchous payannes.
LE BAYERN
La grande brasserie bavaroise de Paris
avec orchestre bavarois et de jazz.
Salon de 10 à 150 couverts.
Place du Châtelet.
Réservation : 231.48.44
LA CHAMPAGNE
La grande brasserie de la nuit.
Vivier de poissons et de légumes.
10 bis, place Clichy, Paris 8^e.
Réservation : 574.46.38
CHEZ HANSI
La grande brasserie allemande.
3, place du 15 Août 1946, Paris 6^e.
Paris à la Tour Montparnasse.
Réservation : 248.50.40

Colis Foie Gras

PROMOTION ART VILLAGE

Pour mieux nous faire connaître, nous vous offrons le **Port Gratuit**, une Remise et un Cadeau de Valeur pour l'achat de notre colis contenant :

un bloc de Foie Gras de Canard 100 g net (3 parts) et deux blocs de Foie Gras de Canard 200 g net par bloc (6 parts chacun)

soit 500 g de Foie Gras de Canard au total pour le prix de 280 F tout compris (conservation garantie 4 ans).

A nos conditions actuelles, ce colis vaut 319 F et vous économisez par conséquent 39 F soit 12 %. En plus, nous vous offrons en cadeau le Guide Gascon 1984 (168 pages sous couverture très rigide).

Nous sommes une toute petite entreprise (9 employés) et nous expédions de Saint-Clar (Gers), sous notre marque Art Village, toute une gamme de spécialités savoureuses. Nos clients sont très fidèles et très exigeants et nous essayons, pour les satisfaire, de choisir toujours ce qu'il y a de meilleur.

N'ayant pas les moyens de faire des pages de publicité en couleurs, nous proposons chaque année une promotion très avantageuse qui encourage les gastronomes à faire connaissance avec notre maison.

BON DE COMMANDE à retourner à Art Village 32380 Saint-Clar. Adressez-moi votre colis contenant 3 blocs de Foie Gras de Canard, dont 2 de 200 g (6 parts chacun) et 1 de 100 g (3 parts) et votre Guide Gascon en cadeau au prix total de 280 F port gratuit et remise déduite.

Mon nom

Mon adresse

Code postal

City

Je joint 280 F par ☐ chèque bancaire ☐ CCP 3 volets ☐ mandat-lettre.

Je préfère contre-remboursement (+ 19 F). Etes-vous déjà client ? ☐ oui ☐ non (cochez les cases correspondantes).

EN CADEAU : LE GUIDE GASCON 1984 !
Dans la limite des stocks disponibles (nous ne pourrions pas réimprimer à proximité des fêtes), nous vous offrons en cadeau le Guide Gascon 1984 qui comprend quatre chapitres : les restaurants et fermes-auberges ; les restaurants gastronomiques ; les restaurants de village ; les secrets du tourisme gascon (comment dîner au restaurant, ou dans un moulin à vent, comment se réveiller avec un écartel à sa fenêtre...). Les caves et les châteaux : plus de 70 vins, vignobles etc... expliqués par un enologiste diplômé. Des prix étonnants : un Madiran 1981 à 12,50 F, un Sauternes de classe à 33 F, des Cahors, des Bordeaux, des Jurançons, des Bordeaux inconnus... les recettes de chez nous, les nouvelles occasions, les questions que nous vous posons sur le foie gras etc... Hauts-Gers, Gers, Gironde, Landes, Lot, Lot-et-Garonne, Pyrénées, Pyrénées-Orientales, Tarn-et-Garonne, Haute-Garonne à tout petits prix... 168 pages. Une lecture passionnante.

(1) Composition : Foie Gras de Canard recomposé 98%, sel et épices 2%. (2) Le prix de notre promotion correspond à 56 F pour 100 g livrés chez vous.

L'année qualité

Défilés aux Tuileries sous les bravos de l'enthousiasme.



LA qualité, l'ampleur, l'acharnement du travail qu'on lui présente, frappent avant tout l'observateur des défilés des Tuileries. Ils sont des milliers qui ont participé à la création, à la réalisation, à la présentation de vêtements souvent admirables, des milliers qui, pour la première fois, ont été justement célébrés et avec quelque émotion la semaine passée à l'Elysée.

Les multiples représentations de la féminité qu'ils proposent saisissent aussi. Car les plus belles femmes du monde ont pris l'habitude de se rassembler à Paris quatre fois dans l'année pour présenter les collections de haute couture et de prêt-à-porter. Un régal. Cette semaine, elles ont hanté trois chapiteaux plantés aux Tuileries par la Chambre syndicale de la couture.

Il a fallu attendre lundi matin pour voir sur le podium la plus belle de toutes, la plus belle femme du monde, Inès de la Fressange, mannequin-vedette de Chanel. Inès, décontractée le matin en « chemise d'artiste » de popeline blanche et jupe courte et étroite de shantung noir; Inès plus habillée, l'après-midi en tailleur caban-cardigan de crêpe de Chine écossais marine et rouge; Inès d'un chic fou le soir en robe de mousseline « rouge feu-follet », femme de rêve que nous offrira en final Karl Lagerfeld, admirable d'imagination et de fidélité à celle qu'il sert, Coco Chanel.

Lagerfeld, que nous ne quitterons pas si vite parce qu'il a, par son génie, suscité la seule vraie manifestation d'enthousiasme de ce marathon des Tuileries. Pour son propre compte, il répond au soleil le plus chaud par un tailleur de soie multicolore sur un chemisier à plis de crêpe de Chine marine. Il se joue des brises de la mer par une veste de kabig blanc sur un short de lin noir. Il réinvente l'heure du thé par les « taches flash » d'un tailleur de gabardine de laine imprimée dont la jupe de soie noire fera chavirer toutes les réticences.

Ses cocktails sont superbes en ensembles de satin de coton imprimé, jupe-fleur et veste losange, ou bien en robes de mousseline noire brodées de feux d'artifices qui explosent de couleurs sur les toits de villes imaginaires, brodées elles aussi juste au-dessus de l'ourlet. Ce talent-là, cette qualité-là sont l'un des biens les plus précieux de notre capital artistique actuel.

L'autre beau succès, dans une atmosphère terriblement joyeuse, a été celui de Jean-Rémy Daumas. Un mot d'ordre : « Tata, taratata, rendez-vous à Monte-Carlo ». Et c'est vrai que, si l'été prochain, Stéphanie, qui a déjà fait un tabac cette saison, papillonne à la piscine du Sporting en long peignoir écran « violette » sous une écharpe Daumas, il faudra tout laisser tomber et y aller. Tabac garanti également pour un

spencer imprimé « cigarettes » quatre effets : col-tailleur, châle-martingale et gilet sur jupe à effet gilet blanc. Tabac toujours pour une jupe-pantalon dos nu imprimée « allumettes », plissée sur la poitrine. Tabac enfin pour un haut noir drapé dans le dos sur un short vert volant et pour un maillot de bain lycra devant et résille noir sur le dos et les hanches.

L'autre turbulent des podiums, Jean-Paul Gaultier, a fait fort. Il a taillé « un costume pour deux », homme ou femme. Ainsi une demi-veste smoking à une seule manche, attachée par un bouton sur la hanche et portée sur des

pantalons-bustiers lamés or et argent; un costume deux-pièces en cuir bleu marine sur un pantalon court; une jupe-bustier de cuir noir bordée de dentelle rouge reliée à un short ample par de grosses jarretelles et enfin une veste de smoking noir frangée dans le dos sur une jupe drapée sur la hanche.

Ne quittons pas les enfants terribles de la mode et jetons coup d'œil sur le travail chaque saison plus populaire de Claude Montana. La femme est femme et généreuse en robe bulle d'organza rouge posée sur une jupe courte de satin ou bien dans une étole drapée en éponge rose acide qui s'élève, rigide, à l'aplomb d'une épaule découverte. Beaucoup de daim

aussi, pulls, étoiles, manteaux et jupes, vert, jaune, glycine, etc. Notons pour finir un maillot de bain noir à craquelures roses, manches longues et col montant à vous laisser sur le sable.

Saisons au passage les performances électroniques d'Elisabeth de Senneville et ses imprimés vidéos à la gloire des tarots, les légionnaires en sarouels de soie plissée de Chantal Thomass et faisons une pause chez Jean-Louis Scherrer.

Il a dessiné une femme sage en tailleur de lin écossais pastel; une femme jeune en ensemble de crêpe rose sous un trench en serpent de la même couleur; une femme voyageuse en tailleur de linage beige sur un chemisier de crêpe écrit et sous un trench ciré grège; une femme réservée en blazer et jupe droite en linage chiné noir et blanc; une femme dans l'air du temps en veste jacquard, motif Miro; et enfin une femme chic en robe de crêpe de soie blanc drapée et clippée sur la hanche. Le tout est très, très beau.

Impossible de ne pas faire une halte chez Chloé qui a confié le soir à Philippe Guibourg pour des robes longues imprimées rehaussées de strass, des jupes et des shorts fluides avec juste ce qu'il faut de superpositions pour ne pas choquer. Guy Paulin, au mieux de sa forme, s'est joué du jour et de la nuit avec le même bonheur. De longues vestes de couleurs vives sur des pantalons étroits, des jupes longues et plissées, des ensembles en jersey noir et blanc épaulés et des pantalons très larges, bref : une collection de grande liberté dans le choix des matières, des formes, des longueurs par un styliste aussi brillant que ses broderies pour le soir.

Issey Miyake, Yohji Yamamoto, Sonia Rykiel, Castelbajac et Cerruti, pour ne citer que les principaux, étaient aussi de la fête des Tuileries. Nous les retrouverons bien sûr très bientôt dans ces colonnes.

OLIVIER SCHMITT.



Tout bouge...

TOUT bouge dans les défilés de printemps 1985 des couturiers et créateurs, qui transposent avec bonheur les éléments des tenues de danse et de piscine, tant pour la ville que pour le soir. Une évolution se dessine : les grandes griffes entrent dans la vie quotidienne, multipliant les panoplies de coton et de lin, coordonnées aux tricotés et aux imprimés, à côté des robes habillées qu'on vient chercher à Paris.

Angelo Tarlazzi décoret merveilleusement les détails séduisants du costume du plaisancier marin et de la gitane : maillots rayés, vareuses et débardeurs en superpositions moulantes mais aussi grandes blouses décolletées sur jupes imprimées. Maryll Lanvin s'inspire des dessins de Raoul Dufy pour ses tissus imprimés, façonnés et brodés qu'elle traite en maillots de bain à bustiers drapés et jupes fendues sur le côté.

Givenchy lance le short de ville, une main au-dessus du genou et large, avec une blouse à grandes manches et corselet. Des robes ajustées à taille haute, en soie marine, s'éclairent de parements blancs. Les robes de cocktail imprimées s'animent de volants.

Gérard Penneroux, de Christian Dior, plein d'esprit, se diversifie avec d'originales panoplies de tricotés « plage et ville », des chemisettes et pantalons en coton imprimé tweed,

tandis que son short du soir bleu roi à bustier se voile d'une housse de mousseline imprimée. Valentino fête son vingt-cinquième anniversaire par une silhouette « seconde peau » en robes-maillots de cachemire, en ensembles de villes dépouillées et en superbes blousons du soir sur pantalons.

Per Spook, toujours cohérent, fait évoluer ses panoplies des shorts aux liquettes, en tenues de jour et du soir à débardeurs précieux, jupes ou pantalons. Hermès multiplie les créations pétillantes de coordonnés, robes-chemisiers, avec un nouvel imprimé toque de jockey en charmantes robes, très « Prix de Diane ». Kenzo, enfin, au retour de la Martinique, étend aux tons tropicaux sa palette fleurie dans une silhouette au-dessus de la cheville, carrure large et buste ajusté.

Fidèle à son style, Yves Saint Laurent se démarque des courants du printemps 1985 par son utilisation massive du noir, seul, avec du vermillon en ensemble bicolore, avec du blanc en imprimé. Sa tenue favorite à toute heure : la combinaison épaulée et féminine à taille saturée, le pantalon à peine resserré d'une bande plate au-dessus de la cheville. Les robes-chemisiers, les belles blouses sur jupes droites ou en forme apportent des variantes séduisantes aux classiques de la griffe.

NATHALIE MONT-SERVAN.

Guérillas de charme

ENTRÉ Saturne et la Lune (le décor), c'est Junko Shimada qui a ouvert aux Tuileries la semaine du prêt-à-porter. Les mannequins aux yeux cernés sont maquillés mauvaise mine, effet de l'été pourri et de l'automne pluvieux. Pour l'été 85, les prévisions sont pessimistes. On verra partout des imperméables, des tricotés, des vestes enveloppantes, des teintes feuille morte et terre mouillée, relevées quand même de couleurs acides, et puis du lin.

Chez Junko Shimada, imprimés planète : évasion dans le cosmos, la terre est trop triste. Le coup de fouet, d'un passage rouge agressif, envoie jusqu'à la galaxie des fées blanches sur la caravelle en verre filé, souvenir d'un feuilleton pour enfants. Mais, ici, les fées ont le pâlour d'un lendemain de fête, portent des minis, des robes de mousseline sur des bas noirs.

Souvenir d'Eddie Constantine au temps de Cigarettes, whisky et p'tites pépés, sur des écossais sombres accompagnés de borsalinos. Souvenirs des gadgets-sixties, les bonnets-perruques rouges hérissées avec des casques bleues, transparentes, sur lesquelles sont dessinés des poissons et des algues, madras superposés et la Rumba dans l'air, de Souchon, qui colle au ton d'Odile Lançon : sympa-décontracté, gai en somme.

Contraste : la longue marche des filles de Comme un garçon. Harmonies de grèges, imprimés kimono, mouchetages.

Les bas sont roulés aux chevilles, les encolures et emmanchures sont déportées, les longueurs asymétriques, les jupes retroussées en dedans.

Coiffées de paille effilochée, elles marchent, les filles sans regard, collégiennes insolentement dégingutées, en chemisier virginal et jupes bleu marine, à gros plis, trop grandes, prêtes à tomber, retenues par une bretelle oblique.

Insensibles passages d'une couleur l'autre, d'un dessin l'autre. Rayures sur des manches étroites, bien trop longues, qui font des torsos manchots. Et, surprise, il y a du soleil sur les filles, sur les pulls courts, souples, à manches larges, brillants, barrés de bandes mates : le final est d'or.

Chez Junko Koshino, le final est somptueux, avec des grandes capes drapées, quadrillées de torsades, sur des combinaisons de cuir, découpées dans le dos, craquées aux genoux. Avant, c'est mi-chair mi-poisson, mi-western mi-péplum, avec des tuniques, des toges, des jupes courtes à franges. C'est aussi le monde sous-marin avec des maillots très drapés et du coton épais, court devant, long derrière, pour se déguiser en sirènes. C'est du mi-granité mi-rayé, des alliances de noir avec des couleurs pâles. Et une robe de cuir façon croco, à découpes sinieuses, juste pour l'imagagag, gag de luxe.

Et la star, c'est Thierry Mugler : bousculades et bagarres à l'entrée, avec une heure et demie de retard, et même si ce n'était pas voulu - un plancher qui s'est effondré - il faut bien qu'une star soit en retard.

Des corselets avec des jupes corolles, des robes droites. Des minijupes et des jupes à franges. De la résille noire sur le décolleté, et des châles. Des pantalons pattes d'éléphant (en cuir), qualifiés « gauchos ».

Les couleurs sont audacieuses et leurs alliances raffinées, les formes soulignent des corps de pin-up, jouent sur les contrastes du longiligne et des volants, des tournures... Le pop alterne avec l'hispano, tropical et séguédille, boléro et tango. Eva Peron, elle-même, chignon tiré, veste à basques longues, Evita, ressuscitée, prend un bain de foule. Don't cry Argentina, Yma Sumac et les filles du soleil, en fourreau Cléopâtre, couronnées, étincelantes, veillent sur toi.

Quelques jours plus tard. Fraicheurs d'Orient chez les Girbaud, azur et blanc, coton aux dessins de cachemire, pour voyager sur les tapis de nuages, dans la magie des décalages horaires. Paris 10 h 30, New York 5 h 30, Tokyo 18 h 30.

Les filles gambadent, entraînent des enfants extasiés de toutes les couleurs. Les images reprises en direct par vidéo s'inscrivent dans des paysages citadins, des plages sans fin. On rêve de déserts tempérés, de guérillas de charme. On plane.

COLETTE GODARD.

Cherchons
DÉPOT-VENTE Couture
Vêtements femme et accessoires
PRIX TRÈS SAGES
pour modèles sélectionnés
50, rue de l'Assommoir (10^e)
620-20-82 - 14^e Boulevard

VOUS AVEZ DIT M. DU PLESSIS ?
Qui, bien sûr ! Un des grands professionnels du prêt-à-porter français qui vend directement des tailleurs à partir de 490 F et des costumes homme à 615 F - Nouvelle collection 84/85 au :
18/20, rue du 14^e Temple, 75011 PARIS.
Métro République - du lundi au samedi : 10 h - 12 h 30 - 14 h - 18 h.

مكتبة من الأصول